
Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Amendements apportés aux statuts de la Banque Nationale de Belgique en liaison avec la création d'instruments de réserve nouveaux au Fonds Monétaire International — Principes et méthodes des enquêtes de conjoncture de la Banque Nationale de Belgique — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

Amendements apportés aux statuts de la Banque Nationale de Belgique en liaison avec la création d'instruments de réserve nouveaux au Fonds Monétaire International

En approuvant, par la loi du 9 juin 1969, l'adhésion de la Belgique à l'amendement aux statuts du Fonds Monétaire International qui organise la création d'instruments de réserve gérés par le Fonds, le législateur a prévu que ces réserves de change d'un type nouveau pourront être comptabilisées par la Banque Nationale de Belgique comme avoirs propres et incluses par elle dans la couverture de ses engagements à vue.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Banque a été réunie le 5 septembre 1969 en vue d'approuver les modifications aux statuts que demandait la mise en concordance de ceux-ci avec les nouvelles dispositions légales.

On trouvera ci-après le texte de l'exposé par lequel le Gouverneur de la Banque a présenté à l'assemblée les propositions d'amendement, qui ont été adoptées à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

**EXPOSE FAIT PAR LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
A L'OCCASION DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 5 SEPTEMBRE 1969**

Vous êtes appelés ce jour à décider d'une modification importante aux statuts de la Banque.

Celle-ci est commandée par l'évolution du système monétaire international et répond au besoin de mettre la Belgique en mesure de bénéficier des techniques nouvelles qui permettront de disposer des réserves nécessaires pour assurer une expansion régulière de l'économie et l'accroissement ou, à tout le moins, le maintien de sa participation au commerce international.

L'augmentation rapide des échanges internationaux est une des caractéristiques principales de l'économie contemporaine et une condition essentielle du maintien de la prospérité. Elle ne peut continuer dans l'ordre que si les Etats qui y participent disposent d'un volume approprié de moyens de paiements internationaux. Dans une économie en expansion continue, ce volume doit normalement croître en contrepartie de la mise en circulation régulière de liquidités additionnelles. Dans le passé, cette croissance des réserves de change a été assurée, pour l'essentiel, par la majoration des stocks d'or monétaire et par celle des avoirs en devises clés, dollars et livres sterling, détenus par les banques centrales. Cette situation s'est profondément modifiée au cours des dernières années. L'évolution de l'offre et de la demande de métal précieux, caractérisée par un plafonnement de la production et une expansion de la demande privée, ne permet plus de fonder sur l'or l'approvisionnement du monde en liquidités internationales additionnelles. Les stocks d'or détenus par les banques centrales du monde occidental, qui avaient augmenté, de la fin de 1961 à la fin de 1965, de 2.995 millions de dollars, ont diminué au cours des trois années suivantes de 2.935 millions de dollars. En d'autres termes, ils se retrouvent pratiquement à la fin de 1968 au même niveau qu'à la fin de 1961.

Parallèlement, les efforts menés par les Etats-Unis en vue de redresser leur balance des paiements ont freiné l'accumulation de dollars dans les réserves des instituts d'émis-

sion des autres pays. Le tarissement des sources traditionnelles de liquidités internationales est susceptible d'entraîner une pénurie de moyens de paiements internationaux. Celle-ci à son tour pourrait compromettre la progression du commerce mondial et l'expansion de l'activité économique. Les Etats pourraient dès lors être tentés d'apporter des restrictions à leurs échanges dans le souci de protéger le niveau de leurs réserves. La généralisation d'un tel comportement entraînerait une déflation sur le plan mondial.

Pour éviter que pareil développement puisse prendre place, la communauté monétaire a estimé opportun d'organiser la création délibérée de réserves additionnelles. En raison de la place centrale occupée par le Fonds Monétaire International dans le système monétaire mondial, il a été jugé recommandable de lui confier cette mission. La réforme s'inscrit ainsi dans le prolongement des fonctions qui ont été confiées au Fonds Monétaire par la Conférence de Bretton Woods. Depuis la fin de la guerre, le Fonds est le gardien principal de la coopération monétaire internationale. Sa mission essentielle est d'aider les Etats membres à résoudre leurs problèmes de paiements extérieurs dans la discipline et sans recourir à des mesures ou techniques susceptibles de compromettre leur expansion économique ou celle de leurs partenaires. L'amendement des statuts du Fonds Monétaire International confirme les objectifs adoptés en 1944, mais adapte la charte fondamentale du Fonds et ses moyens d'action à l'évolution intervenue dans les relations monétaires au cours des vingt-cinq dernières années.

Cette modification des statuts du Fonds Monétaire International a pour objet principal d'habiliter cette institution à créer des réserves de change d'un type nouveau sous la forme de « droits de tirage spéciaux ». Le Fonds pourra faire usage de ce pouvoir chaque fois qu'il l'estimera nécessaire en vue de faire face aux besoins de liquidités de l'économie mondiale. Cet amendement est le fruit de travaux préparatoires et de discussions qui ont été menées

dans plusieurs enceintes internationales, au niveau le plus élevé et pendant de nombreuses années. Il permet d'escompter une amélioration marquée du fonctionnement du système monétaire actuel.

Les « droits de tirage spéciaux » seront répartis entre les membres qui auront décidé de participer au nouveau système. Tout porte à penser que l'adhésion sera massive, sinon unanime.

La répartition se fera proportionnellement au critère objectif des quotes-parts, lesquelles sont fixées en fonction de diverses grandeurs économiques qui correspondent à l'importance relative de chaque Etat et à la part qu'il prend dans les échanges mondiaux.

Les « droits de tirage spéciaux » constitueront un titre inconditionnel à obtenir non du Fonds lui-même, mais des membres désignés par lui, des monnaies effectivement convertibles. Les membres désignés seront tenus de fournir ces devises à concurrence du double du montant net des « droits de tirage spéciaux » qui leur auront été cumulativement alloués et recevront en contrepartie des droits de tirage spéciaux additionnels.

La création de droits de tirage spéciaux s'effectuera en application de décisions adoptées par l'assemblée générale des Gouverneurs du Fonds Monétaire International. Ces Gouverneurs devront se prononcer à la majorité spéciale de 85 p.c. des voix. Les décisions ne pourront donc être adoptées qu'avec l'appui de la très grande majorité des Etats intéressés, y compris les pays membres du Marché Commun qui, ainsi, disposent collectivement d'un droit de veto, qui est normal dans un domaine aussi délicat. Les Gouverneurs du Fonds fonderont leurs délibérations sur l'évolution économique et financière générale, la progression du commerce international et des autres formes d'échanges et les besoins de réserves tels qu'ils apparaîtront nécessaires pour soutenir une expansion économique équilibrée. Ils tiendront également compte de l'augmentation probable des autres formes de liquidités. En effet, les « droits de tirage spéciaux » viendront s'ajouter aux autres types de réserves et non se substituer à ceux-ci. Le cas échéant, des « droits de tirage spéciaux » qui auraient été mis en circulation, pourraient être ultérieurement annulés si un renversement de la situation venait à le justifier.

Les « droits de tirage spéciaux » constitueront des réserves de change d'une qualité indiscutable. Ils pourront être utilisés par les membres qui doivent faire face à des déficits temporaires dans leurs paiements extérieurs. Comme celui de l'or, leur usage ne sera soumis à aucune condition. Leur valeur est fixée en unités de compte, égales à 0,888671 gramme d'or fin. Elle n'est donc pas susceptible d'être affectée par les changements de parité qui pourraient intervenir. En cas de liquidation du système, le remboursement des droits émis est garanti par l'ensemble des membres de la communauté monétaire. Ces avoirs réunissent donc toutes les conditions nécessaires pour prendre place aux côtés de l'or dans la couverture des engagements à vue d'une Banque centrale.

Parallèlement à la réforme qui vient d'être décrite, la portée de certains droits découlant des statuts du Fonds Monétaire International a été précisée. Ces amendements ont eu notamment pour objet de clarifier le statut juridique de ce qu'il est convenu d'appeler les droits de tirage dans les « tranches or » et dans les « super-tranches or » qui correspondent aux créances dont le membre qui en jouit dispose sur le Fonds. Le Fonds Monétaire International considère depuis longtemps qu'à la différence des tirages dans les tranches de crédit, ceux qui prennent place dans les « tranches or » et dans les « super-tranches or » doivent revêtir un caractère automatique. La raison en est que le membre qui utilise les tranches de crédit fait un prélèvement net sur les ressources du Fonds Monétaire International — il emprunte —, tandis que celui qui tire dans les « tranches or » ou dans les « super-tranches or » se borne à mobiliser les créances dont il dispose sur cette institution. Ce statut ne se fondait cependant que sur une décision adoptée par le Conseil d'administration du Fonds et, à ce titre, était susceptible d'être modifié. L'amendement des statuts du Fonds a pour effet de mettre fin à cette incertitude. Désormais, l'automatisme des tirages dans les « tranches or » et « super-tranches or » sera de droit.

*
**

Le *Moniteur belge* en date du 16 juillet dernier a publié la loi du 9 juin 1969 relative à l'adhésion de la Belgique à l'Amendement de l'Accord ayant créé le Fonds Monétaire International ainsi qu'au statut monétaire.

L'article 1^{er} de cette loi n'a pas d'incidence directe sur les statuts de la Banque. Il se borne à habilitier le Roi :

1) à adhérer au nom de la Belgique à l'Amendement aux statuts du Fonds Monétaire International, approuvé par le Conseil des Gouverneurs du Fonds aux termes de sa résolution n° 23-5 du 31 mai 1968;

2) à attester au Fonds que la Belgique accepte de participer au Compte de Tirage spécial du Fonds, qu'elle souscrit les obligations qu'implique cette participation et que toutes dispositions nécessaires afin d'être en mesure d'y satisfaire ont été prises à cette fin.

Nous retiendrons de cet article l'adhésion de la Belgique au système des « droits de tirage spéciaux » du Fonds Monétaire International, dont la Banque Nationale, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944, va assurer le financement et l'exécution, pour compte de l'Etat belge, des obligations que comporte l'adhésion par la Belgique à ce système nouveau de coopération monétaire internationale.

L'article 2 de la loi du 9 juin 1969 intéresse davantage nos statuts, et nécessite une adaptation, de pure forme d'ailleurs, du troisième alinéa de l'article 18, et du quatrième alinéa de l'article 24 des statuts.

Cet article 2 de la loi du 9 juin 1969 modifie sensiblement la rédaction des quatrième et cinquième alinéas de l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944 ayant trait aux conditions de financement par la Banque des obligations imposées à la Belgique par l'Accord de Bretton Woods ayant créé le Fonds Monétaire International. Ces deux alinéas sont fusionnés en un seul et une rédaction nouvelle est adoptée, dont voici le texte :

« La Banque Nationale de Belgique pourra également comptabiliser dans ses écritures, comme avoirs propres, les droits que possède l'Etat belge comme membre du Fonds Monétaire International, soit au titre de la partie de sa quote-part dans le Fonds qui excède les avoirs en francs belges de celui-ci, soit comme participant au Compte de Tirage spécial du Fonds, soit à tout autre titre, et cela moyennant reprise par la Banque Nationale de Belgique des obligations de fournir de la monnaie belge, de l'or ou des monnaies étrangères au Fonds Monétaire International ou à ses mem-

bres, imposées à la Belgique par l'Accord ayant créé le Fonds et ses modifications successives, ou assumées par elle dans le cadre des dispositions de cet Accord. »

Cette disposition rompt avec le mécanisme de financement antérieur, établi par les alinéas 4 et 5 de l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944 tels qu'ils avaient été formulés par l'article 5 de la précédente loi du 19 juin 1959. Dans ce régime antérieur, la Banque Nationale se trouvait simplement subrogée dans la créance de l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International, mais seulement à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par la Banque au Fonds, à la décharge de l'Etat belge. Le montant de la subrogation était donc limité à la valeur nominale des versements effectués par la Banque au Fonds Monétaire International. Par contre, dans le régime mis en place par la loi du 9 juin 1969, selon le texte que je viens de vous lire, la Banque Nationale, moyennant reprise à sa charge des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, devient pleine et entière propriétaire des droits que l'Etat possède comme membre du Fonds Monétaire International. Comme ces droits, dont la propriété est transmise à la Banque, sont libellés en unités de compte définies en or, quelles que soient les modifications de la parité-or ou par rapport au dollar de la monnaie des divers pays membres du Fonds, la Banque se trouve juridiquement nantie d'un actif défini en or susceptible d'être incorporé dans la couverture de ses engagements à vue. Le nouveau texte s'applique, en outre, aux « droits de tirage spéciaux » et même aux créances sur le Fonds du chef de prêts lui consentis dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt, selon la décision du Conseil d'administration du Fonds du 5 janvier 1962. Comme tous ces actifs sont libellés sur une base définie en or, on peut donc dire d'eux qu'ils possèdent les mêmes caractéristiques — permettant de les assimiler à de l'or — que les droits de l'Etat au titre de sa quote-part dans le Fonds. En vertu du nouveau texte élaboré par l'article 2 de la loi du 9 juin 1969, tous ces actifs peuvent être comptabilisés par la Banque Nationale comme avoirs propres, pour autant qu'elle ait assumé leur financement, à la décharge de l'Etat belge.

Comme le financement et l'acquisition par la Banque de ces actifs ne répondent pas stric-

tement au texte des dispositions des articles 7 et 12 de la loi organique de la Banque, reproduits dans les articles 18 et 24 des statuts, l'article 2 de la loi du 9 juin 1969, afin de permettre que ces opérations puissent être légalement effectuées par la Banque, reprend, sous forme d'un cinquième alinéa de l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944, l'ancien alinéa 6 de ce même article, et dispose comme suit :

« Les dispositions restrictives de l'article 7, premier alinéa, et de l'article 12, premier et deuxième alinéas, de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, à l'organisation et aux attributions de la Banque Nationale de Belgique, pris en application de la loi du 1^{er} mai 1939, ne s'appliquent pas aux opérations faites en vertu du quatrième alinéa du présent article. »

Une disposition semblable a déjà été introduite dans les statuts de la Banque, sous forme d'un alinéa 3, à l'article 18, et d'un alinéa 4 à l'article 24, pour adapter les statuts aux dispositions de l'article 5 de la loi du 19 juin 1959. Il s'indique en l'occurrence d'en modifier le texte pour l'adapter aux modifications apportées par l'article 2 de la loi du 9 juin 1969, comme proposé à l'ordre du jour.

Il ne s'agit évidemment là que d'une modification purement formelle de ces articles qui ne modifie pas les dispositions fondamentales des statuts, les réserves de la Banque jouissant toujours de deux caractéristiques essentielles qui en font la valeur : être définies en or et être disponibles à vue.

J'aurais pu être plus bref, mais si j'ai insisté sur la portée des modifications apportées par l'article 2 de la loi du 9 juin 1969 à la rédaction des alinéas 4, 5 et 6 de l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944, c'est parce que la bonne compréhension du nouveau mécanisme légal mis en place pour le financement par la Banque Nationale des obligations anciennes et nouvelles imposées à l'Etat belge par les statuts du Fonds Monétaire International, me paraissait essentielle pour bien apprécier la portée de la réforme qui fait l'objet de l'article 4 de la loi du 9 juin 1969 que nous allons examiner maintenant, l'article 3 de cette même loi étant sans aucune incidence sur les statuts de la Banque.

L'article 4 de la loi du 9 juin 1969 décide que l'article 7, alinéa 2, de la loi organique de

la Banque est remplacé par la disposition suivante :

« Les engagements à vue de la Banque doivent être couverts à concurrence d'un tiers au moins, par ses avoirs en or, par ses créances en or sur des institutions financières internationales et par les droits que possède l'Etat belge comme membre du Fonds Monétaire International et qui sont comptabilisés par la Banque comme avoirs propres en vertu de la loi. »

Il s'agit là d'une réforme profonde en matière de notion de couverture des engagements à vue d'une Banque d'émission, qui rompt radicalement avec la notion traditionnelle d'une couverture exclusivement constituée par une encaisse métallique composée de lingots.

Vu le caractère contractuel de la Charte de notre institution, cette réforme si importante ne pourra sortir ses pleins effets que pour autant que vous acceptiez de l'introduire dans nos statuts, en modifiant leur article 30 dans le sens indiqué par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969.

J'estime de mon devoir de vous recommander cette adaptation de l'article 30 de nos statuts, car les divers actifs qui s'ajouteront à l'or pour couvrir les engagements à vue de la Banque seront appelés à jouer un rôle croissant dans la composition des liquidités internationales du monde occidental.

Aussi est-il normal qu'ils trouvent, à côté de l'or proprement dit, dans la couverture des engagements à vue de la Banque, une place que justifient tout naturellement leurs caractéristiques intrinsèques.

Il est d'autre part indispensable qu'ils soient admis au même titre que l'or en couverture des engagements à vue de la Banque, car, à leur défaut, la Banque ne pouvant augmenter ses réserves au même titre et à la même cadence que les autres banques centrales, serait contrainte de pratiquer une politique monétaire restrictive qui freinerait en permanence le développement économique du pays.

L'adoption de l'article précité est donc essentielle pour permettre à la Banque de continuer à jouer efficacement son rôle de banque de circulation moderne.

Je vous rappelle au surplus que, conformément à l'article 4 de notre loi organique, disposant qu'« aucune banque de circulation ne peut être constituée, si ce n'est en vertu d'une

loi », la Banque Nationale ne pourrait continuer d'exercer légalement sa mission de banque de circulation, si ses statuts n'étaient pas adaptés afin d'être conformes aux dispositions de la loi organique.

Les raisons qui militent en faveur de l'adoption de la réforme formulée par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969 sont les suivantes :

D'une part, la convertibilité des billets de la Banque en monnaie légale métallique a été suspendue par l'arrêté royal du 2 août 1914, confirmé par une loi du 4 août 1914, et n'a plus jamais été rétablie depuis plus d'un demi-siècle. Il s'agit là d'un phénomène mondial qui présente un caractère irréversible, la circulation de monnaie métallique comme moyen de paiements courants se réduisant à un souvenir historique, datant d'avant la première guerre mondiale, les billets de banque ayant, depuis lors, pris le relais de la monnaie-étalon métallique.

La préoccupation pour la Banque de maintenir une couverture en or pour faire face à des remboursements en espèces d'or de ses billets, a donc perdu son actualité, le stock d'or détenu par la Banque étant uniquement affecté aux besoins des paiements internationaux.

D'autre part, dans le cadre même des paiements internationaux, la croissance de l'économie mondiale, la progression constante des engagements commerciaux et financiers qu'elle comporte, et l'accroissement de la circulation fiduciaire qui en résulte sont hors de proportion avec le rythme d'accroissement des réserves mondiales d'or monétaire et la très faible augmentation des réserves d'or de la Banque qui en est la conséquence.

Une telle situation mène fatalement soit, si l'on veut éviter un étranglement économique par insuffisance de moyens de paiements internationaux, à devoir réduire le pourcentage de la couverture en or des engagements à vue de la Banque, soit, si l'on veut maintenir le pourcentage de cette couverture à un niveau suffisant pour faire face aux fluctuations inévitables de la balance des paiements, à freiner l'expansion économique au détriment du niveau de l'emploi et de l'amélioration du *standard of life*.

C'est pour éviter ces extrémités fâcheuses, qu'il est proposé d'assimiler à l'or et d'incorporer dans la couverture de la Banque les droits définis par référence à l'or que possède ou que

possédera la Belgique comme membre du Fonds Monétaire International et qui pourront être comptabilisés par la Banque comme avoirs propres en vertu de la loi.

Si cette proposition est adoptée, la couverture des engagements à vue de la Banque se composera dorénavant des éléments suivants :

- 1) l'or métallique appartenant à la Banque;
- 2) les créances en or de la Banque sur des institutions financières internationales;
- 3) les créances de la Banque sur le Fonds Monétaire International, appelées communément « tranche or » et « super-tranche or »;
- 4) les « droits de tirage spéciaux » alloués par le Fonds Monétaire International;
- 5) les créances en or résultant des avances consenties au Fonds Monétaire International, par application des Accords Généraux d'Emprunt.

Il y a lieu d'insister sur le fait que, si l'or et les créances en or détenus par la Banque lui permettent inconditionnellement d'acquérir à tout moment les monnaies étrangères nécessaires à l'exécution des paiements internationaux, il en est exactement de même des autres éléments qui composeront la nouvelle couverture des engagements à vue de la Banque et cette considération justifie l'assimilation de ces éléments aux réserves d'or proprement dites.

J'ajoute que ces nouvelles dispositions et en particulier la création de « droits de tirage spéciaux » n'ont dans leur principe aucun effet inflationniste.

Ceci ne pourrait être le cas que s'ils étaient créés en excès de ce que réclame une expansion raisonnable de la production et des échanges au niveau mondial.

C'est afin d'éviter cet excès que les pays du Marché Commun ont exigé et obtenu, pourvu qu'ils agissent collectivement, de disposer d'un droit de veto qu'ils utiliseraient certainement si les circonstances le commandaient.

En conclusion, je répéterai l'opinion déjà exprimée par le Conseil de régence de la Banque dans le Rapport de l'année 1967 :

« Sans doute, dans cette organisation monétaire internationale, le rôle dévolu à l'or se réduit-il. L'accroissement des réserves métalliques ne demeure plus le moyen essentiel de créer des liquidités internationales. C'est-à-dire qu'à une évolution précaire et désordonnée de ces réserves, dominée sans contrôle par les

aléas de la production du métal, par ceux de sa thésaurisation, par ceux des apports des pays de l'Est, ce système substitue une constitution de liquidités, décidée en fonction des impératifs d'une croissance équilibrée de toute l'économie mondiale et, de plus, assortie de conditions propres à contribuer à l'élimination des déséquilibres partiels; cette création s'opère sous forme de droits de tirage gérés par une institution internationale.

» Ces mécanismes permettent aux pays créditeurs d'acquérir des réserves effectivement constituées d'actifs immédiatement utilisables pour couvrir leurs éventuels déficits et dont la valeur, par rapport à leur propre unité monétaire, ne peut être modifiée par des décisions unilatérales extérieures. A ces pays, dont la création de liquidités internationales consacre ou provoque le surplus, le système apporte la garantie indispensable qu'ils sont associés à la prise des décisions, en ce compris la formulation des conditions de l'aide; le respect de celles-ci par les pays débiteurs, astreints dès lors à limiter leur déficit, est surveillé par une institution internationale. Le fonctionnement convenable du système repose, il va de soi, sur

le rôle essentiel d'arbitre international que joue cette institution, appelée à déterminer, avec toute l'impartialité requise, la part de responsabilité qui incombe, en fonction de leur situation et de leur politique économiques intérieures, respectivement aux pays débiteurs, pour leur déficit, et aux pays créditeurs, pour leur surplus; il importe, dès lors, que l'administration plurinationale de l'institution soit convenablement équilibrée, pour assurer que les recommandations aux uns et aux autres seront formulées correctement, c'est-à-dire à l'exclusion des biais inflationniste ou déflationniste qui seraient également préjudiciables à la stabilité et au développement de l'économie de tous les pays de la communauté monétaire ».

Je vous recommande donc de voter les modifications aux statuts qui vous sont proposées, celles-ci n'ayant d'autre but que de mettre la Banque en mesure de soutenir une expansion raisonnable et continue de l'économie, tout en disposant des réserves de change indispensables pour lui permettre de satisfaire aux obligations de couverture que cette expansion entraînera et qu'elle ne pourrait se procurer par d'autres voies.

ARRETE-LOI N° 5 DU 1^{er} MAI 1944

**modifié par les lois du 28 juillet 1948, du 12 avril 1957, du 19 juin 1959
et du 9 juin 1969 (art. 6, 6bis et 7)**

Art. 1 à 5 : Abrogés par l'art. 7 § 7 de la loi du 12 avril 1957.

Art. 6. — La Banque Nationale de Belgique est chargée de l'exécution des accords internationaux de paiement, de change et de compensation conclus ou à conclure avec les pays étrangers, ainsi que de l'exécution des accords consacrés par l'acte final de la Conférence monétaire et financière de Bretton Woods, approuvé par la loi du 26 décembre 1945.

L'exécution de ces accords a lieu pour compte de l'Etat qui en assume les risques, frais, commissions, intérêts et charges quelconques et encaisse les bénéfices et profits.

La Banque Nationale de Belgique sera cependant propriétaire et comptabilisera pour compte propre les monnaies étrangères acquises au moyen des billets émis ou des crédits donnés par elle dans le cadre des accords précités.

La Banque Nationale de Belgique pourra également comptabiliser dans ses écritures, comme avoirs propres, les droits que possède l'Etat belge comme membre du Fonds Monétaire International, soit au titre de la partie de sa quote-part dans le Fonds qui excède les avoirs en francs belges de celui-ci, soit comme participant au Compte de Tirage Spécial du Fonds, soit à tout autre titre, et cela moyennant reprise par la Banque Nationale de Belgique des obligations de fournir de la monnaie belge, de l'or ou des monnaies étrangères au Fonds Monétaire International ou à ses membres, imposée à la Belgique par l'Accord ayant créé le Fonds et ses modifications successives ou assumées par elle dans le cadre des dispositions de cet Accord.

Les dispositions restrictives de l'article 7, premier alinéa, et de l'article 12, premier et deuxième alinéas, de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, à l'organisation et aux attributions de la Banque Nationale de Belgique, pris en exécution de la loi du 1^{er} mai 1939, ne s'appliquent pas aux opérations faites en vertu du quatrième alinéa du présent article.

Les conditions et les modalités particulières de l'intervention de la Banque Nationale de Belgique dans l'exécution des accords internationaux visés dans le présent article sont réglées par des conventions à conclure entre l'Etat et la Banque Nationale.

L'Etat garantit la Banque Nationale de Belgique contre toute perte de change ou autre que celle-ci pourrait subir dans l'exécution des accords dont question ci-dessus ou par suite de sa participation à des accords ou opérations de coopération monétaire internationale auxquels, moyennant l'approbation du Gouvernement décidée en Conseil des Ministres, elle serait ou deviendrait partie.

Art. 6bis. — L'Etat garantit à la Banque Nationale de Belgique le remboursement de tout découvert ou avance en francs belges qu'elle serait amenée à effectuer en faveur d'une institution, banque centrale ou autre organisme étranger aux fins de l'exécution d'un accord de paiement international et dans les limites de cet accord ou par suite de sa participation à des accords ou opérations de coopération monétaire internationale auxquels, moyennant l'approbation du Gouvernement décidée en Conseil des Ministres, elle serait ou deviendrait partie.

Le Trésor est autorisé à émettre, en représentation de la garantie de l'Etat, et à remettre en nantissement à la Banque Nationale des certificats de Trésorerie à concurrence d'un montant maximum correspondant au total du découvert visé au premier alinéa du présent article.

Art. 7. — La Banque Nationale de Belgique adressera au Ministre des Finances, dans le courant du mois qui suivra celui au cours duquel elles auront été conclues, le relevé des opérations d'achat et de vente de monnaies couvertes par des accords de change.

Ces relevés seront soumis au contrôle de la Cour des Comptes.

Art. 8 et 9 : Abrogés par l'art. 7 § 7 de la loi du 12 avril 1957.

LOI DU 9 JUIN 1969

relative à l'adhésion de la Belgique à l'amendement de l'accord ayant créé le Fonds Monétaire International ainsi qu'au statut monétaire

Art. 1. — Sortiront leurs pleins et entiers effets :

1. l'acte par lequel le Roi adhérera au nom de la Belgique à l'Amendement aux statuts du Fonds Monétaire International, dont le texte est reproduit en annexe, approuvé par le Conseil des Gouverneurs du Fonds aux termes de sa résolution n° 23-5 du 31 mai 1968;

2. la déclaration par laquelle, conformément à l'article XXIII, section 1, des statuts modifiés du Fonds Monétaire International, le Roi attestera que la Belgique accepte de participer au Compte de Tirage spécial du Fonds, qu'elle souscrit les obligations qu'implique cette participation au Compte de Tirage spécial et que toutes dispositions nécessaires afin d'être en mesure d'y satisfaire ont été prises à cette fin.

Art. 2. — Dans l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944, relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères, tel qu'il a été modifié par l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1948 et par l'article 5 de la loi du 19 juin 1959, les alinéas 4 à 8 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« La Banque Nationale de Belgique pourra également comptabiliser dans ses écritures, comme avoirs propres, les droits que possède l'Etat belge comme membre du Fonds monétaire international, soit au titre de la partie de sa quote-part dans le Fonds qui excède les avoirs en francs belges de celui-ci, soit comme participant au Compte de Tirage spécial du Fonds, soit à tout autre titre, et cela moyennant reprise par la Banque Nationale de Belgique des obligations de fournir de la monnaie belge, de l'or ou des monnaies étrangères au Fonds Monétaire International ou à ses membres, imposées à la Belgique par l'Accord ayant créé le Fonds et ses modifications successives, ou assumées par elle dans le cadre des dispositions de cet Accord.

» Les dispositions restrictives de l'article 7, premier alinéa, et de l'article 12, premier et deuxième alinéas, de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, à l'organisa-

tion et aux attributions de la Banque Nationale de Belgique, pris en exécution de la loi du 1^{er} mai 1939, ne s'appliquent pas aux opérations faites en vertu du quatrième alinéa du présent article.

» Les conditions et les modalités particulières de l'intervention de la Banque Nationale de Belgique dans l'exécution des accords internationaux visés dans le présent article sont réglées par des conventions à conclure entre l'Etat et la Banque Nationale.

» L'Etat garantit la Banque Nationale de Belgique contre toute perte de change ou autre que celle-ci pourrait subir dans l'exécution des accords dont question ci-dessus ou par suite de sa participation à des accords ou opérations de coopération monétaire internationale auxquels, moyennant l'approbation du Gouvernement décidée en Conseil des Ministres, elle serait ou deviendrait partie. »

Art. 3. — A l'article 6bis de l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944, relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères, tel que ce dernier a été modifié par l'article 2 de la loi du 28 juillet 1948, sont apportées les modifications suivantes :

1. Le premier alinéa est complété par le texte suivant :

« ou par suite de sa participation à des accords ou opérations de coopération monétaire internationale auxquels, moyennant l'approbation du Gouvernement décidée en Conseil des Ministres, elle serait ou deviendrait partie ».

2. Dans le deuxième alinéa, les mots « prévu par l'accord de paiement en cause » sont remplacés par les mots « visé au premier alinéa du présent article ».

Art. 4. — L'article 7, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, à l'organisation et aux attributions de la Banque Nationale de Belgique, pris en exécution de la loi du 1^{er} mai 1939, et modifié par

l'article 6 de la loi du 12 avril 1957 relative au statut monétaire, est remplacé par la disposition suivante :

« Les engagements à vue de la Banque doivent être couverts, à concurrence d'un tiers au moins, par ses avoirs en or, par ses créances

en or sur des institutions financières internationales et par les droits que possède l'Etat belge comme membre du Fonds Monétaire International et qui sont comptabilisés par la Banque comme avoirs propres en vertu de la loi. »

*
* *

STATUTS

Texte actuel

Art. 18. — Il est interdit à la Banque de se livrer à d'autres opérations que celles prévues à l'article 17.

Toutefois, moyennant l'autorisation du Ministre des Finances, la Banque peut acquérir des titres représentant le capital d'organismes financiers régis par des dispositions légales particulières ou placés sous la garantie ou le contrôle de l'Etat et de la Banque des Règlements Internationaux, sans que le total de ceux-ci puisse excéder un montant correspondant à son capital, à ses réserves et à ses comptes d'amortissement.

Les dispositions restrictives faisant l'objet des deux alinéas qui précèdent ne s'appliquent pas aux opérations faites en vertu des quatrième et cinquième alinéas de l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1948 et par l'article 5 de la loi du 19 juin 1959.

La Banque peut également acquérir les propriétés immobilières strictement nécessaires au service de l'établissement ou au bien-être de son personnel.

Art. 24. — La Banque émet des billets au porteur.

Le montant des billets en circulation est représenté par des valeurs facilement réalisables.

Les billets portent la griffe du gouverneur et celle du trésorier.

Les dispositions restrictives faisant l'objet du deuxième alinéa du présent article ne s'appliquent pas aux opérations faites en vertu des quatrième et cinquième alinéas de l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1948 et par l'article 5 de la loi du 19 juin 1959.

Art. 30. — La Banque est tenue d'avoir une encaisse en or au moins égale au tiers du montant de ses engagements à vue.

Texte modifié

Art. 18. — Il est interdit à la Banque de se livrer à d'autres opérations que celles prévues à l'article 17.

Toutefois, moyennant l'autorisation du Ministre des Finances, la Banque peut acquérir des titres représentant le capital d'organismes financiers régis par des dispositions légales particulières ou placés sous la garantie ou le contrôle de l'Etat et de la Banque des Règlements Internationaux, sans que le total de ceux-ci puisse excéder un montant correspondant à son capital, à ses réserves et à ses comptes d'amortissement.

Les dispositions restrictives faisant l'objet des deux alinéas qui précèdent ne s'appliquent pas aux opérations faites en vertu *du quatrième alinéa* de l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1948, *par l'article 5 de la loi du 19 juin 1959 et par l'article 2 de la loi du 9 juin 1969.*

La Banque peut également acquérir les propriétés immobilières strictement nécessaires au service de l'établissement ou au bien-être de son personnel.

Art. 24. — La Banque émet des billets au porteur.

Le montant des billets en circulation est représenté par des valeurs facilement réalisables.

Les billets portent la griffe du gouverneur et celle du trésorier.

Les dispositions restrictives faisant l'objet du deuxième alinéa du présent article ne s'appliquent pas aux opérations faites en vertu *du quatrième alinéa* de l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1948, *par l'article 5 de la loi du 19 juin 1959 et par l'article 2 de la loi du 9 juin 1969.*

Art. 30. — *Les engagements à vue de la Banque doivent être couverts, à concurrence d'un tiers au moins, par ses avoirs en or, par ses créances en or sur des institutions financières internationales et par les droits que possède l'Etat belge comme membre du Fonds Monétaire International et qui sont comptabilisés par la Banque comme avoirs propres en vertu de la loi.*

PRINCIPES ET METHODES DES ENQUETES DE CONJONCTURE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

La connaissance des tendances récentes de la conjoncture a reposé jusqu'il y a une quinzaine d'années, sur deux sources principales d'information.

La première source consiste dans les indications fournies au jour le jour par le comportement des marchés, que les journaux et périodiques spécialisés rassemblent et commentent de manière régulière. Ces indications peuvent être considérées comme suffisantes aux yeux des chefs d'entreprise pour apprécier rapidement la tendance conjoncturelle d'un passé tout récent dans leur branche d'activité dont les caractéristiques, le fonctionnement et les problèmes leur sont familiers. Ces indications étant éparées, fragmentaires, hétérogènes, sont, par contre, insuffisantes pour asseoir un diagnostic cohérent et compréhensif des derniers développements de la conjoncture, même au niveau de l'entreprise.

La seconde source comprend l'ensemble des séries statistiques que des instituts, tant publics que privés, rassemblent, collationnent et diffusent sous forme de tableaux. Ces informations, présentées de manière objective, permettent de se faire une opinion précise sur l'évolution de l'activité d'un secteur, d'un groupe de secteurs et même de l'ensemble de l'économie, dans le cas de la comptabilité nationale.

Parmi ces séries statistiques, il y en a un certain nombre dont les mouvements sont apparus, à la lumière de l'expérience et d'études théoriques, comme particulièrement aptes à retracer les divers aspects de la conjoncture. Ce sont les indicateurs conjoncturels dont les variations sont analysées à l'aide de l'enseignement tiré de la théorie, afin de renseigner sur le cours du mouvement conjoncturel dans un ou plusieurs secteurs et dans l'ensemble de l'économie. Ils constituent le fondement de la méthode classique de l'analyse conjoncturelle et de l'établissement d'un diagnostic prévisionnel. Si cette méthode ouvre la voie à une con-

naissance plus approfondie et plus scientifique de la tendance conjoncturelle, elle nécessite, en contrepartie, la réunion d'informations statistiques abondantes et rendues comparables, ainsi qu'une documentation à jour se rapportant aux faits politiques et sociaux d'actualité. La collecte et la mise en œuvre de ces matériaux de base exigent du temps, ce qui entraîne forcément un décalage de plusieurs mois entre le moment où les faits conjoncturels se produisent sur les marchés et celui où leur importance et leurs répercussions peuvent être analysées et faire l'objet d'un diagnostic.

Les améliorations continues apportées à ces deux sources d'information ne sont pas de nature à réduire de manière substantielle ce décalage, qui est particulièrement gênant pour les milieux dirigeants de l'économie. Les chefs d'entreprise, dans la conduite des affaires, et les autorités, dans la poursuite de la politique économique, sont amenés à prendre des décisions en réponse aux événements conjoncturels, tout en étant insuffisamment informés du déroulement récent de la conjoncture, faute de pouvoir disposer, à bref délai, d'une représentation cohérente des principaux aspects des tendances dans leur secteur et dans l'ensemble de l'économie.

Depuis le début des années cinquante, cette lacune est progressivement comblée par la mise en œuvre d'une nouvelle technique d'investigation, découverte à peu près au même moment en République fédérale d'Allemagne et en France, et connue sous le nom de « tests conjoncturels » ou d' « enquêtes de conjoncture » (1).

(1) A. Piatier, « Tendances non chiffrées et comportements : nouvelles méthodes pour la conjoncture et la prévision économique », *Kyklos*, vol. V, n° 4, 1952; vol. VI, n° 2, 1953.

O. Anderson, Jr., « The Business Test of the Ifo Institute for Economic Research, Munich, and its Theoretical Model », *Revue de l'Institut International de Statistique*, mai 1952.

I. Caractéristiques de l'enquête de conjoncture.

L'invention de l'enquête de conjoncture est partie de la constatation qu'il existe une relation assez étroite entre la direction et l'intensité du mouvement d'une variable statistique chronologique, d'une part, et la distribution de fréquence des réponses indiquant respectivement la stabilité, l'accroissement ou le recul de la variable considérée, d'autre part. En corollaire, il suffit de répartir en trois classes de fréquence, les réponses faisant respectivement état de la stabilité, de l'augmentation ou de la diminution de la variable, et de calculer le *solde net* des fréquences des réponses « augmentation » et « diminution », pour dégager avec une approximation satisfaisante la tendance, c'est-à-dire le sens dans lequel s'oriente la variable statistique chronologique. Etant l'excédent du pourcentage des réponses positives par rapport au pourcentage des réponses négatives, le *solde net* est alors considéré comme la mesure de la direction et de la force du mouvement de la variable économique au cours d'une période donnée.

Ce procédé présente deux qualités, du moins si l'on ne cherche pas à connaître de manière précise le pourcentage de variation quantitative d'une variable statistique chronologique. En premier lieu, il permet d'alléger et de simplifier le jeu des questions posées. Puisqu'il n'est pas indispensable d'obtenir des réponses chiffrées détaillées, on peut se borner à demander aux correspondants de signaler, par une croix ou tout autre signe simple, si, au cours d'une période déterminée, la variable observée a été stationnaire, en hausse ou en baisse. En second lieu, comme le procédé repose sur les distributions de fréquence, il permet de recourir aux techniques de sondage et de travailler sur la base d'échantillons variables, représentatifs des secteurs observés. Il n'y a plus lieu d'attendre les tout derniers renseignements et de dépouiller de manière exhaustive les réponses pour estimer valablement la tendance.

Applications à l'analyse rapide de la conjoncture.

Le procédé apporte un tel gain de temps dans la collecte et dans le traitement des informations que son application a été rapidement étendue à l'analyse de la conjoncture.

Ceci paraissait d'autant plus indiqué que ce procédé amène à s'adresser au chef d'entreprise ou au cadre dirigeant. Il permet, en conséquence, des réponses plus synthétiques, dépourvues des éléments de détail ou des éléments accidentels que l'on retrouve dans les données chiffrées.

Cependant, comme les entreprises et les secteurs n'ont pas la même influence sur l'activité économique, par suite de différences dans leur taille ou dans leur importance, la mise en évidence de la tendance conjoncturelle, dans un secteur ou dans un ensemble de secteurs, ne peut résulter de la simple agrégation des réponses individuelles. Celles-ci doivent être pondérées par des coefficients, qui reflètent le poids respectif des entreprises dans une branche d'activité.

A cet effet, la réponse de l'entreprise est pondérée par une grandeur caractéristique de sa taille ou de son importance relative dans le marché. Pour l'observation des variables conjoncturelles courantes, tels la demande, l'évolution des prix, le rythme de production, etc., le coefficient de pondération le plus utilisé est, en règle générale, le chiffre d'affaires, le chiffre des ventes (à son défaut, le personnel occupé ou le montant des rémunérations des travailleurs) et, pour l'observation des dépenses d'investissement en capital fixe, la grandeur utilisée de préférence est l'immobilisé mentionné au dernier bilan de l'entreprise. L'agrégation des réponses individuelles, dûment pondérées et regroupées suivant les produits ou les activités observées, donne la représentation de la tendance conjoncturelle dans chacun des secteurs soumis à l'enquête de conjoncture.

Cette représentation est à son tour pondérée pour tous les secteurs, par la valeur ajoutée de chacun d'eux dans le cas général, par la valeur de l'immobilisé dans le cas des dépenses d'investissement, de façon à obtenir une représentation de la tendance conjoncturelle par industrie, par groupe d'industries et pour l'ensemble des industries.

Par ses multiples possibilités de regroupements, l'enquête de conjoncture donne le moyen d'analyser la tendance conjoncturelle, aussi bien au niveau d'un ensemble d'activités qu'à celui d'un secteur, d'un marché et d'une entreprise. Elle ne présente toutefois cet avantage que si nombre d'entreprises apportent leur collaboration régulière. A cet effet, les

instituts organisateurs des enquêtes se sont préoccupés de communiquer les résultats détaillés des enquêtes aux entreprises participantes. Celles-ci reçoivent régulièrement les résultats de leur secteur et ceux de l'ensemble de leur industrie, de sorte que les chefs d'entreprise sont mis en mesure de confronter leur propre position avec celle de leurs partenaires, dans le secteur et dans l'ensemble de leur industrie. Ils disposent de la sorte d'une source d'informations, qui leur facilite un diagnostic rapide de la situation conjoncturelle.

Enquête de conjoncture, instrument d'analyse des aspects qualitatifs de la conjoncture.

Conçue initialement comme une simple technique d'informations rapides, l'enquête de conjoncture a accusé très tôt une extension de son champ d'application. Les promoteurs de cette technique se sont rendu compte qu'en s'adressant directement aux chefs d'entreprise ou à leurs plus proches collaborateurs, l'enquête de conjoncture permet non seulement d'observer les tendances les plus récentes de la conjoncture, mais encore de connaître les prévisions que les dirigeants des entreprises font de l'évolution prochaine de ces tendances, ainsi que les jugements qu'ils portent sur les données fondamentales de la situation conjoncturelle dans leur entreprise. L'expérience a, de plus, révélé que les réponses reçues à des questions, telles que la « demande reçue par l'entreprise augmentera, diminuera ou sera stationnaire », ou le « carnet de commandes est normal, supérieur à la normale, inférieur à la normale », ne se répartissaient pas suivant les lois du hasard. Elles forment les distributions de fréquence significatives d'une situation conjoncturelle donnée et appelée à se modifier avec elle. Dès lors, l'enquête de conjoncture comporte habituellement trois jeux de questions.

Un premier jeu a pour but de faire le point de la tendance conjoncturelle la plus récente. Il porte sur les faits qui caractérisent la situation conjoncturelle des entreprises, par exemple, les entrées d'ordres, le rythme de production, le degré d'utilisation des capacités de production, le montant des dépenses d'investissement en capital fixe, etc.

Un deuxième jeu se rapporte aux prévisions au sujet de l'évolution, au cours des prochains

mois, des principaux faits signalés plus haut, ainsi qu'à certaines dispositions, envisagées par les entreprises en corollaire de ces prévisions, par exemple, l'embauche ou le licenciement de travailleurs, l'achat de matériel et d'équipement, l'agrandissement des capacités de production et les plans d'investissement dans le cas des entreprises industrielles.

Un troisième jeu vise à recueillir les jugements que les dirigeants des entreprises portent sur les variables « stratégiques » du processus conjoncturel. Ces jugements sont de deux ordres. Les premiers comportent des appréciations sur le niveau du carnet de commandes, sur celui des stocks de produits finis, et sur le degré d'utilisation des capacités de production. Les seconds ont pour objet de déceler l'apparition de difficultés, de goulots d'étranglement, de nature à entraver la bonne marche des entreprises et à infléchir le cours de la tendance conjoncturelle. A cet effet, les chefs d'entreprise sont interrogés sur les causes qui font obstacle à la pleine utilisation de la capacité de production dans l'industrie, et sur l'intensité de la concurrence dans les secteurs du commerce de gros et de détail. A l'étranger, certaines enquêtes de conjoncture posent même des questions relatives aux causes de difficultés de trésorerie rencontrées par les entreprises, et aux obstacles d'ordre économique et réglementaire qui réduisent la position compétitive des entreprises sur les différents marchés d'exportation.

A ce propos, il convient de ne pas confondre l'enquête de conjoncture avec un sondage d'opinion. Son jeu de questions n'est, en effet, pas conçu pour recueillir les vues générales des chefs d'entreprise sur la conjoncture ⁽¹⁾.

Il se rapporte aux cas précis, vécus ou prévus par chacun d'entre eux dans la marche de ses affaires. Il a pour objectif de reproduire l'image que les dirigeants se font à la fois de la situation présente et des perspectives d'évolution de la conjoncture dans leur entreprise. En ce sens, on peut dire que l'enquête de con-

(1) Dans plusieurs pays cependant, notamment en France, l'enquête de conjoncture comporte des questions sur les perspectives générales de l'activité dans l'économie, qui sont de véritables sondages d'opinion. En principe, les réponses de cette nature ne sont pas pondérées; l'opinion exprimée par le chef d'une petite entreprise n'est pas moins valable que celle du chef d'une grande entreprise. On a pu relever d'ailleurs que les réponses reçues à ces questions accusent de sérieuses différences avec celles reçues aux questions relatives aux perspectives d'activité des entreprises.

joncture a pour raison d'être la mise en évidence et l'observation régulière des données qualitatives du processus conjoncturel.

Que, par ses caractéristiques, ce nouveau procédé d'analyse de la conjoncture ait répondu à de réels besoins, apparaît dans la rapidité avec laquelle il a été propagé dans le monde. Au cours des deux dernières décennies, les enquêtes de conjoncture ont été mises en route dans tous les pays d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord, au Japon, en Afrique du Sud, dans plusieurs pays de l'Amérique du Sud, en Yougoslavie.

Par ailleurs, en 1962, sous l'égide de la Commission de la Communauté Economique Européenne, les instituts des Etats membres chargés des enquêtes de conjoncture ont commencé à harmoniser leur dispositif d'enquêtes. Cette harmonisation a pour objet d'obtenir une représentation des tendances conjoncturelles récentes, qui soit comparable d'un pays à l'autre, pour chaque secteur industriel et pour l'ensemble des industries. Les instituts ont répondu ainsi au souci exprimé par la Commission de perfectionner, dans le cadre communautaire, les instruments d'analyse de la conjoncture à des fins de coordination des politiques économiques. De plus, grâce à cette harmonisation, les chefs d'entreprise, participant aux enquêtes de conjoncture, sont à même de s'informer rapidement sur les tendances conjoncturelles dans les pays partenaires de la Communauté Economique Européenne.

II. Les enquêtes de conjoncture de la Banque Nationale de Belgique.

La Belgique fut parmi les premiers pays à organiser des enquêtes de conjoncture. Dans la première moitié de l'année 1954, les principales fédérations des industries et des travailleurs, informées par le Service des Etudes Economiques de la Banque Nationale des possibilités nouvelles ouvertes par la technique des enquêtes de conjoncture, lui ont donné mandat de les mettre en route en Belgique.

L'organisation s'est faite en collaboration étroite avec les différentes fédérations d'industrie. Par leur connaissance de la structure des secteurs industriels et commerciaux, et par leurs relations suivies avec les chefs d'entreprise, ces fédérations ont apporté une aide précieuse à la constitution des échantillons repré-

sentatifs des secteurs, à la mise sur pied d'un réseau serré de correspondants et à l'instauration d'une coopération régulière des entreprises avec le Service des Etudes Economiques.

De la sorte, l'organisation matérielle des enquêtes de conjoncture a pu être rapidement menée à bien et couvrir, en un court laps de temps, un champ d'observation étendu. Les principales étapes ont été le lancement, en novembre 1954, de la première enquête dans l'industrie et dans la distribution des produits textiles, celui, en 1956, d'enquêtes dans l'industrie de la construction, celui, en 1958, d'enquêtes sur les dépenses d'investissement en capital fixe dans les entreprises industrielles et celui, en 1962, d'enquêtes visant à cerner l'évolution et les conditions de l'utilisation des capacités de production dans l'industrie.

L'expérience acquise amena à reviser, en 1958, dans le sens d'une plus grande simplicité, les modalités pratiques des enquêtes de conjoncture dans l'industrie et dans le commerce, à remanier, en 1962, les enquêtes dans l'industrie de la construction, aux fins de mieux les adapter aux caractéristiques particulières de cette activité, et, en 1966, les enquêtes sur les dépenses d'investissement en capital fixe dans les secteurs industriels.

En une dizaine d'années, les enquêtes de conjoncture conduites en Belgique se sont progressivement étendues jusqu'à couvrir la presque totalité des industries, les principaux secteurs du commerce intérieur et du commerce d'importation, comme on peut s'en rendre compte au tableau I.

La Banque Nationale a organisé trois enquêtes périodiques : l'enquête mensuelle sur la conjoncture, l'enquête sur l'utilisation des capacités de production dans les entreprises industrielles et l'enquête sur l'évolution des dépenses d'investissement en capital fixe dans les industries.

Enquête mensuelle sur la conjoncture (1).

L'enquête mensuelle sur la conjoncture répond au souci de suivre les tendances conjoncturelles les plus récentes qui animent l'activité des industries, du commerce d'importation et du secteur de la distribution, et

(1) L'enquête de la Banque Nationale couvre tous les secteurs mentionnés au tableau I.

Tableau I.

Secteurs observés par les enquêtes de conjoncture de la Banque Nationale de Belgique

Industrie ou activité (classement de la Banque Nationale)	Date de la mise en route de l'enquête	P.c. de la valeur ajoutée dans le P.N.B. (1967) (au coût des facteurs)	Nombre d'entreprises interrogées (en 1969)	Industrie ou activité (classement de la Banque Nationale)	Date de la mise en route de l'enquête	P.c. de la valeur ajoutée dans le P.N.B. (1967) (au coût des facteurs)	Nombre d'entreprises interrogées (en 1969)
A. Industries :				B. Services :			
Textiles		3,36	467	Construction	octobre 1956	7,17	263
dont : filatures de coton	novembre 1954			dont : gros œuvre de bâtiments	»		
filatures de laine cardée	»			équipement du bâtiment	»		
filatures de laine peignée	»			travaux de génie civil	»		
filatures de lin	»			Transformation du bois	juillet 1958	1,34	70
filatures de jute	»			Industrie de la terre cuite	octobre 1958	0,24	48
filatures de fibres artificielles et synthét.	»			Céramique de construction	mai 1959	0,17	17
tissages de coton	janvier 1955			Industrie cimentière	février 1963	0,24	9
tissages de laine	»			Papiers et cartons :			
tissages de lin	»			dont : fabrication de papiers et cartons	mai 1958	0,27	19
tissages de fils et fibres artificielles et	»			transformation de papiers et cartons	septembre 1964	0,37	62
synthétiques	»			Industrie du pétrole	septembre 1964	2,30	23
bonneterie	janvier 1955			dont : raffinage de pétrole	»		
vêtements et confection	février 1955			distribution d'huiles combustibles	»		
Tanneries	mai 1955	0,07	16	distribution de carburants	»		
Chaussures et pantoufles	mai 1955	0,24	39	Industrie du verre	septembre 1964	0,57	13
Sidérurgie	octobre 1955	1,85	8	Transformation des métaux non ferreux	juin 1965	0,66	1
Fabrications métalliques	novembre 1955	8,02	314	Agglomérés de ciment	septembre 1965	0,27	66
dont : aciéries de moulage	»			Industrie de la chimie	janvier 1969	2,19	1
fonderies de fer	»			C. Commerces :			
tréfilerie, étirage, laminage à froid et	»			Publicité	décembre 1958	n.d.	21
leurs dérivés	»			Transports routiers	juin 1959	n.d.	96
forge, estampage, gros emboutissage et	»			C. Commerces :			
industries connexes	»			Négoce en produits textiles semi-ouverts	décembre 1954	n.d.	55
travail de la tôle	»			Commerce d'importation :			
accessoires métalliques du bâtiment	»			dont : produits textiles bruts	janvier 1955	n.d.	44
ponts, charpentes, chaudronn. et chaudières	»			appareils électroménagers	septembre 1958	n.d.	118
construction navale	»			voitures automobiles	janvier 1963	n.d.	25
matériel de chemins de fer et de tramways	»			Commerce de gros :			
automobiles et cycles	»			dont : articles textiles	mars 1955	n.d.	219
machines motrices, matériels pneumatiques,	»			chaussures et pantoufles	septembre 1955	n.d.	16
hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	»			appareils électroménagers	septembre 1958	n.d.	69
machines-outils et industries connexes ...	»			produits alimentaires et d'entretien	mai 1956	n.d.	180
matériel textile	»			Commerce de détail ² :			
constructions mécaniques diverses	»			dont : articles textiles	mars 1955	n.d.	219
appareils de levage, de manutention, de	»			chaussures et pantoufles	septembre 1955	n.d.	80
pesage et de génie civil	»						
machines, appareils pour diverses indust.	»						
tracteurs et machines agricoles	»						
matériel électrique d'équipement	»						
télécommunications, électronique, automa-	»						
tion	»						
matériel électrique de consommation	»						

¹ Enquêtes conduites directement par les fédérations intéressées qui communiquent les résultats à la Banque Nationale.

² Le commerce de détail comprend les grands magasins qui sont repris dans les enquêtes.

n.d. : non disponible.

qui suscitent certaines attitudes chez les chefs d'entreprise. A cette fin, l'enquête est conduite chaque mois et elle a pour support le produit ou le groupe de produits dont la demande détermine, pour l'essentiel, l'activité de l'entreprise.

L'enquête mensuelle sur la conjoncture comprend trois séries de questions. La première vise à cerner les mouvements conjoncturels d'un mois à l'autre. Elle se rapporte aux variations qui se produisent dans les rentrées d'ordres, en provenance respectivement du marché intérieur et des marchés extérieurs, dans le rythme de la production industrielle ou commerciale, dans les prix de vente et, dans le cas de marchés à structure oligopolistique, dans l'intensité de la concurrence.

Dans l'industrie, il s'y ajoute une question supplémentaire sur la durée moyenne de l'activité, assurée à la fin de mois, par le carnet de commandes. Cette durée exprime le rapport entre les ordres en carnet, d'une part, et le rythme de production, d'autre part, de sorte qu'il doit toujours être interprété par référence à ces deux termes. Ainsi, l'allongement de la durée peut signifier, soit que les rentrées d'ordres ont progressé à un rythme supérieur à celui de la production, soit qu'elles ont fléchi à un rythme inférieur à celui de la production, soit qu'elles sont stationnaires ou en augmentation, alors que le rythme de production a baissé. La durée moyenne de l'activité assurée par le carnet d'ordres peut, par conséquent, accuser une variation identique dans des contextes conjoncturels très différents. Pour cette raison, elle ne doit pas être assimilée à une moyenne des délais de livraison dans l'industrie, encore que ses variations, dûment interprétées, puissent donner quelques indications sur l'évolution de ces délais.

Dans plusieurs branches du commerce d'importation et de la distribution; une question supplémentaire a été introduite récemment quant à la durée moyenne des ventes que le stock représente à la fin de mois. Cette durée, exprimée en mois, donne en dernière analyse le mouvement de rotation des stocks dans le commerce.

Dans l'industrie de la construction, l'évolution conjoncturelle a dû être cernée à l'aide d'une série de questions spéciales, adaptées aux caractères particuliers de cette industrie. Ces questions se rapportent aux inscriptions d'ordres, au volume de la production, aux prix

pratiqués dans les devis et dans les soumissions, à l'importance du gros matériel en chômage dans les ateliers et à la durée moyenne de l'activité, assurée à la fin de mois, par les ordres de travaux en cours ou à exécuter. Pour la catégorie du gros œuvre du bâtiment, une question est posée sur les travaux pour compte propre, qui ont tendance à prendre de l'importance en période de ralentissement de la demande.

Que ce soit dans l'industrie de la construction, dans les autres industries et dans le commerce, la première série de questions a pour objet de circonscrire les fluctuations conjoncturelles de la demande et les réactions que celles-ci déclenchent sur les différentes variables de l'activité des entreprises.

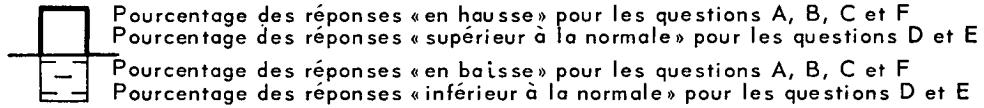
La deuxième série de questions se rapporte aux aspects qualitatifs de la conjoncture. Elle recueille les jugements des chefs d'entreprise sur la situation des principales grandeurs qui déterminent la marche de leurs affaires. Pour les entreprises industrielles, il s'agit du niveau du carnet de commandes total et de celui des stocks de produits finis; pour les commerces d'importation et de distribution, du niveau des ventes ou du carnet d'ordres, du niveau des stocks; pour les entreprises de la construction, de la disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée et de la durée de l'activité, assurée à la fin de mois, par les ordres de travaux.

Les réponses à ces questions sont certes empreintes d'éléments subjectifs, qui reflètent, pour l'essentiel, les réactions des chefs d'entreprise à l'environnement conjoncturel. Comme l'expérience l'a maintes fois révélé, elles accusent une grande sensibilité aux changements d'orientation de la conjoncture. En mettant en évidence le climat psychologique des chefs d'entreprise, elles aident à comprendre les dispositions de ces derniers quant à un avenir rapproché.

La troisième série de questions porte sur les prévisions des chefs d'entreprise au sujet de l'évolution des principales variables d'activité économique, en général, au cours des trois prochains mois. Pour l'industrie, les prévisions se rapportent aux prix de vente, à la demande de la clientèle et à l'effectif ouvrier; pour la construction, aux prix pratiqués dans les devis et dans les soumissions, à l'offre de travaux, à l'effectif ouvrier, aux achats de matériel; dans les entreprises de travaux de génie civil, au renforcement ou à la réduction

Résultats des enquêtes mensuelles sur la conjoncture ¹

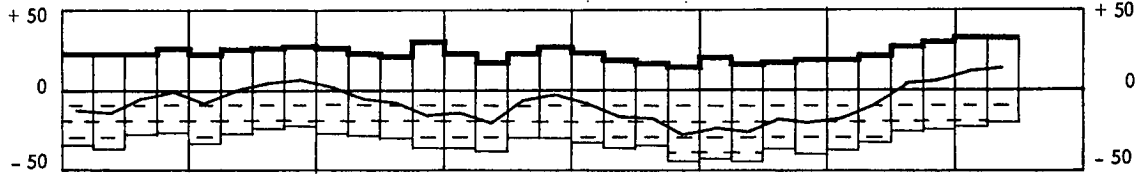
Ensemble des industries : textile, sidérurgie, fabrications métalliques, papier, bois, cuir, métaux non ferreux



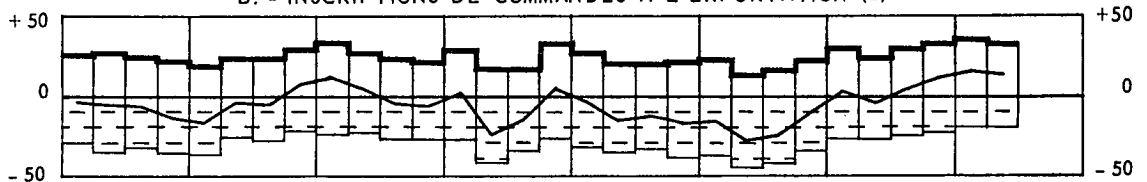
Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions A, B, C et F

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions D et E

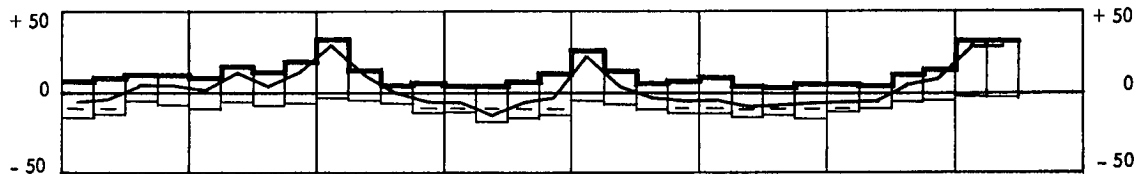
A. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



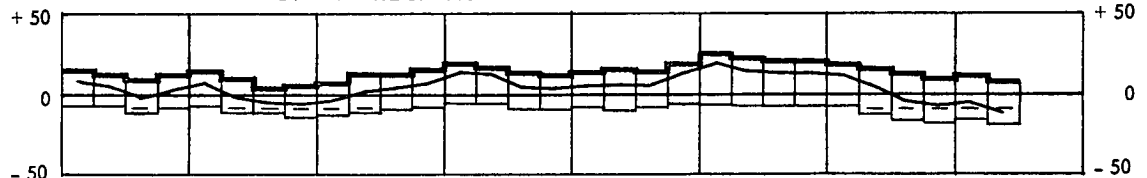
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



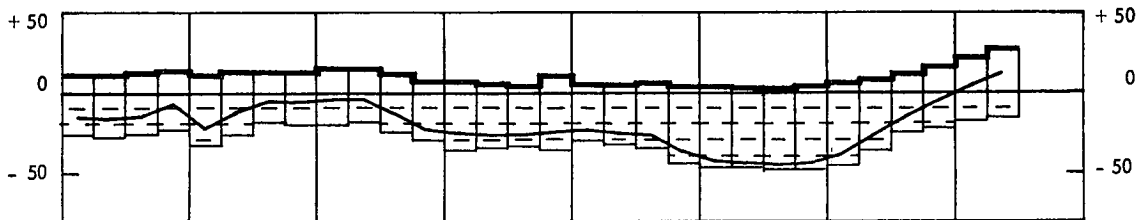
C. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



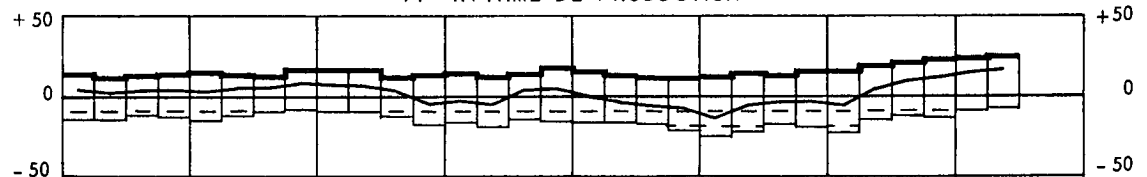
D. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



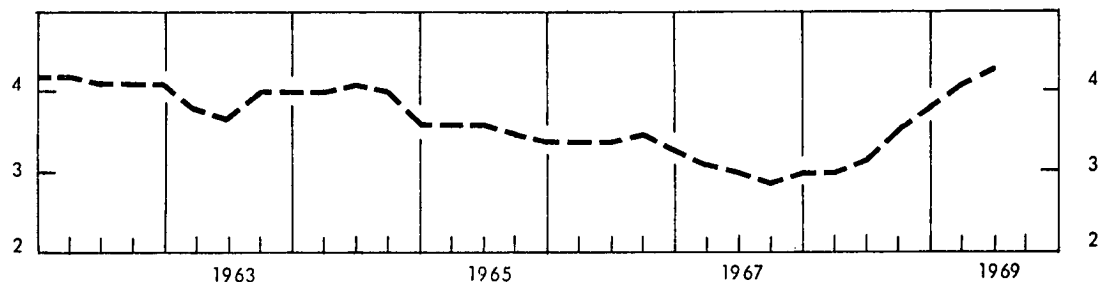
E. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



F. - RYTHME DE PRODUCTION



G. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)



¹ Les réponses des participants sont pondérées par le chiffre d'affaires.
² Mouvements saisonniers éliminés.

du personnel de cadre administratif ou technique. Pour le commerce et la distribution, elles ont trait à la demande de la clientèle, le cas échéant, aux stocks ou aux commandes aux fournisseurs et aux prix d'achat au cours du mois prochain.

La valeur des réponses à cette série de questions a été mise en doute, pour la raison que les prévisions formulées par les chefs d'entreprise ne seraient qu'une extrapolation des tendances en cours et qu'en conséquence, elles n'offriraient pas d'indications dignes de confiance pour anticiper un renversement éventuel de la tendance conjoncturelle. Il convient de remarquer d'entrée de jeu que la prévision conjoncturelle est une tâche ardue et que l'on ne peut s'attendre à trouver dans la majorité des chefs d'entreprise une prescience parfaite du futur, même rapproché. De fait, le cours ultérieur des événements révèle le plus souvent que les chefs d'entreprise ont tendance à se montrer trop optimistes ou trop pessimistes et qu'en général, une faible proportion a pu prévoir correctement. La valeur des prévisions ne réside, dès lors, pas dans leur plus ou moins grande exactitude à anticiper de trois mois le sens et l'intensité d'un changement, mais dans la mise en évidence de l'opinion dominante des chefs d'entreprise sur l'évolution la plus probable des principales grandeurs conjoncturelles. Puisque leur opinion influence directement leur comportement et conduit à des prises de décisions, elle constitue un élément non négligeable du processus conjoncturel. Pour cette raison, son évolution doit pouvoir être suivie de près, de préférence mois par mois.

Enquête sur l'utilisation des capacités de production dans l'industrie (1).

L'enquête sur l'évolution des capacités de production dans l'industrie, mise en route en octobre 1962, a pour but de mettre en évidence les aspects, encore mal connus, relatifs aux conditions et aux limites dans lesquelles évolue la production industrielle au cours des phases conjoncturelles. Elle a pour support le produit ou la gamme de produits fabriqués dans un même établissement. Elle comprend quatre

séries de questions, qui sont posées en janvier, en mai et en octobre.

La première série informe sur le pourcentage d'utilisation des capacités de production, tel que les chefs d'entreprise l'évaluent eux-mêmes, et sur la proportion des entreprises qui estiment encore être en mesure d'accroître leur production en raison des marges inutilisées de capacité. Les données recueillies ne reflètent, par conséquent, pas la situation réelle telle qu'elle ressortirait de calculs précis, du reste particulièrement difficiles à établir. Il se peut fort bien que pareils calculs aboutissent à montrer chez les chefs d'entreprise une certaine tendance à sous-estimer les marges de capacité de production encore disponibles, pour faire face à l'augmentation de la demande. Le seuil « psychologique » du plein emploi des capacités de production se situe, sans doute, au-dessous du seuil « technique ». Mais c'est le premier seuil, plutôt que le second, qui oriente la politique de l'entreprise et conduit à des décisions, quant à l'organisation interne du processus de production et aux investissements.

La seconde série renseigne sur les causes de la sous-utilisation des capacités de production industrielle. Les chefs d'entreprise mentionnent si la sous-utilisation résulte d'une insuffisance de la demande ou de goulots d'étranglement, dont les principaux sont le manque de main-d'œuvre qualifiée, l'insuffisance de matériel et d'équipements, le manque d'approvisionnement en produit de base et matières auxiliaires. Depuis la mise en route des enquêtes, les causes majeures de la sous-utilisation des capacités ont été successivement le manque de main-d'œuvre qualifiée, l'insuffisance de la demande et celle de matériel et d'équipements.

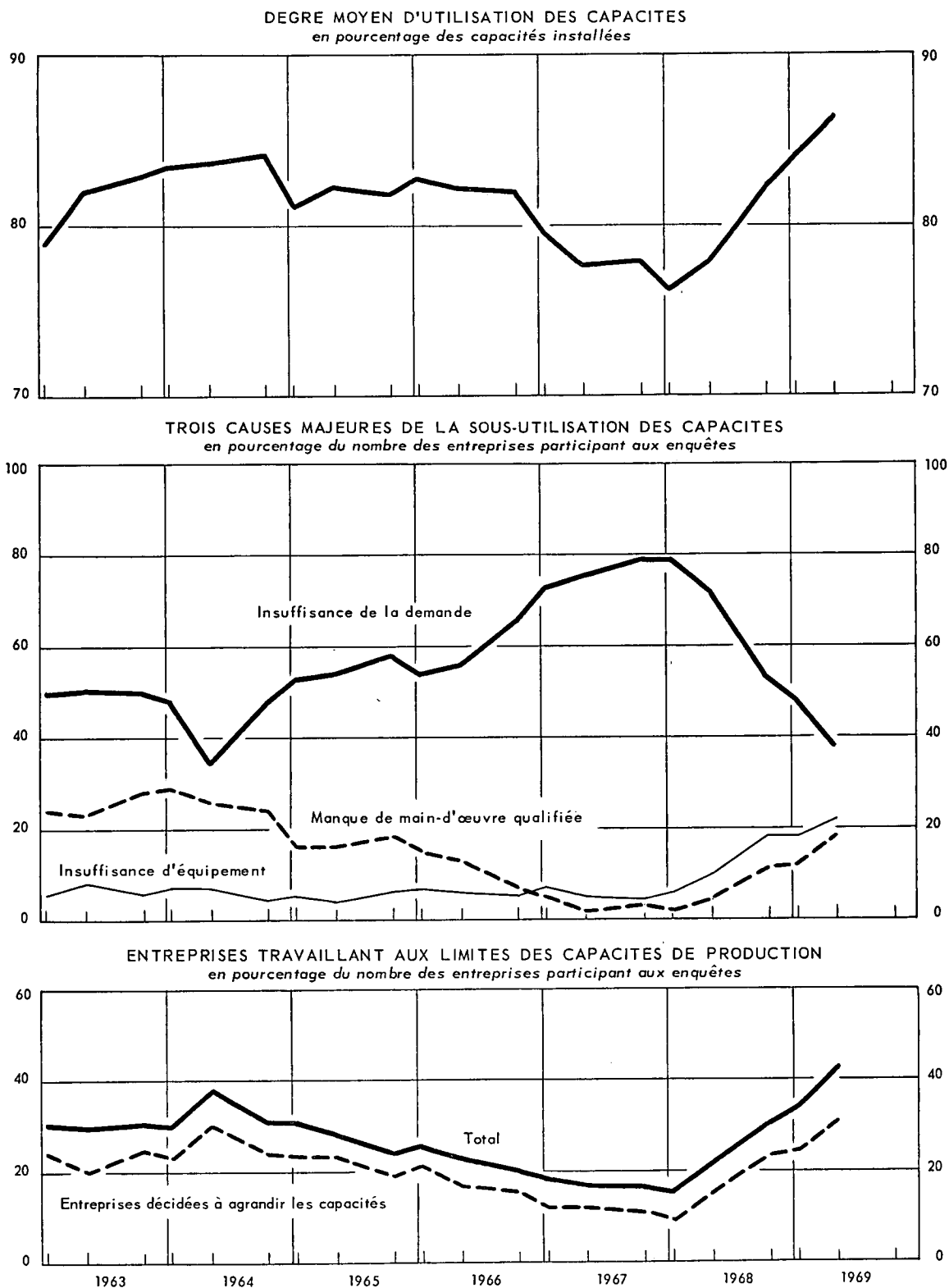
La troisième série donne les prévisions que les chefs d'entreprise font quant à l'évolution du pourcentage d'utilisation des capacités de production au cours des trois prochains mois. En laissant entrevoir le sens dans lequel la situation est appelée à évoluer, cette série prolonge la première.

La quatrième série a pour objet de déterminer dans quelle mesure les chefs d'entreprise sont décidés à agrandir les capacités de production, au cas où celles-ci, étant pleinement utilisées, ne seraient plus suffisantes pour répondre à une nouvelle progression de la demande. Placés devant pareille perspective, les dirigeants ont le choix entre ne pas agrandir les

(1) L'enquête de la Banque Nationale couvre toutes les industries reprises au tableau I, à l'exception de celles de la construction et du ciment.

Graphique 2.

Enquête sur l'utilisation des capacités de production dans les industries manufacturières ¹



¹ Les réponses des participants ont été pondérées pour tenir compte de l'importance relative des entreprises et des produits. Ces données se rapportent aux mois de janvier, de mai et d'octobre de chacune des années.

capacités de production de leur entreprise et laisser plutôt s'allonger les délais de livraison, avec ou sans majoration des prix de vente, ou agrandir les capacités de production, en vue de faire face à une croissance durable de la demande. S'ils choisissent la première voie, on s'en rend compte aux résultats des enquêtes mensuelles sur la conjoncture et, spécialement, à l'évolution de la durée moyenne assurée de l'activité. Si leur choix se porte sur la seconde voie, on s'en rend compte aux résultats des enquêtes semestrielles sur les dépenses d'investissement en capital fixe dans l'industrie, qui sont décrites plus loin.

Par conséquent, l'enquête sur l'utilisation des capacités de production facilite beaucoup l'interprétation des résultats des autres enquêtes conduites dans l'industrie. Elle livre, de plus, des données mesurables particulièrement intéressantes de deux points de vue. Elle offre, d'abord, la possibilité de suivre l'intensité de la pression que la demande exerce sur les capacités de production au cours des fluctuations de la conjoncture, et surtout celle de déceler, sans retard, et de localiser les processus de formation ou de résorption des goulots d'étranglement, générateurs de tensions inflationnistes dans l'économie. L'enquête permet, en second lieu, de s'informer sur les dispositions psychologiques des chefs d'entreprise en matière d'investissements d'extension, et de discerner le moment à partir duquel la pression croissante de la demande sur les capacités de production est susceptible de déclencher une accélération

des dépenses d'investissement d'extension dans l'ensemble des industries.

Les résultats de cette enquête donnent, en définitive, une gamme d'informations et une représentation assez objective quant à la plus ou moins grande aisance avec laquelle l'offre peut s'adapter, en courte période, à la progression de la demande au niveau de chaque industrie et à celui de l'ensemble des industries.

Enquête semestrielle sur les dépenses d'investissement en capital fixe dans l'industrie.

Mise en route au second semestre de l'année 1958, dans la sidérurgie, les fabrications métalliques et l'industrie de la construction, l'enquête sur les dépenses d'investissement en capital fixe a pu être étendue, en peu d'années, à la plupart des secteurs industriels au point de couvrir, à l'heure actuelle, les trois quarts environ de l'ensemble des industries (1). En outre, dans chaque industrie, on s'est efforcé d'interroger un échantillon d'entreprises largement représentatif, ainsi qu'il ressort du tableau II.

Cette enquête a été conçue moins pour déterminer le niveau de la formation brute de capi-

(1) Les industries participant aux enquêtes sont la sidérurgie, les fabrications métalliques, les métaux non ferreux, les textiles, l'industrie pétrolière, les exploitations électriques, la construction, le ciment, le verre, le cuir, les papiers et cartons, la transformation du bois. Les industries de produits chimiques participent indirectement, en ce sens que la Fédération des Industries Chimiques communique à la Banque les résultats de ses enquêtes.

Tableau II.

Caractères représentatifs de l'enquête semestrielle sur les dépenses d'investissement en capital fixe dans l'industrie

	Investissements recensés en 1966 et en 1967		Immobilisé brut des entreprises de l'échantillon	
	Enquête de la Banque Nationale	Institut National de Statistique 1	Enquête de la Banque Nationale	Caisse Générale d'Épargne et de Retraite 2
	<i>(moyenne annuelle — milliards de francs)</i>		<i>(milliards de francs)</i>	
Industries métallurgiques	12,7	16,5	135,1	138,9
Industries de la chimie et du pétrole	12,4	14,8	42,1	43,0
Industries de l'électricité, du gaz 3	5,6	8,1	63,3	71,6
Industries de la construction et des matériaux de construction	3,1	5,5	27,2	39,8
Industries des textiles et de l'habillement	1,8	2,6	29,5	27,9
Industries du papier et du bois 4	0,9	1,9	11,9	18,2
	36,5	49,4	309,1	339,3

1 Chiffres tirés des « Statistiques de Production » recensant les établissements occupant 20 ouvriers et plus.

2 La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite établit les chiffres à partir d'un échantillon étoffé de sociétés anonymes; l'enquête de la Banque Nationale couvre un échantillon d'entreprises de toute dimension et de tout statut juridique. Les chiffres cités se rapportent à l'exercice 1966.

3 L'enquête de la Banque Nationale ne porte que sur un échantillon de producteurs-distributeurs d'électricité.

4 Dans ces industries, l'enquête de la Banque est limitée à la transformation du bois, à la fabrication et à la transformation des papiers et cartons.

tal fixe dans l'industrie — qui est connu par les comptes nationaux — que pour suivre l'évolution de la demande de biens d'équipement émanant de l'industrie. Toutefois, la demande ne s'entend pas dans le sens d'intentions d'investir ou de programmes d'investissement, qui sont sans cesse modifiés, voire abandonnés au gré des circonstances, et qui ne se concrétisent pas par des engagements des entreprises. Elle se rapporte aux projets d'investissement bien arrêtés et comportant des engagements fermes de nature à déclencher, dans l'économie, un flux de dépenses additionnelles dont les variations concourent directement à l'expansion ou au ralentissement de la demande globale et exercent des impulsions cumulatives sur l'ensemble de l'économie.

L'analyse conjoncturelle courante doit, dès lors, pouvoir disposer d'un moyen apte à reproduire l'évolution la plus récente de la demande de biens d'équipement de la part de l'industrie. Elle doit, de plus, pouvoir déceler la tendance qui est sur le point de s'enclencher par suite des prises de décisions des entreprises en matière de dépenses d'investissement en capital fixe. C'est cette double préoccupation qui a déterminé le dispositif de l'enquête conduite par la Banque.

Le champ de l'enquête couvre l'acquisition de biens de capital fixe nouveaux. L'achat de terrains, d'immeubles bâtis, de matériel et d'équipement de remplacement est exclu, car il ne donne lieu qu'à un transfert de propriété d'actifs existants et il n'engendre pas directement une dépense nouvelle, adressée au marché intérieur ou aux marchés extérieurs, avec ses effets dérivés sur la demande globale.

L'entreprise, en tant qu'entité juridique, forme le support de l'enquête et non plus le produit ou une gamme de produits. Elle y répond respectivement en février-mars et en août-septembre. La période semestrielle est apparue, à l'expérience, comme la plus appropriée pour déceler, au plus tôt, les changements de tendance dans les dépenses d'investissement en capital fixe dans l'industrie.

Chaque semestre, l'enquête présente le même dispositif qui comprend trois séries de questions.

Dans la première série, les entreprises mentionnent le montant absolu et l'évolution, par rapport à la moyenne semestrielle de l'année précédente, de leurs dépenses d'investissement en capital fixe, respectivement réalisées pen-

dant le semestre écoulé et décidées pour le semestre en cours. Cette première série fournit trois sortes d'informations. Elle retrace, d'abord, l'évolution récente du montant de ces dépenses; elle dégage, ensuite, leur tendance la plus probable pour les six prochains mois et, enfin, elle donne la répartition des entreprises suivant que leurs dépenses réalisées ou décidées marquent respectivement une augmentation, une diminution ou aucun changement. Cette dernière information donne le moyen de déterminer si l'évolution de la masse des dépenses d'investissement en capital fixe tient aux décisions de quelques entreprises ou, au contraire, à un grand nombre. Cette distinction sert à apprécier le climat conjoncturel, en matière de dépenses d'investissement en capital fixe, notamment dans quelle mesure la propension à investir évolue avec les phases de la conjoncture.

La deuxième série de questions prolonge dans le temps les informations recueillies par la première. Mais son objet vise davantage à obtenir une représentation de la fréquence et de l'importance des projets d'investissement. Dans une première question, les entreprises sont invitées à indiquer si, pour la prochaine période annuelle, elles ont déjà pris la décision ferme d'investir et, dans l'affirmative, elles mentionnent le montant des dépenses d'investissement en capital fixe, décidées pour cette période. Une seconde question porte sur un horizon plus éloigné encore, à savoir sur la décision d'investir se rapportant à la période annuelle subséquente à la première; toutefois, elle est moins précise. Aux entreprises qui ont pris la décision ferme d'investir, il est seulement demandé de signaler si, d'une année à l'autre, elles augmenteront, diminueront ou maintiendront le montant de ces dépenses d'investissement. Certes, les réponses à ces questions ne peuvent être employées, sans risque, à l'élaboration des calculs prévisionnels à moyen terme sur l'évolution des investissements dans l'industrie. Plus l'enquête a lieu longtemps à l'avance, plus la période prise en considération est longue, plus les résultats doivent être interprétés comme de simples perspectives qui se modifient sans cesse, du fait que les entreprises adaptent continuellement leurs projets aux données nouvelles de la conjoncture, de la technologie, de la structure des débouchés, etc. Les informations recueillies, par cette série de questions,

sont précisément destinées à fournir une mesure de la variabilité des plans d'investissement au cours des phases de la conjoncture, et à renseigner sur l'importance réelle de la pratique de la programmation pluriannuelle des investissements productifs des entreprises.

La troisième série de questions se rapporte à l'immobilisé brut figurant au dernier bilan et au nombre des effectifs occupés tant ouvrier qu'employé. Elle répond à une double préoccupation. D'abord, elle sert à calculer le montant de l'investissement brut moyen par personne occupée, de façon à se rendre compte de l'« intensité de capital » de chaque secteur industriel et de son évolution dans le temps. Ensuite, elle donne le moyen de dresser la répartition des entreprises en fonction de leur taille, de façon à pouvoir étudier les différences de comportement en matière de dépenses d'investissement et, plus spécialement, à pouvoir vérifier dans quelle mesure ces dépenses accusent des fluctuations plus marquées, tant dans les petites et moyennes entreprises que dans les grosses.

Les réponses à ces séries de questions ne livrent cependant que des indications de tendances et nullement des données quantitatives précises. Par la technique même mise en œuvre, l'enquête ne peut pas recenser les premières dépenses d'investissement liées à l'implantation d'entreprises nouvellement constituées dans l'économie belge. Bien que la Banque ait pris toutes les dispositions pour être informée de la création d'entreprises nouvelles, dans le but de les inviter à participer au plus tôt aux enquêtes, elle n'a pu les inclure toutes. Aussi, les résultats des enquêtes tendent à sous-estimer l'importance des dépenses d'investissement. La sous-estimation a été le plus souvent négligeable, sauf au cours de la période 1965-1967 où les investissements étrangers avaient accusé un développement remarquable.

Une autre source de sous-estimation relative aux prévisions tient plutôt à la manière de répondre des entreprises. Des nombreuses enquêtes faites en Belgique et à l'étranger, il apparaît que les entreprises ont de la peine à prendre exactement en compte dans leurs projets les investissements qui viennent s'ajouter en cours d'exécution aux plans initiaux; de même, elles ne tiennent pas suffisamment compte des changements survenant dans le coût des investissements, entre la mise en route et l'achèvement de leur projets.

Ces sous-évaluations des prévisions ne constituent qu'un élément d'explication des écarts que l'on constate, entre le montant prévu des dépenses d'investissement et celui réellement effectué pour le même semestre. Les écarts s'expliquent aussi par des causes plus matérielles, tels les arrêts de travail consécutifs à des incidents techniques, les grèves dans les entreprises fournissant les biens d'équipement et aux mauvaises conditions climatiques interrompant la construction de bâtiments industriels, etc.

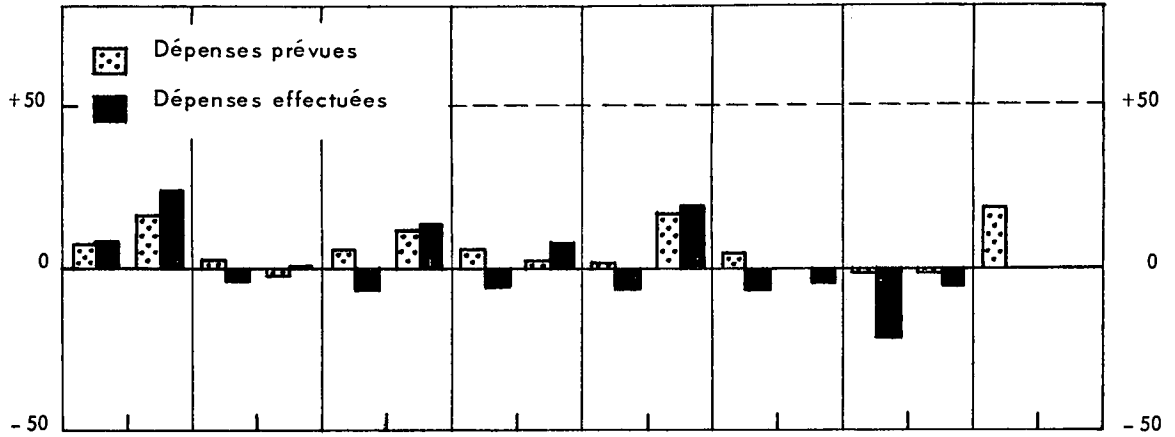
Les écarts entre les dépenses prévues et celles réellement effectuées ont aussi des causes d'ordre économique. Ils reflètent le caractère hautement variable des projets d'investissement, pourtant bien arrêtés à l'origine. En effet, le déroulement même du processus conjoncturel transforme continuellement le contexte dans lequel les projets d'investissement ont pris forme; il modifie à la fois les données économiques conditionnant ces projets et les perspectives de rendement et d'expansion qui les ont suscités. La conjoncture et surtout la manière d'en supputer les développements amènent les entreprises à réviser sans cesse, soit à la hausse, soit à la baisse, leurs projets d'investissement. Lorsque leurs révisions prennent de l'importance, elles sont susceptibles d'infléchir sérieusement la tendance conjoncturelle, voire d'enclencher son retournement.

En raison de cette sensibilité des projets d'investissement au climat conjoncturel, il importe de pouvoir suivre d'assez près leur évolution, afin d'asseoir, sur des données relativement sûres, les diagnostics de conjoncture. Sur ce point, l'enquête semestrielle sur les dépenses d'investissement en capital fixe dans l'industrie a déjà fourni des résultats satisfaisants. Elle donne le moyen de connaître l'évolution de ces dépenses d'un semestre écoulé, avec un décalage maximal de trois mois, et la tendance du semestre en cours, au milieu de celui-ci. De la sorte, elle a comblé une sérieuse lacune dans le dispositif des indicateurs conjoncturels en Belgique. Sans être d'un intérêt pratique aussi immédiat, les questions relatives aux projets pour l'année suivante et pour l'année subséquente, ainsi que celles se rapportant à la taille des entreprises contribuent à réunir des données relativement sûres pour explorer un domaine encore mal connu, celui du comportement conjoncturel des entreprises quant à la décision d'investir. A partir de ces

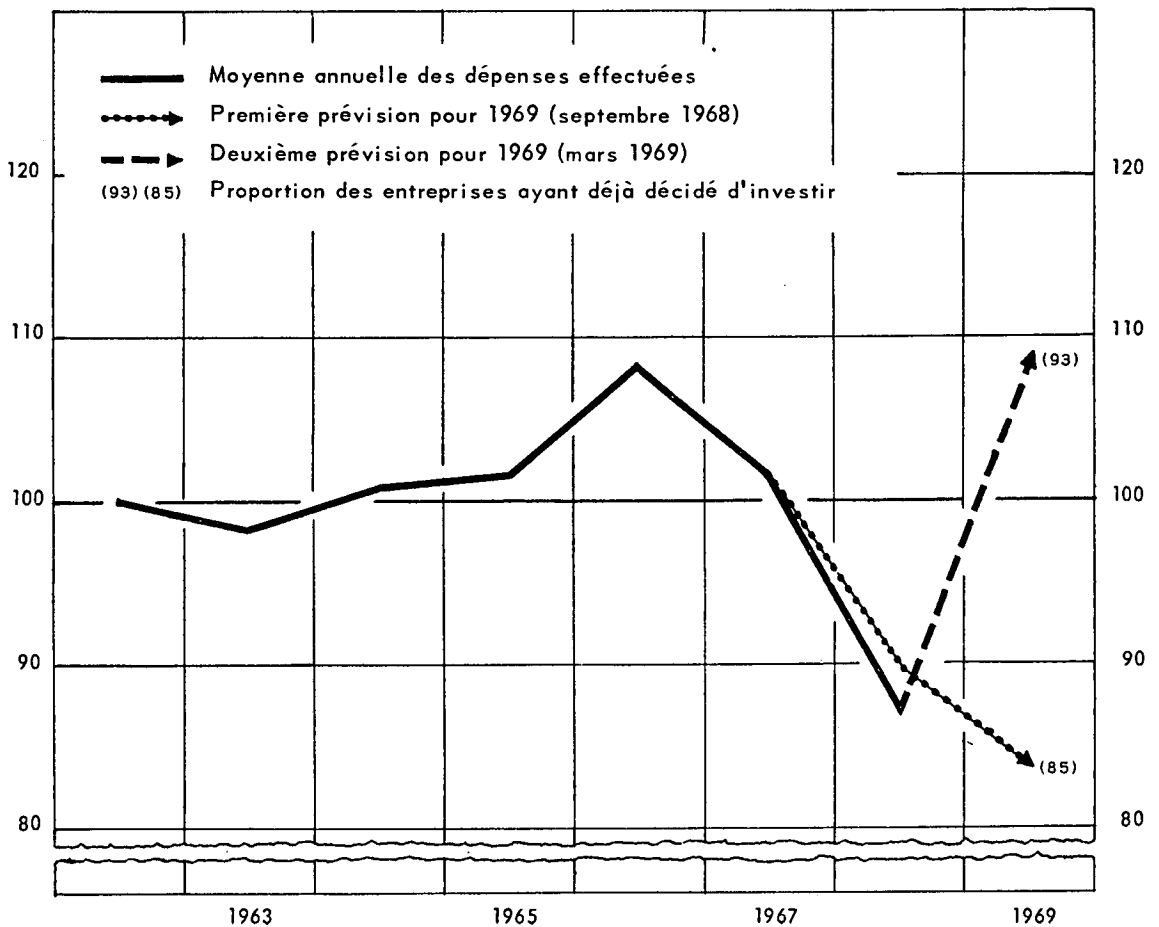
Graphique 3.

Enquêtes semestrielles sur les investissements nouveaux en capital fixe

**VARIATION MOYENNE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR RAPPORT
A LA MOYENNE SEMESTRIELLE DE L'ANNEE PRECEDENTE
(en pour cent)**



INDICES 1962 = 100



données, il devient possible de déterminer ce qu'on a coutume d'appeler l'« horizon économique » des entreprises qui, variant assez sensiblement d'une phase conjoncturelle à l'autre, forme un élément qualitatif non négligeable de l'explication du processus conjoncturel.

III. Rôle de l'enquête de conjoncture dans l'analyse conjoncturelle.

L'enquête de conjoncture a près de vingt ans d'existence et l'expérience variée accumulée, tant en Belgique qu'à l'étranger, n'a cessé de confirmer l'importance de son rôle dans l'analyse de la conjoncture.

Avantages de l'enquête de conjoncture.

L'enquête de conjoncture a mis les autorités et les chefs d'entreprise en mesure d'observer, de façon systématique, les tendances conjoncturelles du passé immédiat et, ce qui est plus important, de disposer d'une représentation objective de ces tendances, conçue pour donner aussi bien une vue synthétique que les évolutions détaillées, dans un délai de quatre à cinq semaines. La représentation détaillée par produit et par branche d'activité offre, de surcroît, le moyen d'étudier l'évolution d'une variable conjoncturelle à travers les phases verticales successives, qui s'étendent de la première transformation à la vente finale d'un bien. Pareilles études ouvrent la possibilité de suivre la propagation des impulsions conjoncturelles dans l'économie, chose qu'il était difficile d'obtenir à partir des indicateurs conjoncturels traditionnels. Il y a là une amélioration substantielle de l'information, indispensable à la formulation des politiques économiques au niveau des entreprises et des autorités publiques.

Sans doute la nature des renseignements reçus par voie d'enquête est-elle inévitablement teintée d'une certaine subjectivité du fait même de la technique employée. Quel que puisse être leur souci d'exactitude et de précision, les chefs d'entreprise ne peuvent s'empêcher d'introduire inconsciemment dans leurs réponses une certaine dose d'éléments subjectifs, très perceptibles dans les questions portant sur des jugements, sur des perspectives d'évolution et sur les projets de dépenses d'investissement en capital fixe. Ceci se marque souvent par un certain pessimisme dans

les jugements, spécialement dans ceux qui se rapportent au niveau du carnet de commandes et au degré d'utilisation des capacités de production, le plus fréquemment considérés comme inférieurs à la normale, même en période de « surchauffe » conjoncturelle, ou par une surestimation des perspectives, en particulier au sujet de l'évolution attendue de la demande ou des prix de vente. Mais ces éléments subjectifs varient en intensité suivant les phases de la conjoncture. Aussi, en enregistrant les variations survenues dans les jugements et dans les prévisions formés par les chefs d'entreprise, l'enquête offre le moyen de dessiner, à intervalles réguliers, la carte du climat psychologique associé à la tendance conjoncturelle. Elle aide, de la sorte, à observer le rôle d'un facteur mal connu, bien que déterminant, de l'activité économique, à savoir le contexte psychologique dans lequel les chefs d'entreprise réagissent aux impulsions de la conjoncture. Sur ce point, les informations apportées par l'enquête sont précieuses, spécialement dans les périodes de récessions conjoncturelles, au cours desquelles les attitudes psychologiques des agents économiques jouent un rôle important dans l'enclenchement du mouvement de la reprise conjoncturelle. Plus d'une fois, on a pu constater d'ailleurs que l'amélioration de la tendance conjoncturelle se manifestait d'abord dans les jugements des chefs d'entreprise, sur le niveau de leurs stocks et sur celui de leurs carnets de commandes, avant de se refléter franchement dans les autres indicateurs conjoncturels traditionnels.

L'enquête de conjoncture dépasse cependant le stade de la simple observation des jugements des chefs d'entreprise. En effet, son jeu de questions, spécialement dans les enquêtes sur l'utilisation des capacités de production et sur les dépenses d'investissement en capital fixe, est fondé sur l'idée que non seulement les dirigeants des entreprises sont, par la force des choses, les premiers informés des changements de la tendance conjoncturelle et de l'apparition de goulots d'étranglement, mais encore que leurs jugements relatifs à la situation de l'entreprise déterminent, en grande partie, leurs décisions. Celles-ci, à leur tour, orientent le cours ultérieur de la conjoncture.

C'est évident dans le cas des dépenses d'investissement, mais également dans d'autres cas. Ainsi, quand, dans une période de haute conjoncture, on note un accroissement, de

mois en mois, de la proportion, encore que faible, des chefs d'entreprise qui jugent leurs stocks de produits finis supérieurs à la normale, on peut raisonnablement s'attendre à un ralentissement conjoncturel. C'est que le jugement porté sur ce type de stocks comporte implicitement, dans l'esprit des dirigeants, un autre relatif aux perspectives d'évolution de la demande et des prix de vente, de même qu'il les incite à freiner le rythme de production. Des études poursuivies dans plusieurs pays ont dégagé d'autres exemples de ces relations implicites, que le comportement des entreprises détermine entre les variables conjoncturelles ⁽¹⁾. De ce point de vue, les renseignements fournis par les enquêtes de conjoncture, en particulier par celles relatives à l'utilisation, des capacités de production et aux investissements, sont devenus des éléments indispensables pour former un diagnostic de l'évolution de la conjoncture.

Limites de l'enquête de conjoncture.

Malgré ces avantages, l'enquête de conjoncture demeure un instrument imparfait d'investigation : sa portée exacte doit être bien définie et gardée présente à l'esprit dans l'interprétation de ses résultats.

D'abord, le recours aux échantillons variables, justifié pour dégager rapidement les tendances récentes, a, pour contrepartie, l'inconvénient d'une variabilité dans les réponses reçues d'une enquête à l'autre. Il ne convient pas, dès lors, d'attacher de l'importance à un faible changement enregistré dans les différentes variables économiques, par exemple, à un changement de l'ordre de 1 à 5 p.c. dans le pourcentage des réponses, ou à une variation de quelques centièmes de mois dans la durée de l'activité, assurée à la fin de mois par le carnet de commandes. Une répétition de ces changements peut, néanmoins, devenir significative.

Dans le cas plus précis des variables économiques retraçant une évolution — par exemple celle des commandes reçues, des prix de vente, des dépenses semestrielles d'investissement en capital fixe, etc. —, la technique employée pour dégager la tendance a pour corollaire que la période de référence pour les réponses

n'est pas fixe, mais se déplace continuellement d'une enquête à l'autre. Pour cette raison, l'évolution de ces variables économiques doit être interprétée, non pas en termes absolus par référence à une base fixe, mais en termes relatifs par rapport à la période qui précède immédiatement. Par exemple, si, pour les prix de vente, les réponses signalant une augmentation l'emportent sur celles signalant une diminution, mais que la différence entre les deux types de réponses revient, au cours des trois mois successifs, de + 20 p.c. du total à + 10 p.c., et à + 5 p.c., il ne s'ensuit pas que les prix de vente soient orientés à la baisse. Cela veut dire qu'ils poursuivent leur mouvement ascendant puisque, pour les trois mois successifs, la fréquence des hausses signalées l'emporte sur celle des baisses, mais que leur intensité tend à décroître, d'un mois à l'autre, suivant les chefs d'entreprise. Par contre, si la différence revient de + 20 p.c. à 0 p.c., et à - 10 p.c., ceci peut être interprété comme un retournement de la tendance des prix, la fréquence des baisses signalées l'ayant emporté sur celle des hausses. Sur ce point, la technique des enquêtes se rapproche de celle des indices en chaîne et elle présente le même inconvénient de rendre difficiles les comparaisons des résultats entre les périodes éloignées et entre les secteurs.

Par ailleurs, au sujet des enquêtes, il y a lieu de tenir compte des changements qui se produisent dans le contexte psychologique des chefs d'entreprise et qui sont de nature à modifier leur manière de répondre, suivant les phases de la conjoncture.

En raison de ces limites, les résultats de l'enquête de conjoncture ne paraissent pas tout à fait appropriés pour être utilisés comme tels dans les études traitant de relations macro-économiques et, d'une manière générale, dans toutes celles où il importe de mesurer l'évolution des variables conjoncturelles en termes formels, à des fins de comparaisons dans le temps et entre différents secteurs économiques. Dans des études de ce genre, la méthode d'analyse conjoncturelle, fondée sur les données statistiques traditionnelles, demeure irremplaçable, car elle exprime les variations sous forme de chiffres absolus, de pourcentages et de nombre-indices. De ce fait, elle se prête aux procédés d'investigation de la statistique mathématique, qui seuls permettent des comparaisons rigoureuses.

(1) La Banque a publié une étude de ce genre dans le numéro de janvier 1968 du *Bulletin d'Information et de Documentation*, sous le titre « Le comportement de quelques indicateurs conjoncturels au cours de la période 1959-1967 ».

Ces caractères distinctifs, propres à l'enquête de conjoncture et à l'analyse fondée sur les indicateurs conjoncturels traditionnels, font que, de toute évidence, l'observation et l'interprétation du processus conjoncturel doivent s'appuyer à la fois sur les deux méthodes. Loin de faire double emploi, celles-ci sont absolument complémentaires. Il y aurait lieu,

toutefois, de recourir davantage à leur utilisation conjointe, en tirant un meilleur parti des résultats de l'enquête de conjoncture. Ce procédé d'analyse, maintenant bien rodé et bien adapté à l'étude des aspects qualitatifs de la conjoncture, semble, en effet, encore receler d'importantes possibilités de perfectionnement et d'innovation.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* de août-septembre 1969. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

Le crédit documentaire. (*Société Générale de Banque, Bruxelles, 1968, 24 p.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

De Belgische spaarkas; van hypotheekbedrijf tot spaarbank. (*Hypothecaire Beleggingskas, bijlage tot het 50^e jaarverslag, Anvers, 1968, 24 p.*)

WITTERWULGHE R., Nature, aspects et modalités de l'offre publique d'acquisition. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXIII, n° 5, 1969, pp. 401-429.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

CORLUY W., Waarheen met onze openbare financiën? (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXIII, n° 5, 1969, pp. 431-457.*)

DEBOUT L., T.V.A. : Le « Rendez-vous de septembre » et les mesures prises entre-temps (*Socialisme, Bruxelles, XVI, n° 94, juillet 1969, pp. 416-420.*)

T.V.A. - La loi du 3 juillet 1969, créant le code de la T.V.A. (IX) (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, XXIV, n° 20, 15 août 1969, pp. 1647-1660.*)

T.V.A. - Loi du 3 juillet 1969 (X) (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, XXIV, n° 21, 1^{er} septembre 1969, pp. 1794-1806.*)

Taxe sur la valeur ajoutée. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, XXIV, n° 22, 10 septembre 1969, pp. 1912-1919.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

Amélioration des bénéfices des entreprises en 1968. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIV, n° 30, 15 août 1969, pp. 301-306.*)

COULBOIS P., La politique des revenus. (*Annales de la Faculté de Droit de Liège, Liège, XIV, nos 1-2, 1969, pp. 5-18.*)

LALOIRE M., Les Belges consacrent 60 milliards à leurs loisirs. (*Industrie, Bruxelles, XXIII, n° 8, août 1969, pp. 535-536.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

GOETHALS H., De nieuwe wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités. (*V.K.W. Mededelingen, Anvers, XXIV, nos 8-9, août-septembre 1969, pp. 321-334.*)

HORION P., Syndicats, conventions collectives de travail, organes paritaires. (*Annales de la Faculté de Droit de Liège, Liège, XIV, nos 1-2, 1969, pp. 49-199.*)

9. SECURITE SOCIALE

Une réforme de la sécurité sociale. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, XXIV, n° 21, 1^{er} septembre 1969, pp. 1820-1834.*)

10. SITUATION ET POLITIQUE ECONOMIQUES

EYSKENS G., Ondernemingspolitiek en economische integratie. (*Economie in Vlaanderen, Bruxelles, XVI, n° 2, juin 1969, pp. 11-16.*)

La décentralisation et la déconcentration économique en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIV, n° 34, 12 septembre 1969, pp. 337-341.*)

La haute conjoncture et ses problèmes. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIV, n° 29, 8 août 1969, pp. 285-296.*)

VAN GHELUWE G., Streekbeleid en economische structuren. (*Economie in Vlaanderen, Bruxelles, XVI, n° 2, juin 1969, pp. 25-29.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

AMEYE L.C., La transformation des structures industrielles. (*Conférences de la Société Royale d'Economie Politique de Belgique, Bruxelles, n° 336, décembre 1968, 36 p.*)

BELOT F.R., Le pari nucléaire dans le secteur de la production d'électricité. (*Energie, Bruxelles, n° 187, 2^e trimestre 1969, pp. 71-79.*)

14. COMMERCE INTERIEUR

La distribution en 1980. (*Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité, Bruxelles, tome 1, 1969, 77 p.*)

La nouvelle physionomie du secteur de la grande distribution en Belgique. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 30, 12 septembre 1969, pp. 1-7.*)

15. COMMERCE EXTERIEUR

VERHEIRSTRAETEN A., Nominale tariefhoogte, effectieve bescherming en douaneopbrengsten. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, XIV, n° 2, 2^e trimestre 1969, pp. 188-234.*)

16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

BERNSTEIN E.M., Eurodollar Facts and Figures. (*Euromoney, Londres, I, n° 2, juillet 1969, pp. 31-34.*)

Bretton Woods : il y a vingt-cinq ans. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIV, n° 35, 19 septembre 1969, pp. 345-349.*)

CLAUSS F.J., Eine geistige Kettenreaktion gegen das « System von Bretton Woods ». (*Wirtschaftskonjunktur, Munich, XXI, n° 3, juillet 1969, pp. 38-45.*)

CROMER L., Euromarkets and the Future. (*Euromoney, Londres, I, n° 3, août 1969, pp. 4-5.*)

EMMINGER O., The Brave New World of SDR's. (*International Currency Review, Londres, août 1969, pp. 5-14.*)

EMMINGER O., The Exchange Rate System Re-Examined. (*Euromoney, Londres, I, n° 3, août 1969, pp. 5-8.*)

FLANDERS M.J., International Liquidity is Always Inadequate. (*Kyklos, Bâle, XXII, n° 3, 3^e trimestre 1969, pp. 519-529.*)

GENILLARD R.L., The Eurobond Market's Test of Adversity. (*Talk before the 16th monetary conference of the American Bankers Association in Copenhagen on June 20, 1969, White, Weld et C^o, s.l., 1969, 11 p.*)

GOLD J., The Reform of the Fund. (*Fonds Monétaire International, Washington, Pamphlet Series, 12, 1969, VIII+75 p.*)

GREENE M.L., Growth and Retrenchment in the Euro-Bond Market. (*Monthly Review of the Federal Reserve Bank of New York, New York, LI, n° 8, août 1969, pp. 169-173.*)

HAUKE W., Der unruhige Goldpreis. (*Zeitschrift für das Gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, XXII, n° 16, 15 août 1969, pp. 776-778.*)

HEILPERIN M.A., International Monetary Order. The Missing Link. (*The Banker, Londres, CXIX, n° 523, septembre 1969, pp. 865-869.*)

HELLMUTH E.J.W., Eurosterling. (*Euromoney, Londres, I, n° 2, juillet 1969, pp. 6-8.*)

KOEN G.A., Monetaire reserves - bruto of netto? (*Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, XVIII, nos 7-8, juillet-août 1969, pp. 25-26.*)

LAMFALUSSY A., Units of Account Explained. (*Euromoney, Londres, I, n° 2, juillet 1969, pp. 19-21.*)

Les eurodevises et eurodollars. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIV, n° 32, 29 août 1969, pp. 321-326.*)

MAUDLING R., The Case for Exchange Flexibility. (*Euromoney, Londres, I, n° 2, juillet 1969, pp. 4-6.*)

RUEFF J., Yet Another Expedient : Special Drawing Rights. (*The Banker, Londres, CXIX, n° 523, septembre 1969, pp. 854-863.*)

SCOTT I.O. Jr., That Controversial Euro-Dollar Market. (*National Westminster Bank Quarterly Review, Londres, août 1969, pp. 2-22.*)

Special Drawing Rights in the International Monetary Fund. Hearing Before the Committee on Foreign Relations, United States Senate, 90th Congress, 2nd Session on S. 3423 and H.R. 16911, May 13, 1968. (*U.S. Government Printing Office, Washington, 1968, III+109 p.*)

SPIELER M., New Gold Supply : A Forward Look. (*The Banker, Londres, CXIX, n° 523, septembre 1969, pp. 918-927.*)

STERLING B.H., Equity-Linked Euro-Issues After the Transition. (*Euromoney, Londres, I, n° 4, septembre 1969, pp. 8-10.*)

The Financing of Business With Eurodollars. (*Morgan Guaranty Trust Company, New York, 1969, 47 p.*)

17. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

ALBREGTS A.H.M., De techniek van de GATT-tariefonderhandelingen, de Kennedy-Ronde en de EEG-handelspolitiek. (*Economie, Tilburg, XXXIII, n° 11, août 1969, pp. 513-524.*)

BARRE R., La Comunità Europea e i problemi monetari internazionali. (*Bancaria, Rome, XXV, n° 7, juillet 1969, pp. 897-901.*)

Belgium, Key to the Common Market. (*Kredietbank, Bruxelles, 1969, 64 p.*)

BENYOUSSEF A., Dimensions humaines de la Communauté Economique Européenne; éléments d'une doctrine de l'intégration. (*S.E.D.E.S., Paris, Observation Economique, 26, 1968, XV+120 p.*)

Economic Integration in Europe. (*Weidenfeld et Nicolson, Londres, 1969, IX+365 p.*)

From Commonwealth to Common Market. (*Penguin Books, Harmondsworth, 1968, 176 p.*)

KREININ M.E., Trade Creation and Diversion by the EEC and EFTA. (*Economia Internazionale, Gênes, XXII, n° 2, mai 1969, pp. 273-280.*)

LACROIX Y. et SCHOUWENAARS W., Effectieve bescherming aan de grenzen van de EEG en het Verenigd Koninkrijk, voor en na de Kennedy-Ronde. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, XIV, n° 2, 2^e trimestre 1969, pp. 158-187.*)

La réforme du Fonds social européen. (*L'Industrie Textile Belge, Bruxelles, XI, n°s 7-8, juillet-août 1969, pp. 49-57.*)

Le Benelux a 25 ans. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIV, n° 33, 5 septembre 1969, pp. 329-333.*)

NGUVULU A., Coopération Europe-Afrique. (*Socialisme, Bruxelles, XVI, n° 94, juillet 1969, pp. 408-414.*)

RADOUX L., Agriculture 1980. (*Socialisme, Bruxelles, XVI, n° 94, juillet 1969, pp. 396-405.*)

REITSMA A.J., Wisselkoersvariaties en economische integratie. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LIV, n° 2713, 17 septembre 1969, pp. 897-900.*)

THOE SCHWARTZENBERG W.O.C., De Franse devaluatie en de gemeenschappelijke landbouwpolitiek. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LIV, n° 2710, 27 août 1969, pp. 818-821.*)

VAN HAEFTEN G.A., De Kennedy-Ronde. (*Economie, Tilburg, XXXIII, n° 11, août 1969, pp. 538-552.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge* au cours du mois précédant celui de la parution du *Bulletin*.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le *Journal officiel des Communautés Européennes*.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 27 mai 1969

autorisant la Société nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 175 millions de francs, destiné au financement de la construction de maisons « sur promesse d'acquisition » (*Moniteur du 12 septembre 1969, p. 8550*).

Arrêté royal du 9 juillet 1969

autorisant la société coopérative « Fonds du logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique » à contracter, sous la garantie de l'Etat, un trente-troisième emprunt, d'un montant effectif de 200 millions de francs (*Moniteur du 16 septembre 1969, p. 8646*).

Arrêté royal du 18 août 1969

modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1957, relatif à certaines mesures d'exécution de

la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (*Moniteur du 2 septembre 1969, p. 8160*).

Arrêté royal du 20 août 1969

approuvant les modifications aux statuts de l'Institut de Réescompte et de Garantie (*Moniteur du 4 septembre 1969, p. 8223*).

Arrêté ministériel du 2 septembre 1969

approuvant l'émission par la Caisse Nationale de Crédit Professionnel d'un emprunt 7,10 p.c. 1969-1975, de 500 millions de francs (*Moniteur du 4 septembre 1969, p. 8224*).

.....
Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt au taux de 7,10 p.c. l'an à partir du 13 septembre 1969 jusqu'au 12 septembre 1975.

Art. 3. — La souscription publique (...) sera close dès que les souscriptions atteindront le capital nominal de 500 millions de francs.

Art. 4. — Le prix d'émission fixé à 990 francs net par 1.000 francs de capital nominal, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.
.....

Art. 6. — Les obligations sont remboursables le 13 septembre 1975 à 101 p.c. de leur valeur nominale.

Art. 7. — Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.
.....

Arrêté ministériel du 17 septembre 1969

relatif à l'émission d'une dix-septième série d'obligations au porteur par la Caisse autonome des Dommages de Guerre (Moniteur du 30 septembre 1969, p. 9093).

Article 1^{er}. — Les obligations au porteur de la dix-septième série, à délivrer aux ayants droit entre le

1^{er} octobre 1969 et le 30 septembre 1970 porteront intérêt au taux de 7 p.c. l'an.
.....

Art. 4. — Les obligations sont amortissables, à partir du 1^{er} octobre 1970 jusqu'au 1^{er} octobre 1984.
.....

Arrêté royal du 24 septembre 1969

relatif à la mise en vigueur de l'article 2 de la loi du 1^{er} avril 1969 modifiant l'arrêté royal n° 56 du 10 novembre 1967 favorisant l'usage de la monnaie scripturale (Moniteur du 30 septembre 1969, p. 9103).

Article 1^{er}. — L'article 2 de la loi du 1^{er} avril 1969 modifiant l'arrêté royal n° 56 du 10 novembre 1967 favorisant l'usage de la monnaie scripturale est mis en vigueur le 1^{er} octobre 1969.
.....

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 24 juillet 1969

relative au financement de l'acquisition de terrains par l'Université libre de Bruxelles et par l'Université catholique de Louvain (Moniteur du 23 septembre 1969, p. 8870).

Loi du 24 juillet 1969

modifiant : 1° la loi du 2 août 1960 relative à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique; 2° la loi du 22 avril 1958 portant création d'un Fonds de constructions scolaires et parascolaires de l'Etat, d'un Fonds de constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat (Moniteur du 23 septembre 1969, p. 8872).

Loi du 31 juillet 1969

portant approbation de six protocoles Benelux relatifs au tarif des droits d'entrée et con-

firmation de sept arrêtés royaux également relatifs au tarif des droits d'entrée pris au cours de l'année 1967 (Moniteur du 10 septembre 1969, p. 8479).

Arrêté royal du 17 septembre 1969

mettant à la disposition du Ministre de la Politique et de la Programmation scientifiques, une somme de 750.000 francs prélevée sur le produit de la taxe exceptionnelle de conjoncture (Moniteur du 30 septembre 1969, p. 9088).

Arrêté royal du 23 septembre 1969

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 26 septembre 1969, p. 9006).

Arrêté ministériel du 26 septembre 1969

modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée (Moniteur du 27 septembre 1969, p. 9031).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Loi du 31 juillet 1969

portant approbation de six protocoles Benelux relatifs au tarif des droits d'entrée et confir-

mation de sept arrêtés royaux également relatifs au tarif des droits d'entrée pris au cours de l'année 1967 (Moniteur du 10 septembre 1969, p. 8479).

Arrêté ministériel du 12 août 1969

soumettant à licence l'importation de certaines marchandises (Moniteur du 9 septembre 1969, p. 8368).

Arrêté royal du 23 septembre 1969

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 26 septembre 1969, p. 9006).

Arrêté ministériel du 12 août 1969

soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises (Moniteur du 9 septembre 1969, p. 8411).

Arrêté ministériel du 26 septembre 1969

modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée (Moniteur du 27 septembre 1969, p. 9031).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 12 juin 1969

modifiant l'arrêté du Régent du 8 mars 1948, fixant, pour diverses branches d'industrie, des modalités particulières d'application de l'arrêté-loi du 25 février 1947, relatif à l'octroi de salaires aux travailleurs pendant un certain nombre de jours fériés par an (Moniteur du 4 septembre 1969, p. 8248).

Arrêté ministériel du 22 septembre 1969

complétant l'arrêté ministériel du 8 octobre 1959 prescrivant la déclaration des hausses de prix (Moniteur du 26 septembre 1969, p. 9013).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 6 août 1969

modifiant l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Moniteur du 3 septembre 1969, p. 8195)

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Décision du Conseil du 15 septembre 1969
(69/300/C.E.E.)**

portant dérogation à la décision du 9 octobre 1961, relative à l'uniformisation de la durée des accords commerciaux avec les pays tiers, en ce qui concerne des accords conclus par des Etats membres avec l'Inde et le Pakistan sur les textiles de coton (Journal Officiel du 23 septembre 1969, n° L 238, p. 8).

**Décision du Conseil du 15 septembre 1969
(69/301/C.E.E.)**

autorisant la tacite reconduction, au-delà de la période de transition, de certains accords commerciaux conclus par les Etats membres avec des pays tiers (Journal Officiel du 23 septembre 1969, n° L 238, p. 9).

**Décision du 15 septembre 1969
(69/302/C.E.C.A.)**

des représentants des gouvernements des Etats membres de la C.E.C.A., réunis au sein du Conseil, concernant certaines suspensions tarifaires jusqu'au 31 janvier 1970 (Journal Officiel du 23 septembre 1969, n° L 238, p. 11).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1 et 2 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, 5, boulevard de Berlaimont, Bruxelles 1. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail .

	Source	1947	1965	1965	1967	1968
		(milliers)		1	1	1
		(à fin d'année)		(à fin d'année)		
Population totale	I.N.S.	8.512	9.499	9.499	9.606	9.632
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	6.022	6.022	6.058	
dont : Hommes	»	2.902	2.998	2.998	3.017	
Femmes	»	2.948	3.024	3.024	3.041	
Population active 2 :	Ministère de l'Emploi et du Travail	(estimations de moyennes annuelles)		(estimations à fin juin)		
		3.481	3.660	3.672	3.698	3.715
dont : Agriculture	»	423	206	230	209	201
Industries extractives	»	191	97	94	74	67
Industries manufacturières	»	1.311	1.291	1.256	1.220	1.202
Bâtiments et construction	»	197	286	293	304	304
Transports	»	243	243	263	263	268
Commerce, banques, assurances et services	»	1.024	1.476	1.412	1.483	1.510
Chômeurs complets	»	92	61	63 ³	92 ³	110 ³
Ouvriers frontaliers 4	»			61	53	53

1 Depuis 1965 la population active a été calculée à la date du 30 juin suivant une nouvelle méthode. Les chiffres ainsi obtenus ne sont pas comparables avec la série précédente.

2 Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

3 Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

4 Dans l'ancienne série, les ouvriers frontaliers étaient répartis sur les différents secteurs.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la Sécurité sociale	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	181,6	210,9	230,1	255,9	269,9
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,6	18,4	19,8	20,6
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,9	43,1	49,8	52,2	58,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	76,9	82,5	92,9	103,8	114,1
e) Corrections et compléments	13,3	13,6	15,5	15,2	20,0	22,9	22,6	24,4	22,7	23,6
Total ...	243,4	244,6	261,8	274,0	301,0	333,6	375,7	415,6	454,4	486,7
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	21,5	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	28,8	31,1	29,4	30,4
b) Professions libérales ¹	11,2	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,7	22,0	24,2	25,2
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	100,8	104,9	109,1	113,3
d) Revenus des sociétés de personnes ²	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	8,3	8,7	8,3	7,5
e) Ajustement statistique	1,2	1,0	1,3	0,4	0,6	0,4	- 0,5	0,7	0,4	0,4
Total ...	110,7	114,2	119,7	127,1	130,1	137,4	154,1	167,4	171,4	176,8
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,4	27,8	30,5	33,6	37,3
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	34,1	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	34,8	36,6	38,6	41,0
c) Dividendes, tantièmes, dons	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	17,0	18,3	18,6
Total ...	62,3	63,0	66,5	69,7	73,6	73,6	77,6	84,1	90,5	96,9
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	13,5	16,7	17,0	12,2	10,0
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	14,2	17,0	18,1	20,7
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	5,9	4,3	3,2	5,2
7. Intérêt de la dette publique	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,5	-24,3	-26,3	-29,8
Revenu national net au coût des facteurs ...	423,9	431,0	458,3	481,2	514,7	553,3	621,7	681,1	723,5	766,5
8. Amortissements	50,5	53,2	56,1	58,4	61,7	66,8	73,7	79,5	86,0	91,5
Revenu national brut au coût des facteurs ...	474,4	484,2	514,4	539,6	576,4	620,1	695,4	760,6	809,5	858,0
9. Impôts indirects	55,2	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,9	120,9	134,4
10. Subsidés	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,7	-14,1	-15,3
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULÉ PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

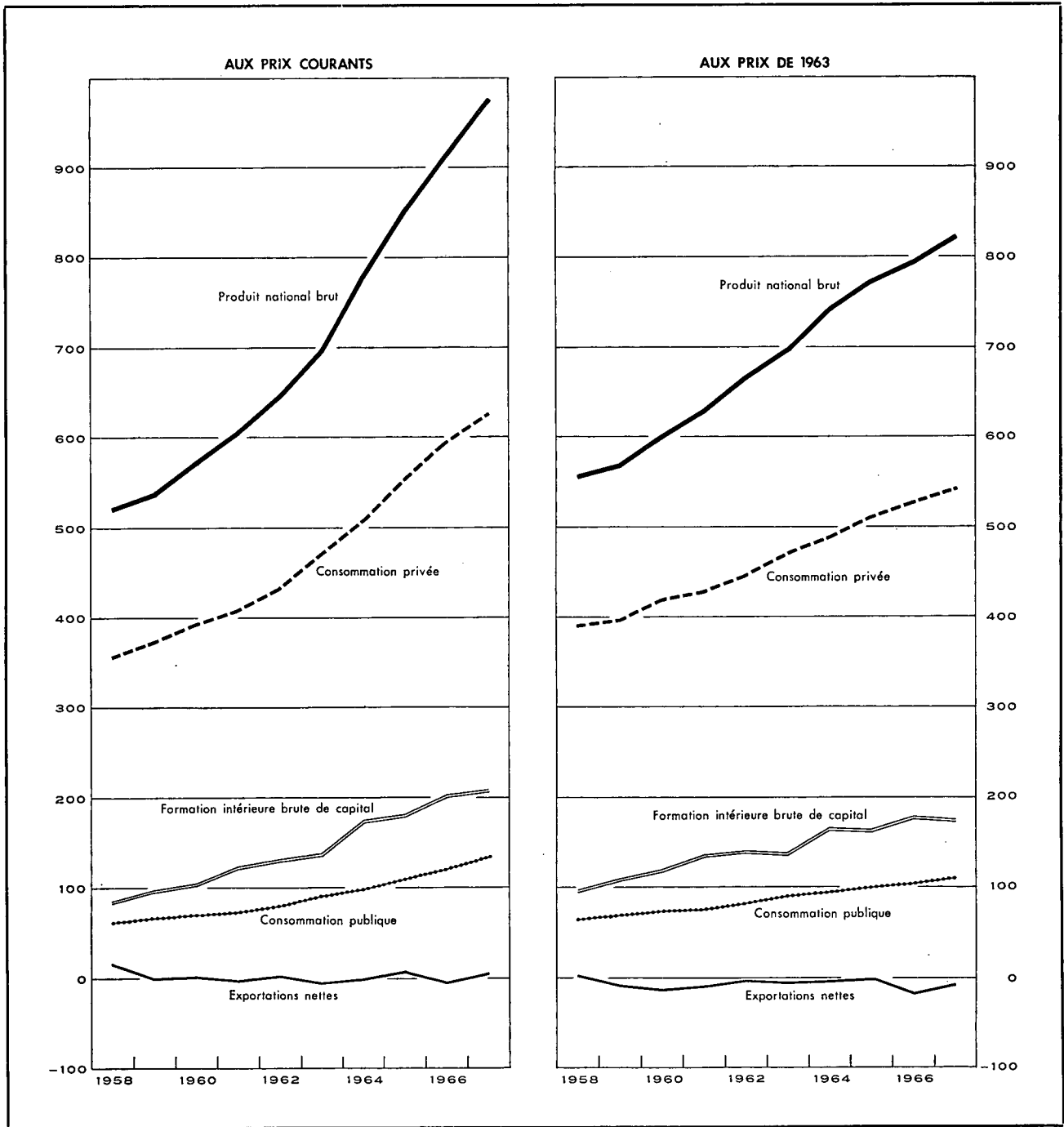
	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Agriculture, sylviculture et pêche	34,2	35,3	36,6	40,4	38,9	41,7	44,1	46,9	45,6	47,2
2. Industries extractives	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	16,5	15,5	13,7	13,1
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	37,0	37,8	39,3	40,7	42,5	44,9	48,1	51,5	56,0	60,8
b) Textiles	12,9	14,0	15,5	16,3	16,7	18,9	21,1	21,0	23,9	21,4
c) Vêtements et chaussures	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,8	12,7	12,5
d) Bois et meubles	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	9,0	10,6	11,3	12,9	13,7
e) Papier, impression, édition	7,5	7,8	8,5	9,1	10,3	11,2	12,5	13,2	14,6	15,4
f) Industries chimiques et activités connexes	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	19,6	20,9	22,3	24,2
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,0	14,7	14,8	15,5	16,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	13,3	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,5	23,1	21,5	22,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	33,7	33,2	36,9	43,0	49,0	55,4	62,3	68,5	72,9	73,4
j) Industries non dénommées ailleurs	10,2	10,7	12,3	12,9	14,1	18,4	21,2	22,7	25,9	27,3
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>213,2</i>	<i>242,4</i>	<i>258,8</i>	<i>278,2</i>	<i>287,6</i>
4. Construction	30,7	30,7	33,2	36,9	40,3	43,0	55,2	59,1	63,8	69,2
5. Electricité, gaz et eau	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,4	14,6	15,6	17,1	18,6
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :										
a) Commerce	77,0	83,5	87,8	95,3	103,4	111,7	119,9	132,0	147,3	160,5
b) Services financiers et assurances ...	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,4	27,6	31,2	34,5
c) Immeubles d'habitation	39,1	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	45,1	48,1	51,2	54,3
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>175,8</i>	<i>189,4</i>	<i>207,7</i>	<i>229,7</i>	<i>249,3</i>
7. Transports et communications	34,5	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	52,0	56,8	62,1	65,6
8. Services	108,0	112,8	119,8	124,6	132,8	144,5	159,8	181,7	197,7	215,8
9. Corrections	0,8	0,6	-3,0	0,3	3,8	-0,1	2,9	3,9	1,6	3,8
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	514,8	532,3	565,1	599,9	642,6	693,0	776,9	846,0	909,5	970,2
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	7,9	5,5	7,5	6,2	5,4	4,9	4,9	6,8	6,8	6,9
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

I- 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	103,3	105,8	108,2	112,5	119,8	125,1	130,5	141,7	150,7	158,4
b) Boissons et tabacs	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	39,8	41,2	44,6
c) Vêtements et autres effets personnels	34,2	35,9	38,4	40,6	43,1	47,4	50,8	55,2	58,7	58,1
d) Loyers, taxes, eau	46,8	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	55,7	59,5	63,1	67,1
e) Chauffage et éclairage	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,5	25,3	28,1	29,2	30,7
f) Articles ménagers durables	27,6	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,4	50,5	54,7	55,5
g) Entretien de la maison	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,6	26,1	28,1	30,0
h) Soins personnels et hygiène	20,5	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	30,9	38,7	42,9	46,1
i) Transports et Communications	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	43,3	48,8	53,2	58,9	62,9
j) Loisirs	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	36,2	41,0	44,3	47,0	51,9
k) Autres dépenses et ajustement statistique	3,6	10,3	12,3	12,1	10,4	16,5	18,1	16,6	21,4	22,6
<i>Total ...</i>	<i>357,0</i>	<i>373,5</i>	<i>393,6</i>	<i>410,2</i>	<i>433,0</i>	<i>472,2</i>	<i>507,8</i>	<i>553,7</i>	<i>595,9</i>	<i>627,9</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	44,0	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,6	76,1	84,8	93,4
b) Biens et services	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,1	27,1	28,6	32,6
c) Loyer net imputé ou payé	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3	4,5	5,0
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7	1,8	2,1
<i>Total ...</i>	<i>62,2</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,0</i>	<i>90,9</i>	<i>98,0</i>	<i>109,2</i>	<i>119,7</i>	<i>133,1</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,3	6,0	5,4
b) Industries extractives	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	2,0	1,7	1,7
c) Industries manufacturières	18,3	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	46,3	54,3	58,0
d) Construction	1,9	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,1	5,5	6,5	7,0
e) Electricité, gaz et eau	4,9	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	7,8	9,4	11,3	14,0
f) Commerce, banques, assurances	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6	15,4	15,6	18,1	19,0
g) Immeubles d'habitation	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	29,4	46,6	51,3	47,4	49,1
h) Transports et communications	12,0	11,5	12,4	12,6	13,6	14,6	15,4	18,6	20,5	22,7
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	8,5	11,8	12,1	13,5	15,6	17,9	23,1	20,5	25,9	30,0
j) Autres services	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,7	3,9	4,1	4,9	5,4
k) Variations de stocks	0,8	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	11,0	4,3	7,7	-2,6
l) Ajustement statistique	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,1	0,1	-1,1	-0,2	-0,6
<i>Total ...</i>	<i>86,3</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>131,6</i>	<i>138,7</i>	<i>176,0</i>	<i>181,8</i>	<i>204,1</i>	<i>209,1</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	177,3	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,0	325,7	350,1	375,8
b) Importations totales	160,1	176,1	198,7	217,1	230,2	258,1	295,0	317,6	353,5	368,8
c) Exportations nettes	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-3,9	—	+8,1	-3,4	+7,0
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	91	89	93	95	98	100	101	103	106	111
b) Boissons	83	87	89	92	93	100	106	110	107	112
c) Tabac	88	89	93	95	100	100	105	112	116	117
d) Vêtements et autres effets personnels	77	80	85	89	93	100	104	110	112	110
e) Loyers, taxes, eau	95	96	96	97	99	100	102	104	106	108
f) Chauffage et éclairage	68	69	74	77	92	100	90	98	99	104
g) Articles ménagers durables	69	72	82	87	91	100	112	120	126	127
h) Entretien de la maison	90	92	94	96	100	100	103	106	108	110
i) Soins personnels et hygiène ...	79	82	87	90	96	100	102	111	113	116
j) Transports	68	70	77	79	84	100	110	121	126	132
k) Communications P.T.T.	81	81	83	87	93	100	108	114	123	132
l) Loisirs	90	89	89	93	96	100	105	109	111	116
<i>Total ...</i>	<i>83</i>	<i>84</i>	<i>89</i>	<i>91</i>	<i>95</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>108</i>	<i>112</i>	<i>115</i>
2. Consommation publique										
a) Rémunérations et pensions	76	79	83	86	91	100	105	112	118	124
b) Biens et services	65	73	76	74	86	100	102	104	112	124
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	69	71	74	80	90	100	109	117	119	129
<i>Total ...</i>	<i>73</i>	<i>77</i>	<i>81</i>	<i>82</i>	<i>90</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>110</i>	<i>114</i>	<i>122</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	106	111	93	104	97	100	110	116	126	112
b) Industries extractives	152	105	86	113	81	100	96	93	78	75
c) Industries manufacturières	50	52	73	89	100	100	99	110	126	132
d) Construction	35	44	48	62	105	100	89	94	109	115
e) Electricité, gaz et eau	80	99	80	75	119	100	108	126	147	177
f) Commerce, banques, assurances	66	75	82	90	93	100	99	97	110	112
g) Immeubles d'habitation	92	99	117	125	107	100	146	149	131	127
h) Transports et communications .	87	83	89	90	96	100	101	118	125	134
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	67	82	75	77	84	100	139	112	132	151
j) Enseignement	29	64	76	94	105	100	88	85	107	106
k) Autres services	72	80	84	94	96	100	99	99	117	126
<i>Total ...</i>	<i>70</i>	<i>79</i>	<i>86</i>	<i>98</i>	<i>101</i>	<i>100</i>	<i>119</i>	<i>118</i>	<i>129</i>	<i>127</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
b) Exportations totales	68	73	80	87	93	100	111	120	124	132
b) Importations totales	66	74	83	89	93	100	111	118	128	133
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	80,0	81,8	86,2	90,4	95,5	100,0	106,9	111,0	114,1	118,1

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution de la population active belge pour la période 1948-1960 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1968, p. 704. — Séries statistiques de Bruzelles (D.U.L.B.E.A.). — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100 ¹

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Textiles (sans confection)			
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques		Construction de matériel de transport		
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1966	104,5	48,6	109,7	101,5	121,0	135,3	116,6	108,3	98,0	111,2	
1967	102,1	43,9	106,4	93,3	119,2	129,3	109,2	105,3	95,6	113,0	
1966 2 ^e trimestre .	104,8	49,6	109,5	101,8	121,3	135,4	116,2	108,9	97,7	112,1	
3 ^e trimestre .	105,3	48,1	109,9	100,9	121,8	133,9	116,8	111,9	97,6	114,4	
4 ^e trimestre .	104,9	46,7	110,2	98,6	123,7	135,7	116,7	109,6	97,7	112,4	
1967 1 ^{er} trimestre .	102,7	45,9	108,1	94,7	121,7	132,7	113,3	106,9	99,1	107,8	
2 ^e trimestre .	102,6	44,7	106,4	93,6	117,9	127,8	110,1	106,6	95,7	114,7	
3 ^e trimestre .	102,2	43,2	105,7	91,8	118,0	127,3	108,8	105,1	92,0	117,2	
4 ^e trimestre .	100,9	42,0	105,2	92,4	118,4	127,4	108,3	101,3	93,7	112,3	
1966 Décembre	103,8	46,4	109,6	95,5	123,5	134,5	115,7	109,1	99,7	108,5	
1967 Janvier	102,8	46,1	109,0	95,6	123,6	134,0	115,5	107,5	100,5	104,9	
Février	102,6	46,2	107,9	94,6	121,3	134,0	112,8	106,2	99,0	107,7	
Mars	102,7	45,3	107,4	93,8	120,2	130,0	111,5	106,9	97,9	110,8	
Avril	102,4	45,0	106,4	93,4	119,1	127,5	111,0	104,7	96,3	113,3	
Mai	102,6	44,7	106,4	93,9	117,7	127,3	109,9	108,1	95,7	114,8	
Juin	102,7	44,4	106,3	93,5	116,9	128,5	109,2	107,0	95,2	116,0	
Juillet	102,0	43,8	106,0	91,8	117,6	127,4	108,9	105,9	94,8	114,3	
Août	102,0	43,1	105,6	92,3	117,6	127,7	108,5	104,8	90,6	117,6	
Septembre ...	102,6	42,7	105,6	91,4	118,9	126,9	108,9	104,5	90,7	119,6	
Octobre	101,9	42,3	105,6	92,8	117,9	127,9	109,1	98,9	93,7	116,6	
Novembre	101,6	42,0	105,4	92,4	120,0	126,9	108,1	102,3	94,0	115,4	
Décembre	99,2	41,7	104,7	92,0	117,4	127,3	107,7	102,6	93,5	105,0	

Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.

	Demandes d'emploi						Offres d'emploi		
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	en suspens
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1961	37,1		52,0	89,1	7,1	3,9		20,8	13,0
1962	22,7		48,2	70,9	6,7	3,6		18,9	15,0
1963	17,1		42,0	59,1	6,1	3,7		15,9	17,1
1964	13,4		37,0	50,4	6,3	4,1		13,9	13,1
1965	19,5		35,9	55,4	6,9	6,5		13,7	8,4
1966	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1968 1 ^{er} trimestre	6,7	62,9	43,2	112,8	5,7	2,1	7,3	13,4	3,8
2 ^e trimestre	4,4	53,1	43,5	101,0	7,5	1,6	5,9	14,2	4,8
3 ^e trimestre	3,9	46,8	43,9	94,6	7,9	3,6	6,0	12,9	5,4
4 ^e trimestre	5,8	50,7	45,9	102,4	6,7	3,0	6,6	13,0	5,6
1969 1 ^{er} trimestre	3,9	53,2	47,1	104,2	5,6	1,3	5,7	16,6	7,3
2 ^e trimestre	2,0	36,1	55,4	83,5	6,9	0,9	4,0	18,4	12,0
3 ^e trimestre	1,8	27,7	46,1	75,6	7,2	1,6	4,1	15,0	13,9
1968 Septembre	4,0	45,9	44,0	93,9	8,1	4,4	6,7	15,1	5,7
Octobre	5,0	47,3	44,8	97,1	7,5	3,6	7,0	15,5	5,4
Novembre	5,6	49,9	45,8	101,3	6,9	3,0	6,7	12,4	5,7
Décembre	6,7	54,9	47,2	108,8	5,8	2,4	6,1	11,0	5,7
1969 Janvier	4,5	57,3	47,6	109,4	5,4	1,6	6,4	17,4	6,6
Février	4,1	54,9	47,5	106,5	5,4	1,2	5,7	13,6	6,9
Mars	3,0	47,3	46,3	96,6	5,9	1,0	5,1	18,7	8,3
Avril	2,5	42,3	45,6	90,4	6,6	0,9	4,3	18,9	9,8
Mai	1,9	36,4	45,5	83,8	7,0	0,8	4,2	17,8	11,8
Juin	1,5	29,6	45,3	76,4	7,2	1,0	3,6	18,5	14,5
Juillet	1,7	29,8	46,0	77,5	7,3	1,3	3,7	11,0	12,3
Août	1,6	26,7	46,1	74,4	7,2	1,7	4,0	14,4	13,6
Septembre	2,1	26,5	46,4	75,0	7,1	1,8	4,5	19,5	15,8

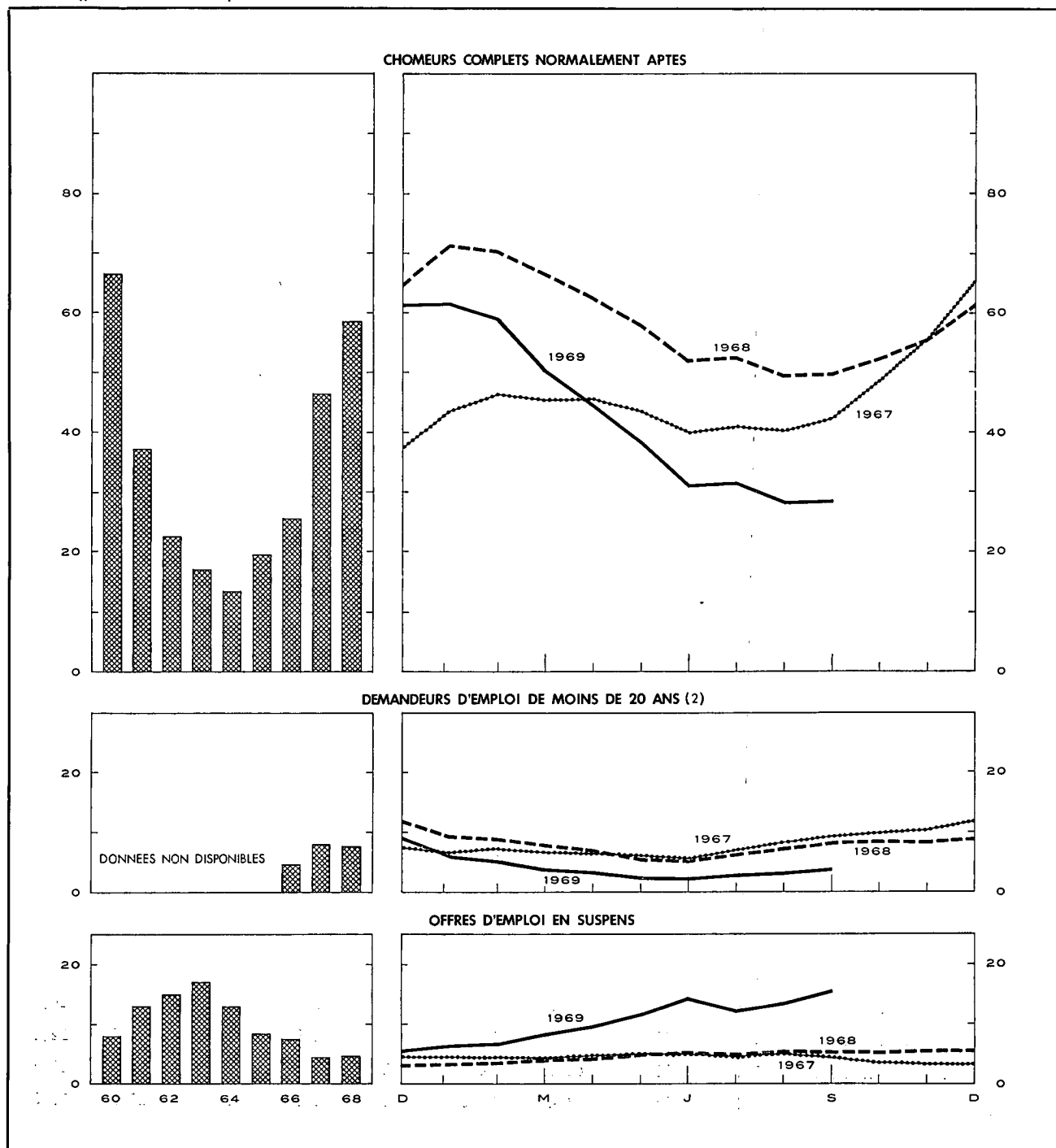
¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	256	252	246	262	266	247	232	235	227
dont : froment	206	209	200	216	227	212	199	203	199
seigle	44	39	41	42	34	30	27	27	22
Céréales non panifiables	263	260	255	239	254	260	259	251	250
Plantes industrielles	92	93	94	106	95	92	95	107	109
Plantes racines et tuberculifères	120	116	114	103	98	98	99	90	86
Légumes cultivées pour la graine	11	10	10	11	10	9	8	8	8
Prés et prairies	821	829	825	815	810	810	810	807	804
Divers	136	129	135	129	119	124	123	116	121
Total ...	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640	1.626	1.614	1.605
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	722	835	759	900	854	650	828	839	
Autres céréales	1.011	1.033	1.039	1.064	962	896	1.129	1.033	
Betteraves sucrières	2.969	2.079	2.200	3.515	2.748	2.858	3.615	4.108	
Lin (graines et paille)	196	231	240	283	190	167	105	108	
Chicorée à café	60	37	47	68	46	29	32	40	
Pommes de terre	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	1.475	1.943	1.566	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	148	141	132	120	108	95	86	86	81
Total des bovidés	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773	2.759	2.805	2.844
dont : vaches laitières	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.019	1.029	1.067	1.076
Porcs	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971	2.323	2.502	2.803
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199	2.403	2.585	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	429	462	458	429	461	500	548	586	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

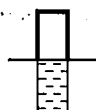
	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Aiglefin	262	285	300	221	281	233	141	130	136
Cabillaud	689	698	868	728	630	1.124	1.052	1.322	1.695
Plie	390	291	346	424	322	294	442	516	450
Sole	350	314	347	631	201	263	329	412	356
Raie	323	328	310	298	319	280	182	178	219
Hareng	528	409	273	153	134	112	61	30	11
Crevettes	39	80	48	76	75	72	80	104	80

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Statistiques agricoles (I.N.S.). — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistiques agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE ¹

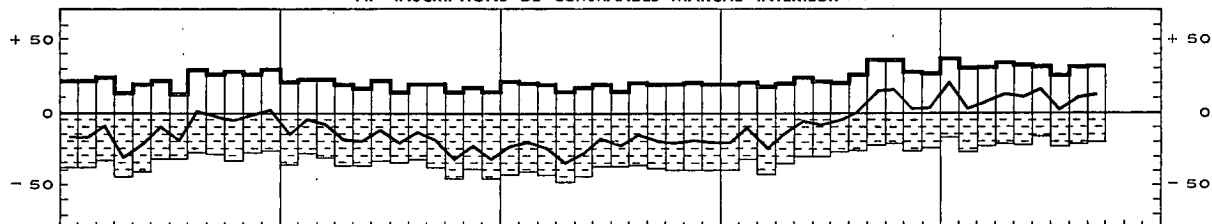
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux



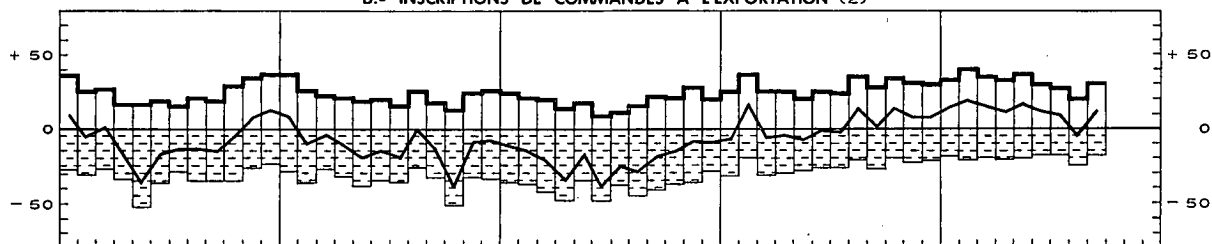
Pourcentage des réponses "en hausse" pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses "supérieur à la normale" pour les questions D et E
 Pourcentage des réponses "en baisse" pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses "inférieur à la normale" pour les questions D et E

— { Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et "en baisse" pour les questions A, B et C
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions D et E

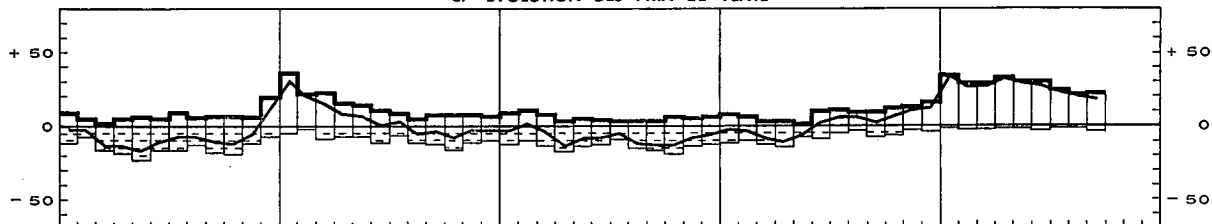
A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



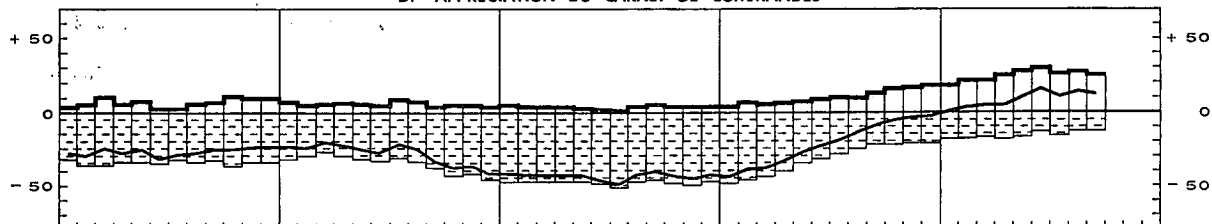
B.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



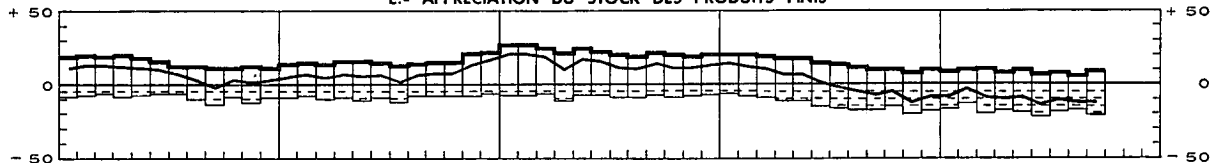
C.- EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



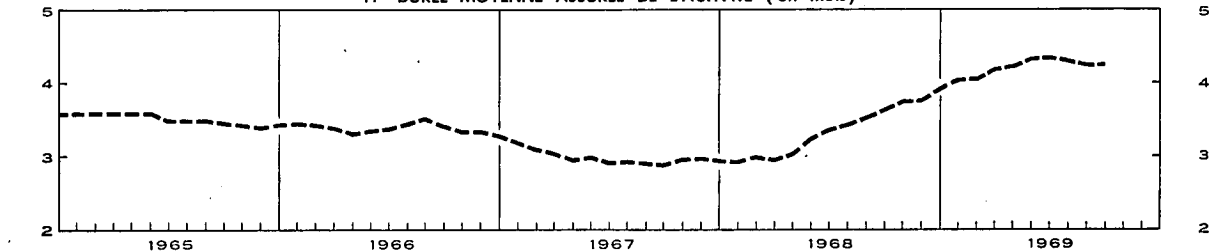
D.- APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E.- APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



F.- DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



¹ Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à E la variation par rapport au mois précédent.
² Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés				Mouvement trend-cyclique
	Source : I.N.S.		Source : « Centre de Recherches économi- ques » de Louvain 1	Source : Agéfi 2	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	Indice général	Indice général *
1963	135	142	129	138	136
1964	144	153	139	147	144
1965	147	157	144	149	147
1966	150	162	148	150	150
1967	152	165	149	152	153
1968	p 161	p 176	p 160	166	p 162
1968 1 ^{er} trimestre	158	173	156	162	p 157
2 ^e trimestre	160	175	164	162	p 160
3 ^e trimestre	p 154	p 168	p 150	164	p 164
4 ^e trimestre	p 173	p 189	p 171	175	p 168
1969 1 ^{er} trimestre	p 173	p 189	p 172	175	p 171
2 ^e trimestre	p 179	p 195	p 184	p 180	
3 ^e trimestre				p 177	
1968 Septembre	p 175	p 187	p 170	173	p 165
Octobre	p 183	p 201	p 172	180	p 167
Novembre	p 168	p 183	p 170	170	p 168
Décembre	p 168	p 184	p 172	175	p 169
1969 Janvier	p 176	p 191	p 170	179	p 170
Février	p 164	p 179	p 172	166	p 171
Mars	p 180	p 197	p 175	182	p 172
Avril	p 181	p 198	p 185	p 178	p 174
Mai	p 172	p 188	p 181	p 178	p 175
Juin	p 183	p 200	p 186	p 183	
Juillet	p 147	p 161		p 169	
Août				p 179	
Septembre				184 ³	

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1961 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Indices sur base originale 1955 convertis en indices base 1958 = 100.

3 Prévisions.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

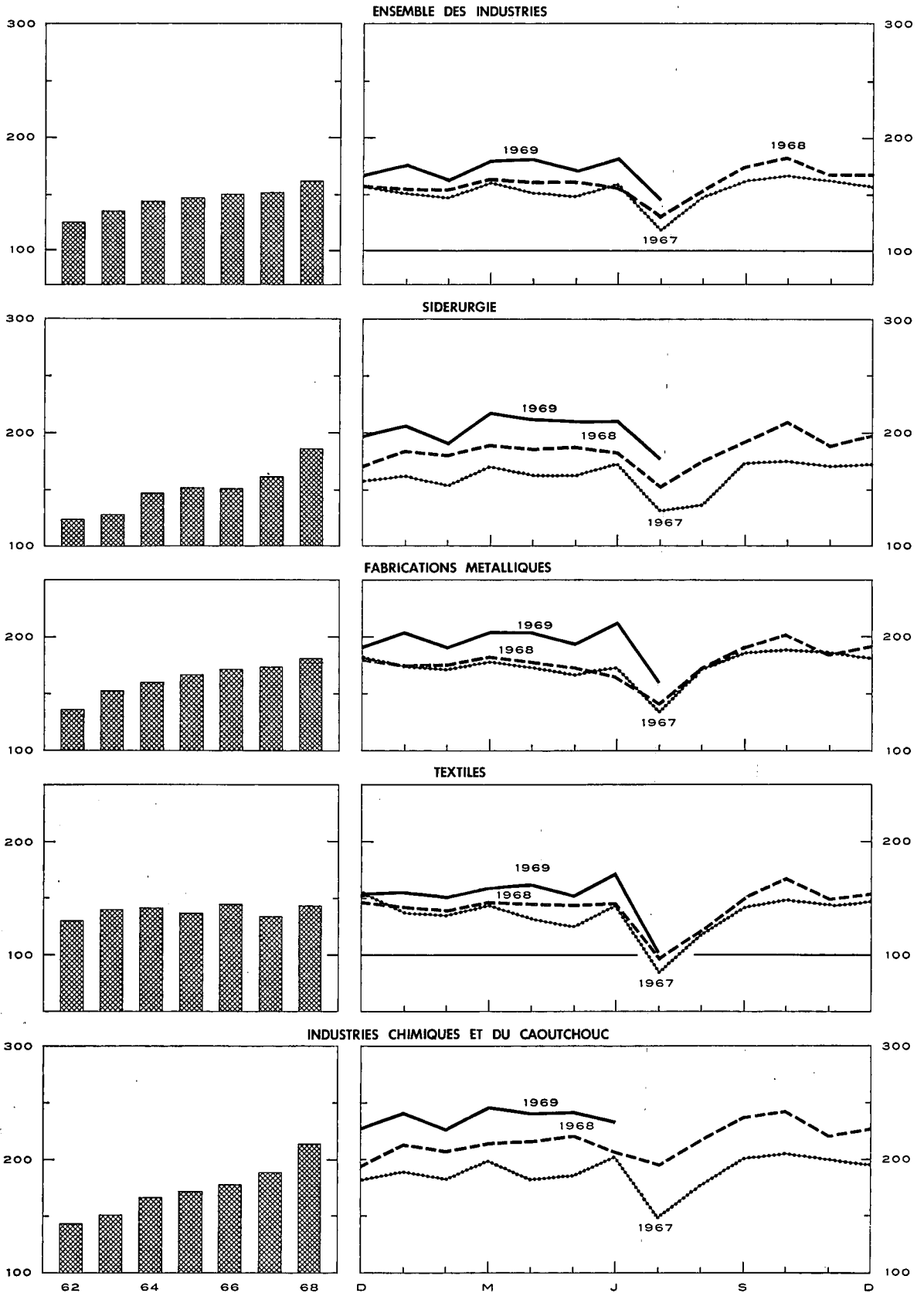
Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries extractives	Industries manufacturières												
			Indice général	dont :								Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Raffineries de pétrole		
				Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles					Total	dont : Trans- forma- tion des matières plasti- ques (1962 = 100)
									Total	Fini- ture	Tissage					Bonne- terie
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206
1965	147	85	157	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241
1966	150	76	162	148	151	177	172	134	145	135	149	161	178	213	256
1967	152	73	165	149	162	171	174	142	134	121	141	150	189	270	267
1968	p 161	67	p 176	150	186	187	p 178	145	143	134	150	153	219	321	355
1968 1 ^{er} trimestre	158	70	173	137	185	183	178	129	144	136	149	157	212	310	313
2 ^e trimestre	160	71	175	159	187	190	172	145	145	137	151	159	216	313	314
3 ^e trimestre	p 154	60	p 168	149	174	178	p 169	147	125	114	133	133	218	311	386
4 ^e trimestre	p 173	66	p 189	157	199	199	p 194	158	158	147	169	165	231	350	405
1969 1 ^{er} trimestre	p 173	64	p 189	141	206	192	p 201	p 133	156	145	164	167	p239	370	434
2 ^e trimestre	p 179	p 67	p 195	170	211	191	p 204	p 143	p164	p148	170	173	p239		437
1968 Juillet	132	51	146	132	154	162	141	147	98	82	123	84	196	256	355
Août	155	61	171	157	176	184	172	150	124	121	116	147	219	323	393
Septembre	p 175	67	p 187	158	193	188	p 192	144	152	141	161	167	238	353	410
Octobre	p 183	72	p 201	169	210	205	p 203	172	169	153	179	186	244	387	391
Novembre	p 168	64	p 183	157	189	190	p 185	158	150	138	161	160	222	336	388
Décembre	p 168	63	p 184	144	199	201	p 193	145	155	149	168	148	228	328	438
1969 Janvier	p 176	69	p 191	137	208	198	p 205	141	156	148	165	158	p242	371	460
Février	p 164	58	p 179	125	192	184	p 192	125	151	139	160	163	p227	348	403
Mars	p 180	65	p 197	161	219	194	p 205	p 133	160	148	166	181	p247	390	439
Avril	p 181	67	p 198	166	213	188	p 205	p 143	163	149	171	181	p241	389	426
Mai	p 172	61	p 188	170	211	186	p 195	p 135	137	163	163	166	p242	380	433
Juin	p 183	p 72	p 200	174	210	199	p 213	p 150	p173	p159	175	172	p234		452
Juillet	p 147	48	161	153	179		160	148	103						435

* Non compris la construction

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille				Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Electricité	Pétroles bruts	Gaz						
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1		Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible					
										(milliers de tonnes)	(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m ³)
										(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224					
1964	1.775	1.489	407	2.502	1.154	1.623	1.112	106	240					
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268					
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	97	268					
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	98	296					
1968	1.234	1.735	464	2.242	1.418	2.088	1.913	103	404					
1968 1 ^{er} trimestre	1.361	2.544	489	2.313	1.404	2.145	1.687	106	431					
2 ^e trimestre	1.296	2.493	462	2.223	1.421	1.963	1.693	103	317					
3 ^e trimestre	1.075	2.218	442	2.077	1.391	1.923	2.083	100	334					
4 ^e trimestre	1.204	1.735	464	2.354	1.458	2.323	2.189	104	445					
1969 1 ^{er} trimestre	1.219	1.578	455	2.267	1.472	2.334	2.342	103	625					
2 ^e trimestre	1.145	1.381			1.489	2.164								
3 ^e trimestre	p 961	p 1.067			p 1.494									
1968 Septembre	1.203	2.218	437	2.205	1.413	2.044	2.213	101	364					
Octobre	1.274	2.095	430	2.349	1.453	2.267	2.112	104	444					
Novembre	1.164	1.916	490	2.331	1.440	2.258	2.093	102	400					
Décembre	1.173	1.735	471	2.381	1.481	2.443	2.362	106	492					
1969 Janvier	1.318	1.664	498	2.430	1.465	2.429	2.482	107	628					
Février	1.142	1.589	384	2.118	1.469	2.217	2.173	92	590					
Mars	1.196	1.578	482	2.252	1.481	2.356	2.371	110	657					
Avril	1.192	1.527	443	2.255	1.492	2.216	2.298							
Mai	1.065	1.405			1.471	2.136	2.339							
Juin	1.178	1.381			1.504	2.141								
Juillet	813	1.248			1.484	1.940								
Août	p 926	p 1.136			p 1.482	2.052								
Septembre	p 1.115	p 1.067			p 1.517									

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke ou 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : Institut National de Statistique [col. (1) et (2)] — *Fabrimétal* [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1968	964	722	7,35	8,60	15,95	14,67
1968 1 ^{er} trimestre	952	727	7,07	8,20	15,27	14,29
2 ^e trimestre	958	728	7,06	8,13	15,19	14,73
3 ^e trimestre	914	658	6,86	8,07	14,93	12,99
4 ^e trimestre	1.033	777	8,41	9,98	18,39	16,67
1969 1 ^{er} trimestre	1.038	824	p 8,59	p 11,38	p 19,97	p 16,46
2 ^e trimestre	1.079	834				
3 ^e trimestre	p 1.028					
1968 Septembre	1.009	754	7,14	9,87	17,01	15,63
Octobre	1.077	841	8,83	10,18	19,01	17,28
Novembre	972	752	7,52	8,56	16,08	15,06
Décembre	1.049	738	8,87	11,20	20,07	17,67
1969 Janvier	1.025	853	p 9,77	p 12,14	p 21,91	p 15,98
Février	971	762	p 7,89	p 11,24	p 19,13	p 15,90
Mars	1.117	857	p 8,12	p 10,75	p 18,87	p 17,49
Avril	1.086	844	p 8,41	p 11,63	p 20,04	p 18,66
Mai	1.077	825	p 8,00	p 10,96	p 18,96	p 17,54
Juin	1.076	833				
Juillet	p 958	652				
Août	p 1.014					
Septembre	1.113 ¹					

1 Estimations de l'Agéfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Constructions nouvelles et transformations
Nombre										
1959	38 989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8 661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.233	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.408	1.480	27.693	6.016	20.797	3.417	4.602	5.179
1964	44.235	34.575	14.827	1.728	35.751	6.583	20.661	3.969	5.466	7.741
1965	39.254	31.001	17.067	1.996	39.780	6.562	24.421	4.301	6.442	12.353
1966	p 42.648	35.727			32.702	8.700	1		1	10.143
1967	p 37.125	33.143			29.645	8.436	1		1	9.304
1968	p 37.704	30.179			28.874 ²		1		1	8.525 ²

¹ En 1966, 1967 et 1968, le volume à construire pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 25.507, 26.136 et 23.931 milliers de m³.

² Depuis 1968, nombre de bâtiments commencés.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments commencés (nombre)	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments commencés (nombre)
1967 3 ^e trimestre	3.028	2.793	1.194	909
4 ^e trimestre	2.713	2.140	896	907
1968 1 ^{er} trimestre	2.979	1.491	775	449
2 ^e trimestre	3.301	2.842	1.038	716
3 ^e trimestre	3.011	2.809	1.030	824
4 ^e trimestre	3.277	2.482	990	853
1969 1 ^{er} trimestre	3.375	1.942	1.018	702
1968 Avril	3.026	3.054	1.084	693
Mai	3.583	2.340	917	648
Juin	3.293	3.133	1.112	807
Juillet	3.424	3.031	1.209	728
Août	2.961	2.783	1.070	898
Septembre	2.649	2.612	812	845
Octobre	3.685	3.646	1.042	1.180
Novembre	2.868	2.359	917	837
Décembre	3.278	1.442	1.011	542
1969 Janvier	2.610	1.627	789	544
Février	3.637	1.239	980	554
Mars	3.877	2.959	1.285	1.009
Avril	4.672	3.862	1.487	1.070

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *
1 ^{er} trimestre	117	125	+ 6,8	112	116	+ 3,8	112	120	+ 7,1
2 ^e trimestre	116	122	+ 5,2	112	118	+ 5,2	111	127	+ 14,4
3 ^e trimestre	119	131	+10,1	113	121	+ 6,7	114	129	+ 13,2
4 ^e trimestre	123	137	+11,4	114	124	+ 8,5	120	135	+ 12,5
	1968	1969	*	1968	1969		1968	1969	
1 ^{er} trimestre	125	140	+12,0	116	127	+ 10,1	120	140	+ 16,7
2 ^e trimestre	122	143	+17,2	118	131	+ 10,9	127	144	+ 13,4
3 ^e trimestre	131			121			129		
4 ^e trimestre	137			124			135		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *
1 ^{er} trimestre	119	127	+ 6,7	126	133	+ 5,6	125	137	+ 9,6
2 ^e trimestre	118	107	- 9,3	128	135	+ 5,5	126	141	+ 11,9
3 ^e trimestre	120	131	+ 9,2	127	136	+ 7,1	130	145	+ 11,5
4 ^e trimestre	123	139	+13,0	131	140	+ 6,9	133	151	+ 13,5
	1968	1969		1968	1969		1968	1969	
1 ^{er} trimestre	127	138	+ 8,7	133	144	+ 8,3	137	153	+ 11,7
2 ^e trimestre	107	141	+31,8	135	146	+ 8,1	141	157	+ 11,3
3 ^e trimestre	131			136			145		
4 ^e trimestre	139			140			151		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ Y compris Berlin-Ouest.

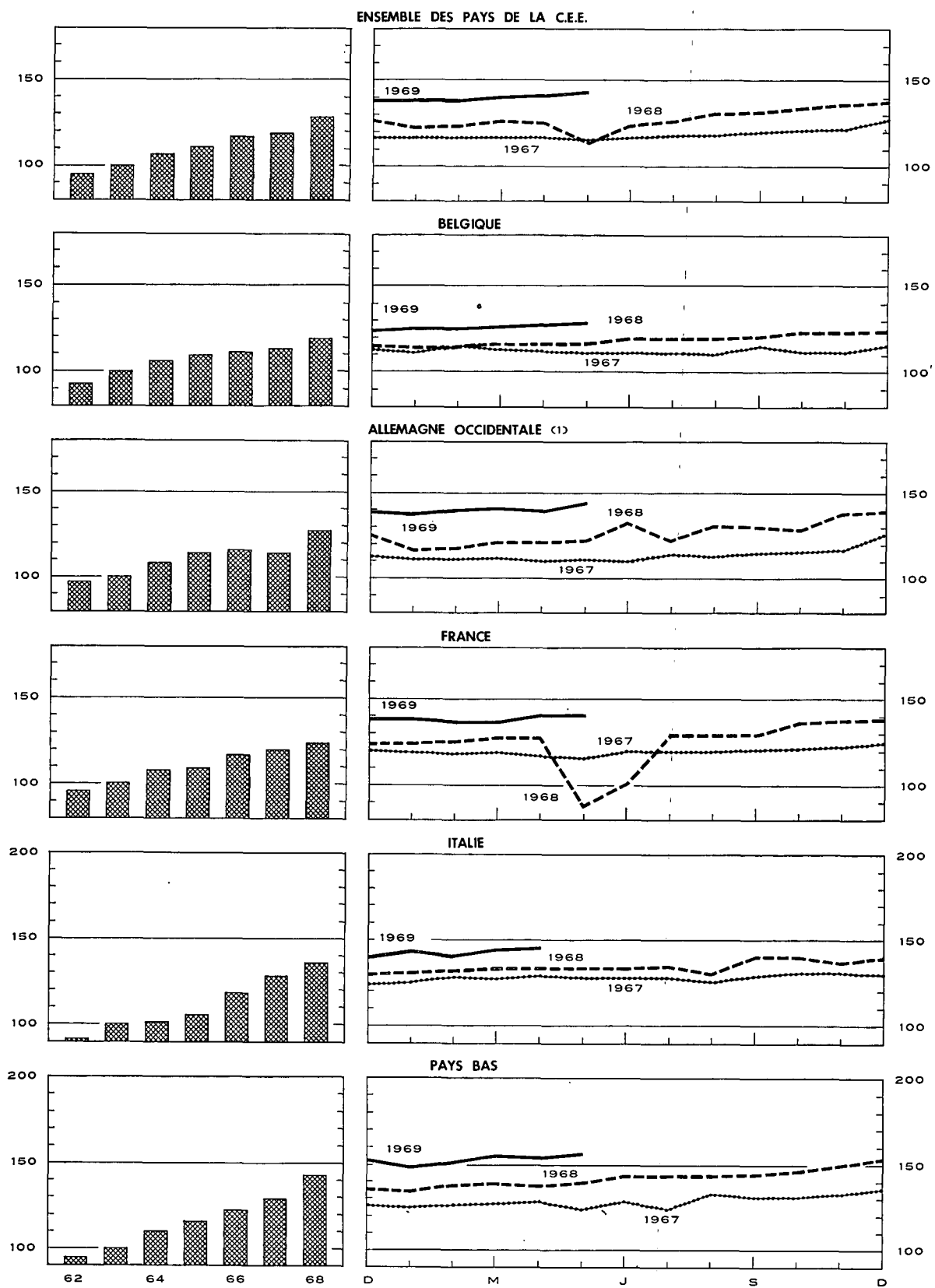
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — « *Centre de Recherches économiques* » de Louvain. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Féféchar.* — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie.* — *Figaz*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



1 A partir de 1963, y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées ² (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs Nombre de voyageurs- km (millions)	Trafic marchandises (wagons complets)					Trafic payant a rien régulier	
		Nombre de tonnes-km productives ¹ (millions)	Tonnage total (milliers de tonnes)	dont :			(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
				combustibles et huiles minérales	minerais			
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	114	137,8	18,4
1967	711	507	4.952	1.576	1.259	73	162,8	22,8
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	35	164,7	25,3
1967 4 ^e trimestre	712	544	5.222	1.586	1.319	37	128,3	21,5
1968 1 ^{er} trimestre	685	538	5.145	1.563	1.351	32	99,7	17,9
2 ^e trimestre	689	518	5.014	1.564	1.235	36	174,3	25,7
3 ^e trimestre	660	521	4.947	1.466	1.270	39	256,2	33,2
4 ^e trimestre	692	648	5.984	1.890	1.429	34	128,8	24,3
1969 1 ^{er} trimestre	p 674	585	5.513	1.643	1.377	36	166,3	26,6
2 ^e trimestre	p 699	607	5.754	1.669	1.448	40		
1968 Juillet	662	513	4.757	1.434	1.201	18	290,1	36,1
Août	654	524	4.947	1.486	1.275	31	256,6	32,6
Septembre	664	527	5.136	1.478	1.334	67	221,9	30,8
Octobre	699	677	6.297	1.956	1.462	39	154,6	26,2
Novembre	686	629	5.770	1.844	1.379	33	108,2	21,6
Décembre	690	639	5.886	1.869	1.447	31	123,5	25,0
1969 Janvier	p 671	592	5.672	1.840	1.392	39	124,1	27,8
Février	p 662	549	5.113	1.465	1.282	27	100,0	23,8
Mars	p 688	613	5.754	1.623	1.456	41	132,5	28,3
Avril	p 699	578	5.556	1.625	1.382	41	142,3	26,6
Mai	p 714	610	5.699	1.637	1.492	39		
Juin	p 686	634	6.008	1.744	1.470	39		
Juillet	p 695	589	5.455	1.536	1.500	29		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge) (1)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge) (4)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76
1967	4.872	3.510 ²	1.679 ²	125	136	74
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97
1967 4 ^e trimestre ..	4.829	4.435	1.455	125	146	75
1968 1 ^{er} trimestre ..	5.080	4.197	1.790	110	102	86
2 ^e trimestre ..	5.136	3.934	2.103	110	95	78
3 ^e trimestre ..	5.064	4.096	2.135	135	106	85
4 ^e trimestre ..	5.229	4.001	1.937	169	131	138
1969 1 ^{er} trimestre ..	5.194			315		
2 ^e trimestre ..	5.592			418		
1968 Juillet	5.076	4.114	1.815	111	115	63
Août	5.155	3.736	2.326	140	99	104
Septembre ...	4.889	4.165	2.265	155	104	89
Octobre	5.763	4.150	1.831	164	97	143
Novembre	4.758	4.024	1.691	148	83	122
Décembre ...	5.166	3.829	2.290	196	213	149
1969 Janvier	5.292	4.176	2.418	311	211	337
Février	4.590	3.953	1.848	267	145	240
Mars	5.701			367		
Avril	5.325			403		
Mai	5.647			389		
Juin	5.803			463		
Juillet	5.713			414		

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

² Source : Administration du port d'Anvers.

V - 1c. — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics ¹	
(milliers de tonnes métriques) (1)	(millions de tonnes- km.) (2)
5.553	452
5.400	433
6.276	509
6.412	507
6.633	497
7.111	522
7.778	554
7.055	518
7.321	511
7.859	556
8.129	582
7.801	568
7.468	545
6.771	529
9.151	630
8.466	587
9.040	643
7.283	551
7.080	511
7.672	562
6.775	492
7.958	580
8.258	601

Y - 2. — TOURISME ¹

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1961	1.518	1.166	77	49	92	41	21
1962	1.578	1.192	85	57	101	44	24
1963	1.704	1.269	94	68	110	52	28
1964	1.843	1.355	108	82	118	57	30
1965	1.909	1.402	112	83	120	64	31
1966	1.971	1.448	107	91	117	72	34
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1967 3 ^e trimestre	5.476	4.312	254	286	235	160	63
4 ^e trimestre	523	292	39	29	24	29	32
1968 1 ^{er} trimestre	392	210	32	22	17	26	21
2 ^e trimestre	1.892	1.353	107	92	116	73	41
3 ^e trimestre	5.450	4.328	228	315	215	155	51
4 ^e trimestre	516	305	36	27	20	28	26
1969 1 ^{er} trimestre	397	212	30	22	17	28	21
1968 Mars	423	225	36	23	20	29	21
Avril	1.553	1.114	134	37	104	50	26
Mai	1.259	844	82	62	74	49	45
Juin	2.863	2.100	105	176	171	120	53
Juillet	8.017	6.421	203	673	248	248	57
Août	6.768	5.524	364	216	269	142	52
Septembre	1.565	1.039	118	55	127	74	43
Octobre	561	308	38	29	27	35	36
Novembre	511	299	42	24	19	29	27
Décembre	475	309	28	29	15	20	15
1969 Janvier	350	183	27	21	15	25	20
Février	340	175	26	19	15	23	21
Mars	502	278	37	27	21	36	23

¹ Y compris les nuitées du camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples ¹					Coopératives	Grossistes	Entreprises à succursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimentation	Habillement	Ameublement	Ménage ²				Indice général	Alimentation générale	Alimentation	Grands magasins	Coopératives	Grossistes en alimentation générale
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1966	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1967	232	232	220	199	240	193	243	343	173	145	178
1968	244	242	229	206	259	198	259	427	178	144	187
1967 4 ^e trimestre	271	256	255	199	271	205	256	373	172	144	183
1968 1 ^{er} trimestre	214	241	184	202	231	197	238	395	172	144	183
2 ^e trimestre	239	227	244	206	248	198	258	414	178	146	189
3 ^e trimestre	234	225	218	201	259	186	256	414	180	141	180
4 ^e trimestre	291	271	271	215	300	211	283	485	180	144	198
1969 1 ^{er} trimestre	234	261	200	216	260	197	261	482	182	140	194
2 ^e trimestre	263	258	269	218	274	201	286	527	188	143	200
1968 Juillet	245	218	250	214	270	183	246	403			
Août	229	235	196	185	248	193	264	440			
Septembre	227	222	208	203	258	181	258	400			
Octobre	249	250	246	209	270	195	278	447			
Novembre	288	258	264	203	264	202	259	460			
Décembre	335	306	302	232	366	235	312	550			
1969 Janvier	237	258	204	238	254	202	262	469			
Février	212	246	166	188	254	185	244	458			
Mars	253	278	230	221	272	203	276	519			
Avril	255	267	252	207	260	200	290	521			
Mai	278	267	292	234	300	210	280	554			
Juin	255	239	264	214	264	193	288	506			
Juillet	259	235	260	216	286	185	273	515			

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

¹ Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — ² Articles de ménage et appareils ménagers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1966 2 ^e semestre	1.552	873	123	556	17,20	6,78	4,51	5,91	7,25	3,33	1,63	2,29
1967 1 ^{er} semestre	1.576	891	136	549	18,36	7,34	4,88	6,14	7,71	3,62	1,74	2,35
2 ^e semestre	1.543	921	129	493	18,44	7,68	4,84	5,92	7,56	3,50	1,83	2,23
1968 1 ^{er} semestre	1.655	1.023	142	490	20,30	8,42	5,64	6,24	8,84	4,12	2,24	2,48
2 ^e semestre	1.670	992	156	522	21,78	8,94	6,16	6,68	8,75	3,95	2,25	2,55

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1966 2 ^e semestre	47	27	2	18	98,0	36,9	10,1	51,0
1967 1 ^{er} semestre	69	34	2	33	104,3	41,7	9,9	52,7
2 ^e semestre	53	35	1	17	94,5	42,0	8,9	43,6
1968 1 ^{er} semestre	50	34	1	15	96,3	44,2	10,0	42,1
2 ^e semestre	49	31	2	16	94,8	42,1	10,6	42,1

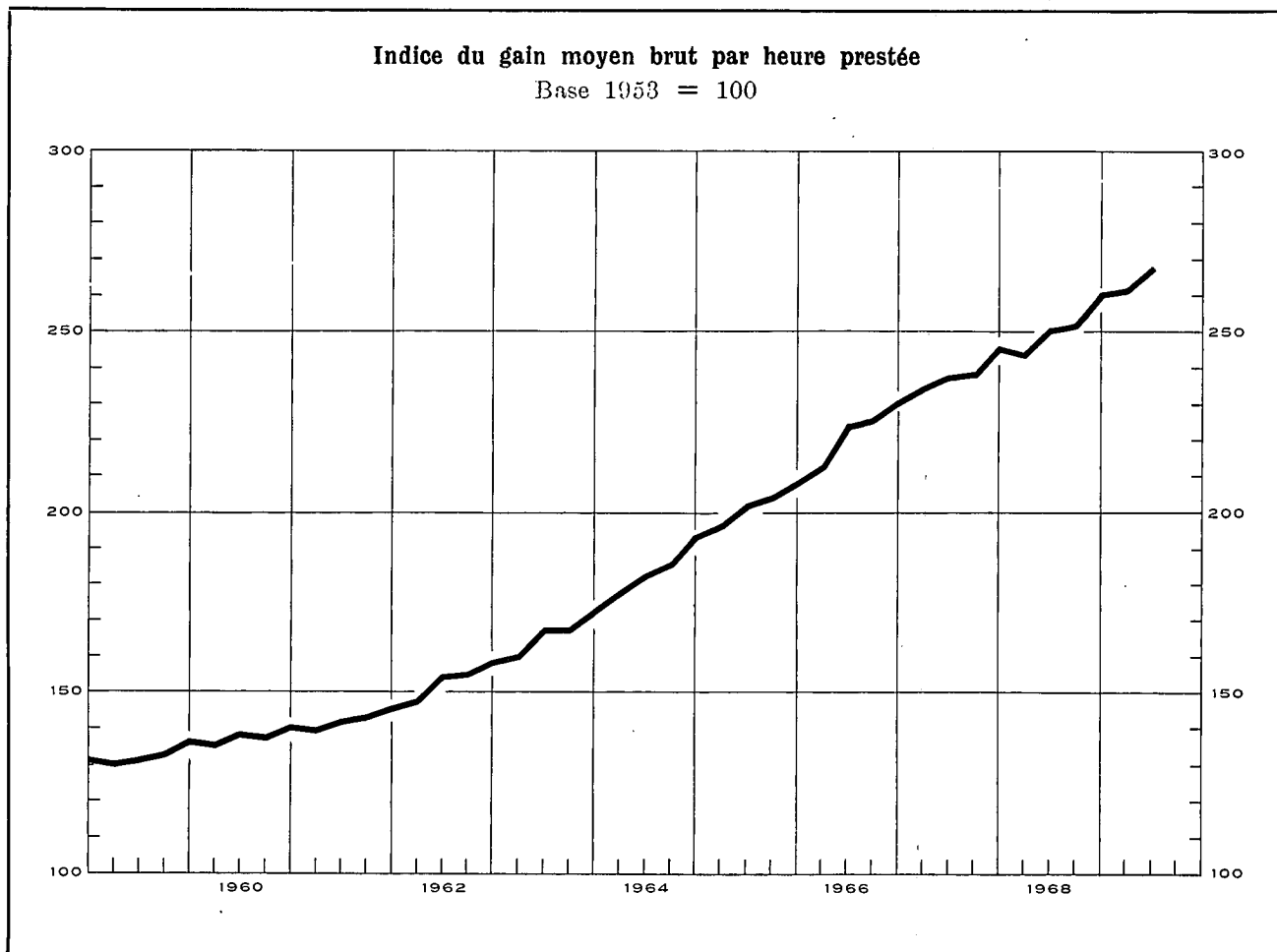
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Nombre de contrats (milliers)												
1966 2 ^e semestre	792	3,9	0,9	2,6	45,5	17,6	8,5	307,8	28,5	8,2	364,3	4,2
1967 1 ^{er} semestre	777	4,7	1,4	2,0	53,3	20,5	7,5	284,8	22,9	7,8	366,6	5,6
2 ^e semestre	776	3,6	0,9	1,9	46,7	18,5	8,2	302,8	28,3	7,3	354,2	3,6
1968 1 ^{er} semestre	874	4,0	1,0	1,9	62,5	22,1	9,3	320,7	36,4	8,4	403,9	3,8
2 ^e semestre	843	4,0	0,9	2,3	53,5	20,0	9,8	319,1	39,7	8,4	380,3	5,6
Crédit accordé (millions de francs)												
1966 2 ^e semestre	7.250	596	68	218	2.463	528	56	355	91	743	2.087	45
1967 1 ^{er} semestre	7.713	707	86	175	2.933	591	52	293	75	783	1.982	36
2 ^e semestre	7.565	564	67	196	2.638	553	56	367	88	748	2.257	31
1968 1 ^{er} semestre	8.836	602	79	162	3.617	681	66	357	127	792	2.324	29
2 ^e semestre	8.753	548	73	255	3.193	620	83	434	121	834	2.552	40
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1966 2 ^e semestre	100,0	8,2	0,9	3,0	34,0	7,3	0,8	4,9	1,3	10,2	28,8	0,6
1967 1 ^{er} semestre	100,0	9,2	1,1	2,3	38,0	7,6	0,7	3,8	1,0	10,2	25,7	0,4
2 ^e semestre	100,0	7,5	0,9	2,6	34,9	7,3	0,7	4,8	1,2	9,9	29,8	0,4
1968 1 ^{er} semestre	100,0	6,8	0,9	1,8	41,0	7,7	0,7	4,1	1,4	9,0	26,3	0,3
2 ^e semestre	100,0	6,3	0,8	2,9	36,5	7,1	0,9	5,0	1,4	9,5	29,2	0,4

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Centre de Recherches économiques de Louvain. — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuelle). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. 5 : « Centre de Recherches économiques » de Louvain.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 4	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	224	209	215	208	246
1967	239	223	232	213	267
1968	252	235	244	221	284
1968 Mars	244	230	239		274
Juin	251	232	242		283
Sept.	252	237	246		284
Déc.	261	240	250		295
1969 Mars ... p	263	246	258		297
Juin ... p	269	251	263		304

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers (charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Alle- magne occiden- tale	Royaume- Uni	Pays- Bas	France	Italie
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,8	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	88,2	98,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	87,7	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	90,4	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	89,0	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	89,8	85,0	80,1
1967	75,81	100,2	80,5	89,9	82,2	79,6
1968	82,92 p	96,2	68,3	88,9	83,9	76,3
1966 Mars-Avril	66,75	108,2	87,5	87,5	86,8	82,5
Sept.-Octobre	70,70	103,8	83,5	88,7	84,8	79,1
1967 Mars-Avril	74,52	101,0	80,5	89,7	82,6	80,2
Sept.-Octobre	77,09	99,4	80,6	90,1	82,9	79,4
1968 Mars-Avril	81,46	96,0	68,6	88,7	81,1	77,2
Juillet ... (e)	83,65	94,4	67,6		85,2	76,8
Sept.-Oct. ... p	84,38	96,5	67,9	88,0	88,1	76,5

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXIV^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 271.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen brut par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1968 et périodes suivantes).

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : Institut National de Statistique.

Groupe et branche d'industrie	1963 octobre	1964 octobre	1965 octobre	1966 octobre	1967 octobre	1968 avril	1968 octobre
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹ .	48,39	52,62	56,62	60,57	64,11	63,64	67,49
Carrières ¹	39,84	44,59	48,24	53,13	54,01	56,19	56,88
Total des industries extractives ¹	47,76	51,83	55,84	59,68	62,97	62,77	66,20
<i>Industries manufacturières :</i>							
Dénrées alimentaires (sauf boissons) ...	32,75	37,09	40,29	43,47	45,59	47,67	48,74
Boissons	34,80	39,59	44,38	47,77	50,56	53,14	54,13
Tabac	29,50	33,50	37,06	41,06	43,60	45,33	47,00
Industries textiles	31,16	34,61	37,27	41,83	44,32	45,37	46,55
Chaussures, habillement	25,39	28,98	32,45	35,97	37,66	39,18	39,90
Bois (sauf meubles)	32,82	37,01	39,93	44,71	48,00	49,73	50,69
Industrie du meuble	35,27	40,65	42,17	46,75	49,18	51,50	53,16
Papier, articles en papier	35,87	39,61	43,58	47,88	50,88	53,09	53,17
Impressions et reliures	39,47	43,96	48,06	52,17	56,79	60,90	61,45
Cuir (sauf chaussures, habillement)	30,90	33,97	37,07	40,77	43,38	45,14	46,62
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	36,93	40,29	43,59	48,49	51,42	52,85	54,05
Industries chimiques	38,49	44,43	49,81	56,32	59,59	59,30	61,49
Industrie du pétrole	57,25	62,88	71,33	78,36	85,10	87,37	88,22
Produits minéraux non métalliques	37,31	42,55	45,83	50,98	53,46	55,58	56,02
Industries métallurgiques de base	47,96	52,08	54,96	59,55	62,98	64,33	66,23
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	38,85	43,37	46,13	49,44	52,12	53,17	54,88
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	40,42	45,23	47,38	52,22	56,20	56,72	59,18
Industrie électrotechnique	35,48	39,97	43,99	48,80	51,19	52,73	54,46
Construction de matériel de transport ...	45,07	48,55	51,80	56,34	59,53	61,32	63,21
Total des industries manufacturières	36,20	40,74	44,03	48,58	51,36	52,86	54,22
dont : hommes	40,10	44,53	48,14	52,94	55,92	57,51	59,04
femmes	25,45	29,16	31,97	35,51	37,67	38,94	39,79
Construction ¹	38,66	43,75	47,30	52,82	55,71	57,23	57,89
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	37,82	42,20	45,60	50,01	52,84	54,24	55,60
dont : hommes	40,81	45,11	48,75	53,43	56,42	57,85	59,34

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annales des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment au Canada	Café à New York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton aux Etats-Unis (15 marchés)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	\$ par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	\$ par 100 lbs	d par lb.	£ par long ton		\$ par long ton	\$ par Barrel
1961	1,93	36,0	90	32,20	24	230	888	35,3	2,86
1962	2,16	34,0	94	33,60	23	234	897	29,4	2,89
1963	2,14	34,1	107	33,60	21	234	910	27,0	2,89
1964	2,22	46,7	105	32,20	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	2,10	44,7	92	30,40	21	469	1.413	35,2	2,89
1966	2,22	40,8	101	26,40	19	555	1.296	31,0	2,89
1967	2,19	37,8	94	23,00	16	418	1.229	27,0	2,88
1968	2,09	37,4	106	27,20	19	526	1.323	27,1	2,90
1967 4 ^e trimestre	2,08	36,6	95	25,00	16	499	1.271	27,8	2,88
1968 1 ^{er} trimestre	2,09	37,3	107	25,73	17	681	1.319	32,7	2,88
2 ^e trimestre	2,09	37,5	106	24,97	18	492	1.309	26,2	2,90
3 ^e trimestre	2,11	37,4	104	30,47	19	454	1.300	24,3	2,91
4 ^e trimestre	2,08	37,6	106	27,60	20	475	1.365	25,0	2,91
1969 1 ^{er} trimestre	2,08	38,3	103	25,83	23	539	1.371	28,7	2,95
2 ^e trimestre		37,3	101	25,66	25	601	1.417	29,3	
1968 Août	2,11	37,2	103	30,50	19	447	1.297	24,0	2,91
Septembre	2,12	37,4	104	30,70	19	470	1.300	25,0	2,91
Octobre	2,08	37,5	107	29,10	20	459	1.310	25,0	2,91
Novembre	2,07	37,5	107	27,30	20	465	1.405	25,0	2,91
Décembre	2,08	37,7	103	26,30	20	501	1.380	26,0	2,91
1969 Janvier	2,08	38,5	104	26,20	21	531	1.367	29,0	2,91
Février	2,08	38,7	103	25,70	23	544	1.374	29,0	2,91
Mars	2,08	37,8	101	25,60	25	541	1.373	28,0	3,02
Avril	2,00	37,3	102	25,60	25	587	1.399	27,0	3,02
Mai	2,01	37,2	102	25,70	24	589	1.421	30,0	3,02
Juin		37,4	100	25,60	25	627	1.431	31,0	
Juillet		37,5	97	25,70	26	615	1.456		
Août				25,30					

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1
			général	industriel	alimentaire	
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1966	91	96	104	109	93	109
1967	88	89	100	105	91	115
1968	100	88	101	107	89	118
1968 1 ^{er} trimestre	103	88	102	108	91	124
2 ^e trimestre	99	88	100	106	90	116
3 ^e trimestre	97	88	99	105	87	115
4 ^e trimestre	102	89	101	108	88	119
1969 1 ^{er} trimestre	105	91	103	109	90	114
2 ^e trimestre	108	94	103	110	90	110
3 ^e trimestre	108	98				
1968 Septembre	97	88	99	106	87	114
Octobre	99	87	100	106	87	114
Novembre	102	89	101	109	89	122
Décembre	104	90	101	109	89	121
1969 Janvier	105	91	102	108	90	115
Février	105	91	103	109	91	113
Mars	106	92	103	109	90	113
Avril	107	92	103	110	90	118
Mai	108	95	103	110	90	108
Juin	108	96	104	110	91	104
Juillet	107	96	104	110	91	
Août	108	98	104	112	90	
Septembre	108	99				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 *

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1960	102,6	92,2	98,2	86,8	105,4	107,0	101,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	94,3	110,2	81,5	104,5	106,7	100,4	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	100,8	106,9	95,2	103,8	107,6	96,1	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	107,0	117,9	97,5	105,4	110,0	96,3	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	109,9	126,7	96,0	110,9	113,9	103,7	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	113,2	131,2	98,5	111,5	113,8	105,6	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	118,2	134,0	104,8	113,5	115,0	109,3	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1967	113,2	118,1	134,8	104,2	112,0	115,0	103,7	105,2	116,9	90,7	111,9	154,9	98,6	112,6	121,2
1968	113,5	116,8	138,4	99,5	112,7	116,6	102,3	105,1	117,5	91,9	111,9	158,5	98,2	114,3	121,8
1968 1 ^{er} trimestre	112,6	113,6	135,1	96,5	112,4	115,8	103,1	105,8	118,5	90,4	112,3	157,7	97,6	114,2	121,7
2 ^e trimestre	112,5	113,6	136,1	95,7	112,2	116,9	101,6	104,5	117,2	91,1	111,2	158,7	97,9	113,5	121,6
3 ^e trimestre	113,4	116,9	139,0	99,2	112,5	116,3	101,5	104,7	117,1	92,0	111,5	158,7	98,1	114,0	121,6
4 ^e trimestre	115,5	123,2	143,3	106,8	113,6	117,3	102,9	105,3	117,4	94,1	112,5	159,0	99,2	115,6	122,5
1969 1 ^{er} trimestre	116,8	124,3	144,9	107,5	115,0	118,3	104,8	106,3	118,5	93,6	114,7	159,4	99,8	118,2	123,6
2 ^e trimestre	118,6	126,6	145,6	110,8	116,7	119,5	107,3	106,6	122,9	93,3	113,3	163,3	100,9	121,6	124,5
3 ^e trimestre	119,4	124,9	142,0	110,5	118,0	120,9	108,6	107,6	128,7	92,5	112,9	163,3	101,6	124,2	125,5
1967 Octobre	111,8	113,1	132,2	97,6	111,5	115,2	101,6	105,1	117,3	89,1	110,7	156,9	97,3	112,5	121,0
Novembre	112,6	115,1	136,2	98,2	112,0	115,4	102,8	105,2	117,1	89,6	112,3	156,9	97,6	113,1	121,5
Décembre	112,9	115,8	137,4	98,4	112,1	115,6	102,5	105,2	117,6	90,5	112,4	156,9	97,7	113,3	121,5
1968 Janvier	112,7	114,7	135,7	97,8	112,2	115,7	102,5	105,9	117,8	90,4	112,1	157,2	97,6	113,6	121,6
Février	112,5	112,7	133,8	95,8	112,5	115,8	103,5	106,3	118,9	90,4	112,1	157,6	97,6	114,5	121,8
Mars	112,7	113,5	135,9	95,8	112,5	115,8	103,3	105,2	118,7	90,3	112,8	158,3	97,6	114,4	121,8
Avril	112,7	114,4	137,1	96,4	112,2	116,1	101,7	104,5	117,4	90,7	112,8	158,6	97,5	113,4	121,9
Mai	112,6	114,6	138,0	96,2	112,1	116,0	101,5	104,5	117,0	90,9	110,6	158,7	97,9	113,3	121,4
Juin	112,2	111,7	133,1	94,6	112,3	116,1	101,6	104,6	117,2	91,7	110,2	158,7	98,2	113,8	121,4
Juillet	112,5	113,1	133,2	96,9	112,3	116,2	101,1	104,7	117,1	91,8	110,4	158,7	98,3	113,7	121,3
Août	113,4	117,1	141,4	97,9	112,4	116,2	101,5	104,5	117,0	92,0	112,0	158,7	98,1	113,8	121,7
Septembre	114,2	120,6	142,5	102,9	112,7	116,4	101,8	105,0	117,1	92,3	112,0	158,7	98,0	114,5	121,8
Octobre	115,0	121,2	141,6	104,6	113,5	117,2	102,9	106,2	117,0	94,3	112,1	158,7	99,3	114,8	122,7
Novembre	115,5	123,5	142,9	107,6	113,5	117,2	102,9	104,7	117,5	94,3	112,7	159,2	99,1	115,6	122,3
Décembre	116,0	125,0	145,3	108,3	113,9	117,6	103,0	105,1	117,7	93,8	112,8	159,2	99,2	116,5	122,5
1969 Janvier	116,4	124,7	144,9	108,1	114,4	118,1	103,5	105,4	118,2	93,5	114,4	159,4	99,3	117,5	122,9
Février	117,0	123,9	144,3	107,2	115,3	118,4	105,5	107,0	118,6	93,8	114,9	159,4	100,1	118,3	124,0
Mars	117,1	124,4	145,4	107,3	115,3	118,4	105,4	106,6	118,8	93,4	114,9	159,4	99,9	118,7	123,9
Avril	118,6	127,4	144,8	112,7	116,5	119,2	107,3	106,3	121,2	93,7	114,8	163,3	100,9	120,4	124,9
Mai	118,5	125,7	144,9	109,7	116,7	119,5	107,1	106,6	122,9	93,8	112,4	163,3	101,2	121,8	124,2
Juin	118,7	126,6	147,0	109,9	116,8	119,7	107,5	106,9	124,7	92,5	112,6	163,3	100,7	122,5	124,4
Juillet	118,7	123,8	141,4	109,0	117,5	120,2	108,5	107,7	126,4	92,5	112,7	163,3	101,7	123,5	124,5
Août	119,6	124,8	143,3	109,5	118,3	121,1	109,0	107,7	130,0	92,7	112,0	163,3	101,9	124,5	125,6
Septembre	119,9	126,0	141,3	112,9	118,3	121,4	108,4	107,5	129,6	92,2	114,0	163,3	101,2	124,5	126,4

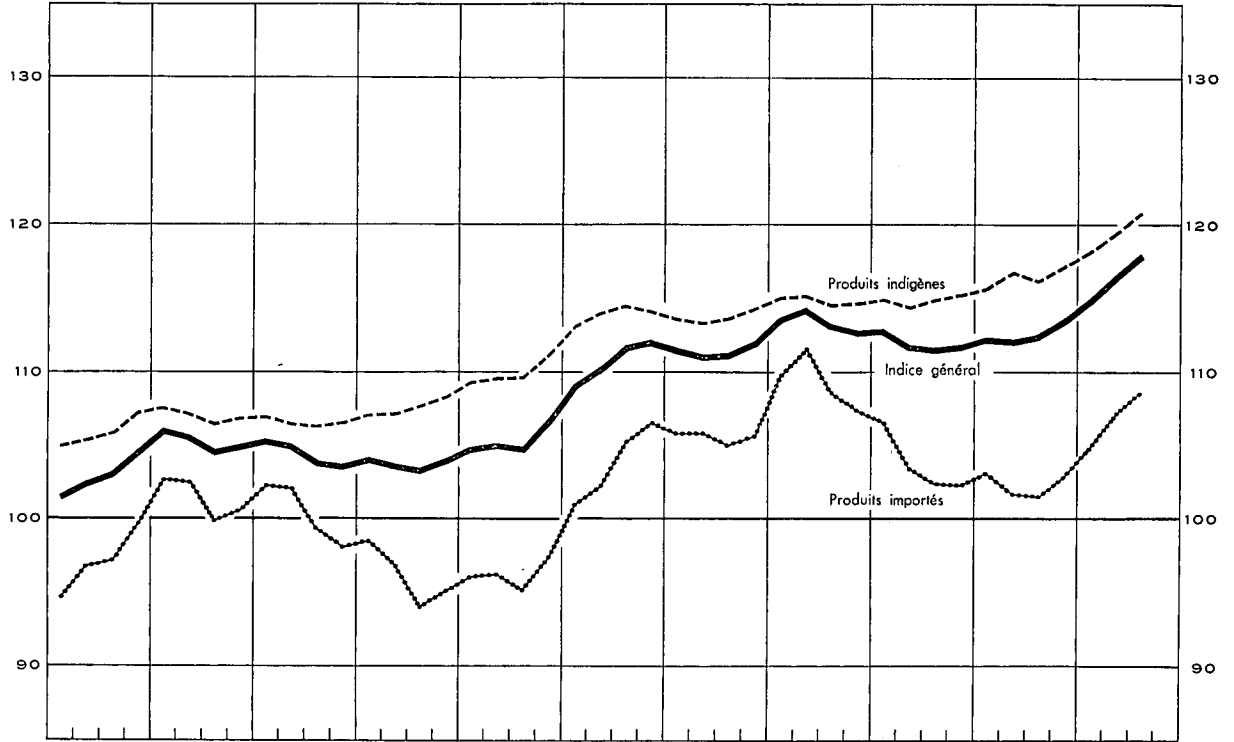
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

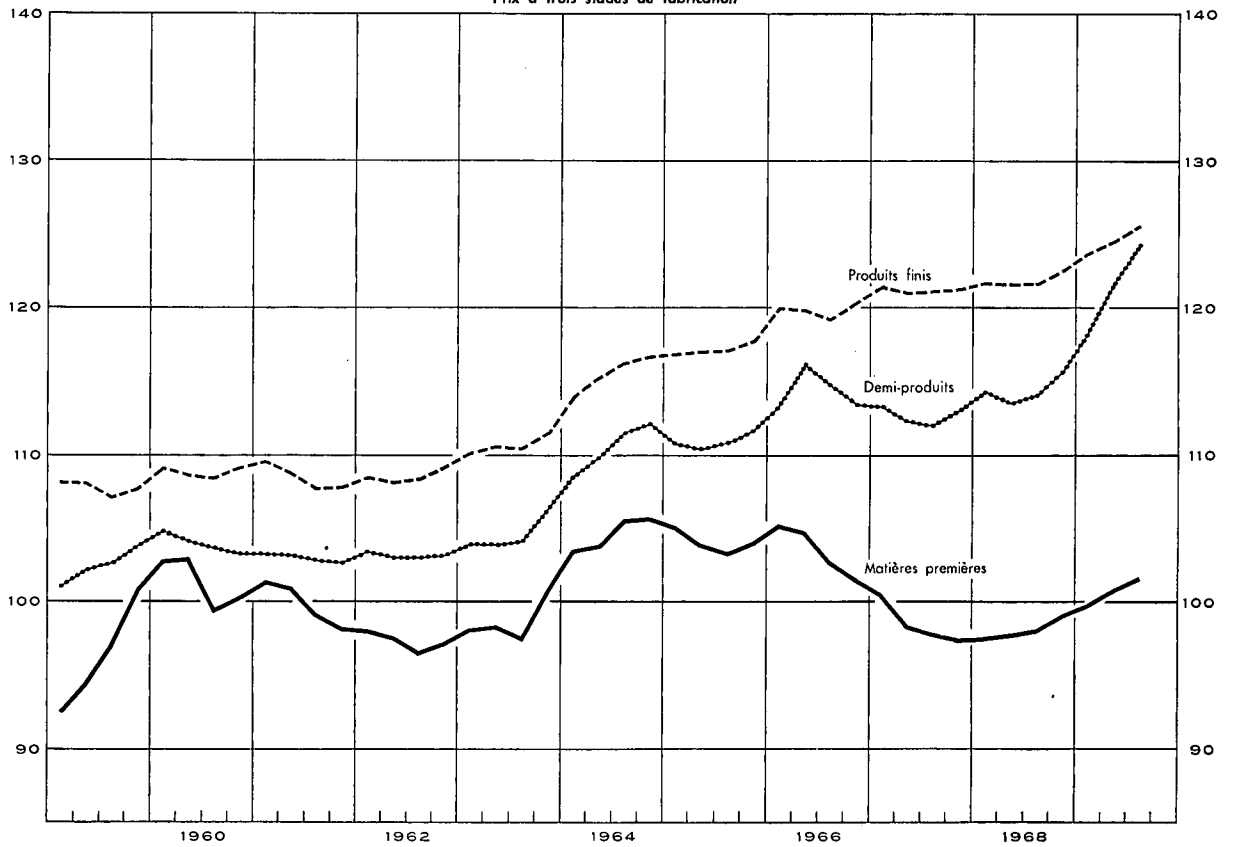
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

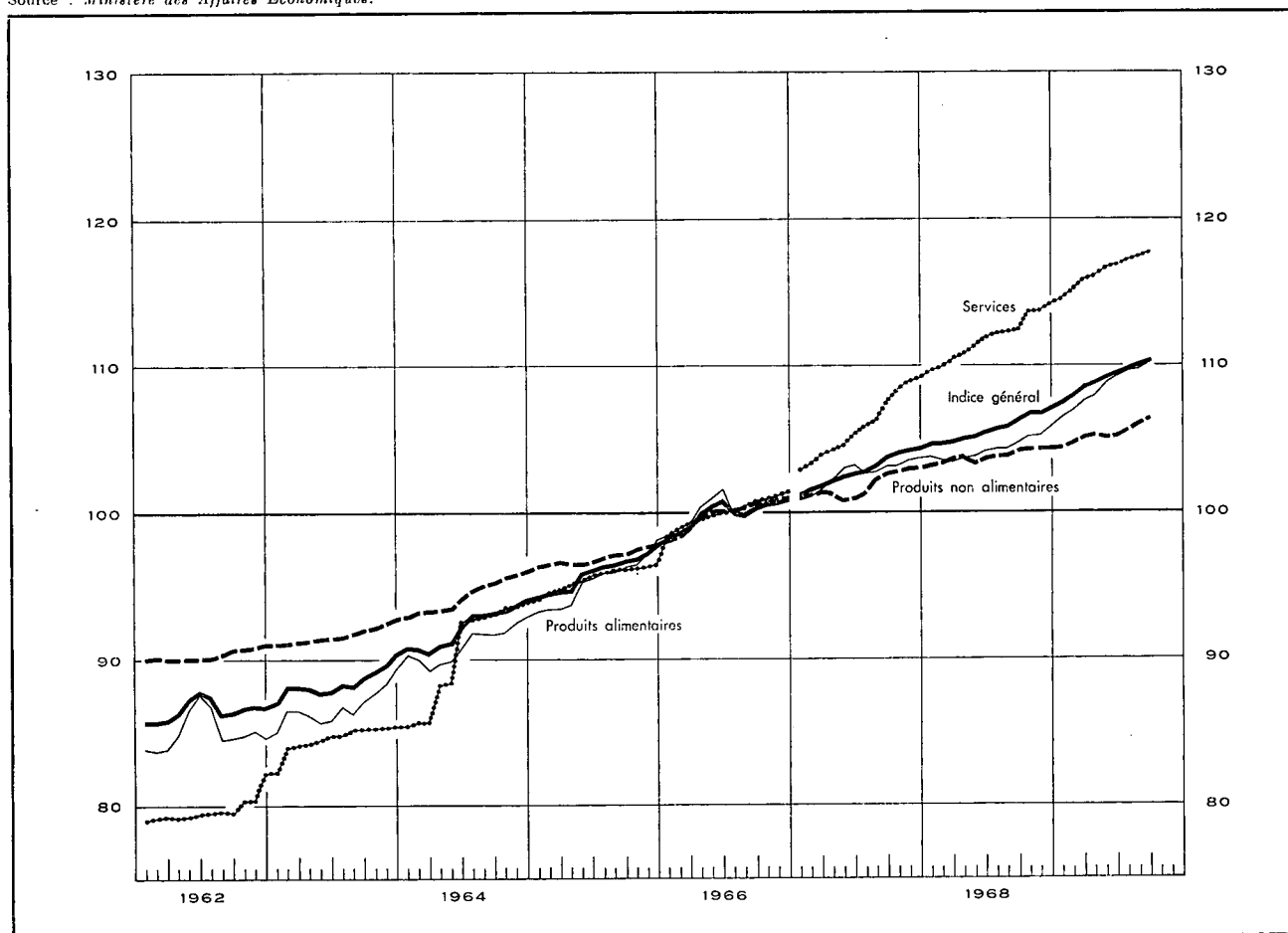
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE ¹

Base 1966 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969
1962	86,68		85,10		90,40		79,76	
1963	88,55		86,76		91,74		84,61	
1964	92,24		91,00		94,41		90,44	
1965	95,99		95,31		96,99		95,47	
1966	100,00		100,00		100,00		100,00	
1967	102,91		102,52		101,84		105,83	
1968	105,69		104,28		103,81		111,79	
1 ^{er} trimestre	104,74	108,04	103,53	106,93	103,41	104,77	109,94	115,18
2 ^e trimestre	105,25	109,19	103,77	108,64	103,57	105,24	111,27	116,54
3 ^e trimestre	105,95	110,10	104,43	109,86	103,95	106,05	112,21	117,42
4 ^e trimestre	106,81		105,37		104,32		113,73	
Janvier	104,67	107,54	103,71	106,41	103,27	104,39	109,59	114,56
Février	104,73	108,00	103,54	106,87	103,41	104,80	109,88	115,10
Mars	104,83	108,58	103,35	107,51	103,56	105,12	110,36	115,87
Avril	105,05	108,87	103,56	107,95	103,66	105,35	110,66	116,05
Mai	105,16	109,20	103,69	108,78	103,37	105,08	111,24	116,68
Juin	105,54	109,49	104,06	109,19	103,67	105,28	111,91	116,89
Juillet	105,74	109,89	104,29	109,64	103,77	105,72	112,09	117,19
Août	105,84	110,05	104,24	109,75	103,92	106,04	112,18	117,41
Septembre	106,26	110,37	104,75	110,19	104,17	106,40	112,37	117,65
Octobre	106,67		105,12		104,32		113,55	
Novembre	106,69		105,25		104,32		113,57	
Décembre	107,07		105,75		104,32		114,06	

¹ L'indice des prix à la consommation est calculé depuis 1967 sur la base de la moyenne de l'année 1966. Il a remplacé l'indice des prix de détail qui a été établi pour la dernière fois en décembre 1967. Les chiffres des années 1962 à 1965 du présent tableau ont été obtenus par conversion de l'indice des prix de détail (base 1959 = 100) en indices : base 1966 = 100. Le coefficient de conversion utilisé est le rapport des deux indices pour l'année 1966, soit 0,7697 pour l'indice général. La même méthode a été appliquée aux indices partiels de groupes : produits alimentaires, produits non alimentaires et services ; les coefficients de conversion sont respectivement : 0,7564, 0,8347 et 0,6207. L'actuel indice général des prix à la consommation porte sur 147 produits, l'indice des produits alimentaires sur 60, celui des produits non alimentaires sur 48, tandis que celui des services porte sur 39 de ceux-ci. Les anciens indices des prix de détail portaient respectivement sur 65, 55, 25 produits et 5 services.

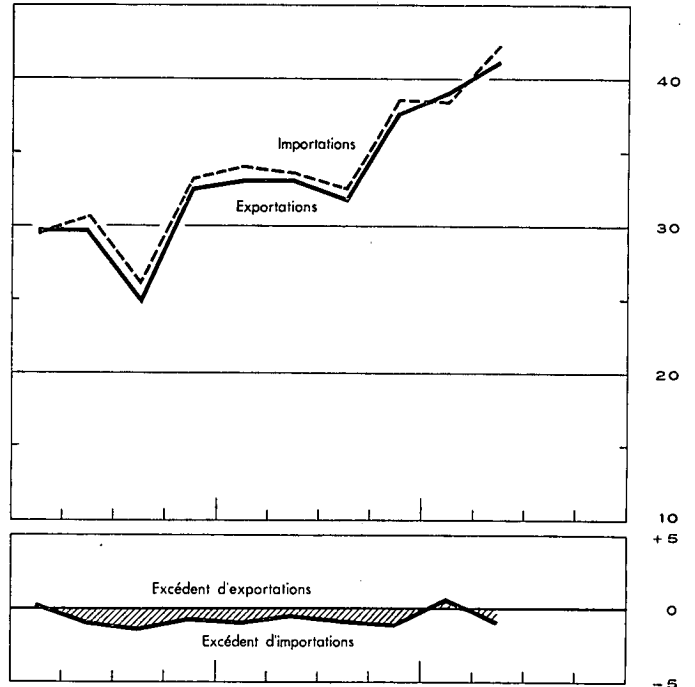
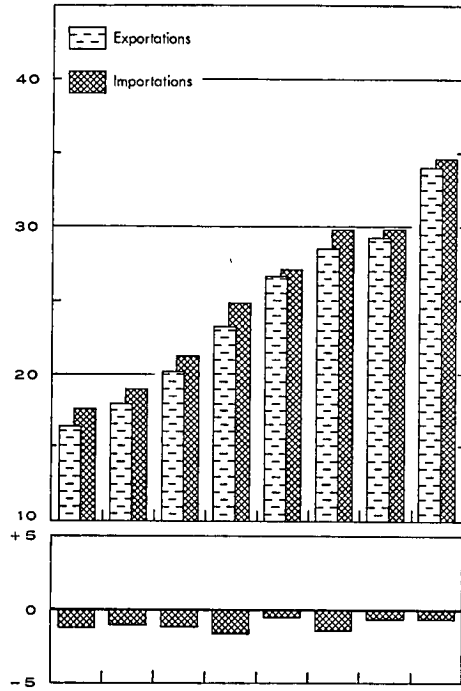
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt.* — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*. — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*. — *Données statistiques (Conseil de l'Europe)*. — *Journaux financiers* : *Agéfi*, *Het financieele Dagblad*, *The Financial Times*, *Le Nouveau Journal*. — *Bulletin de la Fédération des Industries Belges*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

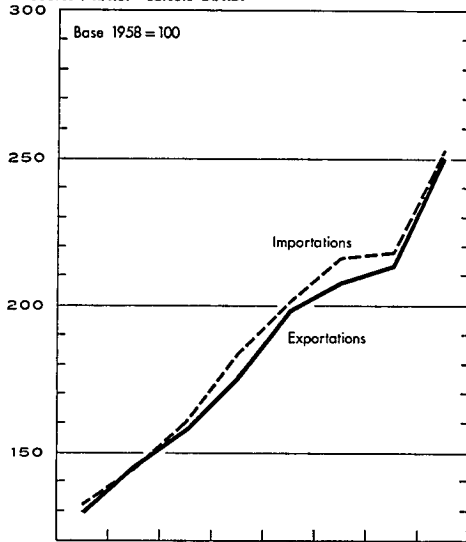
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

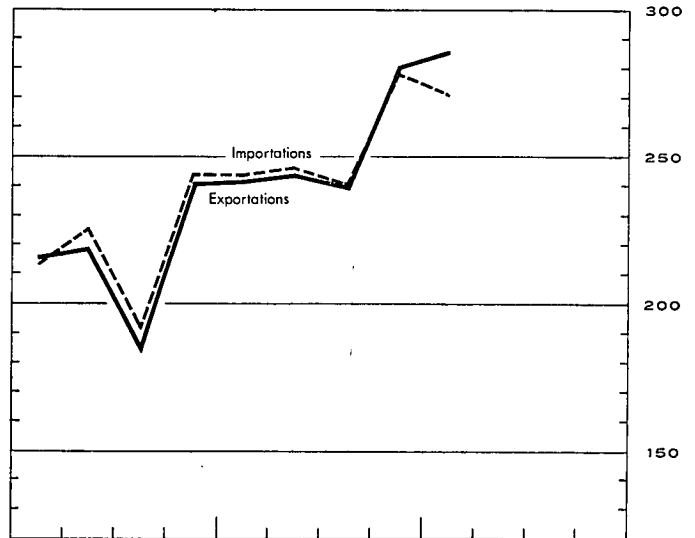
Source : I.N.S.



Source : I.N.S.- Calculs B.N.B.

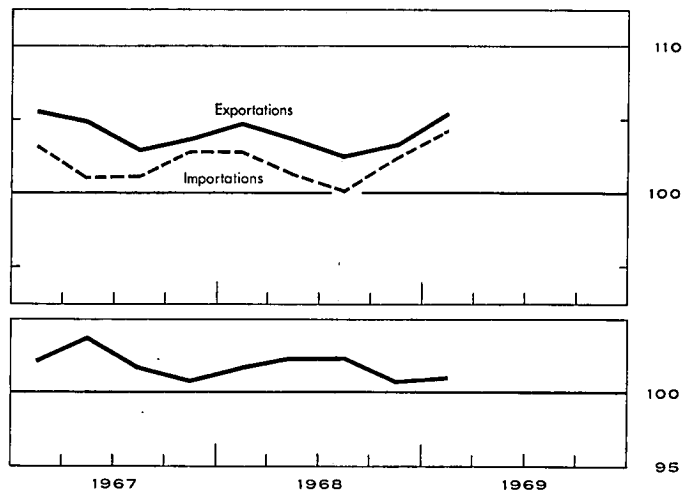
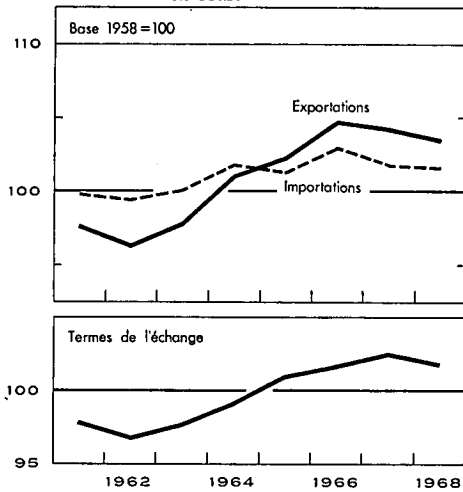


INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S.- Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	216,4	207,9	103,0	104,8	101,7
1967	29,9	29,3	- 0,6	98	218,3	214,3	101,9	104,4	102,5
1968	34,7	34,0	- 0,7	98	252,6	250,3	101,7	103,6	101,9
1967 4 ^e trimestre	33,2	32,6	- 0,6	98	244,1	241,3	102,9	103,8	100,9
1968 1 ^{er} trimestre	34,0	33,2	- 0,8	98	244,1	242,2	102,9	104,8	101,8
2 ^e trimestre	33,6	33,2	- 0,4	99	246,5	243,9	101,4	103,8	102,4
3 ^e trimestre	32,6	31,9	- 0,7	98	241,0	239,8	100,2	102,6	102,4
4 ^e trimestre	38,7	37,7	- 1,0	97	278,3	280,3	102,5	103,4	100,9
1969 1 ^{er} trimestre	38,5	39,1	+ 0,6	102	271,3	286,1	104,4	105,5	101,1
2 ^e trimestre	42,5	41,4	- 1,1	97					
1968 Janvier-Août	33,3	32,7	- 0,6	98					
1969 Janvier-Août p	39,9	39,4	- 0,5	99					
1968 Juin	30,9	31,4	+ 0,5	102					
Juillet	31,3	34,3	+ 3,0	110					
Août	31,9	27,5	- 4,4	86					
Septembre	33,5	33,7	+ 0,2	101					
Octobre	40,8	39,6	- 1,2	97					
Novembre	35,4	35,1	- 0,3	99					
Décembre	37,1	37,9	+ 0,8	102					
1969 Janvier	37,1	42,0	+ 4,9	113					
Février	36,8	34,9	- 1,9	95					
Mars	41,3	40,1	- 1,2	97					
Avril	40,6	40,1	- 0,5	99					
Mai	41,6	41,2	- 0,4	99					
Juin	44,8	41,8	- 3,0	93					
Juillet p	40,4	43,3	+ 2,9	107					
Août p	36,3	30,6	- 5,7	84					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelle série</i>												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1967	4,24	7,53	2,63	3,85	2,45	0,13	0,68	0,67	1,54	1,54	4,04	29,30
1968	4,78	8,58	3,22	4,35	3,17	0,11	0,95	0,75	1,73	1,75	4,63	34,02
1967 4 ^e trimestre .	4,45	8,30	2,95	4,33	2,82	0,13	0,72	0,80	1,72	1,84	4,58	32,64
1968 1 ^{er} trimestre .	4,80	8,54	3,44	4,19	2,95	0,09	0,82	0,73	1,63	1,78	4,26	33,23
2 ^e trimestre .	4,63	8,61	3,23	4,14	2,91	0,10	0,85	0,72	1,78	1,66	4,56	33,19
3 ^e trimestre .	4,64	7,64	3,05	3,99	3,14	0,11	1,01	0,70	1,67	1,57	4,42	31,94
4 ^e trimestre .	5,04	9,55	3,15	5,09	3,69	0,15	1,11	0,85	1,84	1,99	5,25	37,71
1969 1 ^{er} trimestre .	5,44	9,94	3,36	5,20	3,80	0,11	1,30	0,75	1,84	2,14	5,20	39,08
2 ^e trimestre .	5,63	11,45	3,50	5,23	3,91	0,10	1,21	0,81	1,71	1,87	5,63	41,06
1968 Juin	4,53	8,41	2,69	4,02	2,78	0,08	1,00	0,67	1,34	1,55	4,36	31,43
Juillet	4,97	8,33	3,43	4,21	3,30	0,12	0,89	0,66	2,11	1,64	4,67	34,33
Août	4,36	5,84	2,57	3,51	2,95	0,10	0,98	0,65	1,11	1,46	3,95	27,48
Septembre ...	4,57	8,69	3,13	4,23	3,11	0,11	1,16	0,79	1,77	1,60	4,58	33,74
Octobre	4,90	10,12	3,26	5,59	4,14	0,17	1,28	0,92	1,89	2,00	5,36	39,63
Novembre	5,39	8,44	2,66	4,84	3,03	0,14	0,97	0,77	2,06	1,94	4,84	35,08
Décembre	4,82	9,99	3,48	4,77	3,80	0,14	1,08	0,82	1,57	2,03	5,44	37,94
1969 Janvier	5,80	10,79	3,51	5,23	4,27	0,12	1,60	0,83	2,03	2,32	5,54	42,04
Février	5,13	8,69	2,89	4,70	3,36	0,10	1,11	0,65	1,59	1,99	4,67	34,88
Mars	5,40	10,25	3,65	5,66	3,75	0,11	1,18	0,75	1,92	2,09	5,39	40,15
Avril	5,72	9,98	3,40	5,35	4,10	0,09	1,24	0,83	1,80	1,94	5,67	40,12
Mai	5,30	12,64	3,39	5,21	3,85	0,11	1,18	0,79	1,57	1,76	5,44	41,24
Juin	5,87	11,74	3,70	5,14	3,78	0,11	1,21	0,82	1,76	1,90	5,78	41,81

N. P — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
 Pour une analyse du commerce extérieur de 1968 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, vol. II, n° 1, juillet 1969.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables 12
													combustibles		produits chimiques 9	produits métalliques 10	autres produits 10					alimentaires		autres 11	
													liquides 8	autres								produits animaux	produits végétaux		
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1968	23.120	8.185	1.804	2.229	1.899	405	237	354	149	538	155	1.711	558	1.000	1.826	604	1.466	7.236	1.034	1.416	712	4.074	4.278	88	34.722
1967 2 ^e trimestre	19.418	6.802	1.556	2.018	1.519	367	233	312	179	531	123	956	391	940	1.490	726	1.275	6.753	1.286	1.515	598	3.354	4.479	27	30.677
3 ^e trimestre	16.579	5.317	1.276	1.911	1.409	441	170	302	130	467	107	858	369	747	1.360	584	1.131	5.995	861	1.249	556	3.329	3.671	35	26.280
4 ^e trimestre	22.232	7.561	1.737	2.539	1.286	443	237	370	265	558	139	1.923	623	880	1.713	609	1.349	6.662	872	1.472	608	3.710	4.261	26	33.181
1968 1 ^{er} trimestre	22.828	8.532	1.821	2.224	1.736	311	265	298	121	453	146	1.578	641	953	1.787	551	1.411	6.805	974	1.324	632	3.875	4.273	51	33.957
2 ^e trimestre	22.298	8.269	1.739	1.953	1.768	371	222	362	147	530	146	1.491	519	978	1.826	576	1.401	7.145	1.182	1.466	651	3.846	4.116	49	33.608
3 ^e trimestre	21.542	7.134	1.652	2.088	1.886	447	196	338	153	564	158	1.850	464	940	1.704	579	1.389	6.975	907	1.364	688	4.016	4.022	60	32.599
4 ^e trimestre	25.812	8.804	2.003	2.651	2.204	490	266	418	175	606	171	1.925	606	1.131	1.987	711	1.664	8.019	1.074	1.540	847	4.558	4.704	191	38.726
1969 1 ^{er} trimestre	25.994	8.824	2.115	2.477	2.498	349	337	383	171	547	186	2.006	582	1.122	2.026	674	1.697	8.092	1.056	1.526	796	4.714	4.282	86	38.454

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de productions servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques ou aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1967			1968				1969
										2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,0	100,5	99,2	99,2	98,4	98,3	100,3	100,1	98,9	97,4	99,6	101,7
Biens de consommation	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	105,9	104,6	103,3	103,0	103,7	104,9	104,3	102,5	102,3	104,6	106,6
Biens d'équipement	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	112,2	112,1	113,0	113,1	114,1	114,8	116,5	113,7	111,7	115,3	116,7
Ensemble ...	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	103,0	101,9	101,7	101,1	101,2	102,9	102,9	101,4	100,2	102,5	104,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,0	91,4	89,9	91,7	91,3	90,6	89,9	89,8	89,8	90,2	91,2
Fabrications métalliques	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	106,8	109,7	108,7	112,2	107,7	110,1	109,3	108,3	108,7	108,2	111,3
Métaux non ferreux	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	167,3	159,4	171,0	155,6	153,6	159,9	181,2	175,7	164,7	161,8	170,7
Textiles	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	106,3	104,7	99,8	105,0	104,2	102,0	101,7	99,0	99,0	99,4	101,0
Produits chimiques	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,7	94,3	93,3	94,2	94,1	93,5	92,4	93,8	91,8	93,2	94,2
Industrie houillère	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	73,9	71,9	77,0	71,7	72,1	75,9	76,6	73,8	78,4	78,4	81,1
Industrie pétrolière	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	74,2	74,5	74,8	71,7	76,7	77,3	80,0	77,1	73,4	71,0	72,7
Verres et glaces	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	99,4	105,2	102,7	98,8	102,4	102,4	103,6	103,1	101,9	102,3	103,3
Produits agricoles	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	118,5	114,4	113,0	119,0	112,2	110,7	111,8	111,4	112,5	120,8	126,6
Ciments	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	100,1	100,8	98,5	100,8	100,7	100,1	99,4	100,0	97,0	97,4	94,7
Carrières	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,9	100,6	101,6	99,5	98,6	100,6	104,0	100,2	100,3	101,9	105,7
Céramiques	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	115,8	116,1	119,4	115,0	119,6	115,2	115,4	118,0	120,9	121,6	119,2
Bois et meubles	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	111,1	113,2	109,7	113,4	112,4	113,9	112,4	111,6	108,0	108,6	111,1
Peaux, cuirs et chaussures	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	127,1	119,3	113,7	119,5	119,3	112,9	113,2	112,3	114,8	114,2	122,7
Papier et livre	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,0	98,5	95,0	96,1	98,9	99,8	100,7	96,8	94,1	100,5	96,5
Tabacs manufacturés	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	117,9	120,1	134,6	119,2	127,9	120,6	128,0	127,8	141,2	139,0	134,6
Caoutchouc	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,4	82,5	82,7	80,5	82,9	83,9	79,7	83,0	84,6	83,9	81,0
Industries alimentaires	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,5	97,8	94,8	98,7	96,0	98,0	95,0	94,0	95,2	95,8	97,5
Divers	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	78,9	78,8	83,0	78,4	73,2	78,8	80,7	82,1	81,2	87,0	80,3
Ensemble ...	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	104,8	104,4	103,6	104,9	103,0	103,8	104,8	103,8	102,6	103,4	105,5
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	101,7	102,5	101,9	103,8	101,8	100,9	101,8	102,4	102,4	100,9	101,1

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2^e du N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 4 b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1967			1968				1969
										2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
										IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits							
Biens de production	124,4	130,9	145,6	159,7	178,5	194,6	211,5	209,6	248,0	211,5	179,4	243,2	243,8	241,9	235,0	275,6	267,3
Biens de consommation	121,5	128,1	131,8	152,4	188,1	214,4	226,8	240,9	272,9	260,1	232,0	255,2	257,8	275,8	268,6	300,6	301,3
Biens d'équipement	122,9	147,7	161,4	179,3	214,1	221,8	233,1	234,7	250,9	253,6	207,9	238,9	230,9	231,2	234,5	266,1	249,1
Ensemble ...	123,8	132,3	144,6	160,5	184,4	201,5	216,4	218,3	252,6	225,7	192,8	244,1	244,1	246,5	241,0	278,3	271,3
	EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																
Sidérurgie	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	160,4	173,4	198,5	183,0	148,4	183,5	199,4	193,7	193,7	209,6	222,7
Fabrications métalliques	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	260,0	259,5	297,4	277,2	213,7	286,0	288,8	298,9	274,0	335,8	343,8
Métaux non ferreux	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	182,8	179,3	204,2	176,4	157,6	200,7	206,4	199,4	201,0	211,0	212,8
Textiles	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	212,9	199,7	236,4	199,3	172,0	231,2	224,1	227,3	218,7	279,8	279,7
Produits chimiques	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	217,2	241,1	312,0	232,2	212,6	279,8	295,6	284,5	313,7	362,1	368,5
Industrie houillère	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	45,0	51,6	40,9	57,4	50,4	47,9	33,2	36,9	39,7	53,6	37,9
Industrie pétrolière	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	168,4	170,4	236,3	184,2	166,7	172,4	191,5	206,2	255,8	291,9	331,5
Verres et glaces	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	198,6	208,9	239,6	212,1	173,2	239,7	230,2	228,1	226,7	273,9	237,7
Produits agricoles	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	210,3	273,4	314,7	259,1	250,0	349,5	338,7	313,3	290,6	344,5	363,5
Ciments	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	114,6	106,3	109,6	117,1	105,7	112,5	91,3	133,1	115,9	98,4	88,8
Carrières	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	211,3	221,7	238,1	240,7	213,8	245,5	207,7	231,0	257,4	255,2	217,9
Céramiques	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	228,6	232,5	248,3	226,8	203,7	270,0	222,0	240,9	245,8	290,6	268,4
Bois et meubles	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	489,3	521,6	644,2	532,8	447,2	589,6	546,6	599,3	611,3	820,5	789,8
Peaux, cuirs et chaussures	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	223,8	227,8	250,8	216,2	214,0	266,3	254,0	242,2	243,1	272,0	312,7
Papier et livre	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	274,1	292,2	368,5	294,7	256,3	330,3	320,3	340,4	357,7	403,8	444,0
Tabacs manufacturés	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	329,7	374,5	424,7	373,2	369,6	429,6	366,3	382,4	400,0	549,8	375,9
Caoutchouc	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	281,2	300,9	363,5	326,2	274,7	327,0	337,9	375,2	336,4	398,1	442,7
Industries alimentaires	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	291,6	312,9	365,2	328,9	285,2	374,4	324,8	384,9	358,6	400,8	411,9
Divers	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	207,3	206,5	214,8	194,9	193,4	241,1	230,0	217,9	200,3	220,7	223,4
Ensemble ...	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	207,9	214,3	250,3	219,1	186,1	241,3	242,2	243,9	239,8	280,3	286,1

* Voir 2^e du N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1967 4 ^e trimestre	7,05	6,73	- 0,32	5,02	5,71	+ 0,69	4,75	6,81	+ 2,06
1968 1 ^{er} trimestre	6,97	6,57	- 0,40	5,11	5,92	+ 0,81	4,82	6,96	+ 2,14
2 ^e trimestre	6,85	6,87	+ 0,02	4,80	5,50	+ 0,70	4,99	7,56	+ 2,57
3 ^e trimestre	6,68	7,03	+ 0,35	4,82	6,06	+ 1,24	4,84	6,44	+ 1,60
4 ^e trimestre	8,35	8,02	- 0,33	6,46	7,77	+ 1,31	5,60	7,68	+ 2,08
1969 1 ^{er} trimestre	8,28	8,69	+ 0,41	6,58	8,47	+ 1,89	5,74	7,75	+ 2,01
2 ^e trimestre	9,56	8,92	- 0,64	6,88	8,80	+ 1,92	6,16	8,12	+ 1,96
1968 Août	6,30	6,38	+ 0,08	4,37	4,49	+ 0,12	5,08	5,19	+ 0,11
Septembre	6,92	7,56	+ 0,64	4,74	6,55	+ 1,81	5,37	7,49	+ 2,12
Octobre	6,68	8,92	+ 0,24	6,44	7,82	+ 1,38	5,90	8,86	+ 2,46
Novembre	7,32	7,56	+ 0,24	5,99	7,23	+ 1,24	5,31	7,13	+ 1,82
Décembre	8,33	7,52	- 0,81	5,95	8,25	+ 2,30	5,39	7,43	+ 2,04
1969 Janvier	7,17	9,35	+ 2,18	6,50	8,62	+ 2,12	5,53	7,79	+ 2,26
Février	8,22	7,61	- 0,61	6,16	7,92	+ 1,76	5,49	7,25	+ 1,76
Mars	9,42	9,06	- 0,36	7,08	8,83	+ 1,75	6,19	8,20	+ 2,01
Avril	9,42	8,99	- 0,43	6,99	8,57	+ 1,58	5,99	7,89	+ 1,90
Mai	8,70	8,82	+ 0,12	6,68	8,70	+ 2,02	6,18	8,23	+ 2,05
Juin	10,32	8,90	- 1,42	6,83	9,07	+ 2,24	6,31	8,20	+ 1,89
Juillet	10,20	10,06	- 0,14	6,34	9,62	+ 3,28	4,67	7,94	+ 3,27
Août	7,68	6,97	- 0,71	4,74	5,48	+ 0,74	5,40	5,64	+ 0,24
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E.		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1968	1,50	1,29	- 0,21	19,07	21,88	+ 2,81	23,73	26,20	+ 2,47
1967 4 ^e trimestre	1,44	1,25	- 0,19	18,26	20,50	+ 2,24	22,54	25,06	+ 2,52
1968 1 ^{er} trimestre	1,43	1,17	- 0,26	18,33	20,62	+ 2,29	23,05	25,10	+ 2,05
2 ^e trimestre	1,44	1,32	- 0,12	18,08	21,25	+ 3,17	22,64	25,52	+ 2,88
3 ^e trimestre	1,50	1,10	- 0,40	17,84	20,63	+ 2,79	22,08	24,57	+ 2,49
4 ^e trimestre	1,61	1,57	- 0,04	22,02	25,04	+ 3,02	27,14	29,62	+ 2,48
1969 1 ^{er} trimestre	1,71	1,61	- 0,10	22,32	26,52	+ 4,20	27,67	31,73	+ 4,06
2 ^e trimestre	1,69	1,74	+ 0,05	24,28	27,59	+ 3,31	29,80	32,86	+ 3,06
1968 Août	1,37	0,86	- 0,51	17,12	16,92	- 0,20	21,44	20,45	- 0,99
Septembre	1,39	1,10	- 0,29	18,42	22,70	+ 4,28	22,59	26,58	+ 3,99
Octobre	1,68	1,53	- 0,15	22,70	26,63	+ 3,93	28,11	31,86	+ 3,25
Novembre	1,42	1,51	+ 0,09	20,04	23,43	+ 3,39	24,78	27,53	+ 2,75
Décembre	1,46	1,64	+ 0,18	21,13	24,84	+ 3,71	26,24	29,64	+ 3,40
1969 Janvier	1,50	1,76	+ 0,26	20,70	27,52	+ 6,82	25,66	33,53	+ 7,87
Février	1,74	1,50	- 0,24	21,61	24,28	+ 2,67	26,98	28,89	+ 1,91
Mars	1,89	1,57	- 0,32	24,58	27,66	+ 3,08	30,28	32,66	+ 2,38
Avril	1,88	1,52	- 0,36	24,27	26,97	+ 2,70	29,92	31,70	+ 2,78
Mai	1,63	1,75	+ 0,12	23,19	27,50	+ 4,31	28,69	32,55	+ 3,86
Juin	1,56	1,94	+ 0,38	25,02	28,11	+ 3,09	31,45	33,51	+ 2,06
Juillet	1,84	1,93	+ 0,09	23,05	29,55	+ 6,50	27,89	35,08	+ 7,19
Acût	1,78	1,32	- 0,46	19,60	19,41	- 0,19	24,50	23,79	- 0,71

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1968	2,87	3,21	+ 0,34	2,51	1,49	- 1,02	1,91	1,09	- 0,82
1967 4 ^e trimestre	2,74	2,84	+ 0,10	1,98	1,63	- 0,35	2,08	1,15	- 0,93
1968 1 ^{er} trimestre	2,88	3,62	+ 0,74	2,54	1,65	- 0,89	1,84	1,13	- 0,71
2 ^e trimestre	2,84	3,12	+ 0,28	2,38	1,49	- 0,89	1,78	1,06	- 0,72
3 ^e trimestre	2,70	2,99	+ 0,29	2,39	1,31	- 1,08	2,01	1,00	- 1,01
4 ^e trimestre	3,07	3,11	+ 0,04	2,73	1,51	- 1,22	1,99	1,19	- 0,80
1969 1 ^{er} trimestre	2,27	2,34	+ 0,07	2,86	1,71	- 1,15	2,22	1,16	- 1,06
2 ^e trimestre	3,42	3,50	+ 0,08	2,87	1,53	- 1,34	2,56	1,31	- 1,25
1968 Août	2,85	2,61	- 0,24	2,50	1,14	- 1,36	1,76	1,15	- 0,61
Septembre	2,59	3,24	+ 0,65	2,16	1,29	- 0,87	2,12	0,76	- 1,36
Octobre	3,43	3,11	- 0,32	3,06	1,46	- 1,60	1,88	1,42	- 0,46
Novembre	2,58	3,13	+ 0,55	2,28	1,43	- 0,85	1,94	0,99	- 0,95
Décembre	2,97	3,04	+ 0,07	2,83	1,58	- 1,25	2,15	1,16	- 0,99
1969 Janvier	2,43	2,34	- 0,09	2,71	2,00	- 0,71	2,18	1,54	- 0,64
Février	1,64	1,79	+ 0,15	3,17	1,59	- 1,58	2,08	0,97	- 1,11
Mars	2,74	2,89	+ 0,15	2,70	1,54	- 1,16	2,40	0,99	- 1,41
Avril	2,82	3,06	+ 0,24	2,21	1,40	- 0,81	2,67	1,15	- 1,52
Mai	3,63	4,11	+ 0,48	3,10	1,58	- 1,52	2,69	1,17	- 1,52
Juin	3,59	3,32	- 0,27	3,27	1,56	- 1,71	2,33	1,05	- 1,28
Juillet	3,11	2,96	- 0,15	2,70	1,69	- 1,01			
Août	3,12	2,40	- 0,72	2,71	1,48	- 1,23			
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1967 4 ^e trimestre	1,21	0,86	- 0,35	1,40	0,22	- 1,18	0,62	0,83	+ 0,21
1968 1 ^{er} trimestre	1,39	0,67	- 0,72	1,63	0,31	- 1,32	0,64	0,64	...
2 ^e trimestre	1,39	0,77	- 0,62	1,34	0,30	- 1,04	0,60	0,66	+ 0,06
3 ^e trimestre	1,20	0,64	- 0,56	1,14	0,33	- 0,81	0,55	0,54	- 0,01
4 ^e trimestre	1,19	0,73	- 0,46	1,38	0,35	- 1,03	0,76	0,59	- 0,17
1969 1 ^{er} trimestre	1,16	0,74	- 0,42	1,56	0,37	- 1,19	0,56	0,62	+ 0,06
2 ^e trimestre	1,27	0,71	- 0,56	1,81	0,41	- 1,40	0,59	0,68	+ 0,09
1968 Juin	1,07	0,71	- 0,36	1,80	0,34	- 1,46	0,58	0,63	+ 0,05
Juillet	1,02	0,67	- 0,35	0,84	0,40	- 0,44	0,53	0,60	+ 0,07
Août	1,30	0,66	- 0,64	1,28	0,33	- 0,95	0,56	0,47	- 0,09
Septembre	1,28	0,59	- 0,69	1,29	0,27	- 1,02	0,55	0,52	- 0,03
Octobre	1,24	0,70	- 0,54	2,00	0,38	- 1,62	0,63	0,66	+ 0,03
Novembre	1,25	0,64	- 0,61	1,18	0,27	- 0,91	0,73	0,46	- 0,27
Décembre	1,06	0,81	- 0,25	1,04	0,39	- 0,65	0,83	0,63	- 0,20
1969 Janvier	1,28	1,00	- 0,28	1,47	0,42	- 1,05	0,66	0,66	...
Février	1,07	0,57	- 0,50	1,78	0,34	- 1,44	0,50	0,46	- 0,04
Mars	1,15	0,64	- 0,51	1,43	0,34	- 1,09	0,53	0,71	+ 0,18
Avril	1,24	0,66	- 0,58	1,78	0,41	- 1,37	0,54	0,83	+ 0,29
Mai	1,14	0,65	- 0,49	1,33	0,37	- 0,96	0,58	0,62	+ 0,04
Juin	1,44	0,81	- 0,63	2,32	0,44	- 1,88	0,67	0,54	- 0,13

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — « Centre de Recherches économiques » de Louvain.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels

(milliards de francs)

	1963	1964	1965	1966	1967	1968		
						Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	- 9,0	- 8,7	- 2,6	- 16,6	- 3,9	318,6	330,7	- 12,1
1.12 Travail à façon	+ 3,3	+ 5,2	+ 6,6	+ 8,1	+ 7,8	11,3	2,6	+ 8,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 2,4	+ 5,4	+ 3,2	+ 5,3	+ 5,4	3,4	—	+ 3,4
1.2 Or non monétaire	- 0,7	- 0,8	- 2,0	- 1,5	- 2,4	1,0	2,3	- 1,3
1.3 Frets ²	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 0,2	+ 1,6	15,4	14,2	+ 1,2
1.4 Assur. pour le transport des marchandises ²	- 0,3	- 0,4	- 0,1	- 0,1	...	0,5	0,5	...
1.5 Autres frais de transport	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,4	+ 0,6	6,0	5,5	+ 0,5
1.6 Déplacements à l'étranger	- 3,2	- 3,4	- 4,1	- 4,5	- 6,4	13,7	19,9	- 6,2
1.7 Revenus d'investissements	- 1,0	- 0,9	+ 0,6	+ 1,1	+ 1,2	19,8	18,1	+ 1,7
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 1,0	- 2,3	+ 0,3	+ 0,2	+ 3,7	10,6	7,3	+ 3,3
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,0	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,0	+ 4,3	6,0	1,8	+ 4,2
1.92 Autres	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,7	- 0,1	+ 0,7	28,7	27,9	+ 0,8
Total 1 ...	- 4,6	- 0,7	+ 7,5	- 3,9	+ 12,6	435,0	430,8	+ 4,2
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	+ 2,5	+ 3,0	+ 2,5	+ 1,6	+ 1,5	8,8	6,6	+ 2,2
2.2 Transferts de l'Etat	- 3,1	- 2,4	- 2,4	- 2,5	- 4,0	0,4	5,1	- 4,7
Total 2 ...	- 0,6	+ 0,6	+ 0,1	- 0,9	- 2,5	9,2	11,7	- 2,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	- 2,2	- 2,3	- 3,3	- 1,8	- 1,9	—	2,1	- 2,1
3.112 Autres opérations	+ 5,0	+ 2,8	- 2,0	- 0,4	- 4,0	3,1	3,9	- 0,8
3.12 Avoirs	- 0,4	- 0,1	- 0,5	- 0,3	- 0,4	...	0,3	- 0,3
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	+ 1,0	...	...	- 0,5	...	0,2	- 0,2
3.22 Avoirs	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	+ 2,5	+ 1,5	- 5,8	- 2,5	- 6,8	3,1	6,5	- 3,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,1	+ 0,3	+ 1,7	+ 0,7	- 1,3	0,3	0,7	- 0,4
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,4	+ 1,0	+ 2,2	1,7	1,9	- 0,2
4.3 Secteur privé ⁴ :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 5,5	- 1,3	- 2,1	- 6,5	- 5,3	—	13,9	- 13,9
4.312 Investissements directs	- 4,0	- 5,4	- 2,0	- 0,4	- 2,6	2,3	5,9	- 3,6
4.313 Immeubles	- 4,0	- 5,4	- 1,3	- 1,7	- 1,5	0,7	1,9	- 1,2
4.314 Autres (chiffres nets)	- 4,0	- 5,4	...	- 0,3	+ 1,3	1,5	—	+ 1,5
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,5	- 0,2	+ 2,8	—	0,5	- 0,5
4.322 Investissements directs	+ 8,9	+ 12,1	+ 7,1	+ 7,0	+ 11,5	15,0	2,5	+ 12,5
4.323 Immeubles	+ 8,9	+ 12,1	+ 0,2	- 0,3	- 0,2	0,5	0,6	- 0,1
4.324 Autres (chiffres nets)	+ 8,9	+ 12,1	+ 0,7	+ 0,7	+ 0,9	...	—	...
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets)	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,3	...	—	...
Total 4 ...	+ 2,1	+ 8,8	+ 6,0	+ 0,6	+ 8,1	22,0	27,9	- 5,9
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,9	1,6	—	+ 1,6
Total 1 à 5 ...	...	+ 10,7	+ 8,5	- 6,4	+ 12,3	470,9	476,9	- 6,0
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 0,1	...	+ 1,2	- 1,1	+ 2,7	—	—	- 0,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	+ 11,2	+ 12,6	+ 8,0	+ 1,7	+ 12,4	—	—	- 14,2
6.22 Autres	- 11,3	- 1,9	- 0,7	- 7,0	- 2,8	—	—	+ 9,0

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

⁴ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1967			1968			1969		
	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre p	2e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 0,8	- 1,3	- 1,9	- 3,4	- 3,5	- 3,3	- 1,9	- 2,8	- 4,8
1.12 Travail à façon	+ 2,2	+ 1,6	+ 2,0	+ 1,9	+ 2,3	+ 2,2	+ 2,3	+ 2,2	+ 2,2
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,9	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,4	+ 2,5	- 0,1	- 0,4	+ 1,4	...
1.2 Or non monétaire	- 0,5	- 0,1	- 1,3	- 1,2	- 0,1	...	...	- 0,2	- 0,1
1.3 Frets ²	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,6	...	+ 0,1	+ 0,2
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ² .....	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	+ 0,2	...	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	...
1.6 Déplacements à l'étranger	- 1,8	- 3,7	- 0,4	- 0,7	- 2,1	- 3,6	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
1.7 Revenus d'investissements	- 0,7	+ 1,2	+ 0,5	+ 0,9	- 0,6	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,8	- 1,8
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 1,2	+ 1,2	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,8	- 0,2	+ 0,6
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,0	+ 1,4
1.92 Autres	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6	- 0,3	- 0,2	- 0,2
Total 1 ...	+ 3,2	+ 1,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 1,4	- 1,5	+ 2,7	+ 2,4	- 2,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,6	...
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,7	- 1,1	- 1,5	- 1,7	- 0,7	- 1,0	- 1,3	- 1,7	- 0,6
Total 2 ...	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 0,9	- 0,3	- 0,2	- 1,1	- 1,1	- 0,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 0,7	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 0,7	- 0,6
3.112 Autres opérations	- 2,0	- 1,8	+ 1,7	+ 0,2	- 0,5	- 0,1	- 0,4	...	+ 1,6
3.12 Avoirs	- 0,1	...	- 0,3	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1	- 0,3	...
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	- 0,1	...	...	- 0,2	...	...	...	- 0,2
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 2,5	- 2,4	+ 1,0	- 0,6	- 1,3	- 0,7	- 0,8	- 1,0	+ 0,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation ..	- 0,5	- 0,3	- 0,1	- 0,2	...	- 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,5
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,4	+ 0,5	- 0,1	- 0,6	...	- 0,9	+ 1,3	+ 4,9	+ 2,6
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières ...	- 1,1	- 1,4	- 1,6	- 2,7	- 3,0	- 3,4	- 4,8	- 5,3	- 3,8
4.312 Investissements directs ..	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	- 2,1	- 0,2	- 0,6	- 0,7	- 1,7	+ 1,9
4.313 Immeubles	- 0,4	- 0,4	- 0,3	- 0,3	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 0,3
4.314 Autres	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,6	...	+ 0,3	+ 2,3
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières ...	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9	...	- 0,3	- 0,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,2
4.322 Investissements directs ..	+ 1,5	+ 4,5	+ 3,6	+ 4,2	+ 2,8	+ 1,7	+ 3,8	+ 1,1	+ 2,8
4.323 Immeubles .....	...	...	- 0,1	- 0,1	...	...	...	- 0,1	- 0,1
4.324 Autres	+ 0,2	+ 0,2	...	- 1,1	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,9	+ 1,8
4.33 Investissements et placements non ventilés	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	- 0,1	+ 4,2	+ 2,3	- 2,7	+ 0,1	- 3,0	- 0,3	- 0,5	+ 7,5
5. Erreurs et omissions	+ 1,4	+ 0,2	- 0,6	+ 1,5	- 0,4	+ 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 1,5
Total 1 à 5 ...	+ 1,5	+ 3,1	+ 4,7	- 1,1	- 0,5	- 4,3	- 0,1	+ 2,2	+ 3,8
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 0,9	+ 2,4	- 0,9	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	- 1,0	+ 1,0	+ 0,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banque Nationale	+ 5,3	+ 0,7	+ 6,9	- 3,5	+ 0,9	- 5,0	- 6,6	- 5,1	+ 3,8
6.22 Autres	- 4,7	...	- 1,3	+ 0,5	- 0,1	+ 1,1	+ 7,5	+ 6,3	- 0,4

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).
³ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968].

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
(milliards de francs)

	1969			1969			1968	1969 p
	1er trimestre p			2 ^e trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	8 premiers mois	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	87,9	90,7	- 2,8	95,4	100,2	- 4,8	- 8,5 ⁴	-14,4 ⁵
1.12 Travail à façon	2,9	0,7	+ 2,2	3,0	0,8	+ 2,2	+ 5,5	+ 6,1
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	1,4	—	+ 1,4	...	—	...	+ 3,9	+ 3,3
1.2 Or non monétaire	0,2	0,4	- 0,2	0,3	0,4	- 0,1	- 1,3	- 0,4
1.3 Frets ²	3,9	3,8	+ 0,1	4,4	4,2	+ 0,2	+ 1,0	+ 0,4
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,2	0,2	...	0,1	0,2	- 0,1	...	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	1,4	1,3	+ 0,1	1,6	1,6	...	+ 0,3	- 0,1
1.6 Déplacements à l'étranger	3,9	3,7	+ 0,2	5,5	5,3	+ 0,2	- 6,6	- 2,9
1.7 Revenus d'investissements	5,3	4,5	+ 0,8	6,1	7,9	- 1,8	+ 0,8	- 0,4
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	2,5	2,7	- 0,2	2,5	1,9	+ 0,6	+ 2,6	+ 0,1
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	1,6	0,6	+ 1,0	2,0	0,6	+ 1,4	+ 2,7	+ 3,0
1.92 Autres	7,6	7,8	- 0,2	7,8	8,0	- 0,2	+ 1,0	- 0,6
Total 1 ...	118,8	116,4	+ 2,4	128,7	131,1	- 2,4	+ 1,4	- 6,0
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	2,2	1,6	+ 0,6	2,1	2,1	...	+ 1,7	+ 0,4
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	1,8	- 1,7	0,1	0,7	- 0,6	- 2,7	- 2,9
Total 2 ...	2,3	3,4	- 1,1	2,2	2,8	- 0,6	- 1,0	- 2,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,7	- 0,7	—	0,6	- 0,6	- 1,7	- 1,7
3.112 Autres opérations .....	...	...	...	2,7	1,1	+ 1,6	+ 0,9	+ 1,8
3.12 Avoirs .....	...	0,3	- 0,3	...	...	...	- 0,2	- 0,5
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	...	1,0	- 1,0	2,7	1,9	+ 0,8	- 1,2	- 0,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises et parti- culiers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	0,3	0,2	+ 0,1	1,4	0,9	+ 0,5	- 0,5	+ 0,6
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du sec-								
teur public	5,1	0,2	+ 4,9	5,0	2,4	+ 2,6	- 0,6	+ 7,9
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxem-								
bourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	5,3	- 5,3	—	3,8	- 3,8	- 8,6	-11,6
4.312 Investissements directs	0,3	2,0	- 1,7	2,7	0,8	+ 1,9	- 2,2	+ 0,1
4.313 Immeubles	0,2	0,5	- 0,3	0,2	0,5	- 0,3	- 0,8	- 0,8
4.314 Autres (chiffres nets)	0,3	—	+ 0,3	2,3	—	+ 2,3	+ 1,3	+ 2,4
4.32 Investissements et placements étrangers en								
U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	0,4	- 0,4	—	0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,9
4.322 Investissements directs	1,6	0,5	+ 1,1	2,9	0,1	+ 2,8	+ 8,3	+ 6,2
4.323 Immeubles	0,1	0,2	- 0,1	0,1	0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,2
4.324 Autres (chiffres nets)	0,9	—	+ 0,9	1,8	—	+ 1,8	- 0,4	+ 3,0
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets)	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	8,8	9,3	- 0,5	16,4	8,9	+ 7,5	- 3,9	+ 6,7
5. Erreurs et omissions (nettes)	2,4	—	+ 2,4	—	1,5	- 1,5	+ 3,6	+ 2,0
Total 1 à 5 ...	132,3	130,1	+ 2,2	150,0	146,2	+ 3,8	- 1,1	- 0,4
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes moné-								
taires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 1,0	—	—	+ 0,4	+ 1,2	+ 1,5
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des orga-								
nismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	—	—	- 5,1	—	—	+ 3,8	- 3,4	- 8,4
6.22 Autres	—	—	+ 6,3	—	—	- 0,4	+ 1,1	+ 6,5

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX. Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968).

⁴ Exportations = 203,3; importations = 211,8.

⁵ Exportations = 242,3; importations = 256,7.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, no 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLIV^e année, vol. I, no 6, page 726 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1968 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1 Deutsche	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100	1 Mark
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisses	Mark	littres italien.	succ.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas	finlan- dais
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ¹	—
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15	—
1967	49,69	10,10	138,65 ² 119,68 ³	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	7,17 ² 6,65 ³	46,059	46,058	172,87	192,30	82,89 ² 71,35 ³	—
1968	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,342	46,341	174,41	193,19	71,65	—
1968 1 ^{er} trimest.	49,66	10,09	119,50	13,77	11,44	12,42	7,95	9,62	6,95	6,66	45,750	45,750	173,47	191,92	71,26	—
2 ^e trimest.	49,77	10,06	119,05	13,75	11,52	12,48	7,98	9,63	6,97	6,67	46,157	46,157	173,90	192,63	71,41	—
3 ^e trimest.	50,07	10,07	119,64	13,80	11,64	12,52	8,05	9,70	7,01	6,67	46,653	46,652	174,82	193,88	71,88	—
4 ^e trimest.	50,22	10,12	119,89	13,85	11,68	12,60	8,06	9,71	7,03	6,69	46,804	46,804	175,47	194,31	72,06	—
1969 1 ^e trimest.	50,22	10,14	120,02	13,86	11,64	12,51	8,02	9,71	7,03	6,68	46,731	46,730	176,24	194,05	72,00	—
2 ^e trimest.	50,26	10,11	120,12	13,81	11,63	12,56	8,01	9,72	7,04	6,67	46,640	46,641	176,49	194,20	71,88	—
3 ^e trimest.	50,29	10,11 ⁶ 9,07 ⁷	120,05	13,87	11,68	12,62 ⁹	8,00	9,73	7,04	6,68	46,608	46,607	176,75	194,69	72,07	—
1968 Octobre ...	50,33	10,12	120,30	13,84	11,71	12,64	8,08	9,73	7,05	6,71	46,916	46,915	175,60	194,79	72,23	—
Novembre ...	50,15	10,09	119,68	13,82	11,66	12,61	8,04	9,69	7,02	6,68	46,741	46,741	175,16	193,88	71,96	—
Décembre ...	50,15	10,13	119,60	13,90	11,67	12,56	8,04	9,69	7,02	6,69	46,735	46,735	175,56	194,16	71,93	—
1969 Janvier ...	50,19	10,14	119,80	13,87	11,62	12,54	8,04	9,71	7,02	6,69	46,783	46,783	176,03	194,02	71,97	—
Février ...	50,17	10,13	120,00	13,84	11,61	12,49	8,02	9,70	7,02	6,67	46,704	46,703	176,08	193,79	71,96	—
Mars	50,28	10,14	120,27	13,86	11,70	12,51	8,00	9,73	7,04	6,70	46,703	46,701	176,63	194,33	72,08	—
Avril	50,25	10,12	120,28	13,83	11,63	12,53	8,02	9,73	7,04	6,68	46,698	46,697	176,56	194,24	71,94	—
Mai	50,19	10,10	119,79	13,79	11,60	12,59	7,99	9,71	7,03	6,66	46,598	46,600	176,11	193,79	71,74	—
Juin	50,32	10,12	120,27	13,80	11,67	12,58	8,03	9,73	7,05	6,69	46,623	46,624	176,78	194,55	71,93	—
Juillet	50,28	10,11	120,20	13,81	11,66	12,57	8,01	9,72	7,04	6,68	46,517	46,516	176,56	194,66	71,96	—
Août	50,27	10,10 ⁴ 9,08 ⁵	119,96	13,89	11,68	12,61	8,00	9,73	7,04	6,68	46,629	46,629	176,60	194,74	72,10	—
Septembre .	50,32	9,06	119,98	13,92	11,71	12,67 ⁸	8,00	9,73	7,04	6,69	46,677	46,677	177,08	194,67	72,16	11,97

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

² Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

³ Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

⁴ Moyenne du 1^{er} août au 8 août 1969.

⁵ Moyenne du 11 août au 29 août 1969.

⁶ Moyenne du 1^{er} juillet au 3 août 1969.

⁷ Moyenne du 11 août au 30 septembre 1969.

⁸ Moyenne du 1^{er} septembre au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 30 septembre 1969, cotation suspendue.

⁹ Moyenne du 1^{er} juillet au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 30 septembre 1969, cotation suspendue.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 30 septembre 1969

Pays	Parité (ou cours moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis ¹		Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité ² (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
			vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur ⁴	vendeur ⁵	pour :
					en francs belges		
Autriche	26,—	sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4084	195,2519	100 sch.
Belgique	50,—	FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	7,50	CD	+ 0,750	- 0,750	6,5674	6,7674	1 C. dan.
France	5,55419	FF	+ 0,753	- 0,751	8,8679	9,1383	1 FF
Allemagne	4,—	DM	—	—	—	—	—
Grèce	30,—	Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	88,—	C. isl.	+ 0,114	- 0,114	—	—	—
Italie	625,—	Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62	Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286	C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1051	1 C. nor.
Portugal	28,75	Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	70,—	Pesetas	+ 0,750	- 0,750	70,3651	72,5080	100 Pesetas
Suède	5,17321	C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5204	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282	F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7288	1 F.S.
Turquie	9,—	L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,40	£ ²	+ 0,833 ³	- 0,833 ³	118,1075	121,9075	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Solde (3) = (1) - (2)	Recettes (4)	Dépenses (5)	Solde (6) = (4) - (5)	
1963	139,5	143,0	- 3,5	0,4	22,0	- 21,6	- 25,1
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1967 11 premiers mois ...	200,3	204,5	- 4,2	0,2	25,5	- 25,3	- 29,5
12 mois	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968 1 ^{er} mois	23,0	23,8	- 0,8	0,1	3,3	- 3,2	- 4,0
2 premiers mois ...	40,2	43,9	- 3,7	0,1	6,0	- 5,9	- 9,6
3 premiers mois ...	57,2	64,6	- 7,4	0,2	8,5	- 8,3	- 15,7
4 premiers mois ...	75,5	83,0	- 7,5	0,2	10,4	- 10,2	- 17,7
5 premiers mois ...	93,9	102,1	- 8,2	0,2	13,6	- 13,4	- 21,6
6 premiers mois ...	112,2	124,5	- 12,3	0,3	15,3	- 15,0	- 27,3
7 premiers mois ...	144,4	142,5	+ 1,9	0,3	18,0	- 17,7	- 15,8
8 premiers mois ...	160,4	161,2	- 0,8	0,3	20,3	- 20,0	- 20,8
9 premiers mois ...	177,5	181,6	- 4,1	0,3	24,3	- 24,1	- 28,1
10 premiers mois ...	199,7	201,6	- 1,9	0,4	27,9	- 27,5	- 29,4
11 premiers mois ...	217,6	219,1	- 1,5	0,4	30,4	- 30,0	- 31,5
12 mois	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1969 1 ^{er} mois	27,4	21,6	+ 5,8	...	4,1	- 4,1	+ 1,7
2 premiers mois ...	44,8	48,5	- 3,7	...	6,6	- 6,6	- 10,3
3 premiers mois ...	64,0	71,2	- 7,2	0,1	9,3	- 9,2	- 16,4
4 premiers mois ...	83,8	90,5	- 6,7	...	11,5	- 11,5	- 18,2
5 premiers mois ...	102,9	111,4	- 8,5	0,1	13,4	- 13,3	- 21,8
6 premiers mois ...	124,9	136,2	- 11,3	0,1	16,1	- 16,0	- 27,3
7 premiers mois ...	162,2	161,8	+ 0,4	0,1	18,3	- 18,2	- 17,8
8 premiers mois ...	180,3	180,5	- 0,2	0,1	20,6	- 20,5	- 20,7

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4	Financement de l'impasse													Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B. 16	Encaisse des comptes et autres opérations de trésorerie 17	Total 18 = (7) + (15) + (16) + (17)
					Emissions d'emprunts consolidés 5			Variations de la dette flottante												
					en francs belges 5	en monnaies étrangères 6	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges							en monnaies étrangères 14	Total (15) = (8) à (14)				
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché (8)	Secteur bancaire (9)	Secteur para-étatique (10)	Congo, Rwanda et Burundi (11)	Certificats divers (12)	Office des chèques postaux (13)							
1963	-25,1	- 3,7	- 1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	- 6,0	+ 3,6	- 3,5	+ 0,1	- 0,1	+ 4,1	+10,5	+ 8,7	+ 4,1	...	+30,3		
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0		
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3		
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7		
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6		
1968	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	- 5,5	- 4,9	...	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9		
1967 11 premiers mois .	-29,5	- 1,1	- 6,4	-37,0	+21,6	...	+21,6	...	- 4,7	+17,9	...	- 0,3	- 6,1	+ 7,1	+13,9	- 3,8	+ 5,3	+37,0		
12 mois	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6		
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 2,1	- 0,4	- 6,5	...	...	...	...	+ 2,6	+ 5,2	...	- 0,1	+ 1,6	...	+ 9,3	- 2,5	- 0,3	+ 6,5
2 premiers mois .	- 9,6	- 3,1	- 1,1	-13,8	+ 9,8	...	+ 9,8	...	+ 1,6	+ 3,9	...	- 0,1	- 2,2	- 0,3	+ 2,9	+ 0,9	+ 0,2	+13,8		
3 premiers mois .	-15,7	- 0,9	- 1,8	-18,4	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,4	+ 7,5	...	- 0,1	- 1,5	- 0,4	+ 5,1	+ 3,6	- 0,1	+18,4		
4 premiers mois .	-17,7	- 2,9	- 2,7	-23,3	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,5	+ 8,7	...	- 0,1	+ 3,3	- 0,3	+11,1	+ 2,8	- 0,4	+23,3		
5 premiers mois .	-21,6	- 4,3	- 3,3	-29,2	+ 9,8	...	+ 9,8	...	+ 0,5	+13,9	...	- 0,1	- 1,9	- 0,3	+12,1	+ 7,2	+ 0,1	+29,2		
6 premiers mois .	-27,3	+ 0,8	- 3,8	-30,3	+14,8	...	+14,8	...	- 0,9	+11,1	...	- 0,2	- 0,9	- 0,3	+ 8,8	+ 7,2	- 0,5	+30,3		
7 premiers mois .	-15,8	- 1,5	- 4,6	-21,9	+19,6	...	+19,6	...	- 2,9	- 0,3	...	- 0,2	+ 0,1	- 0,3	- 3,6	+ 5,6	+ 0,3	+21,9		
8 premiers mois .	-20,8	- 3,0	- 5,4	-29,2	+19,6	...	+19,6	...	+ 0,5	+ 2,4	...	- 0,2	- 2,2	+ 0,7	+ 1,2	+ 7,2	+ 1,2	+29,2		
9 premiers mois .	-28,1	- 0,4	- 6,2	-34,7	+31,6	...	+31,6	...	- 1,8	- 3,0	...	- 0,2	- 0,9	+ 0,6	- 5,3	+ 8,1	+ 0,3	+34,7		
10 premiers mois .	-29,4	- 2,6	- 7,2	-39,2	+29,2	...	+29,2	...	- 1,0	- 3,8	...	- 0,2	+ 1,7	+ 1,0	- 2,3	+10,8	+ 1,5	+39,2		
11 premiers mois .	-31,5	- 3,3	- 8,0	-42,8	+29,2	...	+29,2	...	- 1,6	+ 2,3	...	- 0,1	- 3,0	+ 0,9	- 1,5	+12,9	+ 2,2	+42,8		
12 mois	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	- 5,5	- 4,9	...	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9		
1969 1 ^{er} mois	+ 1,7	- 1,1	- 0,8	- 0,2	...	...	...	...	+ 2,7	+11,3	...	...	- 5,2	...	+ 8,8	- 7,9	- 0,7	+ 0,2
2 premiers mois .	-10,3	- 1,7	- 1,7	-13,7	+ 0,8	...	+ 0,8	...	+ 2,5	+18,3	...	...	- 9,1	...	+11,7	+ 1,3	- 0,1	+13,7
3 premiers mois .	-16,4	+ 1,2	- 2,7	-17,9	+ 8,0	...	+ 8,0	...	+ 2,2	+14,1	...	- 0,1	- 6,1	...	+10,1	+ 0,4	- 0,6	+17,9		
4 premiers mois .	-18,2	- 1,4	- 3,4	-23,0	+ 4,9	...	+ 4,9	...	+ 4,5	+12,4	...	- 0,1	- 1,8	+ 2,2	+17,2	+ 0,2	+ 0,7	+23,0		
5 premiers mois .	-21,8	- 0,1	- 4,8	-26,7	+12,2	1,0	+13,2	...	+ 2,2	+14,5	...	- 0,1	- 6,3	+ 2,3	+12,6	+ 0,7	+ 0,2	+26,7		
6 premiers mois .	-27,3	+ 2,4	- 5,9	-30,8	+18,1	1,1	+19,2	...	...	...	...	- 0,1	- 3,0	+ 2,3	+12,0	+ 1,2	- 1,6	+30,8
7 premiers mois .	-17,8	+ 1,0	- 7,4	-24,2	+25,5	1,1	+26,6	...	...	...	...	- 0,1	- 4,0	+ 2,3	+ 1,0	- 2,8	- 0,6	+24,2
8 premiers mois .	-20,7	+ 0,4	- 8,9	-29,2	+25,5	1,1	+26,6	...	...	...	...	- 0,1	- 7,4	+ 6,2	+ 1,2	+ 1,3	+ 0,1	+29,2

1 Cf. tableau XI-1.

2 Non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (8) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2 —, mais aussi la rubrique « Encaisses des comptes et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes para-étatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal no 41 du 29 septembre 1967.)

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

**XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT
ET LEUR COUVERTURE**

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat (5) = (3) + (4)	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 6
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché (6)	des autres engagements à moyen terme (7)	des engagements à court terme (8)			(9) = (6) à (8)
(1)	(2)	(8) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1962	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8
1963	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	- 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1967	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1968	- 37,5	- 12,3	- 49,8	+ 15,7	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1967 9 prem. mois	- 21,1	- 7,8	- 28,9	+ 11,5	- 17,4	+ 8,4	+ 0,8	+ 12,0	+ 21,2	- 3,8
10 prem. mois	- 24,3	- 9,3	- 33,6	+ 12,9	- 20,7	+ 17,0	+ 0,3	+ 8,2	+ 25,5	- 4,8
11 prem. mois	- 29,5	- 9,8	- 39,3	+ 14,2	- 25,1	+ 15,8	+ 0,3	+ 12,5	+ 28,6	- 3,5
12 mois	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 3,2	- 7,2	+ 2,1	- 5,1	- 1,8	...	+ 6,7	+ 4,9	+ 0,2
2 prem. mois	- 9,6	- 4,7	- 14,3	+ 3,5	- 10,8	+ 7,0	...	+ 3,8	+ 10,8	...
3 prem. mois	- 15,7	- 3,3	- 19,0	+ 4,4	- 14,6	+ 6,3	...	+ 9,1	+ 15,4	- 0,8
4 prem. mois	- 17,7	- 6,7	- 24,4	+ 5,7	- 18,7	+ 5,2	...	+ 14,3	+ 19,5	- 0,8
5 prem. mois	- 21,6	- 8,1	- 29,7	+ 6,3	- 23,4	+ 4,7	...	+ 20,1	+ 24,8	- 1,2
6 prem. mois	- 27,3	- 4,5	- 31,8	+ 7,5	- 24,3	+ 8,8	...	+ 17,3	+ 26,1	- 1,8
7 prem. mois	- 15,8	- 7,0	- 22,8	+ 8,8	- 14,0	+ 12,6	...	+ 3,5	+ 16,1	- 2,1
8 prem. mois	- 20,8	- 8,9	- 29,7	+ 9,7	- 20,0	+ 12,0	- 0,2	+ 9,5	+ 21,3	- 1,3
9 prem. mois	- 28,1	- 8,7	- 36,8	+ 12,2	- 24,6	+ 22,3	+ 0,8	+ 4,4	+ 27,5	- 2,9
10 prem. mois	- 29,4	- 10,6	- 40,0	+ 12,7	- 27,3	+ 19,4	+ 1,2	+ 10,3	+ 30,9	- 3,6
11 prem. mois	- 31,5	- 11,5	- 43,0	+ 14,3	- 28,7	+ 18,0	+ 0,7	+ 13,8	+ 32,5	- 3,8
12 mois	- 37,5	- 12,3	- 49,8	+ 15,7	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1969 1 ^{er} mois	+ 1,7	- 2,6	- 0,9	+ 2,6	+ 1,7	- 2,3	+ 1,0	- 0,6	- 1,9	+ 0,2
2 prem. mois	- 10,3	- 3,7	- 14,0	+ 5,4	- 8,6	- 3,9	+ 2,9	+ 9,5	+ 8,5	+ 0,1
3 prem. mois	- 16,4	- 2,2	- 18,6	+ 6,9	- 11,7	+ 2,2	+ 2,9	+ 7,3	+ 12,4	- 0,7
4 prem. mois	- 18,2	- 4,5	- 22,7	+ 9,4	- 13,3	- 3,1	+ 2,9	+ 12,4	+ 12,2	+ 1,1
5 prem. mois	- 21,8	- 5,1	- 26,9	+ 10,3	- 16,6	+ 3,7	+ 2,7	+ 8,0	+ 14,4	+ 2,2
6 prem. mois	- 27,3	- 5,4	- 32,7	+ 12,3	- 20,4	+ 8,0	+ 4,8	+ 5,8	+ 18,6	+ 1,8
7 prem. mois	- 17,8	- 7,3	- 25,1	+ 14,5	- 10,6	+ 13,9	+ 4,7	- 9,8	+ 8,8	+ 1,8
8 prem. mois	- 20,7	- 8,3	- 29,0	+ 16,0	- 13,0	+ 12,6	+ 4,6	- 9,7	+ 7,5	+ 5,5
9 prem. mois					- 17,3	+ 11,2	+ 7,0	- 6,1	+ 12,1	+ 5,2

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes parastatiques financées par des émissions de dettes indirectes et, à partir de novembre 1967, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal no 41 du 29 septembre 1967). Non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

6 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

A : recettes effectives.

B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Source : Ministère des Finances.

Exercices ³	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1968	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0
1968 6 mois	40,4	- 0,5	19,8	+ 0,4	45,5	- 0,9	105,7	- 1,0
1969 6 mois	46,9	+ 0,5	21,5	+ 0,2	49,7	- 0,2	118,1	+ 0,5
1968 Avril	6,1	...	3,5	+ 0,2	7,9	- 0,1	17,5	+ 0,1
Mai	6,1	...	3,6	+ 0,1	7,9	+ 0,1	17,6	+ 0,2
Juin	7,1	- 0,3	3,1	- 0,2	7,4	- 0,3	17,6	- 0,8
Juillet	20,6	+ 0,9	3,1	+ 0,1	7,7	+ 0,1	31,4	+ 1,1
Août	5,6	- 0,3	3,0	- 0,1	6,8	- 0,2	15,4	- 0,6
Septembre	5,4	+ 0,1	3,2	- 0,2	7,8	- 0,3	16,4	- 0,4
Octobre	9,9	+ 0,7	3,2	...	8,4	+ 0,3	21,5	+ 1,0
Novembre	6,2	- 0,1	3,2	- 0,2	7,8	- 0,1	17,2	- 0,4
Décembre	7,7	- 0,4	3,2	- 0,3	8,4	...	19,3	- 0,7
1969 Janvier	12,2	+ 0,2	4,7	+ 0,5	7,9	+ 0,1	24,8	+ 0,8
Février	6,1	- 0,1	3,1	- 0,2	7,2	- 0,6	16,4	- 0,9
Mars	6,1	+ 0,1	3,5	...	8,7	...	18,3	+ 0,1
Avril	6,9	+ 0,1	3,4	- 0,1	8,7	...	19,0	...
Mai	6,5	- 0,1	3,4	...	8,4	- 0,1	18,3	- 0,2
Juin	9,1	+ 0,3	3,4	...	8,8	+ 0,4	21,3	+ 0,7
Juillet	24,6	+ 3,0	3,4	- 0,1	8,4	+ 0,3	36,4	+ 3,2
Août	6,2	- 0,3	3,4	+ 0,1	7,7	+ 0,4	17,3	+ 0,2
Septembre	6,0	- 0,1	3,4	- 0,1	8,2	+ 0,4	17,6	+ 0,2

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1968		Exercice 1968 : septembre		Exercice 1969 : septembre	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ²	95,8	95,4	5,4	5,3	6,0	6,1
précompte immobilier	1,2	1,3	0,2	0,2	0,2	0,2
précompte mobilier	9,3	8,6	0,4	0,4	0,6	0,6
précompte professionnel	43,3	44,7	2,9	3,2	3,7	3,6
versements anticipés	19,8	19,3	0,1	0,1	0,1	0,1
impôts des personnes physiques (rôles)	13,5	11,9	1,7	1,2	1,5	1,5
impôts des sociétés (rôles)	2,4	3,1	0,1	0,1	-0,2	...
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	5,0	5,0	...	...	...	...
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,1	0,1	...	...	...	...
divers ²	1,2	1,4	...	0,1	0,1	0,1
II. Douanes et accises	38,7	39,0	3,2	3,4	3,4	3,5
dont : douanes	8,0	8,9	0,5	0,7	0,7	0,7
accises	29,1	29,9	2,5	2,7	2,6	2,8
taxes spéciales de consommat.	1,3	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	92,4	93,5	7,8	8,1	8,2	7,8
dont : enregistrement	7,9	7,7	0,5	0,6	0,7	0,6
successions	4,0	3,9	0,3	0,3	0,3	0,4
timbres et taxes assimilées	79,7	81,2	6,9	7,2	7,1	7,1
Total ...	226,9	227,9	16,4	16,8	17,6	17,4
Différence par rapport aux éval. budgét.		- 1,0		- 0,4		+ 0,2

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. - Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

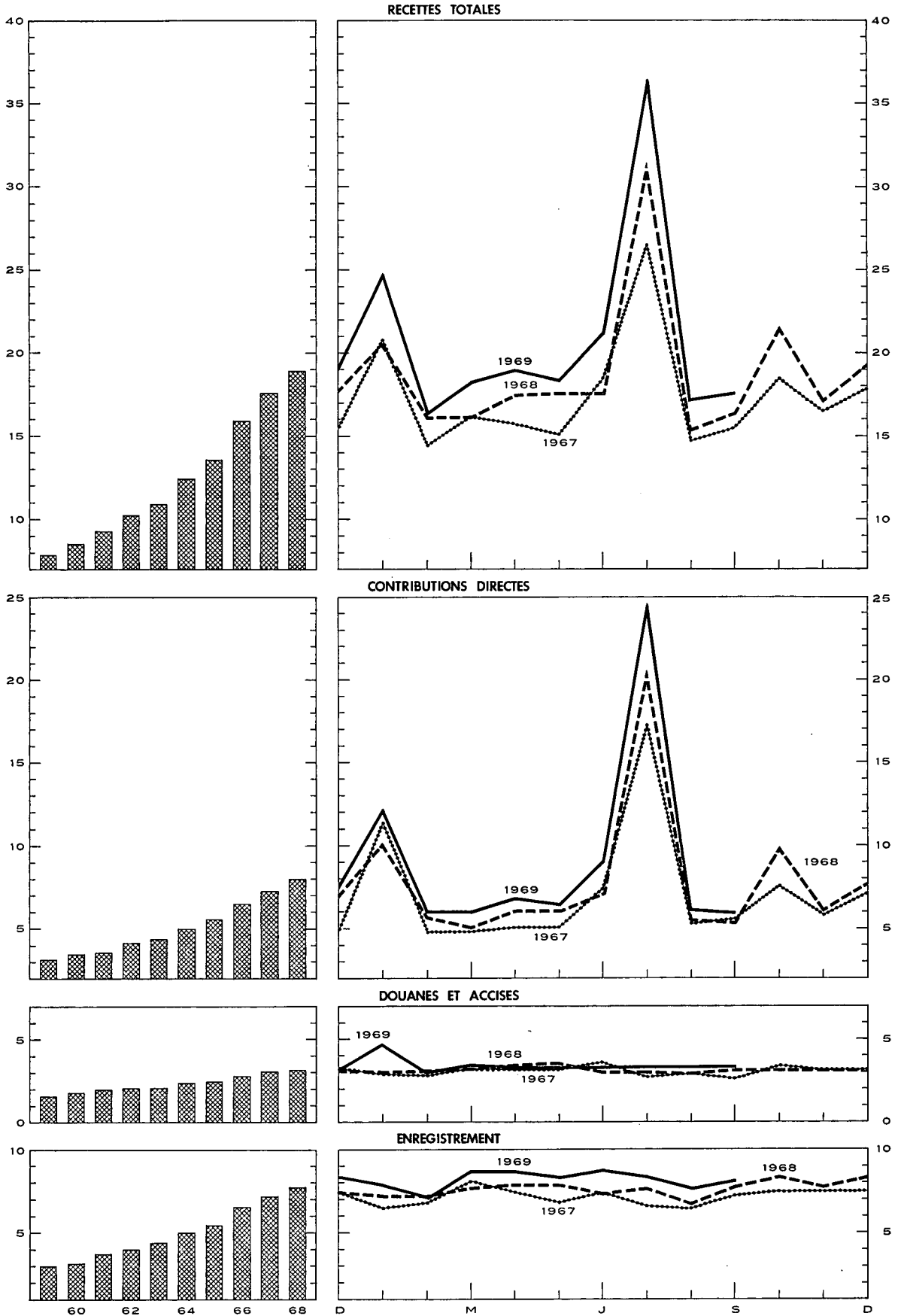
Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,30
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1968	8,0	3,2	7,7	18,9	1,65
1967 9 premiers mois	7,4	3,0	7,1	17,5	1,76
1968 3 premiers mois	7,0	3,2	7,4	17,6	0,64
6 premiers mois	6,7	3,3	7,6	17,6	0,61
9 premiers mois	8,0	3,2	7,6	18,8	1,94
1969 3 premiers mois	8,1	3,8	7,9	19,8	1,17
6 premiers mois	7,5	3,4	8,6	19,5	0,76
9 premiers mois	9,3	3,5	8,2	21,0	2,56
1968 Avril	6,1	3,5	7,9	17,5	0,68
Mai	6,1	3,6	7,9	17,6	0,07
Juin	7,1	3,1	7,4	17,6	0,98
Juillet	20,6	3,1	7,7	31,4	13,64
Août	5,6	3,0	6,8	15,4	0,10
Septembre	5,4	3,2	7,8	16,4	0,08
Octobre	9,9	3,2	8,4	21,5	2,06
Novembre	6,2	3,2	7,8	17,2	0,05
Décembre	7,7	3,2	8,4	19,3	0,17
1969 Janvier	12,2	4,7	7,9	24,8	3,12
Février	6,1	3,1	7,2	16,4	0,15
Mars	6,1	3,5	8,7	18,3	0,23
Avril	6,9	3,4	8,7	19,0	0,84
Mai	6,5	3,4	8,4	18,3	0,17
Juin	9,1	3,4	8,8	21,3	1,26
Juillet	24,6	3,4	8,4	36,4	17,08
Août	6,2	3,4	7,7	17,3	0,15
Septembre	6,0	3,4	8,2	17,6	0,07

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1968 : « Les budgets de 1968 et 1969 » et XLII^e année, vol. I, n° 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la série statistique - Révision de certaines données ».

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE
(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1965 ¹

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes (13) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatistiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Intermédiaires financiers								
							Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
		données non disponibles													
		... nihil ou inférieur à 50 millions													
		— opérations non effectuées													
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particulières (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	...	...	56,4	—	4,3	...	4,7	3,4	68,5
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	9,1	...	...	...	54,7	—	1,0	...	1,0	...	...	65,8
		Obligations ...	15,3	...	...	...	...	...	1,0	17,5	...	...	...	33,8
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	7,4	0,1	...	...	0,3	...	117,8	37,5	110,9	...	...	274,1
		Divers ...	...	1,6	1,8	0,1	20,1	...	...	0,7	4,8	0,7	...	29,7
		(Actions et parts) ...	(203,1)	(1,0)	(...)	...	...	(0,7)	(—)	(0,9)	(4,6)	(—)	(...)	(210,3)
		Total ...	31,8	1,9	1,8	0,1	20,4	111,1	—	124,8	59,8	117,3	3,4	472,4	
		Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	0,4	0,5
			Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,6	0,2	1,2	—	0,2	...	0,1	...	2,2
			Engagements en comptes courants ou d'avances	0,1	0,4	0,1	0,7
			Obligations accessibles à tout placeur ...	15,6	0,4	...	0,1	3,9	1,8	0,7	3,8	4,9	0,7	...	32,0
			Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,3	2,0	2,4	...	1,0	5,3	0,4	...	11,5
			Autres emprunts à moyen et long terme	0,1	0,2	9,7	...	10,5
			Divers ...	8,2	...	5,2	0,2	1,8	0,3	15,7
			(Actions et parts) ...	(0,9)	...	(15,0)	(6,0)	...	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,2)	(0,4)	(0,9)	(23,9)
		Total ...	24,4	0,7	5,3	0,4	0,1	8,9	5,6	0,7	5,5	10,4	11,0	0,3	73,2
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,8	...	...	0,9	...	45,3	...	...	0,1	3,6	53,7	
		Certificats à court terme ...	...	0,9	...	0,2	14,3	39,6	2,7	4,3	11,4	3,4	76,8	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	125,6	2,5	...	1,9	2,7	11,0	46,3	3,5	34,6	42,4	7,8	279,5	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	19,4	60,7	...	3,0	2,2	0,7	0,1	86,2
		Divers ...	...	0,6	...	...	1,9	...	...	...	0,3	0,3	...	3,1
		Total ...	129,4	4,0	—	3,0	4,5	44,7	192,0	6,2	41,9	44,9	20,3	499,2	
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	16,8	0,6	...	0,1	...	6,5	...	...	...	...	...	6,5
		Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	0,5	1,0	1,0	2,1	7,4	1,2	...	30,7
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	1,4	0,2	...	11,6	2,4	...	0,1	15,6
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	2,2	5,4	...	...	...	...	...	0,8	...	62,7	...	68,9
		Divers ...	...	0,5	3,0	...	...	...	...	...	...	0,4	2,7	8,9
		Total ...	19,0	6,5	3,0	0,1	1,8	7,7	1,0	14,5	9,8	64,3	2,8	130,6	
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	12,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	12,3
		Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,1	...	...	0,3
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	0,4	0,8	...	1,3	10,4	...	2,0	15,0
		Divers ...	18,4	...	1,5	...	4,0	...	...	...	0,8	...	4,3	29,0
		Total ...	30,7	...	1,5	...	4,4	0,2	0,8	1,3	11,3	...	6,3	56,6	
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	...	...	...	...	...	1,5	...	...	...	...	...	1,5
		Acceptations et effets commerciaux ...	...	...	...	...	...	16,4	...	1,1	...	2,1	2,2	21,7
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	6,6	...	0,2	...	...	...	6,8
		Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	135,7	...	...	...	...	...	135,7
		Obligations ...	8,5	...	0,8	...	...	1,5	0,9	0,3	3,5	0,2	...	15,7
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	...	...	...	...	...	12,2	...	...	...	...	...	20,5
		Divers ...	...	0,9	7,6	...	...	...	...	...	1,0	0,2	...	9,7
		(Actions et parts) ...	(0,2)	(0,4)	...	...	...	(—)	(1,4)	(—)	(1,3)	(—)	(...)	(3,3)
		Total ...	8,5	0,9	16,7	...	...	173,9	0,9	1,6	4,5	2,4	2,2	211,7

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
		Organismes monétaires (7)												
		Fonds des Rentés (8)												
		Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)												
		Organ. d'assur.-vie et accéd. du travail, fonds de pension (10)												
		Organismes publics de crédit non monétaires (11)												
		Secteurs indétérminés et ajustements (12)												
(13) = (1) à (12)		Total des créances												
	Monnaie	294,3	3,1	3,7	12,1	1,0	—	—	—	2,4	1,7	0,3	...	318,6
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	2,5	1,5	...	0,1	...	0,1	...	4,2
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	76,6	—	—	—	—	—	—	76,6
	Dépôts en devises des résidents	4,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,4
	Dépôts sur livrets des résidents	42,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42,0
	Dépôts à terme des résidents	35,4	—	—	...	—	—	—	—	—	...	—	...	35,4
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	14,3	0,1	—	—	...	...	14,3
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,2	—	...	—	—	—	—	—	...	0,1	—	...	11,4
	Divers	0,2	...	0,2	...	...	—	—	—	...	...	...	11,4	11,7
	(Actions et parts)	(10,7)	—	(0,2)	—	—	—	(0,6)	—	—	(0,1)	—	—	(11,6)
	Total ...	387,5	3,1	3,9	12,1	1,0	79,1	15,7	0,1	2,6	1,8	0,4	11,4	518,6
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	—	—	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	—	4,7	—	0,8	—	0,4	—	5,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8
	Total ...	—	...	2,8	...	...	—	4,7	—	0,8	...	0,4	...	8,7
	Dépôts à vue	4,5	...	...	0,1	2,0	—	...	—	...	0,4	0,1	...	7,1
	Dépôts sur livrets	165,4	...	—	0,3	0,1	—	...	—	...	...	...	...	165,7
	Dépôts à terme	1,1	1,0	...	...	3,3	—	...	—	...	0,1	...	0,6	6,2
	Obligations (y compris les bons de caisse)	12,8	—	...	...	—	—	—	—	0,1	0,5	—	...	13,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6
	Divers	4,8	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	3,5	8,5
	(Actions et parts)	(2,0)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(2,0)
	Total ...	189,2	1,0	...	0,4	5,4	—	0,1	...	0,2	1,1	0,1	4,1	201,5
	Réserves de sécurité sociale	24,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24,4
	Réserves mathématiques	167,1	—	—	—	—	15,2	—	—	—	—	—	—	182,3
	Divers	3,8	...	0,3	...	0,1	...	...	...	...	...	...	2,2	6,5
	Total ...	195,3	...	0,3	...	0,1	15,2	...	...	...	...	...	2,2	213,2
	Dépôts à vue	3,2	...	...	0,1	...	—	0,2	—	...	...	...	...	3,5
	Argent à très court terme	—	...	—	0,5	...	1,1	0,2	...	0,3	0,1	...	0,5	2,6
	Dépôts sur livrets	8,0	...	—	...	...	—	—	—	—	—	—	—	8,0
	Dépôts à terme	2,2	0,7	...	3,7	3,3	0,3	0,5	—	0,2	1,4	...	...	12,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	—	0,2	—	1,5	...	0,2	...	1,9
	Obligations accessibles à tout placeur	85,0	0,3	...	0,1	2,8	0,1	11,4	0,2	9,5	22,2	0,7	...	132,3
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	0,9	3,3	0,8	...	4,0	19,1	...	1,7	29,8
	Divers	3,9	...	12,2	...	...	2,5	...	—	0,4	...	...	4,8	23,8
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,1)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,1)
	Total ...	102,3	0,9	12,2	4,4	7,1	7,3	13,3	0,2	15,9	42,8	0,9	7,0	214,2
			2,7	3,2	...	1,3	—	11,4	0,7	6,0	3,5	1,3	—	30,0
	Total des créances	1.118,0	21,7	50,7	20,5	44,3	157,3	536,4	9,8	215,0	189,8	218,5	48,1	2.630,0

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XLe année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1966

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)			
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)				
données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)			
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	69,7	—	4,3	—	1,9	3,8	79,8	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	9,1	—	—	—	—	62,6	—	0,8	—	1,1	—	—	73,7
			Obligations ...	15,3	—	—	—	—	—	—	1,2	18,9	—	—	—	35,5
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	0,1	—	—	0,4	—	—	—	130,7	41,0	128,9	—	301,1
			Divers ...	—	1,8	1,8	0,3	26,2	—	—	—	2,2	5,5	0,7	—	38,5
	(Actions et parts) ...	(213,8)	(1,1)	(...)	—	(...)	—	—	(0,9)	(—)	(0,8)	(4,5)	(—)	(...)	(221,1)	
	Total ...	24,4	2,1	1,8	0,3	26,6	—	—	132,3	—	139,3	65,4	132,6	3,8	528,5	
	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	0,3	—	—	0,1	—	—	—	0,4	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,6	—	—	—	—	0,1	1,9	—	0,3	—	—	—	2,9	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	0,3	0,5	—	—	—	—	—	0,8	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	17,1	0,4	—	—	0,1	4,0	1,9	0,7	4,0	5,5	0,5	—	34,3	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	—	0,1	—	2,0	2,3	—	1,1	5,0	1,2	1,1	13,0	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	—	1,3	—	—	—	0,2	10,8	—	—	12,4	
	Divers ...	8,5	—	5,5	0,3	—	1,6	0,2	—	—	—	0,1	0,4	—	16,5	
	(Actions et parts) ...	(0,9)	—	(15,2)	(6,8)	(...)	—	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,2)	(0,4)	(0,9)	(...)	(24,8)	
	Total ...	26,2	0,7	5,5	0,5	0,1	9,6	6,7	0,7	5,5	10,6	12,6	1,5	—	80,3	
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,7	—	—	2,2	—	—	48,4	—	—	—	0,1	3,0	57,4	
		Certificats à court terme ...	—	0,4	—	0,2	—	17,1	43,7	3,3	4,6	0,1	10,0	3,5	82,9	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	131,9	2,5	—	2,2	3,9	10,3	47,1	3,3	34,1	43,2	8,1	1,3	287,9	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	16,2	64,7	—	3,1	2,1	0,7	0,2	87,0	
Divers ...		—	0,7	—	—	—	—	—	—	—	0,5	0,2	—	2,8		
Total ...	135,6	3,7	—	4,6	5,2	43,7	203,9	6,6	41,8	45,9	19,1	8,0	—	518,1		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	9,6	—	—	—	—	—	9,6		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	20,3	0,6	—	0,3	—	0,5	1,4	1,2	2,9	8,4	1,3	—	36,9		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	1,4	0,2	—	12,3	2,1	—	0,1	16,0		
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	5,9	—	—	—	—	—	—	0,9	—	67,8	—	74,6		
Divers ...	2,2	0,6	1,8	—	—	—	—	—	—	—	0,3	4,7	9,7			
Total ...	22,5	7,1	1,8	0,3	—	1,8	11,2	1,2	16,1	10,6	69,4	4,8	—	146,8		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	10,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,4		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	—	—	0,3		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	0,4	—	0,8	—	1,3	11,5	0,1	2,6	16,8		
	Divers ...	29,6	—	0,5	—	—	—	—	—	—	0,8	—	3,9	38,2		
	Total ...	40,0	—	0,5	—	3,8	0,3	0,8	—	1,3	12,4	0,1	6,5	65,8		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	1,8	—	—	—	—	—	1,8		
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	—	—	—	—	—	18,3	—	1,2	—	1,7	1,4	22,6		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	6,2	—	0,2	—	—	—	6,4		
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	150,4	—	—	—	—	—	150,4		
	Obligations ...	8,6	—	0,8	—	0,1	—	2,0	0,9	0,3	4,0	0,2	—	16,8		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	9,8	—	—	—	15,2	—	—	—	—	—	25,0		
	Divers ...	—	1,5	7,4	—	0,4	—	—	—	—	1,1	0,2	—	10,7		
	(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,3)	—	—	(—)	(1,4)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(...)	(3,3)		
Total ...	8,6	1,5	18,0	—	0,5	—	193,9	0,9	1,7	5,1	2,1	1,4	—	233,6		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	311,7	3,1	3,4	15,1	0,7	—	...	3,4	2,0	0,3	...	339,7	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	2,4	1,3	...	...	...	...	3,7
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	102,3	—	—	—	—	—	102,3	
	Dépôts en devises des résidents	5,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,7	
	Dépôts sur livrets des résidents	48,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	48,5	
	Dépôts à terme des résidents	40,4	—	—	...	—	—	—	—	...	...	...	40,4
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	15,6	...	—	...	...	15,6
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,8	—	—	—	—	—	—	...	0,2	—	...	12,0	
	Divers	0,2	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	15,2	15,5
	(Actions et parts)	(12,0)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	—	(0,1)	—	(12,8)	
Total ...	418,3	3,1	3,6	15,1	0,7	104,6	16,9	...	3,4	2,2	0,3	15,2	583,5	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	1,0	0,3	—	0,1	...	0,1	1,6
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	4,0	—	0,5	—	—	4,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—	0,3	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8	
Total ...	—	...	2,8	...	...	1,0	4,6	—	0,6	...	0,1	0,1	9,3
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	4,8	...	...	0,1	1,6	...	—	...	0,7	0,2	...	7,4
	Dépôts sur livrets	182,1	...	—	0,2	...	...	—	...	...	...	...	182,3
	Dépôts à terme	1,6	0,9	...	...	3,9	...	—	...	0,1	...	0,4	7,0
	Obligations (y compris les bons de caisse)	14,5	—	—	—	—	—	—	0,1	0,7	—	—	15,3	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitali- sation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
	Divers	6,8	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	0,1	9,2
	(Actions et parts)	(2,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(2,2)	
Total ...	210,4	0,9	...	0,2	5,6	...	0,1	...	0,2	1,5	0,3	2,6	221,8	
Organ. d'assurance-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	27,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27,9	
	Réserves mathématiques	177,4	—	—	—	—	16,2	—	—	—	—	—	193,6	
	Divers	4,1	...	0,4	...	0,1	...	...	...	...	...	2,4	7,0
Total ...	209,3	...	0,4	...	0,1	16,2	...	...	...	...	...	2,4	228,5
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	3,4	...	...	0,1	...	0,3	—	...	...	...	...	3,8
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,1	0,3	...	...	...	0,5	0,9
	Dépôts sur livrets	9,5	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	9,5
	Dépôts à terme	3,2	1,0	...	5,3	3,1	0,4	0,6	—	0,3	1,2	...	15,0	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	...	0,5	—	2,8	...	0,6	3,9
	Obligations accessibles à tout placeur	91,9	0,3	...	0,4	3,6	0,1	13,2	0,3	10,4	22,9	0,7	143,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	1,2	3,9	1,4	...	4,4	20,6	...	33,1
	Divers	4,9	...	12,7	2,5	...	—	0,4	...	0,1	5,3	25,9
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,1)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,1)	
Total ...	112,9	1,2	12,7	5,8	7,9	6,9	16,3	0,3	18,3	44,7	1,4	7,4	235,9	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		—	2,7	2,8	...	1,6	...	17,5	0,7	8,7	4,8	2,3	—	41,0
(10) = (1) à (12)	Total des créances	1.208,2	23,1	49,9	26,9	52,1	184,2	604,2	10,4	236,8	203,2	240,2	53,8	2.893,0

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1966

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes (18) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatistiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													données non disponibles			... nihil ou inférieur à 50 millions	— opérations non effectuées
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	...	...	...	+13,3	—	...	...	- 2,8	+ 0,4	+ 10,9
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	+ 7,9	—	- 0,2	...	+ 0,1	...	+ 7,8
		Obligations ...	- 0,1	...	...	...	...	...	—	+ 0,2	+ 1,5	...	...	+ 1,7
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	+ 0,1	...	...	—	+12,9	+ 3,5	+17,9	...	+ 34,3
		Divers	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 6,0	+ 8,0	+ 1,5	+ 0,7	+ 16,7
		(Actions et parts) ...	(+13,8)	(+ 0,1)	(...)	...	(...)	(- 0,2)	(+ 0,2)	(-)	(- 0,1)	(- 0,1)	(...)	(...)	(+ 13,6)
	Total ...	- 0,1	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 6,1	+ 8,0	+21,2	—	+14,4	+ 5,6	+15,3	+ 0,4	+ 71,4	
Secteurs nationaux non financiers	Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	...	...	+ 0,3	...	...	- 0,4	...	...	...	- 0,1
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	...	—	...	...	+ 0,7	—	+ 0,1	...	- 0,1	...	+ 0,7
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	- 0,1	...	...	- 0,1	+ 0,3	...	...	...	...	+ 0,2
		Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 1,5	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,6	- 0,2	+ 2,2
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	...	- 0,2	...	+ 0,1	- 0,4	+ 0,8	+ 1,1
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	...	...	+ 0,7	...	...	...	...	+ 1,1	...
	Divers ...	+ 0,3	...	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 0,2	...	...	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,8	
	(Actions et parts) ...	(...)	...	(+ 0,2)	(+ 0,8)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,0)		
	Total ...	+ 1,8	...	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 0,6	+ 1,1	+ 0,1	...	+ 0,2	+ 1,7	+ 1,2	+ 7,1	
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	- 0,1	...	—	+ 1,3	...	+ 3,1	...	...	...	...	- 0,5	+ 3,8
		Certificats à court terme ...	...	- 0,5	—	...	...	+ 1,6	+ 4,1	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,1	- 1,4	+ 0,1
		Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 6,6	+ 0,1	—	...	+ 1,2	- 0,7	+ 0,8	- 0,2	- 0,5	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,1	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	—	...	...	- 3,2	+ 3,9	...	+ 0,1	...	...	...
		Divers ...	...	+ 0,1	—	...	...	- 0,6	...	...	...	+ 0,2	...	...
		Total ...	+ 6,5	- 0,3	—	+ 1,3	+ 0,6	- 2,3	+11,9	+ 0,4	- 0,1	+ 1,0	- 1,2	- 0,3	+ 17,6
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	+ 3,1	...	...	...	...	...
		Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 3,8	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,8	+ 1,0	+ 0,2	...
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,7	- 0,2	...	...
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	+ 0,5	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	...	+ 5,0	...
		Divers ...	...	+ 0,1	- 1,2	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	+ 2,0
	Total ...	+ 3,8	+ 0,6	- 1,2	...	...	...	+ 3,4	+ 0,2	+ 1,6	+ 0,8	+ 5,1	+ 2,0	+ 16,2
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	- 1,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 1,8	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Divers ...	+11,1	...	- 1,0	...	...	- 0,6	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,6
		Total ...	+ 9,3	...	- 1,0	- 0,6	+ 1,1	+ 0,1	+ 9,2
		Secteurs nationaux non financiers	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	—	+ 0,3
Acceptations et effets commerciaux ...	...			...	—	...	...	—	+ 1,9	...	...	...	- 0,4	- 0,7
Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...			...	...	...	...	—	- 0,4	...	...	...	...	- 0,4
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...			...	...	...	...	—	+14,6	—	...	...	...	...
Obligations ...	...			...	...	...	+ 0,1	—	+ 0,5	...	...	+ 0,5	...	...
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—			—	+ 0,3	—	—	—	+ 3,0	—	—	—	—	+ 1,3	
	Divers ...	+ 2,4	+ 0,6	+ 0,1	...	...	+ 0,4	...	...	...	+ 0,1	...	+ 3,6	
	(Actions et parts) ...	(+ 6,0)	(...)	(...)	...	...	...	(-)	(+0,1)	(-)	(...)	(-)	(...)	(+ 6,1)
	Total ...	+ 2,4	+ 0,6	+ 0,4	...	...	+ 0,5	—	+19,9	...	+ 0,1	+ 0,6	- 0,4	+ 24,6

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers														
Organismes monétaires (7)														
Monnaie	+17,4	+ 0,1	- 0,3	+ 3,1	- 0,3	- 0,1	—	...	+ 0,9	+ 0,3	...	...	+ 21,2
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	—	-0,2	...	- 0,1	...	- 0,1	...	- 0,5
Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+25,7	—	—	—	—	—	—	+ 25,7	
Dépôts en devises des résidents	+ 1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,2	
Dépôts sur livrets des résidents	+ 6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,5	
Dépôts à terme des résidents	+ 5,1	—	—	...	—	—	—	—	...	...	...	...	+ 5,1
Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	+1,3	- 0,1	—	—	...	...	+ 1,3
Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 0,5	—	...	—	—	—	—	—	...	+ 0,1	—	...	+ 0,6	
Divers .....	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	...	+ 3,8	+ 3,8
(Actions et parts)	(+ 1,1)	—	(...)	—	—	—	(-0,1)	—	—	(...)	—	—	(+ 1,0)	
Total ...	+30,8	+ 0,1	- 0,3	+ 3,1	- 0,3	+25,5	+1,1	- 0,1	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	+ 3,8	+ 64,9	
Fonds des Rentes (8)														
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	+ 1,0	+0,3	—	+ 0,1	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,6
Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	-0,7	—	- 0,3	—	- 0,4	—	- 1,4	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+0,3	—	—	...	...	...	+ 0,3
Divers .....	—	—	...	—	—	—	...	—	...	...	...	...	...
Total ...	—	...	...	...	...	+ 1,0	-0,1	—	- 0,2	...	- 0,3	+ 0,1	+ 0,5
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)														
Dépôts à vue	+ 0,3	...	...	...	- 0,3	—	...	—	...	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 0,3
Dépôts sur livrets	+16,1	...	—	- 0,1	...	—	...	—	...	...	...	...	+ 16,0
Dépôts à terme	+ 0,5	- 0,1	...	...	+ 0,6	—	...	—	...	...	...	- 0,2	+ 0,8
Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 2,3	—	...	...	—	—	—	—	...	+ 0,2	—	...	+ 2,5
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
Divers	+ 0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,7
(Actions et parts)	(+ 0,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(+ 0,2)	
Total ...	+19,7	- 0,1	...	- 0,1	+ 0,2	—	—	—	—	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 20,3	
Organ. d'assur.-vie et accéd. du travail, fonds de pension (10)														
Réserves de sécurité sociale	+ 1,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,7	
Réserves mathématiques	+12,1	—	—	—	—	+ 1,0*	—	—	—	—	—	—	+ 13,1	
Divers	+ 0,3	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,5
Total ...	+14,1	...	+ 0,1	...	...	+ 1,0	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 15,3
Organismes publics de crédit non monétaires (11)														
Dépôts à vue	+ 0,2	...	...	...	...	—	+0,1	—	...	...	...	...	+ 0,3
Argent à très court terme	—	...	—	- 0,5	...	- 1,0	+0,1	...	- 0,2	- 0,1	...	...	- 1,7
Dépôts sur livrets	+ 1,5	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 1,5
Dépôts à terme	+ 1,0	+ 0,3	...	+ 1,6	- 0,3	+ 0,1	+0,1	—	+ 0,1	- 0,2	...	...	+ 2,8
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	...	+0,3	—	+ 1,3	...	+ 0,4	...	+ 2,0
Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,2	...	...	...	+ 0,8	...	+1,8	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,7	+ 0,1	...	+ 11,5
Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	+ 0,3	+ 0,5	+0,6	...	+ 0,3	+ 1,5	...	- 0,1	+ 3,2
Divers	+ 1,0	...	+ 0,6	...	...	...	...	—	...	...	+ 0,1	+ 0,5	+ 2,1
(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	
Total ...	+10,9	+ 0,3	+ 0,6	+ 1,1	+ 0,8	- 0,4	+3,0	+ 0,1	+ 2,4	+ 1,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 21,7	
Secteurs imités et ajustements (12)														
.....	—	...	- 0,4	...	+ 0,4	+ 1,3	+6,2	...	+ 2,7	+ 1,3	+ 0,9	—	+ 12,3	
(13) = (1) à (12)	+99,2	+ 1,4	- 1,7	+ 5,6	+ 7,8	+34,8	+67,8	+ 0,6	+21,8	+13,4	+21,8	+ 8,6	+281,1	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVII^e année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, n° 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, n° 2, février 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, n° 3, mars 1967; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968.

* Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1965

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	31,8	1,9	1,8	0,1	20,4	56,0	.....	111,1	—	124,8	59,8	117,3	413,0	3,4	472,4
2. Paraétatiques d'exploitation	24,4	0,7	5,3	0,4	0,1	30,9	8,9	5,6	0,7	5,5	10,4	11,0	33,2	0,3	73,2
3. Etat (Trésor)	129,4	4,0	—	3,0	4,5	140,9	44,7	192,0	6,2	41,9	44,9	20,3	305,3	8,4	499,2
4. Secteur public non compris ailleurs	19,0	6,5	3,0	0,1	.....	28,6	1,8	7,7	1,0	14,5	9,8	64,3	97,3	2,8	130,6
5. Sécurité sociale	30,7	...	1,5	...	4,4	36,6	0,2	0,8	...	1,3	11,3	...	13,4	6,3	56,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	235,3	13,1	11,6	3,6	29,4	293,0	55,6	317,2	7,9	188,0	136,2	212,9	862,2	21,2	1.232,0
7. Etranger	8,5	0,9	16,7	.....	.....	26,1	—	173,9	0,9	1,6	4,5	2,4	183,3	2,2	211,7
8. Organismes monétaires	387,5	3,1	3,9	12,1	1,0	407,6	79,1	15,7	0,1	2,6	1,8	0,4	20,6	11,4	518,6
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	4,7	—	0,8	...	0,4	5,9	...	8,7
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	189,2	1,0	...	0,4	5,4	196,0	.....	0,1	...	0,2	1,1	0,1	1,5	4,1	201,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	195,3	...	0,3	...	0,1	195,7	15,2	...	...	...	...	...	...	2,2	213,2
12. Organismes publics de crédit non monétaires	102,3	0,9	12,2	4,4	7,1	126,9	7,3	13,3	0,2	15,9	42,8	0,9	73,1	7,0	214,2
13. Total des intermédiaires financiers	874,3	5,0	19,2	16,9	13,6	929,0	101,6	33,8	0,3	19,5	45,7	1,8	101,1	24,7	1.156,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	2,7	3,2	...	1,3	7,2	.....	11,4	0,7	6,0	3,5	1,3	22,9	—	30,0
15. Total des créances	1.118,0	21,7	50,7	20,5	44,3	1.255,2	157,3	536,4	9,8	215,0	189,8	218,5	1.169,5	48,1	2.630,0
16. Solde des créances et des dettes .	+ 645,6	— 51,5	— 448,5	— 110,1	— 12,3	+ 23,2	— 54,4	+ 17,8	+ 1,1	+ 13,5	— 23,4	+ 4,3	+ 13,3	+ 18,1	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1966

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers (13) = (8) à (12)	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1. Entreprises et particuliers	24,4	2,1	1,8	0,3	26,6	55,2	.....	132,3	—	139,3	65,4	132,6	469,6	3,8	528,5
2. Paraétatiques d'exploitation	26,2	0,7	5,5	0,5	0,1	33,0	9,6	6,7	0,7	5,5	10,6	12,6	36,1	1,5	80,3
3. Etat (Trésor)	135,6	3,7	—	4,6	5,2	149,1	43,7	203,9	6,6	41,8	45,9	19,1	317,3	8,0	518,1
4. Secteur public non compris ailleurs	22,5	7,1	1,8	0,3	.....	31,7	1,8	11,2	1,2	16,1	10,6	69,4	108,5	4,8	146,8
5. Sécurité sociale	40,0	...	0,5	...	3,8	44,3	0,3	0,8	...	1,3	12,4	0,1	14,6	6,5	65,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers	248,7	13,6	9,6	5,7	35,7	313,3	55,4	354,9	8,5	204,0	144,9	233,8	946,1	24,6	1.339,5
7. Etranger	8,6	1,5	18,0	.....	0,5	28,6	—	193,9	0,9	1,7	5,1	2,1	203,7	1,4	233,6
8. Organismes monétaires	418,3	3,1	3,6	15,1	0,7	440,8	104,6	16,9	...	3,4	2,2	0,3	22,8	15,2	583,5
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	1,0	4,6	—	0,6	...	0,1	5,3	0,1	9,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	210,4	0,9	...	0,2	5,6	217,1	.....	0,1	...	0,2	1,5	0,3	2,1	2,6	221,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	209,3	...	0,4	...	0,1	209,8	16,2	...	...	...	...	...	...	2,4	228,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires	112,9	1,2	12,7	5,8	7,9	140,5	6,9	16,3	0,3	18,3	44,7	1,4	81,0	7,4	235,9
13. Total des intermédiaires financiers	950,9	5,2	19,5	21,1	14,3	1.011,0	128,7	37,9	0,3	22,5	48,4	2,1	111,2	27,7	1.279,0
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	2,7	2,8	...	1,6	7,1	.....	17,5	0,7	8,7	4,8	2,3	34,0	—	41,0
15. Total des créances	1.208,2	23,1	49,9	26,9	52,1	1.360,0	184,2	604,2	10,4	236,8	203,2	240,2	1.295,0	53,8	2.893,0
16. Solde des créances et des dettes .	+ 679,7	— 57,2	— 468,2	— 119,9	— 13,7	+ 20,5	+ 49,4	+ 20,7	+ 1,1	+ 15,0	— 25,3	+ 4,3	+ 16,0	+ 12,8	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1966

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	- 0,1	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 6,1	+ 6,4	+ 8,0	+ 21,2	—	+ 14,4	+ 5,6	+ 15,3	+ 56,5	+ 0,4	+ 71,4
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,8	...	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 2,1	+ 0,6	+ 1,1	+ 0,1	...	+ 0,2	+ 1,7	+ 3,1	+ 1,2	+ 7,1
3. Etat (Trésor)	+ 6,5	- 0,3	—	+ 1,3	+ 0,6	+ 8,1	- 2,3	+ 11,9	+ 0,4	- 0,1	+ 1,0	- 1,2	+ 12,0	- 0,3	+ 17,6
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 3,8	+ 0,6	- 1,2	.....	.....	+ 3,2	...	+ 3,4	+ 0,2	+ 1,6	+ 0,8	+ 5,1	+ 11,1	+ 2,0	+ 16,2
5. Sécurité sociale	+ 9,3	...	- 1,0	...	- 0,6	+ 7,7	...	...	...	...	+ 1,1	+ 0,1	+ 1,2	+ 0,2	+ 9,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 21,3	+ 0,5	- 2,0	+ 1,6	+ 6,1	+ 27,5	+ 6,3	+ 37,6	+ 0,7	+ 15,9	+ 8,7	+ 21,0	+ 83,9	+ 3,5	+121,5
7. Etranger	+ 2,4	+ 0,6	+ 0,4	.....	+ 0,5	+ 3,9	—	+ 19,9	...	+ 0,1	+ 0,6	- 0,4	+ 20,2	+ 0,5	+ 24,6
8. Organismes monétaires	+ 30,8	+ 0,1	- 0,3	+ 3,1	- 0,3	+ 33,4	+ 25,5	+ 1,1	- 0,1	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	+ 2,1	+ 3,8	+ 64,9
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	+ 1,0	- 0,1	—	- 0,2	...	- 0,3	- 0,6	+ 0,1	+ 0,5
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 19,7	- 0,1	...	- 0,1	+ 0,2	+ 19,7	.....	.....	...	...	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,1	+ 20,3
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 14,1	...	+ 0,1	...	...	+ 14,2	+ 1,0	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 15,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 10,9	+ 0,3	+ 0,6	+ 1,1	+ 0,8	+ 13,7	- 0,4	+ 3,0	+ 0,1	+ 2,4	+ 1,9	+ 0,5	+ 7,9	+ 0,4	+ 21,7
13. Total des intermédiaires financiers	+ 75,5	+ 0,3	+ 0,4	+ 4,1	+ 0,7	+ 81,0	+ 27,1	+ 4,0	...	+ 3,0	+ 2,8	+ 0,2	+ 10,0	+ 4,6	+122,7
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	...	- 0,4	...	+ 0,4	...	+ 1,3	+ 6,2	...	+ 2,7	+ 1,3	+ 0,9	+ 11,1	—	+ 12,3
15. Total des créances	+ 99,2	+ 1,4	- 1,7	+ 5,6	+ 7,8	+112,4	+ 34,8	+ 67,8	+ 0,6	+ 21,8	+ 13,4	+ 21,8	+125,2	+ 8,6	+281,1
16. Solde des créances et des dettes .	+ 27,8	- 5,7	- 19,3	- 10,6	- 1,4	- 9,1	+ 10,2	+ 2,9	+ 0,1	+ 1,5	- 1,9	+ 0,1	+ 2,5	- 3,7	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers 4
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres intermédiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises											
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	6,0	74,5	88,6	7,2	10,3	-11,1	- 9,7
Juin 5	273,2	51,3	8,2	0,1	332,8	84,4	164,5	6,4	78,7	92,5	7,5	10,2	-11,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>														
Juin	270,9	51,3	8,2	0,1	330,5	83,2	167,0	5,0	76,9	86,8	7,5	10,0	-11,2	- 7,9
Septembre	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	89,7	6,9	10,6	-11,3	- 9,4
Décembre	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	-11,4	- 9,9
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	101,3	7,0	10,6	-11,2	-10,2
Juin	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,2	104,3	8,9	10,0	-11,3	-10,2
Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,3	105,4	7,8	11,2	-11,3	-11,0
Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	-11,4	-12,0
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	108,8	6,8	12,9	-11,3	-11,9
Juin	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	113,4	7,1	12,1	-11,3	-10,1
Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	116,5	4,2	11,8	-11,3	-12,9
Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	-11,4	-13,3
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	126,8	7,2	12,4	-11,5	-14,2
Juin	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,4	197,4	9,5	119,0	130,8	8,8	13,4	-11,5	-14,7
Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	135,5	5,1	15,2	-11,7	-15,5
Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,5	4,6	15,7	-12,0	-13,9
1967 Mars	326,4	97,7	6,0	...	430,1	90,8	200,5	8,5	136,4	149,3	5,0	15,3	-12,4	-14,0
Juin	347,5	98,9	7,5	...	453,9	92,9	207,9	11,1	140,4	155,8	8,6	17,7	-12,6	-12,1
Septembre	343,2	105,7	6,9	...	455,8	90,9	214,3	11,4	145,6	158,8	3,8	18,8	-13,1	-15,9
Décembre	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,5	4,1	17,5	-13,5	-16,2
1968 Mars	350,0	115,9	7,5	...	473,4	94,5	212,1	12,9	159,3	175,0	3,8	20,4	-14,7	-14,9
Juin	372,7	118,3	7,9	...	498,9	97,2	225,3	12,7	166,0	181,1	7,9	19,7	-15,3	-14,6
Septembre	361,8	123,3	9,1	...	494,2	90,1	226,8	13,1	168,0	182,3	7,8	20,6	-15,9	-16,3
Décembre	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,6	16,8	182,5	196,0	6,8	21,0	-16,5	-17,2
1969 Mars	372,1	135,0	9,7	...	516,8	83,6	p 236,4	p 13,9	189,4	203,8	5,6	p 20,0	-17,2	p-14,9
Juin	393,8	135,5	12,6	...	541,9	88,6	p 243,4	p 17,4	198,4	210,6	8,7	p 21,6	-19,0	p-17,2

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris à partir de juin 1963, nouvelle série, le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitres XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, n° 1 janvier 1967, vol. II, n° 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	72,5	74,2	78,1 ^a	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	76,2	76,1	76,1	76,0	
2. F.M.I. — Participation	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	10,3	7,3	6,1	3,5	
— Prêts ¹	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	5,0	4,0	3,5	...	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,3	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9	6,8	2,7	8,0	5,3	8,1	9,9	14,2	14,4	17,1	15,5	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3	29,9	34,9	36,1	36,6	24,2	18,2	18,1	17,9	25,0	29,3	
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	...	0,1	3,0	3,1	3,2	3,1	0,3	0,2	0,4	0,1	
Total des créances sur l'étranger ...	115,7	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8	129,9	130,7	137,8	134,1	135,2	131,0	124,1	119,9	128,2	124,4	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	0,7	1,0
c) sur les banques de dépôts	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,3	0,7	0,2
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat⁴ :																					
a) à un an au plus	9,8	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9	10,0	8,8	2,7	6,3	10,0	10,9	15,3	15,8	16,7	16,0	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8	0,2	...	0,8	...	0,9	0,4	1,8	2,8	3,6	4,3	
b) effets commerciaux	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3	2,4	2,4	5,0	2,7	2,5	2,2	10,0	9,2	9,9	11,4	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	0,2	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus																					
0,4	...	...	...	...	0,8	2,9	0,7	0,3	0,3	2,2	...	...	...	3,5	2,9	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...	...	1,4	2,0	0,3	...	...	...	...	0,5	0,6	1,0
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres																					
40,2	38,3	39,8	37,0	36,2	36,2	34,7	35,6	38,4	36,5	51,4	54,3	53,8	51,3	43,1	49,3	37,2	38,6	53,4	60,3		
TOTAL DE L'ACTIF ...																					
206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	226,7	226,0	251,9	256,6		

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

⁴ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	1,5	1,0	2,0	6,3	9,9	
Total des engagements envers l'étranger ...	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	1,7	1,2	2,2	6,5	10,1	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,5	3,8	3,6	4,0	3,9	4,4	4,3	4,4	4,8	5,3 _p	4,4	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1 _p	0,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,5	176,0	172,4	173,6	170,3	180,9	176,2	178,8	175,6	183,6 _p	178,1	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,8	0,5	0,6	0,6	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	0,3	...	0,7	0,1	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0	54,2	58,1	56,8	54,3	46,5	51,9	40,7	41,7	55,8 _p	63,3	
TOTAL DU PASSIF ...	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	226,7	226,0	251,9	256,6	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	29-2-68	31-3-68	30-4-68	31-5-68	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	31-10-68	30-11-68	31-12-68	31-1-69	28-2-69	31-3-69	30-4-69	31-5-69	30-6-69	31-7-69	31-8-69	30-9-69	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	72,7	70,9	72,5	72,5	75,6	75,9	75,9	76,2	76,1	76,1	76,2	76,2	76,1	76,1	76,1	76,1	76,1	76,1	76,0	76,0	
2. F.M.I. — Participation	16,1	16,2	16,3	16,4	18,1	18,1	18,2	18,1	18,2	13,2	10,3	10,3	10,2	7,3	7,3	6,1	6,1	3,5	3,5	3,5	
— Prêts ¹	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,9	5,5	5,5	5,5	5,0	5,0	5,0	4,0	4,0	4,0	3,5	3,5	...	...	...
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	5,0	5,3	6,8	6,2	8,1	10,8	9,3	9,9	11,7	12,4	14,2	13,1	11,2	14,4	14,9	14,8	17,1	18,4	17,8	15,5	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	33,1	36,6	33,3	32,0	24,2	22,7	22,3	18,2	18,7	19,0	18,1	18,7	18,4	17,9	21,4	23,9	25,0	25,5	29,0	29,3	
b) en francs belges	3,2	3,1	3,1	3,3	3,2	3,4	3,2	3,1	3,1	3,4	0,3	0,1	0,1	0,2	0,2	3,3	0,4	1,6	0,1	0,1	
Total des créances sur l'étranger ...	132,1	134,1	134,0	132,4	135,2	136,9	134,4	131,0	133,3	129,1	124,1	123,4	120,0	119,9	123,9	127,7	128,2	125,1	126,4	124,4	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	0,7	...	0,3	...	1,1	0,4	0,7	0,7	...	...	1,0
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	1,1	...	...	...	...	...	...	0,4	0,5	0,8	...	0,3	0,9	0,1	0,7	0,5	0,8	0,2
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat ² :																					
a) à un an au plus	3,6	6,3	5,5	10,1	10,0	8,5	10,0	10,9	13,5	15,7	15,3	8,0	17,0	15,8	15,4	15,9	16,7	12,5	16,3	16,0	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,7	2,8	2,7	2,7	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	0,2	...	...	0,5	0,9	1,6	...	0,4	1,1	1,3	1,8	3,1	2,8	2,8	3,1	3,4	3,6	4,6	5,1	4,3
b) effets commerciaux	3,2	2,7	2,2	2,3	2,5	3,7	2,1	2,2	3,1	4,0	10,0	9,8	8,3	9,2	9,5	12,8	9,9	11,9	14,2	11,4	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	2,1	3,5	0,4	2,7	2,9	0,6	1,3	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	0,6	1,1	0,3	1,0
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres																					
	50,4	51,3	51,7	52,0	43,1	41,6	43,3	49,3	48,9	42,9	37,2	39,9	37,3	38,6	43,8	52,9	53,4	46,5	62,8	60,3	
TOTAL DE L'ACTIF ...	227,3	232,3	233,0	237,2	233,0	230,4	230,2	234,6	238,3	233,2	226,7	223,1	223,2	226,0	234,9	251,3	251,9	240,1	263,8	256,6	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1969).² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	29-2-68	31-3-68	30-4-68	31-5-68	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	31-10-68	30-11-68	31-12-68	31-1-69	28-2-69	31-3-69	30-4-69	31-5-69	30-6-69	31-7-69	31-8-69	30-9-69	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges ¹	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	1,5	6,6	6,1	1,0	2,6	1,2	2,0	2,8	9,4	6,3	1,7	11,8	9,9	
Total des engagements envers l'étranger ...	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	1,7	6,8	6,3	1,2	2,8	1,4	2,2	3,0	9,6	6,5	1,9	12,0	10,1	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	4,0	3,9	4,0	4,2	4,4	4,3	3,9	4,3	4,0	4,0	4,4	4,2	4,1	4,8	4,6	4,6	5,3	5,0	4,4	p 4,4	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	2,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,8	0,1	0,1	1,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	p 0,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	168,7	170,3	173,0	177,3	180,9	179,6	178,4	176,2	175,0	175,3	178,8	173,9	176,4	175,6	178,7	181,7	183,6	183,1	180,5	p 178,1	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,8	0,5	0,5	0,5	0,3	0,5	0,6	0,4	0,6	0,6	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	53,6	54,3	54,7	54,6	46,5	45,4	46,6	51,9	52,0	47,0	40,7	41,6	40,7	41,7	48,2	54,8	55,8	49,6	66,2	p 63,3	
TOTAL DU PASSIF ...	227,3	232,3	233,0	237,2	233,0	230,4	230,2	234,6	238,3	233,2	226,7	223,1	223,2	226,0	234,9	251,3	251,9	240,1	263,8	256,6	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept: en francs belges représ. d'export. ....	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1	...	0,1	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1	...	0,1	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets .....	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,1	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,6	0,2	0,1	
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,5	0,1	0,1	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	44,2	42,9	48,0	41,0	44,2	43,0	47,1	44,3	45,3	40,6	48,5	46,7	46,8	45,4	48,8	49,3	56,7	54,8	57,4	59,0	59,2	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,7	6,6	6,6	6,5	6,4	6,3	6,3	6,5	6,5	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	10,0	7,0	10,2	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires .....	...	0,1	0,4	...	0,5	0,2	0,5	0,4	0,1	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4	0,8	0,3	0,2	0,1	0,1	...	0,1	
b) effets commerciaux	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1	0,5	1,2	0,5	0,6	0,9	1,3	0,6	1,4	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,2	0,1	...	...	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
D. Autres	4,2	3,4	2,4	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9	3,7	3,6	4,2	4,0	4,6	4,7	2,9	4,6	3,9	3,7	
TOTAL DE L'ACTIF ...	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	81,0	77,5	81,9	

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	0,6	0,8	0,3
Total des engagements envers l'étranger ...	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	0,6	0,8	0,3
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	0,7
b) envers les organismes publics	0,1	...	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,1	0,1	0,6	0,2	0,1
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,0	1,1	6,0	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	5,3	3,3	1,6
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9	6,9	6,9	6,8	6,5	6,3	6,5	6,5	6,6	6,5	6,8
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	35,9	34,4	36,0	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9	38,9	41,6	40,1	39,5	39,8	42,8	42,8	46,8	42,5	48,7
b) détenue par les pouvoirs publics	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	20,8	22,6	23,2
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...	...	1,0	0,2	0,8	0,9	0,4	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...
TOTAL DU PASSIF ...	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	81,0	77,5	81,7

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9	2,4	2,4	2,3	4,1	4,9	5,7	6,1	6,2	6,6	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6	5,4	7,6	8,2	6,4	7,5	7,7	5,7	6,4	5,8	6,6	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6	48,5	54,1	52,3	60,1	63,2	79,8	79,3	85,6	97,5	133,9	
b) en francs belges	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,3	10,3	10,7	11,5	11,3	13,6	16,2	17,1	18,2	19,6	20,6	
Total des créances sur l'étranger ...	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	58,9	68,4	66,1	74,8	74,4	80,1	88,4	108,6	107,8	116,3	129,1	167,7	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4	3,4	3,7	3,5	3,9	3,8	4,3	4,2	4,4	4,7	5,2	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique .																						
— réserve monétaire	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	
b) sur les organismes publics	1,0	1,0	6,0	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	5,3	3,3	1,6	
c) sur les banques de dépôts	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,6	11,8	12,9	14,5	18,8	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat ¹ :																						
a) à un an au plus	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	31,9	34,0	32,0	37,6	42,0	34,9	34,7	35,6	32,7	28,1	p 32,0	p 35,6	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	40,4	37,9	38,1	38,9	41,2	44,7	45,6	46,3	51,7	54,0	p 52,8	p 55,9	
— autres	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	29,5	30,7	30,5	31,3	33,6	33,4	33,0	33,7	33,8	34,0	p 33,8	p 33,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	2,0	2,3	3,7	3,7	3,7	p 3,8	p 3,8	
— autres	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,6	2,1	2,5	2,6	2,5	2,9	2,8	2,6	p 2,6	p 2,8	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	2,7	3,9	5,6	6,9	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,3	7,1	5,9	6,9	6,9	7,4	6,6	5,0	4,2	3,6	3,9	
b) effets commerciaux	40,0	39,7	41,4	40,4	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,4	55,5	56,5	58,3	60,9	64,6	67,5	68,9	68,6	67,1	70,4	74,0	
c) avances	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,7	98,0	102,8	105,3	
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	1,8	1,8	2,3	2,6	3,1	3,2	3,1	3,8	3,6	4,6	p 4,4	p 4,4	
— autres	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	1,8	2,0	2,2	2,2	2,7	3,7	3,8	3,4	3,8	4,2	p 4,5	p 5,1	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,3	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	6,4	5,9	4,4	4,3	4,7	6,4	6,8	4,2	4,6	5,4	6,3	6,8	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,1	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	3,3	1,8	1,9	2,1	p 1,5	p 1,8	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,1	16,6	17,0	p 16,6	p 17,3	
— autres	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	1,4	1,6	2,1	2,1	2,0	1,9	2,2	2,2	2,2	p 2,0	p 2,0	
D. Autres	34,3	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	41,9	45,3	46,0	49,0	47,1	54,1	48,6	50,1	52,4	56,9	55,1	59,6	p 67,0	p 78,6	
TOTAL DE L'ACTIF ...	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	527,9	550,6	616,9	

¹ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1963].

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3	73,2	84,1	85,3	89,3	94,8	110,1	110,7	113,9	123,3	163,3
b) en francs belges ¹	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,8	24,3	25,0	26,3	28,7	29,8	31,9	36,2	35,9	38,7	39,0	37,3
Total des engagements envers l'étranger ...	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,9	102,6	98,2	110,4	114,0	119,1	126,7	146,3	146,6	152,6	162,3	200,6
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique ...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,3	0,7
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,5	0,1	0,1
c) envers les banques de dépôts	4,5	5,1	5,0	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,7	11,8	12,9	14,5	18,8
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	79,8	79,0	86,3	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6	99,8	107,3	107,8	113,1	114,8	118,1	116,2	122,8	124,4	130,9
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0	54,4	60,2	60,3
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4	71,3	74,8	75,2
— dépôts en devises	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	8,8	9,7	12,6
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8	16,5	17,3	19,0
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	...	0,1	1,0	...	—	—
b) envers les parastatiques de crédit	0,6	1,1	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,4	69,4	67,6	72,6	71,3	74,7	76,3	80,3	79,5	87,1	86,3	98,2
TOTAL DU PASSIF ...	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	527,9	550,6	616,9

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁵	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	76,2	76,1	76,1	
2. F.M.I. — Participation	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	10,3	7,3	6,1	
— Prêts ¹	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	5,9	5,9	5,5	5,0	4,0	3,5	
3. Obligations	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9	1,9	2,0	2,0	2,5	2,5	2,4	4,2	5,0	5,7	6,1	6,2	6,6	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	13,3	12,3	14,4	12,0	14,7	13,3	16,4	15,7	20,7	20,2	23,8	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	74,0	69,8	84,0	87,2	96,2	99,8	104,0	97,5	103,7	115,4	158,9	
b) en francs belges	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	9,8	12,0	10,7	11,6	14,3	16,7	19,4	20,2	18,5	19,8	21,0	
Total des créances sur l'étranger ...	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5	193,9	190,9	204,7	206,2	218,2	223,0	244,4	238,9	240,5	249,0	296,0	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	4,7	5,1	5,6	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique .																						
— réserve monétaire	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	
b) sur les organismes publics	1,1	1,1	6,6	2,3	1,0	1,3	5,9	3,2	0,7	1,3	6,2	2,4	1,0	1,6	5,9	3,1	0,8	1,5	5,9	4,6	2,4	
c) sur les banques de dépôts	4,5	5,1	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	6,2	5,6	6,9	7,3	8,1	10,5	10,9	11,8	13,9	14,9	19,6	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat ³ :																						
a) à un an au plus	80,3	79,4	82,4	80,0	83,9	86,5	84,9	83,9	88,3	82,5	92,1	88,6	94,4	96,2	86,4	90,3	102,3	98,4	100,8	p106,8	p111,5	(7)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2	46,4	47,5	49,5	47,1	47,3	48,3	50,5	54,0	54,9	55,3	60,6	62,9	p 61,9	p 65,0	(7)
— autres	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8	61,1	61,6	63,5	64,7	64,5	65,3	67,6	67,4	67,0	67,7	67,8	68,0	p 67,8	p 67,0	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	10,0	7,0	10,2	(8)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	1,5	1,6	1,6	2,5	2,8	4,2	4,2	4,2	p 4,4	p 4,4	(8)
— autres	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,6	2,1	2,5	2,5	2,5	2,9	2,8	2,6	p 2,6	p 2,8	(8)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	3,6	4,6	6,1	6,9	6,4	9,7	8,7	8,1	9,1	8,8	11,7	8,0	6,3	7,3	8,5	7,7	7,7	5,5	6,1	6,4	7,6	(9)
b) effets commerciaux	43,7	42,9	44,4	43,3	45,5	44,4	49,0	48,3	50,4	51,6	59,9	59,0	60,8	63,8	70,8	70,7	72,0	71,7	78,4	80,2	85,3	(9)
c) avances	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,8	98,1	102,8	105,5	(9)
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6	1,8	1,8	2,3	2,7	3,1	3,2	3,2	4,0	3,8	4,8	p 4,6	p 4,7	(14)
— autres	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	2,7	2,3	3,0	2,9	3,3	4,2	4,1	3,6	3,9	4,2	p 4,5	p 5,1	(14)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	8,8	7,8	7,8	7,0	7,6	5,7	4,7	7,2	8,8	5,1	4,6	5,0	8,6	6,8	4,3	4,6	8,9	9,2	6,8	—	—	(11)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,1	1,9	0,4	2,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	1,5	1,0	1,0	2,4	2,9	1,3	3,3	1,8	1,9	2,1	p 2,0	p 2,5	(12)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,2	16,7	17,1	p 16,7	p 17,4	(12)
— autres	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5	1,5	1,5	1,7	2,2	2,2	2,1	2,0	2,3	2,3	2,3	p 2,1	p 2,1	(12)
D. Autres	75,1	74,2	78,8	77,4	84,5	81,0	82,4	81,2	82,4	85,0	92,3	87,3	109,1	107,1	107,9	108,3	104,7	107,3	101,4	p109,5	p135,7	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	835,6	854,1	950,5	

Colonne du tableau XIII : « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963].

⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

⁵ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	XIII-1	
A. Engagements envers l'étranger :																							
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																							
a) en monnaies étrangères	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3	73,2	84,5	85,7	89,3	94,8	110,1	110,7	113,9	123,3	163,3		
b) en francs belges ¹	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	24,0	26,2	26,7	27,1	29,4	31,6	33,5	37,0	37,8	40,3	41,8	43,9		
Total des engagements envers l'étranger ...	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,9	104,7	100,1	111,8	115,3	121,1	128,5	147,3	148,7	154,4	165,3	207,4		
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																							
1. Pièces et billets ²	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	4,7	5,1	5,6		
2. Autres :																							
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	0,2	...	...	...	...	0,7	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	1,4	1,4	
b) envers les organismes publics	0,1	...	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,5	0,2	0,4	0,1	1,1	0,3	0,2		
c) envers les banques de dépôts :																							
— réserve monétaire	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
— autres	5,6	6,3	11,7	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3	10,0	7,7	9,0	15,7	16,1	11,4	13,3	19,0	19,0	20,5		
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																							
1. Monnaie fiduciaire ³	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	173,4	182,9	179,2	180,1	176,6	187,4	182,7	185,4	182,1	190,4	(1)	
2. Monnaie scripturale :																							
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	116,1	113,8	122,9	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	139,0	149,2	148,2	153,0	155,0	161,3	159,4	170,4	167,4	180,2	(1)	
b) détenue par les pouvoirs publics	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	20,8	22,6	23,2	(1)	
3. Liquidités quasi monétaires :																							
a) détenues par les entreprises et particuliers :																							
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0	54,4	60,2	60,3	(2)	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4	71,3	74,8	75,2	(2)	
— dépôts en devises	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	8,8	9,7	12,6	(3)	
b) détenues par le Trésor	(4)
4. Emprunts obligataires	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8	16,5	17,3	19,0	(13)	
5. Autres :																							
a) envers le Fonds des Rentes ⁵ .....	...	...	...	0,3	0,5	1,5	0,1	...	...	...	...	...	...	3,0	0,2	0,8	1,0	1,4	...	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit	0,6	1,1	...	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	0,8	0,5	(12)	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)	
D. Autres	89,4	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	104,9	110,4	106,6	126,8	129,4	131,5	130,6	126,8	131,4	127,8	128,1	154,0	(14)	
TOTAL DU PASSIF ...	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	835,6	854,1	950,5		

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise (6)

¹ Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1953.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. *Organismes publics monétaires* : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

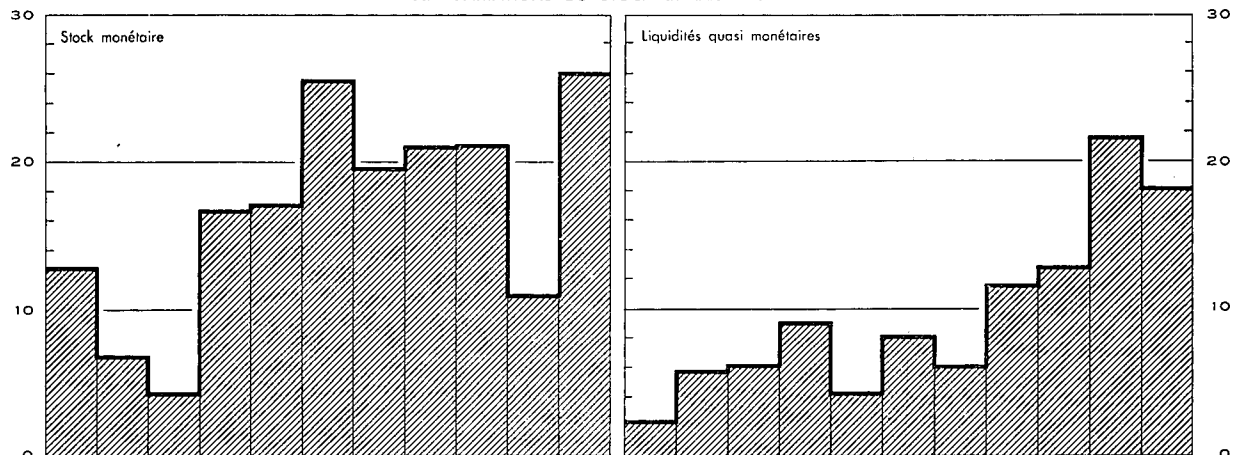
³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». *Organismes publics monétaires* : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

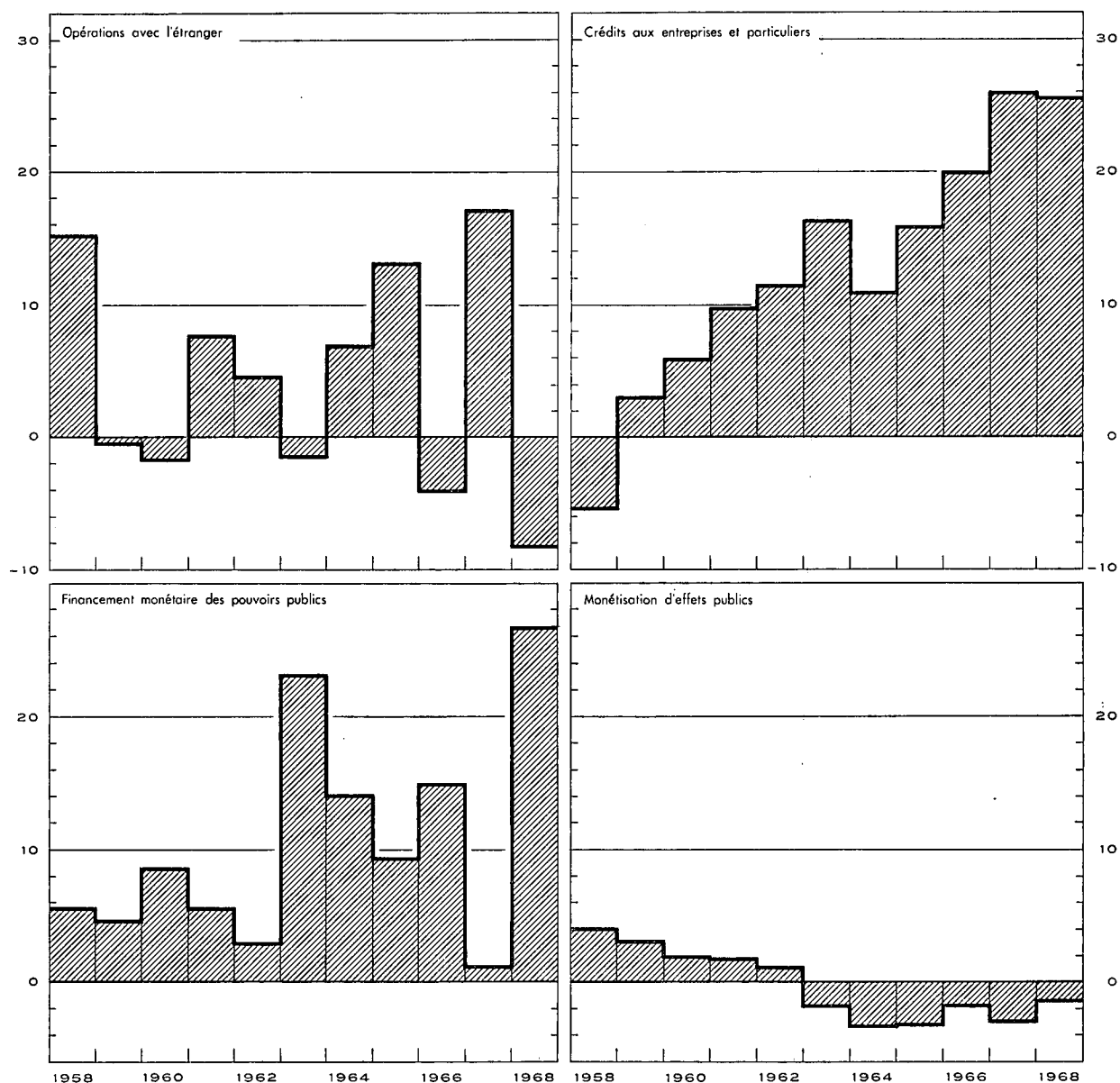
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

XIII · 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (4)	Crédits aux entreprises et particuliers 1 (5)	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (12)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (13)	Divers (14)
						de créances commerciales sur l'étranger (6)	de crédits aux entreprises et particuliers (7)	Etat 3 (8)	Autres pouvoirs publics 4 (9)	achats sur le marché par les organismes monétaires (10)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (11)			
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,3	- 0,2	- 0,8	+ 3,8	- 1,4	- 4,2	+ 3,7	- 0,1	- 0,2	- 0,9	- 0,2	+ 0,3	- 0,2
2 ^e trimestre	+12,2	- 2,0	+ 10,2	- 0,6	+ 3,0	+ 1,1	+ 0,8	+ 5,8	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,0	- 0,7	- 0,1	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 0,1	- 0,8
4 ^e trimestre	+13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3,1	- 0,6	+ 0,8	+ 3,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,1	+ 1,6	- 0,1	- 0,9
Total ...	+19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11,0	...	- 1,6	+ 12,6	+ 1,5	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	...	- 1,8
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,3	- 2,3	...	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 ^e trimestre	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,1	- 2,2	+ 1,4	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,4
4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 7,9	+ 1,4	- 2,3	+ 3,6	+ 1,5	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 15,9	- 1,2	- 1,6	+ 7,0	+ 2,4	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,3	+ 0,3	- 0,8	+ 2,1	- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 ^e trimestre	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,0	+ 0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,3
3 ^e trimestre	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 4,7	+ 0,6	+ 1,5	- 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 ^e trimestre	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 9,0	- 0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,4
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,0	+ 1,1	+ 2,4	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 ^{er} trimestre	-13,1	+ 9,0	- 4,1	+ 4,9	+ 4,8	- 0,3	- 3,4	- 2,7	- 3,9	- 1,1	- 1,7	- 0,3	- 0,4	...
2 ^e trimestre	+21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+ 6,6	- 0,9	- 2,4	+ 9,6	+ 2,2	- 0,3	+ 0,8	+ 1,0	- 0,3	+ 2,0
3 ^e trimestre	- 4,3	+ 6,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 2,9	- 2,4	+ 2,2	- 0,6	+ 0,3	- 0,5	+ 0,4	+ 0,6	- 0,4	- 3,4
4 ^e trimestre	+ 7,3	+ 3,7	+ 11,0	+ 3,9	+ 11,7	+ 0,9	- 0,3	- 4,9	+ 1,3	- 0,1	- 0,4	+ 0,2	- 0,5	- 0,8
Total ...	+11,0	+21,6	+ 32,6	+17,1	+ 26,0	- 2,7	- 3,9	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968 1 ^{er} trimestre	- 0,5	+ 7,1	+ 6,6	- 0,7	+ 4,6	- 1,9	- 2,2	+ 4,4	- 0,4	- 0,8	...	+ 3,3	- 1,2	+ 1,5
2 ^e trimestre	+22,7	+ 2,8	+ 25,5	+ 2,8	+ 6,1	+ 1,3	+ 0,5	+ 18,0	- 0,5	+ 0,3	- 1,1	- 0,6	- 0,6	- 0,7
3 ^e trimestre	-10,9	+ 6,2	- 4,7	- 6,0	+ 1,2	+ 0,4	+ 0,9	- 3,1	+ 0,3	- 1,1	+ 2,1	+ 1,4	- 0,5	- 0,3
4 ^e trimestre	+14,8	+ 2,1	+ 16,9	- 4,2	+ 13,7	+ 1,0	+ 0,8	+ 4,4	+ 3,7	- 0,5	- 0,2	- 0,1	- 0,7	- 1,0
Total ...	+26,1	+18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,8	+ 4,0	- 3,0	- 0,5
1969 1 ^{er} trimestre	- 4,4	+10,2	+ 5,8	p- 0,5	+ 7,8	- 1,0	- 0,9	p+ 5,3	p- 2,9	p- 0,5	- 1,8	p- 1,1	- 0,7	p+ 2,1
2 ^e trimestre	+21,7	+ 3,4	+ 25,1	p+ 4,5	+ 6,8	- 0,4	+ 2,1	p+ 13,3	p+ 3,2	p+ 0,1	+ 1,3	p+ 1,6	- 1,7	p- 5,7

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires. — 3 Y compris le Fonds des Routes [cf l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (E.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968]. — 4 Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin ⁶ (e)	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre	6,8	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Juin	7,1	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Décembre	7,2	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Juin	7,2	179,7	182,8	15,4	0,3	41,1	107,9	149,3	164,7	347,5	52,6
Décembre	6,8	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968 Mai	6,8	181,5	183,7	21,5	0,3	41,1	115,7	157,1	178,6	362,3	50,7
Juin	6,8	185,3	187,4	24,0	0,4	42,4	118,5	161,3	185,3	372,7	50,3
Juillet	6,8	183,9	186,1	18,2	0,3	43,6	113,2	157,1	175,3	361,4	51,5
Août	6,9	182,3	185,0	20,6	0,3	41,3	114,6	156,2	176,8	361,8	51,1
Septembre	6,9	180,5	182,7	19,6	0,4	42,4	116,7	159,5	179,1	361,8	50,5
Octobre	6,9	178,9	181,5	18,9	0,4	44,1	114,8	159,3	178,2	359,7	50,5
Novembre	6,9	179,3	181,8	21,0	0,5	40,0	119,9	160,4	181,4	363,2	50,1
Décembre	6,9	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969 Janvier	6,9	178,1	180,5	21,8	0,5	44,8	114,8	160,1	181,9	362,4	49,8
Février	6,9	180,5	183,0	21,8	0,5	41,1	118,5	160,1	181,9	364,9	50,2
Mars	6,9	180,4	182,1	22,6	0,5	41,9	125,0	167,4	190,0	372,1	48,9
Avril	7,0	183,2	185,2	20,9	0,3	48,9	122,6	171,8	192,7	377,9	49,0
Mai	7,0	186,3	188,4	22,4	0,5	44,5	125,7	170,7	193,1	381,5	49,4
Juin	7,1	188,9	190,4	23,2	0,6	48,0	131,6	180,2	203,4	393,8	48,3
Juillet	7,2	188,1	189,9	19,6	0,4	47,0	122,3	169,7	189,3	379,2	50,1
Août	7,2	184,9	187,3	21,4	0,6	43,4	123,8	167,8	189,2	376,5	49,7

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il se serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution								Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col.(6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵	
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2					(10) = (6) - (7) - (8) - (9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁶	74,8 ⁶	+ 8,3	- 4,2 ⁶	+ 4,1 ⁶	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2	
1961 Année	92,7	-14,9 ⁶	77,8 ⁶	+12,2	-10,4 ⁶	+ 1,8 ⁶	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6	
1962 Année	91,0	-10,5	80,5	- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0	
1963 Année 7	102,2	-23,0	79,2	+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1	
1964 1 ^{er} trimestre .	101,8	-23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 1,0	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,1	
2 ^e trimestre .	103,2	-23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	...	+ 1,1	- 0,6	- 0,1	+ 1,0	
3 ^e trimestre .	105,2	-24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,5	+ 0,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,3	+ 1,9	
4 ^e trimestre .	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	...	- 0,6	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,9	
				+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+10,7	
1965 1 ^{er} trimestre .	113,3	-26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7	
2 ^e trimestre .	120,4	-28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7	
3 ^e trimestre .	120,0	-29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6	
4 ^e trimestre .	122,8	-28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9	
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3	
1966 1 ^{er} trimestre .	119,7	-26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	- 0,7	
2 ^e trimestre .	123,0	-29,6	93,4	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2	
3 ^e trimestre .	121,8	-32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2	
4 ^e trimestre .	124,5	-35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2	
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3	
1967 1 ^{er} trimestre .	124,0	-33,2	90,8	- 0,5	+ 2,3	+ 1,8	- 2,4	- 0,4	- 0,3	+ 4,9	+ 0,9	+ 2,7	
2 ^e trimestre .	129,3	-36,4	92,9	+ 5,3	- 3,1	+ 2,2	- 2,4	...	- 0,9	+ 5,5	- 1,6	+ 0,6	
3 ^e trimestre .	130,0	-39,1	90,9	+ 0,7	- 2,8	- 2,1	- 2,4	- 0,1	- 2,4	+ 2,8	+ 2,8	+ 0,7	
4 ^e trimestre .	136,9	-39,8	97,1	+ 6,9	- 0,7	+ 6,2	+ 1,4	...	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 5,6	
				+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6	
1968 1 ^{er} trimestre .	133,4	-38,9	94,5	- 3,5	+ 0,9	- 2,6	...	...	- 1,9	- 0,7	- 0,4	- 3,0
2 ^e trimestre .	134,5	-37,3	97,2	+ 1,1	+ 1,6	+ 2,7	- 1,2	- 0,2	+ 1,3	+ 2,8	- 1,9	+ 0,8	
3 ^e trimestre .	129,3	-39,2	90,1	- 5,2	- 1,7	- 6,9	- 1,3	...	+ 0,4	- 6,0	+ 3,0	- 3,9	
4 ^e trimestre .	122,9	-36,8	86,1	- 6,4	+ 2,2	- 4,2	- 1,0	...	+ 1,0	- 4,2	+ 5,1	+ 0,9	
				-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 5,8	- 5,2	
1969 1 ^{er} trimestre .	117,6	-34,0	83,6	- 5,3	+ 2,8	- 2,5	p- 1,0	p ...	- 1,0	p- 0,5	p+ 3,7	p+ 1,2	
2 ^e trimestre .	121,7	-33,1	88,6	+ 4,1	+ 0,9	+ 5,0	p+ 1,1	p- 0,2	- 0,4	p+ 4,5	p- 1,6	p+ 3,4	

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, page 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs, sauf, à partir de 1968, le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L., b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) depuis le 8^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1963 variations des effets publics luxembourgeois détenus par la Banque Nationale de Belgique [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableau IX - 1, 2 et 8, rubriques 6.21 et 6.22.

6 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,0 milliard en 1960 et une augmentation, également comptable, de 0,5 milliard en 1961. Ces mouvements de caractère purement comptable ont été éliminés de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

7 A partir de 1963, les chiffres des autres organismes monétaires ne sont plus comparables à ceux des années antérieures; un article explicatif à ce sujet est inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.), XLII^e année, vol. 1, no 1, janvier 1967.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1 (1)	de la construction et de transactions immobilières 2 (2)	de ventes et prêts à tempérament 3 (3)	d'importations (4)				Crédits de caisse 4 (8)	Autres (9)		
1964 Mars	8,6	6,5	11,1	9,7	63,6	99,5	13,0	4,3	1,8	19,1	118,6
Juin	9,6	6,8	12,1	9,9	64,5	102,9	13,8	4,3	1,5	19,6	122,5
Septembre	10,3	6,9	12,2	9,1	65,9	104,4	13,3	4,7	1,6	19,6	124,0
Décembre	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965 Mars	11,6	6,6	12,1	9,6	66,8	106,7	15,3	6,4	1,5	23,2	129,9
Juin	12,0	7,2	12,7	10,1	69,7	111,7	16,3	6,9	1,6	24,8	136,5
Septembre	12,2	7,4	12,8	11,3	71,3	115,0	15,5	7,0	1,9	24,4	139,4
Décembre	13,7	8,2	12,8	12,2	75,8	122,7	18,0	7,2	3,1	28,3	151,0
1966 Mars	13,8	8,0	13,0	12,0	78,3	125,1	17,9	8,1	2,7	28,7	153,8
Juin	15,0	8,6	13,4	12,4	80,0	129,4	17,9	7,7	2,5	28,1	157,5
Septembre	16,5	8,9	13,7	11,4	83,8	134,3	18,2	7,6	2,5	28,3	162,6
Décembre ⁵	18,2	9,2	14,1	13,2	87,9	142,6	19,6	6,7	2,5	28,8	171,4
1967 Mars	20,0	9,2	14,1	11,9	92,3	147,5	19,6	7,4	2,2	29,2	176,7
Juin	22,1	10,4	15,0	11,7	95,2	154,4	21,8	7,3	3,6	32,7	187,1
Septembre ⁵	22,3	10,5	15,1	11,5	98,2	157,6	22,3	6,7	3,1	32,1	189,7
Décembre ⁵	22,8	11,5	15,5	13,4	105,1	168,3	23,7	6,9	3,9	34,5	202,8
1968 Mars ⁵	23,3	11,6	16,3	13,8	107,3	172,8	25,1	8,2	4,2	37,5	210,3
Juin ⁵	25,0	12,1	18,2	13,3	111,2	179,8	26,7	9,1	4,5	40,3	220,1
Septembre	27,4	12,7	19,0	13,2	108,9	181,2	26,7	11,2	3,6	41,5	222,7
Décembre	27,7	13,9	19,8	14,3	118,4	194,1	30,0	14,5	3,9	48,4	242,5
1969 Mars	27,1	14,0	20,0	16,0	124,3	201,4	30,9	16,4	3,3	50,6	252,0
Nouvelle série											
Mars	26,3	13,1	20,8	16,0	125,2	201,4	30,9	16,4	3,3	50,6	252,0
Juin	^p 28,3	^p 13,2	^p 23,2	15,1	^p 129,1	208,9	34,6	20,4	3,0	58,0	266,9

1 Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961 et 14 juillet 1966 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (mars 1964-mars 1969) comprenait un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

2 Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

3 Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (mars 1964-mars 1969) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

4 Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

5 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AYANCES ET D'ACCEPTATION
 ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
 AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1965 Mars	9,9	48,5	48,3	106,7	3,0	8,2	11,2	6,9	40,3	48,3	95,5	—
Juin	10,6	50,7	50,4	111,7	4,8	7,6	12,4	5,8	43,1	50,4	99,3	—
Septembre	11,7	50,6	52,7	115,0	2,1	8,6	10,7	9,6	42,0	52,7	104,3	—
Décembre	12,6	55,3	54,8	122,7	7,0	9,8	16,8	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966 Mars	12,3	55,3	57,5	125,1	4,7	9,9	14,6	7,6	45,4	57,5	110,5	—
Juin	12,6	57,3	59,5	129,4	5,2	10,1	15,3	7,4	47,2	59,5	114,1	—
Septembre	11,7	57,9	64,7	134,3	4,7	9,5	14,2	7,0	48,4	64,7	120,1	—
Décembre 3	13,8	65,5	63,3	142,6	6,4	10,3	16,7	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 Mars	12,3	65,7	69,5	147,5	5,1	9,4	14,5	7,2	56,3	69,5	133,0	0,1
Juin	12,0	69,1	73,3	154,4	6,0	11,0	17,0	6,0	58,1	73,3	137,4	0,1
Septembre 3	11,2	71,9	74,5	157,6	4,3	11,0	15,3	6,9	60,9	74,5	142,3	0,1
Décembre 3	12,7	77,9	77,7	168,3	5,8	13,4	19,2	6,9	64,5	77,7	149,1	0,2
1968 Mars 3	12,7	79,3	80,8	172,8	5,3	11,9	17,2	7,4	67,4	80,8	155,6	...
Juin 3	11,6	82,0	86,2	179,8	5,0	13,1	18,1	6,6	68,9	86,2	161,7	0,1
Septembre	10,9	79,5	90,8	181,2	5,8	12,6	18,4	5,1	66,9	90,8	162,8	1,6
Décembre	11,9	84,2	98,0	194,1	7,7	17,2	24,9	4,2	67,0	98,0	169,2	0,6
1969 Mars	13,0	85,6	102,8	201,4	9,4	15,3	24,7	3,6	70,3	102,8	176,7	0,5
Juin	11,9	91,7	105,3	208,9	8,1	17,8	25,9	3,8	73,9	105,3	183,0	0,3
B. Crédits à l'étranger												
1965 Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	6,2	2,3	8,5	5,6	4,0	5,1	14,7	—
Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	8,3	2,6	10,9	4,3	3,8	5,8	13,9	—
Septembre	11,8	6,8	5,8	24,4	7,5	2,6	10,1	4,3	4,2	5,8	14,3	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	7,8	2,5	10,3	6,3	4,4	7,7	18,4	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	9,2	2,7	11,9	4,6	4,2	7,4	16,2	0,1
Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	7,6	2,4	10,0	6,0	4,8	7,5	18,3	0,1
Décembre 3	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	8,9	2,7	11,6	5,4	5,8	6,4	17,6	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	8,9	3,5	12,4	7,5	6,1	6,7	20,3	0,1
Septembre 3	16,0	9,7	6,4	32,1	7,8	3,9	11,7	8,2	5,8	6,4	20,4	0,1
Décembre 3	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968 Mars 3	16,9	12,9	7,7	37,5	9,4	5,4	14,8	7,5	7,5	7,7	22,7	0,1
Juin 3	17,5	14,1	8,7	40,3	9,8	6,4	16,2	7,7	7,7	8,7	24,1	0,1
Septembre	17,2	13,7	10,6	41,5	11,4	5,4	16,8	5,8	8,3	10,6	24,7	...
Décembre	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	...
1969 Mars	20,2	14,6	15,8	50,6	14,4	7,1	21,5	5,8	7,5	15,8	29,1	...
Juin	22,9	15,6	19,5	58,0	16,2	8,5	24,7	6,7	7,1	19,5	33,3	...
C. Total												
1965 Mars	21,7	54,8	53,4	129,9	9,2	10,5	19,7	12,5	44,3	53,4	110,2	—
Juin	23,2	57,1	56,2	136,5	13,1	10,2	23,3	10,1	46,9	56,2	113,2	—
Septembre	23,5	57,4	58,5	139,4	9,6	11,2	20,8	13,9	46,2	58,5	118,6	—
Décembre	27,0	62,6	61,4	151,0	16,2	12,7	28,9	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 Mars	26,4	62,2	65,2	153,8	12,5	12,4	24,9	13,9	49,8	65,2	128,9	0,1
Juin	26,4	64,2	66,9	157,5	14,4	12,8	27,2	12,0	51,4	66,9	130,3	0,1
Septembre	25,3	65,1	72,2	162,6	12,3	11,9	24,2	13,0	53,2	72,2	138,4	0,1
Décembre 3	28,8	73,1	69,5	171,4	15,8	12,9	28,7	13,0	60,2	69,5	142,7	0,2
1967 Mars	26,6	74,2	75,9	176,7	14,0	12,1	26,1	12,6	62,1	75,9	150,6	0,2
Juin	28,4	78,7	80,0	187,1	14,9	14,5	29,4	13,5	64,2	80,0	157,7	0,2
Septembre 3	27,2	81,6	80,9	189,7	12,1	14,9	27,0	15,1	66,7	80,9	162,7	0,2
Décembre 3	29,5	89,2	84,1	202,8	16,2	18,4	34,6	13,3	70,8	84,1	168,2	0,3
1968 Mars 3	29,6	92,2	88,5	210,3	14,7	17,3	32,0	14,9	74,9	88,5	178,3	0,1
Juin 3	29,1	96,1	94,9	220,1	14,8	19,5	34,3	14,3	76,6	94,9	185,8	0,2
Septembre	28,1	93,2	101,4	222,7	17,2	18,0	35,2	10,9	75,2	101,4	187,5	1,6
Décembre	32,1	98,5	111,9	242,5	21,5	23,8	45,3	10,6	74,7	111,9	197,2	0,6
1969 Mars	33,2	100,2	118,6	252,0	23,8	22,4	46,2	9,4	77,8	118,6	205,8	0,5
Juin	34,8	107,3	124,8	266,9	24,3	26,3	50,6	10,5	81,0	124,8	216,3	0,3

1 Ces crédits sont localisés essentiellement à la Banque Nationale de Belgique, à l'Institut de Récompense et de Garantie, auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. 1 — Pour la méthode d'élaboration : voir : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER,
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commer- ciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Accep- tations bancaires (4)	Effets commer- ciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Accep- tations bancaires (7)	Effets commer- ciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1965 Mars	2,1	...	2,1	...	0,3	0,3	...	2,4	...	2,4
Juin	1,7	...	1,7	0,2	0,4	0,6	0,2	2,1	...	2,3
Septembre	1,5	...	1,5	...	0,6	0,6	...	2,1	...	2,1
Décembre	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	2,9	...	5,6
1966 Mars	1,7	...	1,7	0,2	0,8	1,0	0,2	2,5	...	2,7
Juin	1,4	...	1,4	1,7	1,4	3,1	1,7	2,8	...	4,5
Septembre	1,2	...	1,2	1,7	1,9	3,6	1,7	3,1	...	4,8
Décembre	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 Mars	1,8	...	1,8	0,8	0,5	1,3	0,8	2,3	...	3,1
Juin	1,4	...	1,4	0,2	1,1	1,3	0,2	2,5	...	2,7
Septembre	1,2	...	1,2	...	1,1	1,1	...	2,3	...	2,3
Décembre	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	...	0,6	0,6	...	2,8	...	2,8
Juin ¹	1,4	...	1,4	0,9	1,2	2,1	0,9	2,6	...	3,5
Septembre	1,1	...	1,1	0,4	1,1	1,5	0,4	2,2	...	2,6
Décembre	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969 Mars	2,4	...	2,4	2,8	6,4	9,2	2,8	8,8	...	11,6
Juin	1,5	0,2	1,7	3,6	8,3	11,9	3,6	9,8	0,2	13,6
B. Crédits à l'étranger										
1965 Mars	...	...	...	1,8	...	1,8	1,8	...	...	1,8
Juin	...	...	...	6,0	0,2	6,2	6,0	0,2	...	6,2
Septembre	...	...	...	2,8	...	2,8	2,8	...	...	2,8
Décembre	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 Mars	...	...	...	4,7	0,2	4,9	4,7	0,2	...	4,9
Juin	...	...	...	6,8	0,6	7,4	6,8	0,6	...	7,4
Septembre	...	...	...	5,8	0,4	6,2	5,8	0,4	...	6,2
Décembre	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 Mars	...	...	...	6,6	0,3	6,9	6,6	0,3	...	6,9
Juin	...	...	...	6,1	0,7	6,8	6,1	0,7	...	6,8
Septembre	...	...	...	2,7	...	2,7	2,7	...	...	2,7
Décembre	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968 Mars ¹	...	...	...	4,8	0,5	5,3	4,8	0,5	...	5,3
Juin ¹	0,1	...	0,1	6,8	1,2	8,0	6,8	1,3	...	8,1
Septembre	0,3	...	0,3	8,3	1,3	9,6	8,3	1,6	...	9,9
Décembre	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969 Mars	...	...	...	11,2	3,1	14,3	11,2	3,1	...	14,3
Juin	0,1	...	0,1	12,6	4,4	17,0	12,6	4,5	...	17,1
C. Total										
1965 Mars	2,1	...	2,1	1,8	0,3	2,1	1,8	2,4	...	4,2
Juin	1,7	...	1,7	6,2	0,6	6,8	6,2	2,3	...	8,5
Septembre	1,5	...	1,5	2,8	0,6	3,4	2,8	2,1	...	4,9
Décembre	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 Mars	1,7	...	1,7	4,9	1,0	5,9	4,9	2,7	...	7,6
Juin	1,4	...	1,4	8,5	2,0	10,5	8,5	3,4	...	11,9
Septembre	1,2	...	1,2	7,5	2,3	9,8	7,5	3,5	...	11,0
Décembre	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 Mars	1,8	...	1,8	7,4	0,8	8,2	7,4	2,6	...	10,0
Juin	1,4	...	1,4	6,3	1,8	8,1	6,3	3,2	...	9,5
Septembre	1,2	...	1,2	2,7	1,1	3,8	2,7	2,3	...	5,0
Décembre	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	4,8	1,1	5,9	4,8	3,3	...	8,1
Juin ¹	1,5	...	1,5	7,7	2,4	10,1	7,7	3,9	...	11,6
Septembre	1,4	...	1,4	8,7	2,4	11,1	8,7	3,8	...	12,5
Décembre	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969 Mars	2,4	...	2,4	14,0	9,5	23,5	14,0	11,9	...	25,9
Juin	1,6	0,2	1,8	16,2	12,7	28,9	16,2	14,3	0,2	30,7

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3 (12)
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1965 Mars	9,9	50,6	48,3	108,8	3,0	7,3	10,3	6,9	43,3	48,3	98,5	—
Juin	10,6	52,4	50,4	113,4	4,2	6,8	11,0	6,4	45,6	50,4	102,4	—
Septembre	11,7	52,1	52,7	116,5	2,0	7,6	9,6	9,7	44,5	52,7	106,9	—
Décembre	12,6	57,1	54,8	124,5	3,9	8,1	12,0	8,7	49,0	54,8	112,5	—
1966 Mars	12,3	57,0	57,5	126,8	4,2	8,6	12,8	8,1	48,4	57,5	114,0	—
Juin	12,6	58,7	59,5	130,8	3,5	8,3	11,8	9,1	50,4	59,5	119,0	—
Septembre	11,7	59,1	64,7	135,5	2,9	7,4	10,3	8,8	51,7	64,7	125,2	—
Décembre 4	13,8	67,4	63,3	144,5	2,2	7,6	9,8	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967 Mars	12,3	67,5	69,5	149,3	4,3	8,7	13,0	8,0	58,8	69,5	136,3	0,1
Juin	12,0	70,5	73,3	155,8	5,7	9,7	15,4	6,3	60,8	73,3	140,4	0,1
Septembre 4	11,2	73,1	74,5	158,8	3,9	9,4	13,3	7,3	63,7	74,5	145,5	0,1
Décembre 4	12,7	80,1	77,7	170,5	4,2	9,5	13,7	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968 Mars 4	12,7	81,5	80,8	175,0	4,9	10,8	15,7	7,8	70,7	80,8	159,3	...
Juin 4	11,6	83,4	86,2	181,2	3,9	11,3	15,2	7,7	72,1	86,2	166,0	0,1
Septembre	10,9	80,6	90,8	182,3	5,3	10,6	15,9	5,6	70,0	90,8	166,4	1,6
Décembre	11,9	86,1	98,0	196,0	5,8	8,3	14,1	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969 Mars	13,0	88,0	102,8	203,8	6,6	8,4	15,0	6,4	79,6	102,8	188,8	0,5
Juin	11,9	93,2	105,5	210,6	4,4	8,1	12,5	7,5	85,1	105,5	198,1	0,3
B. Crédits à l'étranger												
1965 Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	4,3	2,2	6,5	7,5	4,1	5,1	16,7	—
Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	2,2	2,3	4,5	10,4	4,1	5,8	20,3	—
Septembre	11,8	6,8	5,8	24,4	4,3	2,5	6,8	7,5	4,3	5,8	17,6	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	2,8	2,3	5,1	11,3	4,6	7,7	23,6	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	2,4	2,1	4,5	11,4	4,8	7,4	23,6	0,1
Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	1,8	2,0	3,8	11,8	5,2	7,5	24,5	0,1
Décembre 4	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	2,3	2,4	4,7	12,0	6,1	6,4	24,5	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	2,8	2,8	5,6	13,6	6,8	6,7	27,1	0,1
Septembre 4	16,0	9,7	6,4	32,1	4,3	3,6	7,9	11,7	6,1	6,4	24,2	0,1
Décembre 4	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968 Mars 4	16,9	12,9	7,7	37,5	4,4	4,6	9,0	12,5	8,3	7,7	28,5	0,1
Juin 4	17,5	14,2	8,7	40,4	2,7	4,9	7,6	14,8	9,3	8,7	32,8	0,1
Septembre	17,2	14,0	10,6	41,8	3,1	4,1	7,2	14,1	9,9	10,6	34,6	...
Décembre	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	...
1969 Mars	20,2	14,6	15,8	50,6	3,2	4,0	7,2	17,0	10,6	15,8	43,4	...
Juin	22,9	15,7	19,5	58,1	3,5	4,1	7,6	19,4	11,6	19,5	50,5	...
C. Total												
1965 Mars	21,7	56,9	53,4	132,0	7,3	9,5	16,8	14,4	47,4	53,4	115,2	—
Juin	23,2	58,8	56,2	138,2	6,4	9,1	15,5	16,8	49,7	56,2	122,7	—
Septembre	23,5	58,9	58,5	140,9	6,3	10,1	16,4	17,2	48,8	58,5	124,5	—
Décembre	27,0	64,4	61,4	152,8	6,5	10,8	17,3	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966 Mars	26,4	63,9	65,2	155,5	7,0	10,9	17,9	19,4	53,0	65,2	137,6	0,1
Juin	26,4	65,6	66,9	158,9	5,9	10,4	16,3	20,5	55,2	66,9	142,6	0,1
Septembre	25,3	66,3	72,2	163,8	4,7	9,4	14,1	20,6	56,9	72,2	149,7	0,1
Décembre 4	28,8	75,0	69,5	173,3	4,3	9,8	14,1	24,5	65,2	69,5	159,2	0,2
1967 Mars	26,6	76,0	75,9	178,5	6,6	11,1	17,7	20,0	64,9	75,9	160,8	0,2
Juin	28,4	80,1	80,0	188,5	8,5	12,5	21,0	19,9	67,6	80,0	167,5	0,2
Septembre 4	27,2	82,8	80,9	190,9	8,2	13,0	21,2	19,0	69,8	80,9	169,7	0,2
Décembre 4	29,5	91,4	84,1	205,0	7,2	13,6	20,8	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968 Mars 4	29,6	94,4	88,5	212,5	9,3	15,4	24,7	20,3	79,0	88,5	187,8	0,1
Juin 4	29,1	97,6	94,9	221,6	6,6	16,2	22,8	22,5	81,4	94,9	198,8	0,2
Septembre	28,1	94,6	101,4	224,1	8,4	14,7	23,1	19,7	79,9	101,4	201,0	1,6
Décembre	32,1	100,5	111,9	244,5	8,2	12,1	20,3	23,9	88,4	111,9	224,2	0,6
1969 Mars	33,2	102,6	118,6	254,4	9,8	12,4	22,2	23,4	90,2	118,6	232,2	0,5
Juin	34,8	108,9	125,0	268,7	7,9	12,2	20,1	26,9	96,7	125,0	248,6	0,3

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (8) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la Banque Nationale de Belgique, au Crédit Communal de Belgique et à l'Institut de Réescampte et de Garantie (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XLIIe année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963	76.175
Monnaies étrangères	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405	36.087	18.087
Monnaies étrangères et or à recevoir	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477	12.468	12.327
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	1.500	1.500	1.500	1.500	3.000	—
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	413	251	118	62	7	—	—	—
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189	14.736	10.278
Prêts	—	—	—	1.500	3.375	3.375	1.875	4.975
d) autres accords .....	...	...	...	...	6	...	...	120
Débiteurs pour change et or, à terme ...	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311	35.521	18.256
Effets de commerce	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295	15.503	13.834	26.694
Avances sur nantissement	74	3.022	1.655	625	34	338	345	572
Effets publics : (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 30-3-1968)								
Effets publics belges	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575	2.650	14.675
Effets publics luxembourgeois	—	—	—	—	—	—	—	200
Monnaies divisionnaires et d'appoint	490	326	247	397	455	302	320	266
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	2	1	2	1	2	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197	3.367	3.514
Immeubles, matériel et mobilier	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909	1.999	2.064
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583
Divers	544	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640	1.357	1.919
	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437
PASSIF								
Billets en circulation	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311	177.482	183.243
Comptes courants :								
Trésor public								
compte ordinaire ...	1	5	3	5	18	12	2	4
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	25	27	17	12	14	13	10	9
compte spécial liquidation U.E.P. ....	...	...	...	...	...	—	—	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	445	387	309	329	394	390	316	677
Comptes courants divers	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281	3.206	2.545
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	200	185	126	161	262	128	271	256
b) autres accords	365	413	333	383	217	325	326	224
Total des engagements à vue ...	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460	181.613	186.958
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	1.253	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151	32.800	48.218	30.665
Caisse de Pensions du Personnel	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583
Divers	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366	2.216	2.908
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930	3.077	3.193
	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1968 8 juillet	1969 7 juillet	1968 5 août	1969 4 août	1968 9 septembre	1969 8 septembre	1968 7 octobre	1969 6 octobre
ACTIF								
Encaisse en or	75.635	76.109	75.933	76.059	75.881	75.987	76.153	75.961
Monnaies étrangères	23.908	26.013	22.609	25.747	21.812	29.750	20.424	31.176
Monnaies étrangères et or à recevoir	13.141	14.444	12.690	14.315	12.639	14.403	21.454	13.788
Avoirs à l'étranger, en francs belges	3.000	—	3.000	—	3.000	—	3.000	—
Accords internationaux : (Loi des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
b) F.M.L. :								
— Participation	18.124	6.041	18.134	3.501	18.184	3.501	18.139	3.501
— Prêts ¹	5.875	3.500	5.875	...	5.475	...	5.475	...
c) autres accords	79	120	18	83	...	...	46	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	23.890	31.457	22.225	24.336	22.183	40.842	21.819	38.085
Effets de commerce	14.503	33.641	13.869	33.616	10.701	36.583	12.083	33.239
Avances sur nantissement	3.037	3.913	1.363	188	2.227	866	3.079	1.613
Effets publics : (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 30-3-1968) :								
Effets publics belges	9.700	15.725	8.900	15.900	9.650	15.725	10.400	14.375
Effets publics luxembourgeois	200	250	200	350	200	100	...	100
Monnaies divisionnaires et d'appoint	339	270	359	312	360	329	379	363
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux	1	1	1	1	2	1	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	3.514	3.633	3.514	3.633	3.514	3.633	3.515	3.628
Immeubles, matériel et mobilier	1.998	2.064	1.998	2.064	1.998	2.064	1.998	2.064
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	2.464	2.747	2.467	2.755	2.464	2.748	2.469	2.766
Divers	2.657	2.769	2.355	2.360	2.100	2.473	2.384	2.695
	236.065	256.697	229.510	239.220	226.390	263.005	236.819	257.355
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	1.040	1.415	916	1.256	766	1.089	560	887
PASSIF								
Billets en circulation	188.283	192.812	184.068	188.292	180.810	183.925	180.907	183.792
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	22	3	1	1	7	8	6	3
{ taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	9	9	9	9	9	9	9	8
Banques à l'étranger : comptes ordin.	329	6.109	354	445	319	11.592	2.088	8.110
Comptes courants divers	999	1.079	710	848	800	814	785	1.775
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	266	97	205	147	138	151	151	152
b) autres accords	143	277	138	186	231	273	193	296
<i>Total des engagements à vue</i> ...	190.051	200.386	185.485	189.928	182.314	196.772	184.139	194.136
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	37.257	46.075	35.139	38.799	35.021	55.424	43.427	51.895
Caisse de Pensions du Personnel	2.464	2.747	2.467	2.755	2.464	2.748	2.469	2.766
Divers	2.778	3.856	2.904	4.105	3.076	4.428	3.269	4.925
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	3.115	3.233	3.115	3.233	3.115	3.233	3.115	3.233
	236.065	256.697	229.510	239.220	226.390	263.005	236.819	257.355
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	1.040	1.415	916	1.256	766	1.089	560	887

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1968).

N. P. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) ³	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour-centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)						(milliards de francs)
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1967 4 ^e trimestre	1.004	61,4	41,8	91,7	198,5	89,2	198,5	577,8	93
1968 1 ^{er} trimestre	1.004	62,5	42,3	92,6	204,7	94,0	204,7	596,0	94
2 ^e trimestre	1.003	62,0	43,2	98,0	205,2	97,7	205,2	606,1	93
3 ^e trimestre	1.009	64,8	42,1	100,3	212,6	100,9	212,6	626,3	94
4 ^e trimestre	1.013	64,1	43,1	103,3	216,5	98,8	216,5	601,9	94
1969 1 ^{er} trimestre	1.015	66,3	44,3	102,4	222,7	104,8	222,7	652,7	94
2 ^e trimestre	1.014	67,7	45,7	118,8	233,0	117,6	233,0	702,5	94
1968 Juin	1.003	61,3	43,6	95,1	192,1	91,4	192,1	570,7	93
Juillet	1.004	72,7	42,6	116,5	245,1	118,6	245,1	725,2	93
Août	1.006	60,0	41,7	90,3	197,4	93,1	197,4	578,1	94
Septembre	1.009	61,6	42,1	94,2	195,2	91,0	195,2	575,6	94
Octobre	1.012	65,0	42,2	106,5	231,4	104,9	231,4	574,2	94
Novembre	1.013	61,6	42,8	90,3	200,1	94,0	200,1	584,6	94
Décembre	1.013	65,8	44,2	113,0	218,0	97,5	218,0	647,0	94
1969 Janvier	1.015	69,9	44,5	111,2	244,7	117,9	244,7	718,6	94
Février	1.015	65,4	44,4	96,5	219,4	103,5	219,4	638,9	94
Mars	1.015	63,5	44,1	99,5	204,1	93,1	204,1	600,7	93
Avril	1.015	66,5	44,3	105,9	219,3	102,5	219,3	647,0	94
Mai	1.014	66,4	45,8	111,7	228,4	116,8	228,4	685,3	94
Juin	1.014	70,1	47,0	138,9	251,4	133,6	251,4	775,2	95
Juillet	1.016	79,8	46,6	135,1	280,8	138,9	280,8	835,5	94
Août	1.017	64,7	45,5	98,4	211,7	102,4	211,7	624,2	94

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

³ Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1968 31 juillet	1969 31 juillet	1968 31 août	1969 31 août
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	10.493	10.491	10.583	10.466	5.889	6.706	5.102	5.595
Prêts au jour le jour	3.253	4.743	5.559	4.894	4.803	7.022	3.573	7.185
Banquiers	29.786	41.276	49.380	72.637	64.301	101.239	66.469	97.805
Maison-mère, succursales et filiales	3.203	9.235	10.353	13.100	13.820	18.095	13.196	15.704
Autres valeurs à recevoir à court terme	10.746	15.465	16.506	21.086	20.762	32.054	19.299	31.559
Portefeuille-effets	91.587	106.751	118.984	119.034	122.215	122.959	127.858	126.712
a) Effets publics	34.175	39.162	41.099	37.717	40.841	40.501	45.577	44.921
b) Effets commerciaux ²	57.412	67.589	77.885	81.317	81.374	82.458	82.281	81.791
Reports et avances sur titres	1.348	1.245	1.516	1.644	1.565	1.543	1.494	1.424
Débiteurs par acceptations	26.938	28.785	29.484	32.044	28.334	33.677	28.461	33.470
Débiteurs divers	60.186	68.329	82.733	110.343	95.148	124.260	96.997	122.967
Portefeuille-titres	86.447	94.289	110.154	132.211	122.939	141.741	123.274	141.777
a) Valeurs de la réserve légale	705	789	833	907	904	3	904	3
b) Fonds publics belges	80.181	87.264	102.140	119.174	111.637	3	111.397	3
c) Fonds publics étrangers	1.354	1.896	2.384	6.129	4.820	3	5.514	3
d) Actions de banques	1.912	1.904	2.195	3.075	2.778	3	2.639	3
e) Autres titres	2.295	2.436	2.602	2.926	2.800	3	2.820	3
Divers	3.184	4.021	5.356	5.574	4.628	7.720	4.526	6.690
Capital non versé	—	—	—	—	—	—	—	—
Total disponible et réalisable ...	327.171	384.630	440.608	523.033	484.404	597.016	490.249	590.888
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	68	56	114	102	129	140	132	141
Immeubles	2.714	3.021	3.300	3.652	3.430	3.824	3.445	3.892
Participations dans les filiales immobilières	260	258	283	449	299	311	449	310
Créances sur les filiales immobilières	89	115	77	85	65	156	73	157
Matériel et mobilier	375	457	455	465	469	506	475	514
Total de l'immobilisé ...	3.506	3.907	4.229	4.753	4.392	4.937	4.574	5.014
Total de l'actif ...	330.677	388.537	444.837	527.786	488.796	601.953	494.823	595.902

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actifs des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques

(millions de francs)

1965 31 décembre	14.404	1967 31 décembre	28.046	1968 31 juillet	26.225	1968 31 août	25.504
1966 31 décembre	17.828	1968 31 décembre	32.935	1969 31 juillet	31.006	1969 31 août	32.498

³ Nouvelle subdivision depuis le 31 mars 1969 :

	31-7-1969	31-8-69		31-7-1969	31-8-69
Valeurs mobilières :	134.390	134.414	Valeurs de la réserve légale	975	976
a) Fonds publics belges	125.787	125.672	Participations :	6.376	6.387
b) Autres titres d'emprunt	8.428	8.554	a) Filiales	2.185	2.186
c) Actions et parts de sociétés	168	181	b) Autres participations	4.191	4.201
d) Autres valeurs mobilières	7	7			

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

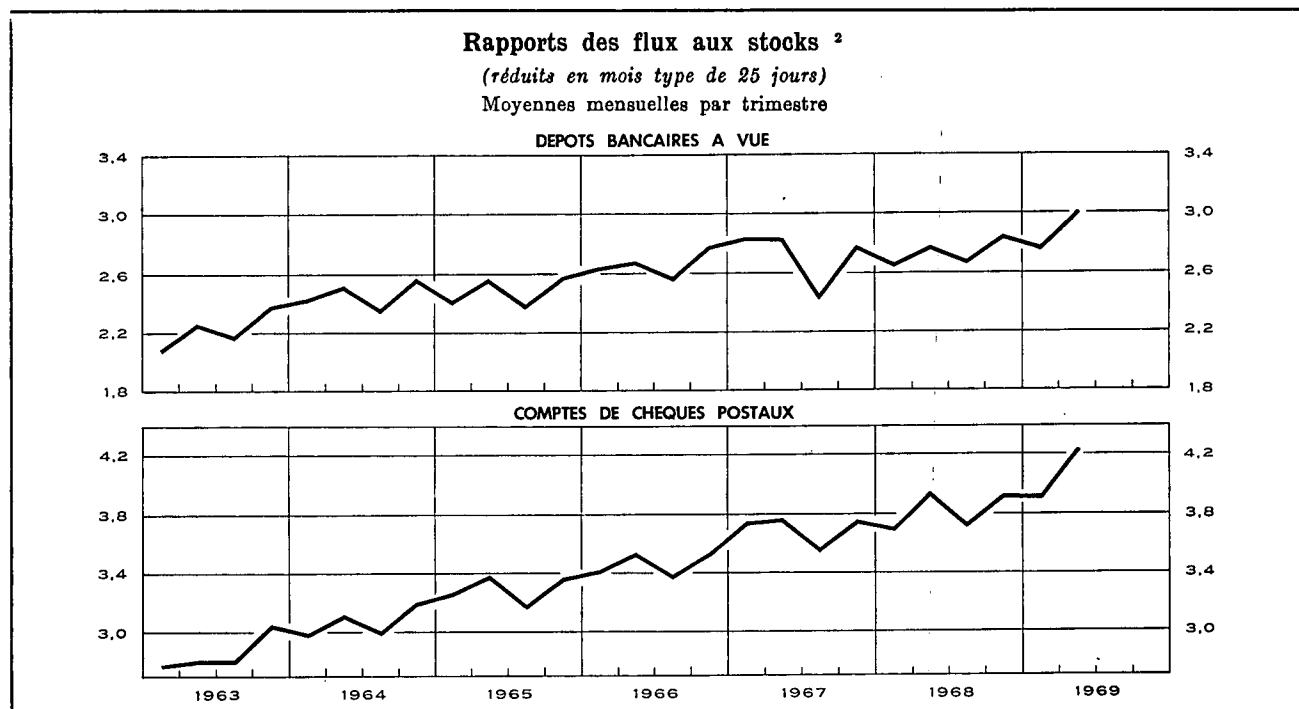
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1965	1966	1967	1968	1968	1969	1968	1969
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 juillet	31 juillet	31 août	31 août
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	589	835	784	1.306	574	1.200	554	1.398
a) Créanciers garantis par des privilèges	431	494	493	490	264	398	254	364
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	158	341	291	816	310	802	300	1.034
Emprunts au jour le jour	3.433	3.365	5.733	8.739	9.958	11.533	9.086	8.253
a) Garantis par des sûretés réelles	815	666	1.354	2.449	2.656	799	2.859	382
b) Non garantis par des sûretés réelles	2.618	2.699	4.379	6.290	7.302	10.734	6.227	7.871
Banquiers	57.426	79.174	94.222	119.989	111.762	150.054	117.553	149.167
Maison-mère, succursales et filiales	6.062	10.297	9.963	9.919	7.113	11.150	7.524	10.787
Acceptations	26.937	28.786	29.486	32.044	28.337	33.677	28.464	33.470
Autres valeurs à payer à court terme	6.578	8.012	7.891	13.964	14.079	24.578	11.814	20.884
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.413	1.107	1.320	1.976	1.638	2.000	1.498	1.704
Dépôts et comptes courants	189.447	213.093	244.383	281.371	261.036	300.067	264.122	300.895
a) A vue	92.774	98.921	109.385	122.443	113.355	123.821	114.413	122.044
b) A un mois au plus	11.847	15.035	16.778	18.476	13.940	19.648	14.318	21.143
c) A plus d'un mois	38.487	46.034	50.820	56.319	55.836	67.719	56.021	68.684
d) A plus d'un an	1.106	1.364	4.364	7.355	6.424	6.512	6.601	6.296
e) A plus de deux ans	3.031	3.016	3.493	5.023	4.533	6.755	4.613	6.849
f) Carnets de dépôts	40.179	46.800	57.739	69.787	65.042	73.635	66.244	73.840
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2.023	1.923	1.804	1.968	1.906	1.977	1.912	2.039
Obligations et bons de caisse	11.371	11.978	13.546	16.538	15.515	17.815	15.728	17.882
Montants à libérer sur titres et participations	977	955	941	1.145	1.105	1.146	1.106	1.146
Divers	8.030	10.350	13.108	13.298	12.663	14.456	12.334	16.029
<i>Total de l'exigible ...</i>	<i>312.263</i>	<i>367.952</i>	<i>421.377</i>	<i>500.289</i>	<i>463.780</i>	<i>567.676</i>	<i>469.783</i>	<i>561.615</i>
C. Exigible spécial :								
Obligations convertibles subordonnées	—	—	—	—	—	2.292	—	2.292
D. Non exigible :								
Capital	11.245	12.461	14.610	17.859	15.992	19.980	16.005	19.991
Fonds indisponibles par prime d'émission	1.949	2.298	2.368	2.867	2.303	4.274	2.314	4.274
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	705	789	833	906	904	991	904	991
Réserve disponible	4.306	4.803	5.425	5.589	5.535	6.368	5.535	6.368
Provisions	209	234	224	276	282	372	282	371
<i>Total du non exigible ...</i>	<i>18.414</i>	<i>20.585</i>	<i>23.460</i>	<i>27.497</i>	<i>25.016</i>	<i>31.985</i>	<i>25.040</i>	<i>31.995</i>
Total du passif ...	330.677	388.537	444.837	527.786	488.796	601.953	494.823	595.902

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	réduit en mois type de 25 jours		
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1967 4 ^e trimestre	223,4	166,4	389,8	2,78	2,78	3,76
1968 1 ^{er} trimestre	216,9	167,2	384,1	2,73	2,66	3,70
2 ^e trimestre	238,2	181,2	419,4	2,74	2,78	3,94
3 ^e trimestre	234,6	168,4	403,0	2,75	2,68	3,74
4 ^e trimestre	256,7	179,1	435,8	2,89	2,85	3,92
1969 1 ^{er} trimestre	253,8	185,4	439,2	2,81	2,77	3,92
2 ^e trimestre	288,7	205,7	494,4	3,00	3,04	4,22
1968 Août	212,6	160,8	373,4	2,56	2,47	3,65
Septembre	241,2	163,6	404,8	2,72	2,72	3,65
Octobre	242,5	177,6	420,1	2,95	2,73	3,99
Novembre	239,9	176,6	416,5	2,59	2,70	3,93
Décembre	287,6	183,1	470,7	3,12	3,12	3,83
1969 Janvier	260,4	191,9	452,3	2,98	2,86	3,98
Février	251,5	196,2	447,7	2,65	2,76	4,20
Mars	249,6	168,0	417,6	2,81	2,70	3,57
Avril	279,1	190,8	469,9	3,01	3,01	4,04
Mai	293,1	209,4	502,5	2,97	3,10	4,32
Juin	293,8	216,8	510,6	3,02	3,02	4,30
Juillet	290,9	205,0	495,9	3,18	3,06	4,12
Août	253,0	181,3	434,3	2,75	2,75	3,77

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XI^e année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLIII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 1
valeur nominale										
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1966	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1967	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	—	...	...
1968	7.959	5.124	...	...	432	8.892	1.256	—	...	...
1967 Janvier	6.044	2.674	...	...	51	5.304	...	—	...	...
Février	6.297	2.294	...	...	...	4.887	323	—	...	...
Mars	6.087	3.735	1.700	...	...	5.306	2.607	—	302	...
Avril	6.060	2.460	1.200	...	1.516	7.826	...	—	...	...
Mai	5.906	2.300	6.300	...	...	8.284	833	—	1.961	...
Juin	5.873	2.890	5.250	...	...	7.195	1.241	—	2.190	...
Juillet	5.314	1.700	...	258	2.300	6.211	...	—	...	...
Août	5.471	2.556	...	154	2.700	7.458	...	—	...	...
Septembre ...	5.531	2.300	...	598	3.000	7.927	...	—	...	...
Octobre	5.692	2.880	...	...	3.030	8.160	...	—	...	...
Novembre	5.702	1.869	...	2.672	503	7.301	...	—	...	...
Décembre	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	—	...	...
1968 Janvier	5.815	2.296	...	...	2.023	6.694	...	—	...	...
Février	6.113	2.657	...	...	2.282	7.685	...	—	...	...
Mars	6.572	3.250	...	...	848	7.262	...	—	...	...
Avril	6.537	2.590	...	...	2.771	8.462	...	—	...	...
Mai	6.655	2.300	4.000	...	2.100	8.974	585	—	2.100	...
Juin	7.534	2.300	5.500	...	1.700	8.915	1.063	—	3.500	...
Juillet	7.330	3.660	...	...	2.200	9.365	...	—	438	...
Août	7.567	3.785	3.300	...	2.700	10.123	945	—	2.700	...
Septembre ...	7.746	3.685	1.500	...	2.457	8.988	71	—	2.922	...
Octobre	7.276	4.194	...	...	2.550	9.927	...	—	617	...
Novembre	7.314	3.684	4.000	...	1.234	10.165	1.234	—	1.264	...
Décembre	7.959	5.124	...	...	432	8.892	1.256	—	...	...

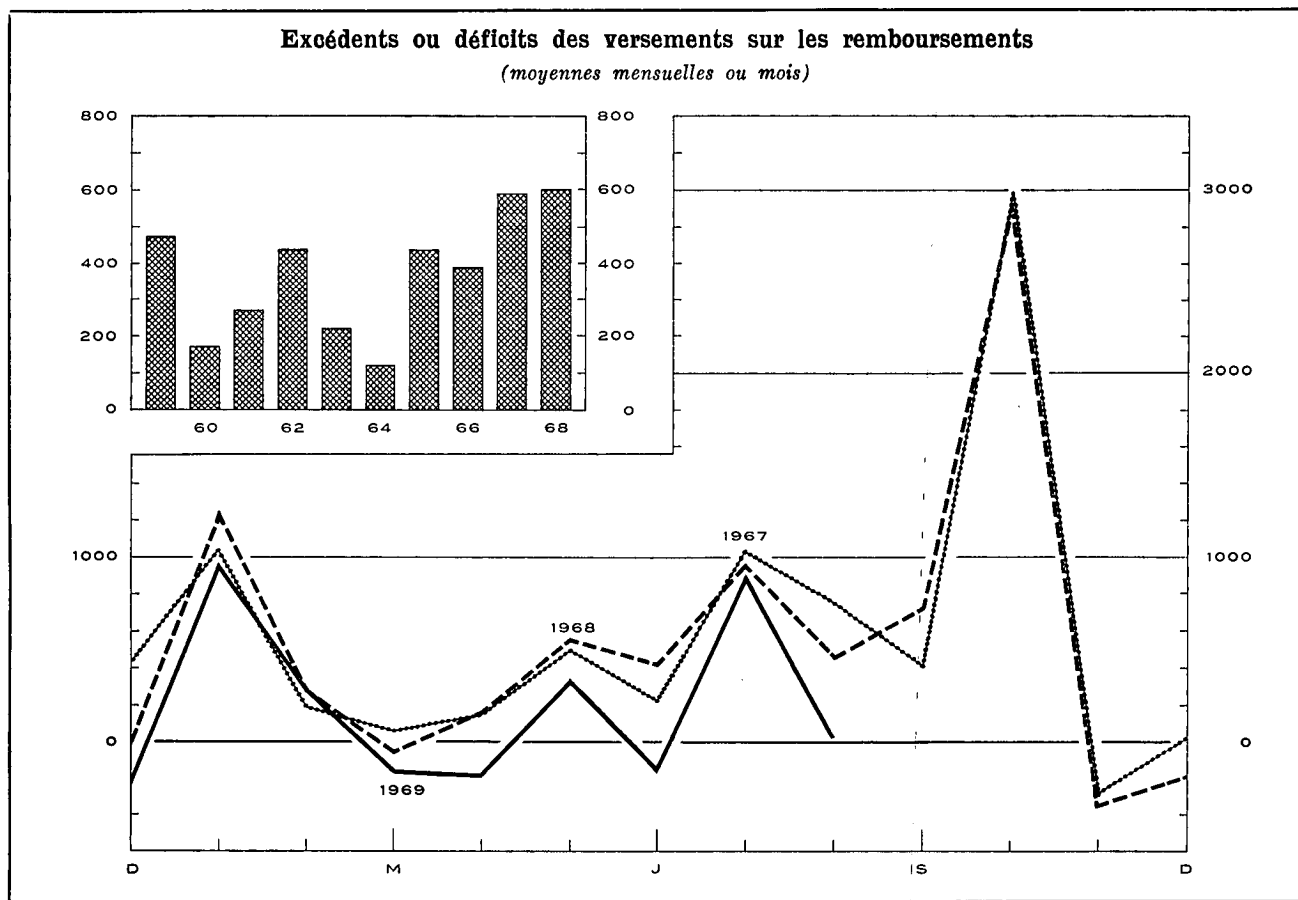
1 Y compris les bons de caisse réescomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements 1 (1)	Remboursements (2)	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Soldes des dépôts à fin de période 2 (4)
1958	18.912	14.316	4.596	66.700
1959	21.939	16.232	5.707	74.442
1960	21.840	19.786	2.054	78.887
1961	22.799	19.585	3.214	84.633
1962	25.995	20.717	5.278	92.654
1963	26.388	23.788	2.600	97.980
1964	28.229	26.757	1.472	102.395
1965	32.450	27.211	5.239	112.192
1966	37.449	32.817	4.632	120.322
1967	45.363	38.294	7.069	131.137
1968	50.955	43.751	7.204	142.297

Périodes	Versements 1		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts	
	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969
Janvier	4.558	5.166	3.305	4.202	1.253	964	132.389	143.261
Février	3.732	4.008	3.439	3.714	293	294	132.682	143.555
Mars	3.763	4.275	3.808	4.429	- 45	-154	132.637	143.401
Avril	3.917	4.368	3.761	4.535	156	-167	132.793	143.234
Mai	4.342	4.919	3.779	4.574	563	345	133.356	143.579
Juin	3.971	4.857	3.546	4.995	425	-138	133.781	143.441
Juillet	4.733	5.644	3.777	4.737	956	907	134.737	144.348
Août	3.682	p 4.104	3.210	p 4.076	472	p 28	135.209	p144.376
Septembre	4.270		3.545		725		135.934	
Octobre	6.919		3.988		2.931		138.865	
Novembre	3.281		3.621		-340		138.525	
Décembre	3.787		3.972		-185		142.297	

1 A partir de 1963, y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R. Pour l'année 1968 les intérêts capitalisés s'élevaient à 3.957 millions de F.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1963	1964	1965	1966 3	1967	1968
ACTIF						
Disponible ¹	0,3	1,9	0,3	1,2	0,5	2,3
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	18,0	20,6	24,6	26,5	29,9	33,0
Avances à l'industrie	9,5	11,0	12,2	16,4	17,8	18,0
Crédit agricole	0,1	...	...	0,1	0,2	0,5
Crédit d'exportation	0,7	0,8	1,0	1,1	1,5	1,5
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	—	—	—	0,1
Acceptations bancaires	2,7	3,7	3,9	3,8	4,1	9,7
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes ...	5,4	4,1	4,8	4,9	11,2	10,0
Prêts au jour le jour	0,9	...	0,5	...	1,4	...
Total des placements provisoires ² ...	37,3	40,2	47,0	52,8	66,1	72,8
Placements définitifs ²						
Rentes belges directes	23,4	21,9	21,4	20,6	19,5	19,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	17,5	18,6	20,8	21,7	22,8	24,5
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,5	1,5	1,9	2,3	2,4	2,7
Obligations de sociétés belges	0,8	0,8	0,7	1,0	0,9	0,8
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1
Prêts hypothécaires	5,3	5,9	6,5	7,0	7,6	8,6
Crédit agricole	4,0	4,4	4,7	5,2	5,6	6,0
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	25,0	24,6	25,8	26,7	27,5	29,0
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, profession- nel et universitaire)	—	—	—	—	—	1,5
Total des placements définitifs ² ...	78,3	78,5	82,6	85,5	87,5	94,1
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts ...	3,1	2,8	2,9	3,1	3,3	3,6
Valeurs échues du portefeuille	—	3,4	3,0	3,9	4,1	5,3
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	97,8	102,2	112,0	120,1	131,0	143,9
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	5,1	5,1	5,5	5,6	6,9	8,4
Dépôts pour timbres-retraite .....	...	...	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	103,1	107,5	117,7	125,9	138,1	152,5
Dépôts en comptes courants ⁴	4,7	6,8	5,6	6,0	7,3	8,7
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	10,6	11,6	11,5	13,7	14,9	16,2

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. comptabilise ses placements provisoires et définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

³ A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élevaient à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

⁴ Comprennent les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1963	1964	1965	1966	1967	1968
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,2	7,4	7,3	7,6	7,6	7,5
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	13,3	14,5	15,6	16,1	13,5	14,0
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,9	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts, divers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Total ...	22,5	24,0	25,0	25,7	23,0	23,4
PASSIF						
Fonds des rentes ²	13,7	13,9	13,9	14,0	14,0	14,1
Réserves mathématiques ³	10,8	11,8	12,8	13,8	9,6	9,8
Total ...	24,5	25,7	26,7	27,8	23,6	23,9

¹ Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1963	1964	1965	1966	1967	1968
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	3,1	2,9	2,7	2,7	2,8	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	3,8	4,7	5,2	5,8	6,5	7,4
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
Total ...	7,7	8,4	8,7	9,2	10,0	10,9
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	5,7	6,1	6,5	6,6	6,7	7,1
Fonds de réserve et de participation	2,2	2,6	2,4	3,1	3,3	3,6
Total ...	7,9	8,7	8,9	9,7	10,0	10,7

¹ Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Principaux moyens d'action et placements
(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Crédits aux entreprises et particuliers				Portefeuille-titres 1							
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Dette directe et indirecte de l'Etat 2	Pouvoirs subordonnés	Organismes de la sécurité sociale	Parastatistiques de crédit	Parastatistiques d'exploitation	Sociétés privées et divers	Etranger	Total du portefeuille-titres
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,3	0,6	...	5,8			0,1	12,8
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	7,1	0,6	...	6,6			0,1	14,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,9	0,8	...	7,7			0,1	17,5
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,7	1,0	0,1	6,2	2,1	0,4	0,1	20,6
1964 3	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,6	1,0	0,1	6,2	2,0	0,4	0,1	21,4
1965	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,8	1,1	0,1	6,6	2,5	0,7	0,1	23,9
1966	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,8	1,4	0,1	7,2	3,0	0,8	0,1	26,4
1967 4	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,9	2,0	...	9,4	3,3	0,8	0,1	30,5
1968	59,1	19,0	24,3	102,4	8,7	59,2	0,5	68,4	18,0	3,1	0,1	12,5	3,4	1,0	0,1	38,2
1968 Mai	53,9	17,8	22,1	93,8												
Juin	54,6	18,1	22,4	95,1	8,3	56,6	0,8	65,7	16,2	3,5	0,1	11,1	2,9	0,8	0,1	34,7
Juillet	55,3	18,1	22,8	96,2												
Août	56,4	18,2	23,2	97,8												
Septembre	56,5	18,3	23,4	98,2	9,4	57,8	0,9	68,1	17,7	3,5	0,1	11,7	2,9	1,1	0,2	37,2
Octobre	57,1	18,5	23,8	99,4												
Novembre	57,6	18,7	24,1	100,4												
Décembre	59,1	19,0	24,3	102,4	8,7	59,2	0,5	68,4	18,0	3,1	0,1	12,5	3,4	1,0	0,1	38,2
1969 Janvier	59,5	19,2	24,9	103,6												
Février	60,4	19,4	25,3	105,1												
Mars	60,9	19,6	25,6	106,1	8,8	60,9	0,5	70,2	18,3	3,5	0,1	12,9	3,5	1,1	0,2	39,6
Avril	61,0	19,7	26,0	106,7												
Mai	61,2	19,9	26,3	107,4												
Juin	62,1	20,2	26,6	108,9	9,3	63,3	0,6	73,2	18,5	3,6	0,1	12,7	3,5	1,4	0,2	40,0
Juillet	62,3	20,3	27,0	109,6												
Août	63,2	20,4	27,4	111,0												

1 Non compris les actions et participations.

2 Y compris des certificats émis par l'Etat et le Fonds des Rentes.

3 De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 3,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agrées entre ces dates.

4 A partir de juin 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans
(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1968	1964	1965	1966	1967	1968
ACTIF						
En-cours des crédits :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1° garantis par l'Etat	11,7	12,0	12,6	16,5	22,2	24,2
2° garantis par banques et organismes financiers	8,0	9,9	11,1	13,6	14,6	18,0
3° dont le risque est à charge de l'Institution	19,6	24,1	25,5	31,4	34,9	41,5
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	0,3	0,5	0,3	0,1
Crédits commerciaux	1,5	1,4	1,0	0,9	0,9	1,3
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,3	1,5	1,5	1,5	2,1	2,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat 1	2,7	2,9	3,1	3,3	4,0	5,0
Placements divers à court terme	7,5	5,6	11,3	6,4	8,0	9,2
PASSIF						
Obligations	39,4	40,9	45,6	49,7	57,4	65,6
Bons de caisse	8,4	8,8	9,3	9,0	9,1	12,1
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,0	3,4	5,9	8,0	8,8	9,3
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,3	1,6	1,7	2,0	2,5	3,3

1 Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique.*

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs			débiteurs		
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat			Emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	Total							
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471	
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639	
1967	4.427	10.146	2.357	2.027	14.530	350	12.804	13.154	5.803	87.089	8.925	2.400	4.511	53.991	
1968	5.803	13.060	2.704	3.043	18.807	412	16.624	17.036	7.574	98.448	10.236	3.496	4.034	63.533	
1966 Décembre	4.573	894	70	151	1.115	33	1.228	1.261	4.427	78.755	5.433	2.497	4.576	3.205	
1967 Janvier	4.427	502	192	99	793	22	856	878	4.342	78.516	5.945	2.259	5.665	7.250	
Février	4.342	719	218	172	1.109	21	904	925	4.526	79.457	6.791	2.715	3.741	3.824	
Mars	4.526	802	199	324	1.325	31	1.256	1.287	4.564	80.258	7.695	2.598	3.904	3.912	
Avril	4.564	787	175	141	1.103	22	784	806	4.861	80.410	7.872	2.005	4.736	3.603	
Mai	4.861	919	101	126	1.146	37	939	976	5.031	81.403	7.886	2.607	3.902	3.560	
Juin	5.031	956	171	192	1.319	30	1.259	1.289	5.061	82.498	7.719	2.565	4.126	3.315	
Juillet	5.061	885	214	127	1.226	14	1.149	1.163	5.124	82.874	8.168	1.814	5.710	6.126	
Août	5.124	651	267	131	1.049	41	823	864	5.309	83.733	8.320	2.228	4.654	3.370	
Septembre	5.309	882	161	116	1.159	18	1.030	1.048	5.420	84.773	8.790	2.427	4.579	4.177	
Octobre	5.420	1.143	183	151	1.477	24	1.333	1.357	5.540	85.172	9.342	1.923	5.348	5.076	
Novembre	5.540	1.077	332	213	1.622	48	1.232	1.280	5.882	86.476	8.624	2.322	4.708	5.491	
Décembre	5.882	823	144	235	1.202	42	1.239	1.281	5.803	87.089	8.925	3.333	3.063	4.287	
1968 Janvier	5.803	848	256	166	1.270	34	1.196	1.230	5.843	87.088	8.630	2.482	4.427	7.821	
Février	5.843	776	268	177	1.221	29	1.120	1.149	5.915	88.075	9.685	3.312	3.418	4.682	
Mars	5.915	825	157	353	1.335	34	1.301	1.335	5.915	88.988	9.880	3.298	3.729	4.742	
Avril	5.915	884	306	180	1.370	40	892	932	6.353	89.243	10.066	2.607	4.758	5.073	
Mai	6.353	1.184	162	600	1.946	14	1.540	1.554	6.745	90.600	10.353	3.763	3.571	6.589	
Juin	6.745	1.158	87	177	1.422	28	1.230	1.258	6.909	91.810	10.749	3.815	3.346	3.581	
Juillet	6.909	1.039	254	251	1.544	55	1.358	1.413	7.040	92.207	11.138	2.678	4.700	7.300	
Août	7.040	1.151	117	243	1.511	17	1.136	1.153	7.398	93.473	10.980	3.021	4.766	2.750	
Septembre	7.398	1.218	374	224	1.816	46	1.467	1.513	7.701	95.004	11.036	4.449	3.920	4.648	
Octobre	7.701	1.552	337	240	2.129	36	2.022	2.058	7.772	95.813	10.874	4.324	4.609	6.624	
Novembre	7.772	1.465	166	194	1.825	40	1.559	1.599	7.998	97.379	10.093	4.120	3.847	4.604	
Décembre	7.998	960	220	238	1.418	39	1.803	1.842	7.574	98.448	10.236	4.086	3.316	5.119	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	3,7	4,2	5,1	6,2	7,2	2,0	2,4	2,5	2,6	2,7
Prêts hypothécaires	14,2	15,4	16,7	18,2	19,2	4,2	4,4	4,8	5,2	5,6
Prêts sur police	1,5	1,6	1,9	2,1	2,2	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	6,2	6,6	7,4	7,7	8,4	3,8	3,9	4,3	4,7	5,0
Valeurs étrangères	1,9	2,0	2,2	2,2	3,0	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
Titres des organismes parastataux de crédit	5,1	6,0	6,3	6,9	8,1	0,9	1,1	1,1	1,4	1,5
Titres des autres organismes parastataux	1,9	1,9	2,2	2,6	2,5	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0
Titres des provinces et communes	1,8	1,5	1,6	1,9	2,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5
Obligations de sociétés belges	9,2	10,8	11,4	11,9	12,0	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9
Actions de sociétés belges ...	3,0	3,2	3,3	3,5	4,0	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8
Total des valeurs mobilières ...	29,2	32,1	34,5	36,7	40,3	8,0	8,2	8,7	9,7	10,4

PASSIF

Cautionnements déposés	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Réserves mathématiques ¹	49,1	54,1	59,2	64,1	69,2	14,7	15,4	16,5	17,7	19,1

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1968	5,09
1967 3 ^e trimestre .	4,49
4 ^e trimestre .	5,03
1968 1 ^{er} trimestre .	4,52
2 ^e trimestre .	4,96
3 ^e trimestre .	5,24
4 ^e trimestre .	5,62
1969 1 ^{er} trimestre .	5,32
2 ^e trimestre .	6,00

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1968*. — *Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.D.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
I. Particuliers :											
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Épargne-dépôts</i> ² :											
Caisse d'épargne	6,3	5,6	9,3	10,2	6,6	9,3	14,0	12,1	9,9	17,7	16,9
Banques	- 0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1	13,1
Institutions paraétatiques de crédit	0,6	- 0,2	1,4	0,9	0,8	1,2	0,9	1,5	2,7	3,7	2,6
Mutualités	—	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2
Total ...	6,2	6,5	14,6	16,0	11,6	21,1	20,6	22,5	19,6	36,7	32,8
Doubles emplois ³ ...	- 0,2	- 0,3	- 2,5	- 0,9	- 2,3	- 5,9	- 1,7	- 0,7	- 0,4	- 8,8	- 5,7
Total net ...	6,0	6,2	12,1	15,1	9,3	15,2	18,9	21,8	19,2	27,9	27,1
C. <i>Épargne-réserves</i> ^{2 4} :											
Organismes de pensions	1,4	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	1,0	0,9	1,3	1,3	1,7
Organismes d'assurance-accidents du travail .	1,1	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4	1,4
Caisses de vacances annuelles	0,1	0,5	- 0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6	0,7
Organismes d'assurance-vie	3,5	3,5	3,9	5,4	5,6	4,9	4,6	4,5	6,3	6,3	6,9
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	1,1	1,6	1,7	0,7	0,5
Total ...	6,8	7,0	6,7	9,5	8,5	7,8	7,6	8,3	11,7	10,3	11,2
D. <i>Épargne hypothécaire et immobilière</i> :											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,3	12,4	12,9	12,8	14,2	14,6
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	0,9	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4	7,6
Total ...	7,6	9,1	8,6	11,3	12,9	14,7	17,8	17,4	24,0	32,6	22,2
E. <i>Emissions de capitaux</i> :											
Nouveaux placements du public	10,7	14,5	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	21,3	18,7	25,7
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 0,7	- 1,0	+ 0,3	- 0,5	- 1,5	- 0,9	- 0,8	- 1,9	- 1,8	- 1,9	- 1,4
Épargne nette totale ...	30,4	35,8	46,1	53,4	47,7	50,2	59,3	54,6	74,4	87,6	84,8
Amortissements sur habitations ...	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8	12,6
Épargne brute totale ...	36,9	42,9	53,7	61,0	55,5	58,3	68,1	64,2	85,0	99,4	97,4
II. Entreprises :											
A. <i>Entreprises privées</i> :											
Épargne nette	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,3	11,6
Amortissements	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	47,7	52,4
Épargne brute ...	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	63,0	64,0
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :											
Épargne nette	1,5	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,4	0,3
Amortissements	2,7	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,8	4,1
Épargne brute ...	4,2	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,2	4,4
Total général particuliers et entreprises ...											
Épargne nette ...	45,3	44,8	50,9	64,3	59,5	62,7	69,8	72,1	92,2	103,3	96,7
Épargne brute ...	81,4	83,3	90,5	105,0	103,8	108,7	120,0	126,5	153,2	166,6	165,8

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Référence bibliographique : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹ (9) = (5) + (8)	
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9	
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9	
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2	
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1	13,0	
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2	
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1963	3,0	1,4	1,6	—	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0	
	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁵	3,5 ⁵	3,5	7,8	
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	3,8	1,7	2,1	2,8	
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	4,0	1,9	2,1	0,4	
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2	
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 ⁶	2,2	9,2	
3. Intermédiaires financiers publics (y compris C.G.E.R.)	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0	
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0	
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3	
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9	7,6	
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5	
	1968	0,5	0,4	0,1	13,2	13,3	6,3	2,4	3,9	17,2	
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0	
	1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,4	0,2	0,2	11,9	
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8	
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5	
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1	
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	2,2	0,8	1,4	0,7	
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0	3,2	
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0	
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge		1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
		1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
		1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	12,8	6,3	6,5	39,0
		1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,4	5,1	8,3	36,1
		1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	52,7
		1968	66,0	29,5	36,5	22,4	58,9	15,6	9,0	6,6	65,5

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des intermédiaires financiers publics et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus des années 1966, 1967 et 1968 qui s'élèvent respectivement à « Intermédiaires financiers publics » : néant, - 0,3 milliard et 1,7 milliard; « Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal » 0,6 milliard, 1,6 milliard et 1,2 milliard ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat : en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5; en 1967 : - 5,6; en 1968 : 16,9 milliards.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel de même que les bons d'épargne émis par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.561 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1968.

⁶ Non compris 3,8 milliards de titres de l'O.N.P.T.I. annulés à la suite de la cession par la C.G.E.R. de la gestion « Pension des Indépendants » à l'O.N.A.S.T.I.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2 3	Rendement pour le porteur 3		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1968	Janvier	8	Ville de Gand 1968-1980	6,75	98,25	12 ans	1.000	7,04	—	6,97
	Janvier	11	C.N.C.P. 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	500	—	—	6,93
	Février	7	Etat belge 1968-1978	6,75	99,50	10 ans	10.000	6,84	—	6,82
	Mars	20	Intercom. Autor. E3 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	5.000	6,89	—	6,88
	Avril	16	S.N.C.B. 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	2.500	6,79	—	6,78
	Mai	13	Ville d'Anvers 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	2.000	n.d.	—	6,78
	Mai	13	Ville de Liège 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	1.000	n.d.	—	6,78
	Juin	17	Etat belge 1968-1975-1983	6,50 — 6,75 ⁴	99,50	7 ou 15 ans	10.000	6,65	6,59	6,70
	Septembre	9	Etat belge 1968-1974-1980	6,50 — 6,75 ⁴	99,50	6 ou 12 ans	8.665	6,68	6,60	6,72
	Septembre	9	Etat belge 1968-1980	6,75	99,25	12 ans	12.185	6,86	—	6,84
	Octobre	24	R.T.T. 1968-1982	6,75	99,00	14 ans	4.500	6,91	—	6,86
	Décembre	2	Fonds des Routes 1968-1983	6,75	99,00	15 ans	8.000	6,90	—	6,86
							65.350			
1969	Janvier	9	Intercom. Autor. E3 1969-1981	6,75	98,50	12 ans	5.000	7,00	—	6,99
	Février	17	Etat belge 1969-1975-1982	6,50 — 6,75 ⁴	99,00	6 ou 13 ans	5.650	6,78	6,71	6,88
	Février	17	Etat belge 1969-1980	6,75	98,50	11 ans 6 m. 22 jours	11.600	6,97	—	6,93
	Mars	20	S.N.C.B. 1969-1977-1984	6,75	99,25	8 ou 15 ans	3.500	6,99	6,88	7,07
	Avril	28	Fonds des Routes 1969-1981	7,00	98,50	12 ans	9.200	7,25	—	7,19
	Juin	16	Etat belge 1969-1975-1981	7,00 — 7,25 ⁴	99,00	6 ou 12 ans	9.450	7,28	7,21	7,34
	Juin	16	Etat belge 1969-1987	7,50	99,50	18 ans	5.550	7,57	—	7,55
	Septembre	1	Interc. Autor. E5 1969-1984 ⁵	5,00	100,00	15 ans	2.000	7,61	—	—
	Septembre	9	C.N.C.P. 1969-1975	7,10	99,00	6 ans	500	—	—	7,45
	Octobre	13	Etat belge 1969-1975-1981 ...	8,00 — 8,25 ⁴	99,50	5 a 6 m. ou 11 a. 6 m.		8,39	8,13	8,51

1 Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

2 Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

3 Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

4 Intérêts : le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

5 Emprunt à lots.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1965	Janvier	29	Sabena	5,5-125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêts, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 2	Dette reprise du Congo 3	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) 2
	en francs belges				en monnaies étrangères								
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	conso- lidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968 Juin	326,4	8,5	75,6	44,3	454,8	12,1	42,2	54,3	509,1	40,3	549,4	3,3	552,7
Juillet	330,3	8,5	60,5	45,3	444,6	12,0	42,2	54,2	498,8	40,2	539,0	3,3	542,3
Août	329,7	8,3	68,1	42,8	448,9	11,8	43,2	55,0	503,9	40,1	544,0	3,2	547,2
Septembre	340,2	9,3	60,3	43,8	453,6	11,7	43,1	54,8	508,4	40,0	548,4	3,1	551,5
Octobre	337,5	9,7	62,5	47,1	456,8	11,6	43,4	55,0	511,8	39,8	551,6	3,1	554,7
Novembre	336,1	9,2	75,2	43,0	463,5	11,6	43,4	55,0	518,5	39,7	558,2	3,0	561,2
Décembre	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969 Janvier	332,9	10,1	71,2	49,1	463,3	11,3	43,4	54,7	518,0	47,3	565,3	3,0	568,3
Février	331,5	12,0	84,5	45,0	473,0	11,3	43,4	54,7	527,7	46,9	574,6	3,0	577,6
Mars	337,8	12,0	81,9	47,9	479,6	11,1	43,3	54,4	534,0	46,8	580,8	2,9	583,7
Avril	333,9	12,0	82,3	52,0	480,2	11,0	45,6	56,6	536,8	45,3	582,1	2,9	585,0
Mai	332,7	11,8	83,5	47,3	475,3	11,9	45,8	57,7	533,0	53,4	586,4	2,9	589,3
Juin	337,1	13,9	78,0	50,6	479,6	11,6	45,8	57,4	537,0	53,3	590,3	2,9	593,2
Juillet	343,0	13,8	63,0	49,3	469,1	11,4	45,7	57,1	526,2	53,4	579,6	2,9	582,5
Août	341,8	13,7	66,9	45,7	468,1	11,4	49,6	61,0	529,1	53,2	582,3	2,8	585,1
Septembre	340,7	16,1	70,9	45,2	472,9	11,2	49,6	60,8	533,7	53,1	586,8	2,7	589,5

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Période	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 1	Dette reprise du Congo 2	Dette totale 3	Variations comptables à éliminer				Doubles emplois à éliminer	Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds 7	Pour mémoires : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes 7
				Certificats de trésorerie détenus par le Fonds Monétaire International 4	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au Fonds Monétaire International en exécution des Accords Généraux d'Emprunt 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministre de l'Education Nationale 6	Divers			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (3) - (4) à (8)	(10)	
1962	+ 12,2	- 0,6	+ 11,6	+ 1,2	...	- 0,3	- 1,2	- 0,4	+ 12,3	...
1963	+ 22,8	- 1,2	+ 21,6	- 0,3	...	- 0,4	...	- 1,0	+ 23,3	...
1964	+ 16,1	- 1,2	+ 14,9	- 1,7	+ 1,5	+ 0,1	...	...	+ 15,0	...
1965	+ 22,5	- 2,1	+ 20,4	- 3,5	+ 1,9	- 0,1	...	...	+ 22,1	...
1966	+ 18,9	- 0,5	+ 18,4	+ 1,3	...	...	...	...	+ 17,1	...
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	...	+ 22,2	+ 0,8
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	...	+ 33,1	+ 1,0
1968 9 prem. mois ..	+ 23,0	- 0,4	+ 22,6	- 3,4	+ 3,6	- 1,1	...	...	+ 23,5	+ 1,1
1969 9 prem. mois ..	+ 19,5	- 0,3	+ 19,2	+ 6,6	- 5,0	- 1,5	...	...	+ 19,1	- 1,8

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI - 3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI - 3a. La dette reprise du Congo ne figure toutefois à ce tableau que depuis la ratification de la convention du 6 février 1965.

3 Variations de la colonne (13) du tableau XVI - 3a. depuis 1966.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le Fonds Monétaire International sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la Banque Nationale de Belgique; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la Banque Nationale de Belgique finance les prêts consentis au Fonds Monétaire International dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la Banque Nationale de Belgique à l'Office des Chèques Postaux pour compte du Ministre de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir du Ministre de l'Education Nationale auprès de la Banque.

7 Le total des colonnes (9) et (10) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement de l'Etat » du tableau XI - 3.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1963	1964	1965	1966	1967	1963	1964	1965	1966	1967	1963	1964	1965	1966	1967
Etat 2	238,8	250,8	268,0	277,1	298,0	64,4 ³	64,2 ³	64,8 ³	65,8 ³	66,4 ³	303,2 ³	315,0 ³	332,8 ³	342,9 ³	364,4 ³
Organismes publics de crédit non monétaires 4	113,2	120,3	132,6	144,9	165,3	23,1	25,1	27,0	29,3	31,5	136,3	145,4	159,6	174,2	196,8
Paraétatiques d'exploitation	28,4	28,6	27,9	30,1	33,0	6,4	6,9	8,7	10,8	11,4	34,8	35,5	36,6	40,9	44,4
Sécurité sociale et fonds de pension	—	—	—	—	—	11,7	13,2	14,6	16,1	17,9	11,7	13,2	14,6	16,1	17,9
Secteur public non compris ailleurs	27,2	26,5	30,4	35,9	39,4	11,1	13,2	13,9	14,9	16,3	38,3	39,7	44,3	50,8	55,7
Total ...	407,6	426,2	458,9	488,0	535,7	116,7	122,6	129,0	136,9	143,5	524,3	548,8	587,9	624,9	679,2
Pour mémoire : Titres congolais et Titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion 5	10,1	10,1	11,4	11,5	11,4	0,8	0,8	—	—	—	10,9	10,9	11,4	11,5	11,4

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1963	1964	1965	1966	1967	1963	1964	1965	1966	1967	1963	1964	1965	1966	1967
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises, particuliers, Etranger	214,2	229,3	245,3	264,6	293,9	5,4	5,7	6,3	7,8	9,6	219,6	235,0	251,6	272,4	303,5
Paraétatiques d'exploitation	3,6	3,8	3,8	3,8	3,8	0,5	0,2	0,2	0,2	0,4	4,1	4,0	4,0	4,0	4,2
Secteur public non compris ailleurs 6	1,9	1,9	2,1	2,9	3,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	2,0	2,0	2,2	3,0	3,1
Sécurité sociale 8	1,5	2,6	4,8	6,8	4,1	1,2	1,5	1,3	1,6	1,5	2,7	4,1	6,1	8,4	5,6
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires 7	51,7	52,2	61,5	64,6	75,1	58,8 ³	59,8 ³	61,4 ³	62,4 ³	64,4 ³	110,5 ³	112,0 ³	122,9 ³	127,0 ³	139,5 ³
Fonds des Rentes	7,5	5,9	5,4	5,5	5,0	—	—	—	—	—	7,5	5,9	5,4	5,5	5,0
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	48,1	47,0	50,0	51,1	54,2	17,7	20,0	21,1	22,6	23,6	65,8	67,0	71,1	73,7	77,8
Organismes d'assurance-vie et d'accidents du travail, fonds de pension 8	69,1	73,6	76,0	78,5	86,9	31,7	34,7	37,9	40,5	43,0	100,8	108,3	113,9	119,0	129,9
Organismes publics de crédit non monétaires ...	10,0	9,9	10,0	10,2	9,7	1,3	0,6	0,7	1,7	0,9	11,3	10,5	10,7	11,9	10,6
Total ...	407,6	426,2	458,9	488,0	535,7	116,7	122,6	129,0	136,9	143,5	524,3	548,8	587,9	624,9	679,2

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 13,8 milliards à partir de 1963.

4 Y compris les bons de caisse à un an.

5 Années 1961 à 1964 : emprunts qui ont été ultérieurement déclarés admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris l'emprunt « Fifteen Year 5 ¼ % External Loan of 1958 » ; années 1965, 1966 et 1967 : titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

6 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

7 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

8 Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale » et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs, s'élevant à 3,4 milliards à fin 1966, du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

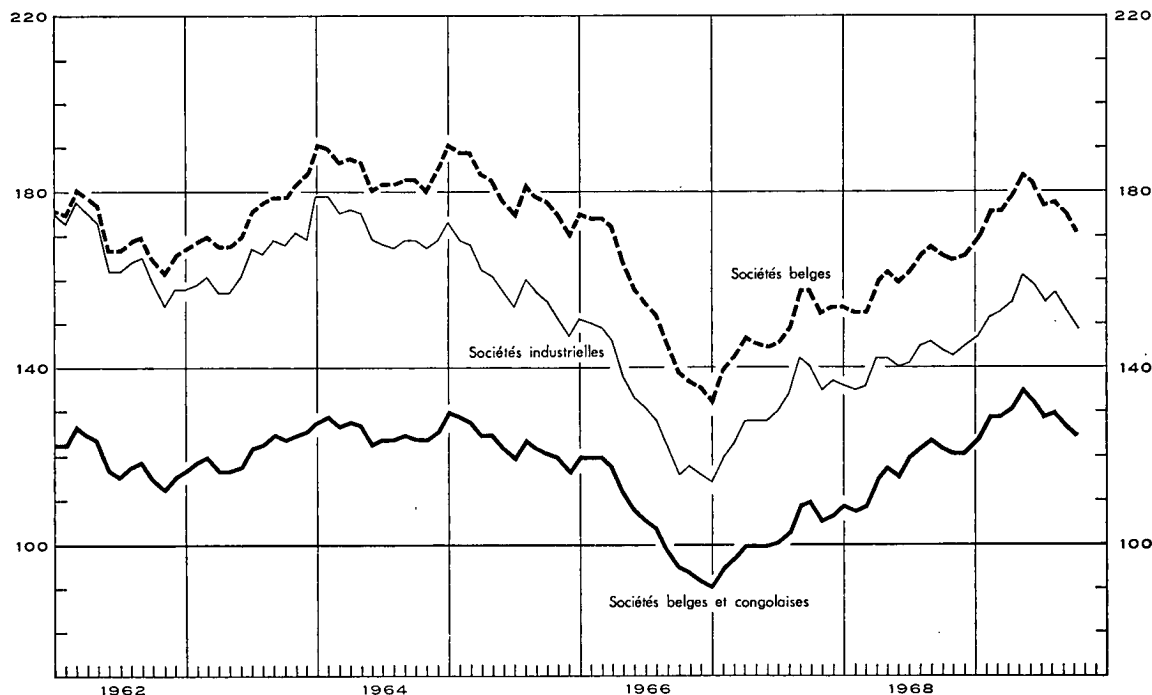
Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXVII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — XL^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960*.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES

Indices des cours des actions au comptant

(Base 1958 = 100)



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions				Taux de rendement 3 5									
		Au comptant			A terme	Valeurs belges									
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges			Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles						
			Ensemble	Sociétés industrielles	en %										
(Base 1958 = 100) 2 4															
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	156	129	3,4	3,4								
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	3,4	3,2								
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	168	115	3,5	3,4								
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	113	3,5	3,4								
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	3,4	3,3								
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	3,2	3,0								
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	3,4	3,5								
1966 Moyenne mensuelle ...	71	107	156	132	102	4,1	4,2								
1967 Moyenne mensuelle ...	81	102	148	130	105	4,2	4,0								
1968 Moyenne mensuelle ...	134	117	161	141	137	3,8 ^e	3,8 ^e								
		1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969
Janvier	119	160	109	124	154	170	136	147	114	155	3,9	3,6	4,0	3,5	
Février	95	163	108	129	153	176	135	152	120	162	4,0	3,6	4,0	3,5	
Mars	144	161	109	129	153	176	136	153	123	163	3,8	3,6	3,8	3,4	
Avril	123	187	115	131	160	179	142	155	129	171	3,9	3,5	3,8	3,2	
Mai	161	226	118	135	162	184	142	161	139	178	3,9	3,4	3,8	3,2	
Juin	143	190	116	133	160	182	140	159	136	175	3,9	3,7	3,7	3,4	
Juillet	156	122	120	129	162	177	141	155	145	167	3,8	3,8	3,6	3,5	
Août	128	134	122	130	166	178	145	157	146	167	3,7	3,7	3,6	3,4	
Septembre	144	116	124	127	168	175	146	153	150	162	3,7	3,8	3,6	3,5	
Octobre	129		122	125	166	171	144	149	146	159	3,8		3,7		
Novembre	134		121		165		143		144		3,8		3,7		
Décembre	133		121		166		145		148		3,8		3,8		

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (termes et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois ; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521
1966	54	9.361	5.893	1.848	3,4	1.022	74	11.610	541
1967	50	10.073	7.170	1.939	10,0	1.084	82	13.129	555

Sociétés financières et immobilières ⁵

1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015
1966	1.819	38.978	22.978	4.377	349	2.519	156	19.795	1.353
1967	1.865	44.399	26.192	4.396	398	2.824	167	23.602	1.206

Industrie des fabrications métalliques

1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111
1966	1.396	21.522	17.264	4.772	923	1.284	163	2.087	113
1967	1.391	22.942	19.256	4.011	1.365	1.307	150	2.352	147

Métallurgie du fer

1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398
1966	96	21.253	18.157	550	152	253	23	6.551	434
1967	93	23.949	18.465	770	373	233	22	5.603	410

Industrie textile

1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21
1966	986	12.827	11.095	1.323	781	377	79	302	23
1967	976	13.124	11.415	1.287	695	343	65	281	20

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
1966	725	12.131	9.463	1.720	153	742	73	896	61
1967	729	12.932	10.838	2.140	317	794	79	845	58

Industrie chimique

1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52
1966	606	20.177	9.751	2.844	414	1.525	96	595	44
1967	607	22.294	10.657	2.737	627	1.492	89	458	36

Electricité

1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
1966	24	23.460	4.327	2.280	5	1.865	94	13.281	769
1967	16	14.570	2.152	1.340	5	1.219	49	14.230	866

Industrie du charbon

1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
1966	30	6.951	1.994	196	586	81	9	282	20
1967	30	7.005	1.824	81	807	69	8	85	18

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶

1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	57.546	3.197
1966	14.913	231.698	145.645	30.420	5.119	13.491	1.439	61.124	3.790
1967	14.986	240.349	156.423	28.718	7.403	13.118	1.342	66.706	3.683

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	299	41.447	32.682	3.484	921	2.110	137	1.817	60
1967	277	40.281	32.720	2.712	5.164	2.336	146	1.839	112

C. — Total général des sociétés par actions ⁶

1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	58.643	3.229
1966	15.212	273.145	178.327	33.904	6.040	15.601	1.576	62.941	3.850
1967	15.263	280.630	189.143	31.430	12.567	15.454	1.488	68.545	3.795

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ ⁵

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1966 12 mois (avec supplément) ⁶	14.942	230,8	145,6	30,5	5,1	13,5	3,3
1967 Janvier	136	2,8	1,7	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	287	4,4	4,5	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.603	24,6	18,4	4,0	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.242	67,0	47,3	8,0	2,4	3,5	1,0
5 premiers mois	7.653	146,9	84,8	15,4	4,6	7,4	1,4
6 premiers mois	9.661	174,1	106,3	19,8	5,3	9,4	1,6
7 premiers mois	10.283	183,8	114,7	20,9	5,6	10,0	2,0
8 premiers mois	10.483	185,1	115,9	21,0	5,6	10,0	2,1
9 premiers mois	10.811	187,2	117,9	21,5	5,7	10,1	2,4
10 premiers mois	11.299	197,3	126,8	22,6	5,9	10,5	2,6
11 premiers mois	11.640	206,5	132,8	23,9	6,0	11,2	3,0
12 mois	12.012	215,6	140,3	25,0	6,1	11,9	3,5
12 mois (avec supplément) ⁶	15.021	242,2	157,6	28,9	7,4	13,2	3,5
1968 Janvier	128	2,7	1,5	0,4	0,1	0,2	0,4
2 premiers mois	291	4,2	4,4	0,7	0,2	0,2	0,5
3 premiers mois	1.561	16,8	12,9	2,1	0,6	0,6	0,8
4 premiers mois	4.143	56,3	34,6	7,2	2,0	3,0	1,1
5 premiers mois	7.476	144,2	76,0	14,3	4,1	6,8	1,5
6 premiers mois	9.653	191,9	114,5	20,7	4,9	10,0	1,8
7 premiers mois	10.238	199,0	119,1	21,6	5,1	10,4	2,1
8 premiers mois	10.425	200,2	119,9	21,8	5,2	10,4	2,3
9 premiers mois	10.764	202,9	122,4	22,3	5,4	10,6	2,5
10 premiers mois	11.208	212,5	131,6	22,8	5,6	10,9	2,8
11 premiers mois	11.500	221,9	138,0	24,1	5,7	11,6	3,2
12 mois	11.925	234,3	146,5	26,2	5,9	12,7	3,7

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts 3
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1966 12 mois (avec supplément) ⁶	300	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1
1967 Janvier	2	0,1	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	4	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	20	0,7	0,2	0,1	...	...	...
4 premiers mois	41	3,0	0,5	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	88	15,5	11,7	1,8	0,1	1,2	0,1
6 premiers mois	176	23,6	17,4	2,3	0,3	1,6	0,1
7 premiers mois	203	25,5	19,2	2,3	0,3	1,6	0,1
8 premiers mois	204	25,6	19,4	2,3	0,3	1,7	0,1
9 premiers mois	208	26,2	19,7	2,3	0,3	1,7	0,1
10 premiers mois	221	26,7	19,9	2,3	0,3	1,7	0,1
11 premiers mois	237	29,7	21,6	2,5	0,4	1,8	0,1
12 mois	250	30,3	22,1	2,5	0,5	1,8	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	278	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1
1968 Janvier	1	0,1	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	5	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	24	0,8	0,5	0,1	...	0,1	0,1
4 premiers mois	43	1,6	0,9	0,1	0,1	0,1	0,1
5 premiers mois	78	11,3	5,5	1,4	0,2	1,0	0,1
6 premiers mois	157	18,2	10,7	1,7	0,5	1,4	0,1
7 premiers mois	184	20,4	12,3	1,8	0,5	1,5	0,1
8 premiers mois	185	20,4	12,3	1,8	0,5	1,5	0,1
9 premiers mois	191	21,0	12,5	1,8	0,5	1,5	0,1
10 premiers mois	207	22,3	13,1	1,9	0,5	1,5	0,1
11 premiers mois	219	24,3	14,3	2,0	0,5	1,7	0,1
12 mois	235	26,1	15,5	2,1	0,5	1,7	0,1

C. — Total général ⁴

1966 12 mois (avec supplément) ⁶	15.242	272,2	178,3	34,0	6,0	15,6	3,4
1967 Janvier	138	2,9	1,9	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	291	4,5	4,7	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.623	25,3	18,6	4,1	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.283	70,0	47,8	8,1	2,5	3,6	1,0
5 premiers mois	7.741	162,4	96,5	17,2	4,7	8,6	1,5
6 premiers mois	9.837	197,7	123,7	22,1	5,6	11,0	1,7
7 premiers mois	10.486	209,3	133,9	23,2	5,9	11,6	2,1
8 premiers mois	10.687	210,7	135,3	23,3	5,9	11,7	2,2
9 premiers mois	11.019	213,4	137,6	23,8	6,0	11,8	2,5
10 premiers mois	11.520	224,0	146,7	24,9	6,2	12,2	2,7
11 premiers mois	11.877	236,2	154,4	26,4	6,4	13,0	3,1
12 mois	12.262	245,9	162,4	27,5	6,6	13,7	3,6
12 mois (avec supplément) ⁶	15.299	282,5	190,3	31,6	12,6	15,5	3,6
1968 Janvier	129	2,8	1,7	0,4	0,1	0,2	0,4
2 premiers mois	296	4,3	4,6	0,7	0,2	0,2	0,5
3 premiers mois	1.585	17,6	13,4	2,2	0,6	0,7	0,9
4 premiers mois	4.186	57,9	35,5	7,3	2,1	3,1	1,2
5 premiers mois	7.554	155,5	81,5	15,7	4,3	7,8	1,6
6 premiers mois	9.810	210,1	125,2	22,4	5,4	11,4	1,9
7 premiers mois	10.422	219,4	131,4	23,4	5,6	11,9	2,2
8 premiers mois	10.610	220,6	132,2	23,6	5,7	11,9	2,4
9 premiers mois	10.955	223,9	134,9	24,1	5,9	12,1	2,6
10 premiers mois	11.415	234,8	144,7	24,7	6,1	12,4	2,9
11 premiers mois	11.719	246,2	152,3	26,1	6,2	13,3	3,3
12 mois	12.160	260,4	162,0	28,3	6,4	14,4	3,8

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ Y compris les sociétés de droit congolais converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont pas comprises dans la statistique.

⁶ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. ²).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200
1965	22.797	11.042	6.126	2.044	4.082	1.296	5.378	16.420	17.795
1966	29.935	14.805	3.126	2.143	983	1.928	2.911	17.716	15.987
1967	33.471	p 14.053	p 3.057	p 2.722	p 335	p 3.728	p 4.063	p 18.116	p 24.023

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	14	500	40	460	— 5	455	469	463
1966	659	10	764	40	724	...	724	734	734
1967	86	p 21	p 86	p 57	p 29	...	p 29	p 50	p 44

Total général

1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151
1965	23.337	11.056	6.626	2.084	4.542	1.291	5.833	16.889	18.258
1966	30.594	14.815	3.890	2.183	1.707	1.928	3.635	18.450	16.721
1967	33.557	p 14.074	p 3.143	p 2.779	p 364	p 3.728	p 4.092	p 18.166	p 24.067

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1966 9 premiers mois ...	18.823	6.239	1.505	7.744	655	10	450	460
12 mois	29.935	9.715	3.126	12.841	659	10	764	774
1967 3 premiers mois ...	3.021	1.072	63	1.135	...	...	...	...
6 premiers mois ...	16.044	2.345	1.669	4.014	46	15	...	15
9 premiers mois ...	20.505	4.263	1.669	5.932	46	15	...	15
12 mois	33.471	10.099	p 3.057	p13.156	86	15	p 86	p 101
1968 3 premiers mois ...	6.740	2.663	400	3.063	918	...	...	...
6 premiers mois ...	34.543	6.446	550	6.996	1.567	...	2.000	2.000
9 premiers mois ...	38.043	8.539	565	9.104	1.567	...	2.000	2.000
12 mois	51.461	17.671	p 995	p18.666	1.567	...	p 2.000	p 2.000
1969 3 premiers mois ...	3.865	2.259	525	2.784	5	...	500	500
1967 Octobre	2.215	860	125	985	...	...	...	...
Novembre	3.910	3.236	580	3.816	...	...	...	...
Décembre	6.841	1.740	...	1.740	40	...	...	...
1968 Janvier	1.584	500	...	500	...	...	...	...
Février	2.753	1.759	...	1.759	18	...	...	...
Mars	2.403	404	400	804	900	...	...	...
Avril	3.355	677	...	677	...	...	...	...
Mai	6.814	1.990	150	2.140	525	...	...	...
Juin	17.634	1.116	...	1.116	124	...	2.000	2.000
Juillet	1.685	1.587	...	1.587	...	...	...	...
Août	671	233	15	248	...	...	...	...
Septembre	1.144	273	...	273	...	...	...	...
Octobre	780	284	400	684	...	...	...	...
Novembre	6.355	6.533	...	6.533	...	...	...	...
Décembre	6.282	2.315	30	2.345	...	...	...	...
1969 Janvier	1.230	849	400	1.249	2	...	...	...
Février	1.322	610	...	610	1	...	500	500
Mars	1.313	800	125	925	2	...	...	...
Avril	3.863	1.150	1.000	2.150	...	...	...	...
Mai	1.743	707	2.992	3.699	444	...	...	...
Juin	5.274	2.509	...	2.509	...	...	...	...
Juillet	1.971	1.279	...	1.279	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement (pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4).

Références bibliographiques : Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1967 (B.N.B.). — Bulletin Mensuel des Statistiques (Commission de la Bourse de Bruxelles). — Bulletin hebdomadaire de la Kreditbank.

XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ¹

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires				Total général	
	Banques	Banque Nationale de Belgique	Total 2	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	Caisses d'épargne privées		Total
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1962 Décembre	79,6	1,5	81,1	56,3	31,4	67,5	30,1	185,3	266,4
1963 Juin ³	85,6	1,2	86,8	58,9	32,5	68,4	(e)31,4	191,2	278,0
Septembre	88,7	1,0	89,7	61,2	33,3	69,2	(e)32,4	196,1	285,8
Décembre	95,3	2,2	97,5	64,8	33,5	72,8	33,9	205,0	302,5
1964 Mars	99,5	1,8	101,3	67,5	34,3	72,4	34,8	209,0	310,3
Juin	102,9	1,4	104,3	70,7	35,2	74,6	36,4	216,9	321,2
Septembre	104,4	1,0	105,4	72,5	36,1	76,5	38,0	223,1	328,5
Décembre	106,8	1,7	108,5	75,7	36,1	79,7	39,4	230,9	339,4
1965 Mars	106,7	2,1	108,8	76,3	36,9	79,2	40,6	233,0	341,8
Juin	111,7	1,7	113,4	77,5	37,7	80,5	42,6	238,3	351,7
Septembre	115,0	1,5	116,5	79,7	38,5	82,6	44,8	245,6	362,1
Décembre	122,7	1,8	124,5	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,0
1966 Mars	125,1	1,7	126,8	83,5	39,5	86,7	48,3	258,0	384,8
Juin	129,4	1,4	130,8	86,0	40,5	88,6	50,3	265,4	396,2
Septembre	134,3	1,2	135,5	92,0	41,4	90,7	52,5	276,6	412,1
Décembre ³	142,6	1,9	144,5	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,4
1967 Mars	147,5	1,8	149,3	100,4	42,6	93,8	55,4	292,2	441,5
Juin	154,4	1,4	155,8	103,9	43,9	95,4	57,9	301,1	456,9
Septembre ³	157,6	1,2	158,8	108,2	45,0	96,7	60,3	310,2	469,0
Décembre ³	168,3	2,2	170,5	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,0
1968 Mars ³	172,8	2,2	175,0	117,4	46,2	100,2	64,1	327,9	502,9
Juin ³	179,8	1,4	181,2	120,6	47,3	101,6	64,5	334,0	515,2
Septembre	181,2	1,1	182,3	123,4	48,3	103,5	66,9	347,1	529,4
Décembre	194,1	1,9	196,0	133,3	48,5	109,4	67,2	358,4	554,4
1969 Mars	201,4	2,4	203,8	134,6	49,6	110,1	68,8	363,1	566,9
Juin	208,9	1,7	210,6	139,4	50,7	112,8	71,7	374,6	585,2

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. 4.

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	Autres organismes ³	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1967	1.984	1.148	3.299	1.731	282	3.418	1.000	6.431	...
1968	2.135	1.565	2.982	2.346	136	3.092	1.108	6.682	...
1968 1 ^{er} trimestre	2.604	1.560	3.198	2.050	...	4.599	713	7.362	...
2 ^e trimestre	2.206	1.611	2.952	2.358	95	3.236	1.080	6.769	...
3 ^e trimestre	1.921	1.864	2.701	2.524	301	2.304	1.357	6.486	...
4 ^e trimestre	1.791	1.212	3.044	2.424	144	2.213	1.266	6.047	...
1969 1 ^{er} trimestre	3.544	226	3.498	2.190	346	3.527	1.205	7.268	...
2 ^e trimestre	3.280	20	3.077	1.185	1.421	3.298	473	6.377	...
3 ^e trimestre	3.336	33	3.068	919	3.131	1.786	601	6.437	...
1968 Janvier	2.630	1.615	3.239	1.784	...	5.200	500	7.484	...
Février	1.902	1.819	3.236	2.523	...	3.651	783	6.957	...
Mars	3.235	1.263	3.121	1.873	...	4.886	860	7.619	...
Avril	2.445	1.997	2.421	2.406	...	3.286	1.171	6.863	...
Mai	1.798	1.412	3.425	2.604	98	3.066	867	6.635	...
Juin	2.389	1.432	2.994	2.056	188	3.365	1.206	6.815	...
Juillet	1.702	2.364	2.368	2.819	149	1.696	1.770	6.434	...
Août	1.622	1.606	2.918	2.348	61	2.649	1.088	6.146	...
Septembre	2.456	1.613	2.822	2.399	708	2.576	1.208	6.891	...
Octobre	1.186	2.019	2.523	2.511	79	1.780	1.358	5.728	...
Novembre	1.732	1.177	3.237	2.660	118	2.174	1.194	6.146	...
Décembre	2.452	438	3.341	2.108	235	2.675	1.213	6.231	...
1969 Janvier	1.584	545	3.354	2.432	201	2.111	739	5.483	...
Février	4.497	125	3.478	2.330	211	4.776	783	8.100	...
Mars	4.644	...	3.657	1.820	613	3.817	2.051	8.301	...
Avril	3.033	...	3.696	1.085	992	3.630	1.022	6.729	...
Mai	3.235	58	3.016	1.399	1.776	2.911	223	6.309	...
Juin	3.573	...	2.522	1.064	1.484	3.365	182	6.095	...
Juillet	2.142	65	2.783	1.130	936	1.749	1.175	4.990	...
Août	2.349	32	3.611	1.051	2.940	1.795	206	5.992	...
Septembre	5.592	...	2.800	564	5.595	1.818	415	8.392	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole. Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et repris par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

¹ Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

³ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

⁴ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de période ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'Institut de Récompte et de Garantie ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la Banque Nationale de Belgique ⁴ (4)	
1964	47,4	1,2	15,6	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	14,9	4,0	77,4
1966	62,6	0,8	15,6	8,8	87,8
1967	74,3	2,5	17,4	6,7	100,9
1968	86,6	1,7	21,2	10,8	120,3
1964 2 ^e trimestre	46,7	1,3	17,5	4,5	70,0
3 ^e trimestre	46,5	1,4	14,6	8,1	70,6
4 ^e trimestre	51,4	1,0	14,1	4,5	71,0
1965 1 ^{er} trimestre	55,0	1,5	15,2	2,2	73,9
2 ^e trimestre	55,1	1,7	15,8	3,4	76,0
3 ^e trimestre	56,2	2,8	13,9	4,8	77,7
4 ^e trimestre	59,9	1,8	14,8	5,7	82,2
1966 1 ^{er} trimestre	59,5	1,4	17,0	7,0	84,9
2 ^e trimestre	61,2	0,7	16,4	8,8	87,1
3 ^e trimestre	62,3	0,4	14,8	10,1	87,6
4 ^e trimestre	67,5	0,6	14,3	9,2	91,6
1967 1 ^{er} trimestre	70,0	1,5	16,9	8,1	96,5
2 ^e trimestre	74,3	0,6	17,8	7,6	100,3
3 ^e trimestre	73,4	3,8	17,4	6,5	101,1
4 ^e trimestre	79,6	4,0	17,5	4,7	105,8
1968 1 ^{er} trimestre	84,8	2,6	19,9	7,5	114,8
2 ^e trimestre	87,9	1,7	21,6	7,6	118,8
3 ^e trimestre	86,5	1,5	21,8	11,9	121,7
4 ^e trimestre	87,3	1,2	21,4	16,0	125,9
1969 1 ^{er} trimestre	84,7	1,6	21,5	22,7	130,5
2 ^e trimestre	88,1	1,9	20,0	27,1	137,1

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parafactuels d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au récompte de la Banque Nationale.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la Banque Nationale.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme		Autres opérations 1		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1967 4 ^e trimestre	39	3	214	1.616	430	1.619	644	716	135	2.335	779
1968 1 ^{er} trimestre	39	3	254	1.640	416	1.643	670	761	135	2.404	805
2 ^e trimestre	39	3	215	1.678	455	1.681	670	818	139	2.499	809
3 ^e trimestre	39	3	221	1.647	480	1.650	701	829	143	2.479	844
4 ^e trimestre	39	2	191	1.861	547	1.863	738	930	166	2.793	904
1969 1 ^{er} trimestre	39	3	234	1.854	559	1.857	793	998	166	2.855	959
2 ^e trimestre	39	2	181	1.959	571	1.961	752	1.137	171	3.098	923
1968 Mars	39	3	246	1.602	400	1.605	646	759	132	2.364	778
Avril	39	3	232	1.696	443	1.699	675	835	139	2.534	814
Mai	39	3	221	1.761	458	1.764	679	851	146	2.615	825
Juin	39	2	191	1.578	464	1.580	655	768	133	2.348	788
Juillet	39	3	230	1.781	533	1.784	763	902	154	2.686	917
Août	39	3	199	1.512	432	1.515	631	755	131	2.270	762
Septembre	39	3	235	1.648	475	1.651	710	830	145	2.481	855
Octobre	39	3	212	1.906	566	1.909	778	955	177	2.864	955
Novembre	39	2	174	1.643	512	1.645	686	830	146	2.475	832
Décembre	39	2	188	2.034	562	2.036	750	1.006	174	3.042	924
1969 Janvier	39	3	168	1.939	623	1.942	791	1.009	173	2.951	964
Février	39	2	267	1.745	535	1.747	802	942	163	2.689	965
Mars	39	3	267	1.878	519	1.881	786	1.043	161	2.924	947
Avril	39	2	182	1.987	517	1.989	699	1.144	162	3.133	861
Mai	39	2	179	1.856	582	1.858	761	1.080	162	2.938	923
Juin	39	2	182	2.033	613	2.035	795	1.189	191	3.224	986
Juillet	39	2	158	2.101	600	2.103	758	1.225	185	3.328	943
Août	39	2	173	1.774	602	1.776	775	1.028	153	2.804	928

1 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *					
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours 1	autres effets publics 2	
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque						
1962 22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25	
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—	
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—	
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50	
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25	
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50	
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50	
18 décembre .	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50	
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—	
27 octobre ...	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—	
1967 2 février	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	6,75	
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	6,—	6,25	6,50	
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	5,75	6,—	6,50	
11 mai	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25	
14 septembre .	4,25	4,25	3,75	5,—	5,50	6,—	6,—	—	5,25	5,50	6,—	
26 octobre ...	4,—	4,—	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	—	5,—	5,25	5,75	
1968 7 mars	3,75	3,75	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,75	5,—	5,50	
19 décembre .	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25	
1969 1 janvier ...	4,50	4,50	pays de la C.E.E.	4,50	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25
			autres pays	4,00								
6 février	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,75	6,00	6,25
6 mars	5,00	5,00	5,00	4,50	5,75	6,25	7,00	7,00	—	6,50	6,75	7,00
10 avril	5,50	5,50	5,50	5,00	6,25	6,75	7,50	7,50	—	7,00	7,25	7,50
29 mai	6,00	6,00	6,00	5,50	6,75	7,25	8,00	8,00	—	7,50	7,75	8,00
31 juillet	7,00				9,00				—	8,50	8,75	9,00
18 septembre	7,50				9,50				—	9,00	9,25	9,50

* Quotité de l'avance au 30 septembre 1969

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours 1 ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

1 Durée maximum portée à 374 jours à partir du 20 décembre 1967.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes 1	A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7			
		1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois	
1962	2,14										
1963	2,31										
1964	3,35	1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1965	3,17	1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1966	3,88	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1967	3,19	1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1968	2,84										
1968 Septembre	2,80	1968 Sept. .	3,00	3,40	3,80	4,35	4,32	1968 8 oct.	4,85	4,90	4,90
Octobre	3,04	Oct ...	3,10	3,60	4,10	4,50	4,43	12 nov.	5,00	5,10	5,10
Novembre	3,23	Nov. ...	3,50	4,00	4,50	4,80	4,71	10 déc.	5,25	5,30	5,30
Décembre	3,36	Déc. ...	4,00	4,50	5,00	5,25	4,91	1969 14 jan.	5,45	5,50	5,50
1969 Janvier	3,90	1969 Janv. .	4,40	4,90	5,40	5,60	5,44	11 fév.	5,90	*	5,90
Février	3,16	Févr. ..	4,70	5,20	5,70	5,90	5,80	11 mars	6,10	*	*
Mars	3,47	Mars .	5,50	5,75	6,00	6,20	6,14	8 avril	6,35	*	6,35
Avril	3,75	Avril .	5,50	5,80	6,10	6,30	6,27	13 mai	6,50	6,70	6,70
Mai	4,25	Mai ...	5,55	5,90	6,25	6,45	6,35	10 juin	6,65	*	*
Juin	4,28	Juin ..	5,85	6,20	6,55	6,80	6,63	8 juill.	7,00	*	7,10
Juillet	6,39	Juillet .	6,50	7,00	7,50	7,75	7,47	12 août	8,00	*	*
Août	7,10	Août ..	6,75	7,25	7,75	8,00	7,85	9 sept.	8,30	*	8,30
Septembre	7,48	Sept. .	7,50	8,00	8,50	8,75	8,21	14 oct.	8,80	*	8,80

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.)

Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 8233).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à				
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²		
			1 mois	3 mois	6 mois
1959 8 janvier	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95
1960 1 ^{er} janvier	0,50	1,05	1,90	3,00	3,10
4 août	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60
1961 24 août	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45
28 décembre	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30
1962 18 janvier	0,50	1,15	2,15	3,00	3,15
26 mars	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90
9 août	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70
1963 6 novembre	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50
1964 23 mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80
13 juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00
1966 1 ^{er} juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30
1967 1 ^{er} mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10
1968 1 ^{er} janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50
1969 15 février	0,50	1,25	2,70	3,50	4,00
1 ^{er} avril	0,50	1,50	3,20	4,00	4,50
10 juin	0,50	2,00	4,00	4,75	5,25
1 ^{er} septembre	0,50	2,50	4,50	5,25	5,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 ^{re} tranche 1		2 ^e tranche 2	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1960 1 ^{er} janvier	3,00	0,30	2,00	0,20
1963 1 ^{er} janvier	2,75	0,275	2,00	0,20
1 ^{er} mai	3,00	0,30	2,00	0,20
1964 1 ^{er} janvier	3,00	0,40	2,00	0,30
1965 1 ^{er} janvier	3,00	0,50	2,00	0,40
1969 16 avril	3,00	0,75	2,00	0,60
10 juin	3,00	1,00	2,00	1,00

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 250.000 F pour la période du 1-1-1958 au 31-12-1964; 350.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.

² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret durant l'année civile entière (à partir de 1965 : entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année).

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962					Taux moyen pondéré ²	
	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans 1		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) ²	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans 1			
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		
		4 % 1 ^{re} s.	3,50 à 5,50 %	3 à 5,50 %	4,75 à 5,50 %		3 à 5,50 %	8,25 à 6,75 %	5,50 à 6,25 %	5 à 7 %		3 à 7 %
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—	—	—	
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—	—	—	
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—	—	—	
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—	—	—	
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—	—	—	
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	—	5,98	5,95	5,98	
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,83	—	—	6,43	6,55	6,47	
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	—	6,45	6,54	6,49	
1967	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	—	—	6,76	6,81	6,80	
1968	Juillet	4,06	5,49	5,22	5,41	5,64	5,48	6,59	6,52	6,52	6,59	6,57
	Août	4,06	5,38	5,17	5,45	5,63	5,42	6,52	6,48	6,45	6,59	6,52
	Septembre	4,06	5,58	5,21	5,49	5,64	5,52	6,63	6,58	6,58	6,59	6,60
	Octobre	4,06	5,68	5,31	5,66	5,70	5,62	6,58	6,59	6,58	6,64	6,62
	Novembre	4,06	5,65	5,28	5,64	5,71	5,59	6,59	6,61	6,59	6,66	6,63
	Décembre	4,06	5,71	5,25	5,56	5,73	5,61	6,60	6,62	6,63	6,69	6,67
1969	Janvier	4,06	5,82	5,37	5,58	5,76	5,69	6,61	6,62	6,65	6,71	6,69
	Février	4,06	5,87	5,45	5,64	5,81	5,74	6,65	6,63	6,71	6,75	6,74
	Mars	4,06	5,94	5,56	5,66	5,86	5,80	6,69	6,72	6,76	6,79	6,79
	Avril	4,06	6,01	5,58	5,68	5,91	5,86	6,68	6,71	6,84	6,84	6,85
	Mai	4,06	6,44	5,85	5,90	6,04	6,15	6,83	6,78	7,06	7,07	7,06
	Juin	4,07	6,49	6,03	5,94	6,18	6,24	6,73	6,92	7,19	7,21	7,18
	Juillet	4,07	6,50	6,13	5,95	6,16	6,26	6,72	6,99	7,16	7,38	7,23
	Août	4,07	6,55	6,23	5,96	6,16	6,29	6,68	6,82	7,22	7,41	7,26
	Septembre	4,07	6,58	6,28	6,00	6,28	6,35	6,76	6,80	7,37	7,55	7,41
	Octobre	4,08	7,17	6,79	6,44	6,54	6,81	7,02	7,21	7,86	8,25	7,98

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Non compris les emprunts perpétuels. — 2 Y compris les emprunts de sociétés à plus de 5 ans.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) »; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSIONS ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse		
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	
Taux en vigueur au 31-12-1959		4,—		4,—		4,—		4,—		3,50		3,50		2		2,—	
1960 Août			12	3,—													
Octobre ..					6	3,50	27	5,50									
Novembre .	11	4,—															
Décembre ..								8	5,—								
1961 Janvier	20	3,50															
Mai	5	3,—															
Juillet ...							25	7,—									
Octobre ..							5	6,50									
Novembre .							2	6,—									
1962 Mars							8	5,50									
Mars							22	5,—									
Avril							26	4,50			25	4,—					
Juin													26	6,—			
Septembre .													10	5,50			
Octobre ..													12	5,—			
Novembre .													13	4,—			
1963 Janvier ...								3	4,—			8	3,50				
Mai													6	3,50			
Juillet			17	3,50													
Août													11	4,—			
Novembre .					14	4,—											
1964 Janvier ...												6	4,—				
Février ...								27	5,—								
Juin											4	4,50					
Juillet															3	2,50	
Novembre .			24	4,—				23	7,—				23	4,25			
1965 Janvier ...	22	3,50															
Avril					9	3,50											
Juin								3	6,—								
Août	13	4,—															
Décembre ..			6	4,50									6	4,75			
1966 Mars													14	5,25			
Mai	27	5,—									2	5,—					
Juillet								14	7,—						6	3,50	
1967 Janvier ...	6	4,50						26	6,50					30	5,—		
Février ...	17	4,—															
Mars								16	6,—		15	4,50		7	4,50		
Avril	14	3,50	7	4,—													
Mai	12	3,—						4	5,50								
Juillet															10	3,—	
Septembre .														28	5,—		
Octobre ..								19	6,—								
Novembre .								9	6,50								
Novembre .			20	4,50				18	8,—					20	6,—		
1968 Janvier ...														22	7,—		
Mars			22	5,—										15	7,50		
Avril			19	5,50													
Juillet					4	5,—								2	7,—		
Juillet														29	6,50		
Août			30	5,25													
Septembre .														3	6,—		
Novembre .					13	6,—											
Décembre ..			18	5,50										20	5,—	18	6,50
1969 Février ...								27	8,—								
Mars														3	7,—		
Avril	18	4,—	4	6,—													
Juin	20	5,—			13	7,—								9	5,50		
Juillet									1	5,— ³				11	7,50		
Août									14	5,50 ⁴				16	8,—		
Septembre .	11	6,—														15	3,75
Octobre ..					8	8,—											

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Entre le 1-11-1959 et le 20-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

3 Le taux de 3,5 % qui était en vigueur du 7 juin 1958 au 30 juin 1960 pour toutes les opérations, est maintenu pour les établissements de crédit qui auront fait recours au r'escompte pour un montant inférieur aux cinq pour cent de leurs réserves bancaires obligatoires, pendant le semestre de calendrier précédant celui de l'opération. A partir du 1er juillet 1960, le taux d'escompte s'appliquant aux établissements de crédit qui auront dépassé cette limite est majoré de 1,50 pour cent.

4 A partir du 14 août 1960 la majoration de 1,50 pour cent s'applique à un taux d'escompte de base de 4 % au lieu de 3,50 %.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre
ACTIF				
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	17.448	20.665	22.415	23.824
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	2.627	3.370	4.716	5.200
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	2.263	3.096	4.405	4.926
<i>Autres opérations</i>	364	274	311	274
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	630	589	1.471	1.471
Monnaies divisionnaires	28	24	22	30
Comptes courants postaux	911	920	1.135	1.221
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.316	3.546	1.682	3.427
Portefeuille d'escompte	20.007	18.606	19.053	16.010
Effets représentatifs de crédits à court terme :				
<i>Effets escomptés sur la France</i>	7.030	6.173	6.925	7.038
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	575	669	612	141
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	...	...	1.332
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :				
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	12.402	6.819	6.188	4.050
<i>Autres crédits à moyen terme</i>		4.945	5.328	3.449
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.220	4.546	6.183	8.840
Avances à 30 jours sur effets publics ...	72	32	5	12
Avances sur titres	71	88	91	99
Avances sur or .....	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	1.656	1.689	1.465	1.368
Divers	1.468	1.497	1.142	1.373
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647
PASSIF				
Engagements à vue :				
Billets au porteur en circulation	55.781	59.544	64.170	67.627
Comptes créditeurs	3.479	3.668	3.272	3.066
<i>Comptes courants du Trésor public</i> ...	1	...	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	238	426	169	226
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .	1.789	1.807	1.721	1.345
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.451	1.435	1.382	1.495
Capital de la Banque	250	250	250	250
Divers	1.716	1.882	1.460	1.704
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1968 5 septembre	1969 4 septembre	1968 10 octobre	1969 9 octobre
ACTIF						
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	25.618	16.356	17.835	14.393	16.999	13.727
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	4.683	1.216	1.514	1.368	1.274	1.368
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	4.423	1.216	1.216	1.368	1.216	1.368
<i>Autres opérations</i>	260	...	298	...	58	...
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.380	1.290	1.290	1.199	1.290	1.199
Monnaies divisionnaires	7	32	17	25	20	19
Comptes courants postaux	1.194	1.514	1.084	253	1.355	275
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.153	3.368	3.850	3.452	3.855	3.452
Portefeuille d'escompte	25.185	36.468	35.954	43.176	38.537	43.220
Mobilisation de créances sur la France						
Effets représentatifs de crédits à court terme :						
<i>Obligations cautionnées</i>	1.810	839	2.144	3.402	2.074	2.989
<i>Effets garantis par l'Office des céréa- les</i> ⁴	1.859	2.930	749	1.308	1.414	2.425
<i>Autres effets sur la France</i>	7.697	10.643	10.713	9.127	11.576	9.154
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :						
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	2.565	4.751	6.660	7.062	6.954	6.247
<i>Autres crédits à moyen terme</i>	2.249	4.335	4.656	6.801	4.965	7.305
Mobilisation de créances sur l'étranger						
<i>Effets représentatifs de crédits à court terme</i>	4.722	7.760	6.325	9.383	6.778	8.804
<i>Effets de mobilisation de créances à moyen terme</i>	4.283	5.210	4.707	6.093	4.776	6.296
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.443	12.251	8.053	19.054	8.388	21.766
Avances à 30 jours sur effets publics ...	212	—	—	—	—	—
Avances sur titres	86	142	90	137	144	144
Effets en cours de recouvrement	1.638	3.375	853	1.102	1.133	1.187
Divers	1.815	5.432	3.716	1.312	4.971	1.294
Total ...	78.186	91.216	84.028	95.243	87.738	97.423

PASSIF

Engagements à vue :						
Billets au porteur en circulation	70.508	72.194	71.563	72.466	71.887	72.919
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	3.606	7.056	4.614	5.239	5.981	5.696
Autres comptes créditeurs	1.761	5.074	3.591	14.168	4.126	15.064
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	...	1	1	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	246	3.405	2.291	6.635	2.769	9.323
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.515	1.668	1.300	7.532	1.356	5.740
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250
Divers	2.061	6.642	4.010	3.120	5.494	3.494
Total ...	78.186	91.216	84.028	95.243	87.738	97.423

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX . 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1966 February 28	1967 February 28	1968 February 28	1969 February 28	1968 September 4	1969 September 10	1968 October 9	1969 October 8
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------------	-------------------	-------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.788	2.888	3.038	3.188	3.188	3.319	3.138	3.217
Other Securities	1	1	1	1	1	20	1	22
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.800	2.900	3.050	3.200	3.200	3.350	3.150	3.250
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.800	2.900	3.050	3.200	3.200	3.350	3.150	3.250

Notes Issued :								
In Circulation	2.784	2.869	3.016	3.140	3.158	3.280	3.112	3.242
In Banking Department	16	31	34	60	42	70	38	8
Total ...	2.800	2.900	3.050	3.200	3.200	3.350	3.150	3.250

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	380	458	526	486	507	497	547	470
Other Securities :								
Discounts and Advances	70	93	88	70	84	72	61	83
Securities	28	27	31	89	31	75	33	75
Notes	16	31	34	60	42	70	38	8
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	495	610	680	706	665	655	680	637

Capital	15	15	15	14	15	15	15	14
Rest	4	4	4	4	4	4	3	3
Public Deposits	13	12	13	12	14	10	11	11
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	97	201	218	231	221	223	220	221
Other Deposits :								
Bankers	272	268	302	301	275	259	299	237
Other Accounts	94	110	128	144	136	144	132	151
Total ...	495	610	680	706	665	655	680	637

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1965 December 31	1966 December 31	1967 December 31	1968 December 31	1968 September 4	1969 September 10	1968 October 9	1969 October 8
ASSETS								
Gold certificate account	13.436	12.674	11.481	10.026	10.026	10.027	10.026	10.036
Cash	129	298	360	207	321	145	310	153
Discounts and advances	137	173	141	188	445	340	288	790
Acceptances :								
Bought outright	75	69	75	58	52	37	54	39
Held under repurchase agreement	112	124	89	...	...	...	...	23
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement	—	34	38	...	...	...	...	49
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	9.100	11.803	15.975	18.756	18.863	16.958	18.425	19.313
Certificates .....	...	4.351	...	...	...	1.107	...	...
Notes	24.828	21.302	26.918	28.706	28.205	30.553	28.424	31.357
Bonds	6.550	6.199	6.087	5.475	5.728	4.143	5.757	3.468
Total bought outright ...	40.478	43.655	48.980	52.937	52.796	52.756	52.606	54.138
Held under repurchase agreement	290	627	132	...	...	...	...	162
Total U.S. Government securities ...	40.768	44.282	49.112	52.937	52.796	52.756	52.606	54.300
Total loans and securities	41.092	44.682	49.455	53.183	53.293	53.133	52.948	55.201
Cash items in process of collection	6.915	7.879	8.465	9.417	7.401	9.185	7.876	9.034
Bank premises	103	107	112	113	113	113	115	113
Other assets	977	1.418	2.153	2.894	1.696	2.858	2.045	3.052
Total assets ...	62.652	67.058	72.026	75.840	72.850	75.461	73.320	77.589

LIABILITIES

Federal Reserve notes	37.074	39.339	41.642	44.726	42.738	45.465	42.807	45.517
Deposits :								
Member bank reserves	18.447	19.794	20.999	21.773	20.854	20.378	20.541	21.241
U.S. Treasurer - general account	668	416	1.123	703	1.041	8	1.295	1.148
Foreign	150	174	135	216	149	96	112	123
Other	355	588	663	747	448	439	481	503
Total deposits ...	19.620	20.972	22.920	23.439	22.492	20.921	22.429	23.015
Deferred availability cash items	4.667	5.369	5.972	6.020	5.743	6.876	6.182	6.884
Other liabilities and accrued dividends ...	189	238	296	395	394	509	386	525
Total liabilities ...	61.550	65.918	70.830	74.580	71.367	73.771	71.804	75.941

CAPITAL ACCOUNTS

Capital paid in	551	570	598	630	618	679	621	665
Surplus	551	570	598	630	598	630	598	630
Other capital accounts .....	...	...	...	...	267	381	297	353
Total liabilities and capital accounts ...	62.652	67.058	72.026	75.840	72.850	75.461	73.320	77.589
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	144	191	156	109	138	162	121	158

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1965 31 december	1966 31 december	1967 31 december	1968 31 december	1968 9 september	1969 8 september	1968 7 oktober	1969 6 oktober
ACTIVA								
Goud	6.327	6.234	6.166	6.115	6.113	6.137	6.113	6.163
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.096	1.119	2.023	984	820	1.144	869	1.151
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	44	53	50	19	273	5	264	3
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	7	78	203	211	138	206	253	392
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4° van de Bankwet 1948)	704	1.139	895	1.613	1.469	981	1.535	1.436
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	157	234	283	418	295	736	290	603
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	30	22	20	28	20	26	17	23
Belegging van kapitaal en reserves	164	162	183	226	229	264	229	264
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	15	20	24	21	12	8	13	7
Totaal ...	8.544	9.061	9.847	9.635	9.369	9.507	9.583	10.042

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	7.682	8.245	8.558	8.703	8.361	8.878	8.419	8.969
Bankassigntaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	525	437	873	472	588	90	745	508
's Rijks schatkist	394	326	775	394	530	31	690	446
Banken in Nederland	91	76	43	31	17	10	16	19
Andere ingezetenen	40	35	55	47	41	49	39	43
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	64	56	57	61	49	149	47	152
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	57	50	48	42	42	138	38	139
Andere niet-ingezetenen	7	6	9	19	7	11	9	13
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	13	13	13	7	9	5	8	6
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	163	171	209	244	209	244	209	244
Diverse rekeningen	77	119	117	128	133	121	135	143
Totaal ...	8.544	9.061	9.847	9.635	9.369	9.507	9.583	10.042

N. B. -- Circulatie der door de Bank namens de
Staat in het verkeer gebrachte munt-
biljetten

71	72	34	24	26	19	25	19
----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1965 dicembre	1966 dicembre	1967 dicembre	1968 dicembre	1968 luglio	1969 luglio	1968 agosto	1969 agosto
Oro in cassa	1.502	1.509	1.500	1.827	1.686	1.835	1.706	1.836
Cassa ¹	24	35	44	37	36	39	37	33
Portafoglio ²	720	939	1.243	1.333	977	1.349	980	1.335
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	311	664	1.209	1.337	838	1.036	819	1.100
Prorogati pagamenti	93	95	...	...	...	...	...	...
Ufficio italiano dei cambi	1.982	2.129	2.474	2.086	2.267	1.939	2.364	1.900
Disponibilita in divisa all'estero .....	...	—	—	...	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	405	619	747	1.035	750	1.444	718	1.557
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	211	241	365	531	380	701	377	701
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	377	339	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	913	537	166	287	528	140	302	...
Servizi diversi per conto dello Stato	33	59	61	91	65	112	76	117
Spese	102	133	157	179	94	104	99	109
Totale attivo ...	6.673	7.299	8.305	9.082	7.960	9.038	7.817	9.027
Circolazione dei biglietti ⁵	4.283	4.595	5.126	5.390	4.843	5.262	4.747	5.311
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	41	62	52	110	43	49	33	44
Conti correnti liberi	157	172	256	186	59	56	39	46
Conti correnti vincolati	1.738	1.933	2.162	2.425	2.327	2.614	2.328	2.535
Creditori diversi	340	391	537	775	578	935	555	950
C/c servizio tesoreria .....	...	...	...	...	...	...	...	15
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	7	8	9	9	9	10	9	10
Fondo di riserva straordinario	4	5	6	7	6	7	7	7
Rendite	103	133	157	180	95	105	99	109
Utile provvisorio del precedente esercizio ..	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	6.673	7.299	8.305	9.082	7.960	9.038	7.817	9.027
Depositanti di titoli e valori	4.991	6.338	7.340	8.089	7.122	9.113	7.018	9.040
¹ Comprese monete di Stato	1	22	24	14	17	16	16	15
² Compreso finanziamento ammessi e acquisto grano :								
— aziende di credito	387	414	441	506	492	530	462	535
— istituti speciali	293	314	335	324	306	337	335	341
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	308	661	1.208	1.332	832	1.030	812	1.092
— privati	1	1	1	6	7	6	4	8
⁴ Compresi BOT	107	108	153	80	102	368	81	397
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	1	2	2	2	2	2	n.d.
⁶ Compresi vaglia e assegni	22	27	28	20	20	22	16	18

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1965 31. Dezember	1966 31. Dezember	1967 31. Dezember	1968 31. Dezember	1968 6. September	1969 5. September	1968 7. Oktober	1969 7. Oktober
AKTIVA								
Gold	17.371	16.905	16.647	17.881	17.426	17.976	17.565	18.112
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	8.111	9.775	10.353	11.503	9.756	15.246	9.375	19.772
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	—	—	1.000	3.715	2.700	4.200	3.200	4.200
Sorten, Auslandswechsel und -checks ...	892	1.084	1.953	3.134	2.711	2.254	2.890	1.722
Deutsche Scheidemünzen	130	166	200	191	237	170	221	161
Postcheckguthaben	409	425	418	470	194	199	190	219
Inlandswechsel	4.650	5.031	2.922	2.139	3.816	7.889	3.634	6.353
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	345	711	...	5	...	83	...	...
Lombardforderungen	696	938	950	875	27	181	310	44
Kassenkredite	1.408	1.164	2.220	1.344	22	5	...	...
Wertpapiere	1.151	1.095	2.317	1.688	1.793	1.109	1.814	1.095
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	7.617	7.804	6.438	6.148	6.492	6.527	6.542	6.195
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	3.001	3.741	3.639	4.053	4.031	3.568	4.056	3.729
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	2.285	2.462	1.534	783	1.286	722	1.286	722
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	3.344	3.256	2.448	3.969	4.169	3.559	4.169	3.935
<i>darunter : a) an I.W.F.</i>	1.390	1.390	670	2.082	2.282	1.824	2.282	2.200
<i>b) an Weltbank</i>	1.446	1.446	1.447	1.644	1.644	1.580	1.644	1.580
<i>c) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	508	420	331	243	243	155	243	155
Sonstige Aktiva	433	357	830	813	454	658	489	744
	51.843	54.914	53.869	58.711	55.114	64.346	55.741	67.003
PASSIVA								
Banknotenumlauf	29.455	30.770	31.574	32.499	31.029	33.141	30.766	32.548
Einlagen von	18.671	19.784	17.628	21.255	19.345	25.757	20.120	28.715
<i>Kreditinstituten</i>	16.241	17.386	15.179	17.579	15.522	22.295	13.817	22.156
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	2.165	2.109	2.115	3.299	3.547	3.177	6.022	6.246
<i>Andere inländischer Einlegern</i>	265	289	334	377	276	285	281	313
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	452	552	643	365	405	465	406	516
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	418	494	506	322	368	440	358	483
<i>Sonstige</i>	34	58	137	43	37	25	48	33
Rückstellungen	1.475	1.690	1.925	2.110	2.110	2.570	2.110	2.570
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	861	963	1.080	1.180	1.180	1.280	1.180	1.280
Sonstige Passiva	639	863	729	1.012	755	843	869	1.084
	51.843	54.914	53.869	58.711	55.114	64.346	55.741	67.003

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1968 6 septembre	1969 5 septembre	1968 7 octobre	1969 7 octobre
ACTIF								
Encaisse or	13.164	12.297	13.370	11.356	11.377	11.435	11.371	11.435
Devises	853	2.060	1.987	5.601	1.257	1.105	1.106	2.481
Bons du Trésor étrangers en FS	432	432	432	1.442	1.442	1.851	1.442	1.851
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	429	519	174	108	361	—	144	—
Portefeuille effets sur la Suisse	139	158	142	288	91	113	89	157
<i>Effets de change</i>	130	141	142	281	91	113	89	117
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	9	17	...	7	...	...	...	40
Avances sur nantissement	39	109	86	160	27	52	35	44
Titres	93	182	182	181	181	175	180	176
<i>pouvant servir de couverture</i>	2	...	9	17	17	34	17	35
<i>autres</i>	91	182	173	164	164	141	163	141
Correspondants :	81	97	87	122	30	61	42	51
<i>en Suisse</i>	66	82	72	100	11	24	25	28
<i>à l'étranger</i>	15	15	15	22	19	37	17	23
Autres postes de l'actif	33	68	59	57	84	92	94	97
Total ...	15.263	15.922	16.519	19.315	14.850	14.884	14.503	16.292

PASSIF

Fonds propres	57	58	59	60	60	61	60	61
Billets en circulation	10.043	10.651	11.327	12.047	10.565	11.128	10.647	11.210
Engagements à vue	3.215	3.431	4.145	6.414	3.297	2.674	2.863	3.965
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	3.005	2.982	3.811	5.776	2.824	2.368	2.389	3.504
<i>Autres engagements à vue</i>	210	449	334	638	473	306	474	461
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	—	—	—	—	—	—
Engagements à terme	602	389	550	233	375	319	375	318
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	20	2	—	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	291	356	438	561	553	702	558	738
Total ...	15.263	15.922	16.519	19.315	14.850	14.884	14.503	16.292

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)* — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bolletino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0.29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1967	31 décembre 1968	31 juillet 1968	31 juillet 1969	31 août 1968	31 août 1969
I. Or en lingots et monnayé	2.720	4.057	4.015	4.081	4.026	4.110
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue .	38	42	49	48	43	94
III. Bons du Trésor réescomptables	1.335	70	68	7	71	7
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	72	62	71	62	63	63
V. Dépôts à terme et avances :	6.231	9.949	6.314	10.667	6.840	10.884
a) à 3 mois au maximum	5.755	6.004	6.050	8.086	6.566	8.234
b) à 3 mois au maximum (or)	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	440	} 3.945	171	} 2.581	199	} 2.650
d) de 6 à 9 mois	21		32		13	
e) de 9 à 12 mois	15		61		62	
f) à plus d'un an	—		—		—	
VI. Autres effets et titres :	1.941	1.563	2.093	1.853	2.029	1.855
-1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	295	299	358	368	359	370
b) de 3 à 6 mois	20	} 118	19	} 51	23	} 48
c) de 6 à 9 mois	77		13		16	
d) de 9 à 12 mois	11		19		9	
e) à plus d'un an	—		—		—	
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	1.345	999	1.560	1.333	1.530	1.343
b) de 3 à 6 mois	83	} 147	92	} 101	60	} 94
c) de 6 à 9 mois	53		8		8	
d) de 9 à 12 mois	34		...		...
e) à plus d'un an	23		24		24	
VII. Actifs divers	1	20	5	1	12	2
<i>Total actif ...</i>	12.338	15.763	12.615	16.719	13.084	17.015

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1967	31 décembre 1968	31 juillet 1968	31 juillet 1969	31 août 1968	31 août 1969
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	45	75	75	105	75	105
1. Fonds de Réserve Légale	12	12	12	12	12	12
2. Fonds de Réserve Générale	23	38	38	53	38	53
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes .	10	10	10	10	10	10
4. Fonds de Réserve Libre	—	15	15	30	15	30
III. Dépôts (or) :	5.032	5.543	5.262	5.341	5.259	5.349
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	183	226	89	247	90	232
c) de 6 à 9 mois	—	—	121	—	93	—
d) de 3 à 6 mois	52	—	—	—	—	—
e) à 3 mois au maximum	3.172	2.665	2.654	2.697	2.711	2.728
f) à vue	995	2.066	1.823	1.830	1.789	1.823
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	17	—	—	—	—	—
c) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
d) de 3 à 6 mois	55	—	—	—	—	—
e) à 3 mois au maximum	375	97	148	62	114	34
f) à vue	183	489	427	505	462	532
IV. Dépôts (monnaies) :	6.228	8.241	6.217	9.537	6.685	9.809
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	13	—	10	—	10	—
b) de 9 à 12 mois	47	1.942	3	1.919	46	1.971
c) de 6 à 9 mois	89	—	6	—	16	—
d) de 3 à 6 mois	377	—	345	—	377	—
e) à 3 mois au maximum	5.273	5.714	5.070	6.923	5.575	6.924
f) à vue	99	32	55	26	18	30
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	8	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	90	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	—	—	58	—	24	—
d) à 3 mois au maximum	305	447	654	651	598	858
e) à vue	17	16	15	18	21	26
V. Effets :	573	1.466	643	1.314	644	1.320
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	937	—	480	—	636
c) de 3 à 6 mois	—	—	474	—	474	—
d) à 3 mois au maximum	573	529	169	834	170	684
VI. Divers	104	75	55	75	59	87
VII. Comptes de profits et pertes	—	—	—	—	—	—
VIII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	—	—
IX. Provision	231	238	238	222	237	220
<i>Total passif ...</i>	12.338	15.763	12.615	16.719	13.084	17.015

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.C.C.B.R.U.	Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
	B.N.B.
	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G.
	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
	C.G.E.R.
	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.
	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A.
	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL
	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
	FEBELTEX
	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	F.I.B.
	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
	I.N.S.
	Institut National de Statistique.
	I.R.G.
	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.
	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.P.
	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	O.N.D.
	Office National du Ducroire.
	ONEM
	Office National de l'Emploi.
	O.N.S.S.
	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
	R.T.B.
	Radiodiffusion-Télévision Belge.
	R.T.T.
	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	R.Y.A.
	Régie des Voies Aériennes.
	SABENA
	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.
	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.
	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.C.V.
	Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.
	S.N.D.E.
	Société Nationale des Distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
Population	I - 1	1. Tableau général	VIII - 1
Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2
Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3	3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3
Affectation du produit national :		4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
a) Estimations à prix courants	I - 4a	b) Indices du volume	VIII - 4b
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b	5. Orientation géographique	VIII - 5
II. — Emploi et chômage.		IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.	
Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
Demandes et offres d'emploi	II - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
III. — Agriculture et pêche.		3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
Production agricole	III - 1	X. — Marché des changes.	
Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
IV. — Industrie.		2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2
Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	XI. — Finances publiques.	
Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
Energie	IV - 3	2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2
Métallurgie	IV - 4	3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3
Construction : données annuelles	IV - 5	4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4
Construction : données mensuelles	IV - 6	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
V. — Services.		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
Transports :		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1965	XII - 1a
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1966	XII - 1b
b) Navigation maritime	V - 1b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1966 ...	XII - 2
c) Navigation intérieure	V - 1c	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1965 (totaux sectoriels)	XII - 3a
Tourisme	V - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1966 (totaux sectoriels)	XII - 3b
Commerce intérieur :		4. Mouvements des créances et des dettes en 1966 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Indices des ventes	V - 3a	XIII. — Organismes monétaires.	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
VI. — Revenus.		2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
Rémunérations des ouvriers	VI - 1	a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a
Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
VII. — Prix et indices des prix.		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
Prix de gros mondiaux	VII - 1	d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	4. Stock monétaire	XIII - 4
Indices des prix à la consommation en Belgique ...	VII - 4	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7
		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses.
II - 2. — Demandes et offres d'emploi.
IV - 0. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture.
IV - 2. — Indices de la production industrielle.
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée.
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique.
VII - 4. — Indices des prix de détail et des prix à la consommation en Belgique.
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.
XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice.
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires.
XIII - 13. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks.
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts.
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant.